



UN POUR TOUS - TOUS POUR UN

CAISSE DE PRÉVOYANCE DE SECOURS MUTUELS ET D'ÉPARGNE
DU PERSONNEL DES JURIDICTIONS MIXTES D'ALEXANDRIE

FONDATEUR
ADIB MAAKAD BEY

LIVRE COMMEMORATIF

PUBLIÉ À L'OCCASION

DU DÉCENNAIRE DE LA FONDATION
DE L'ASSOCIATION

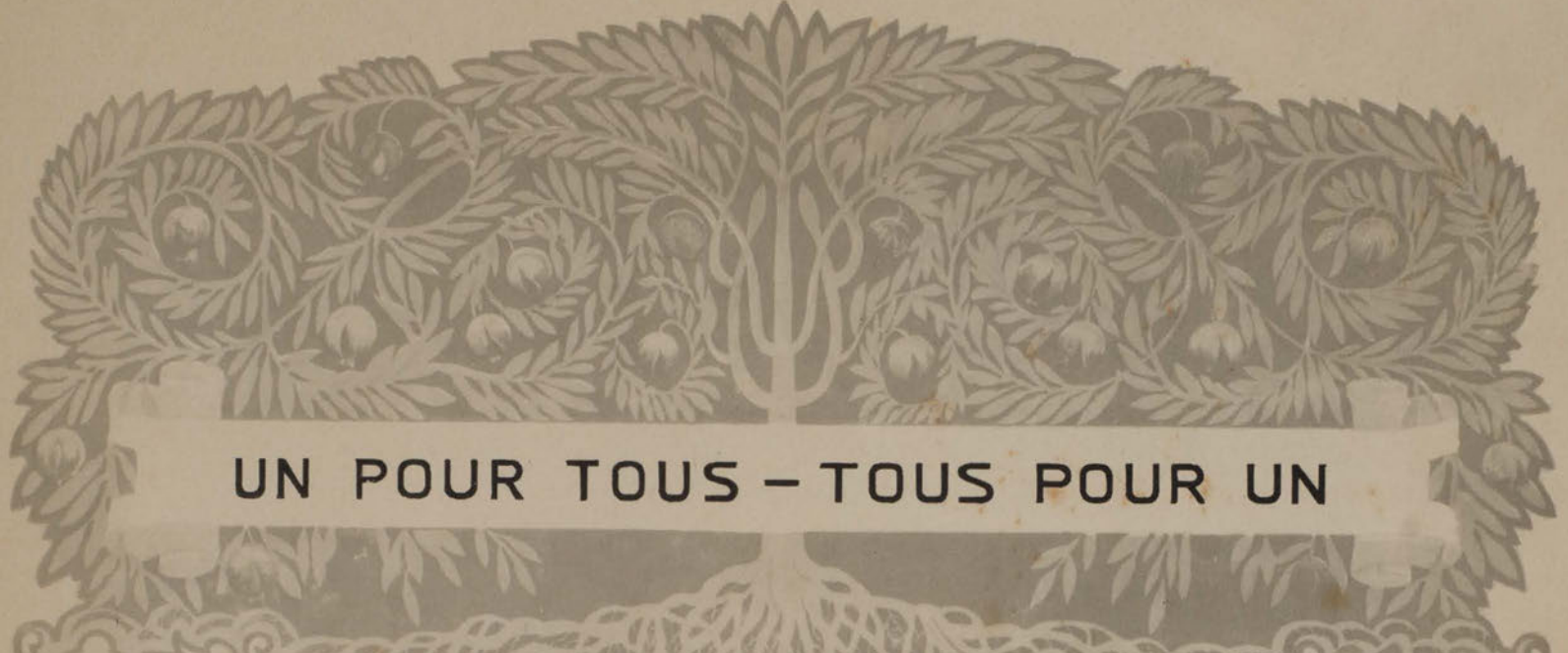
1927 · 1937

.....

1937

ALEXANDRIE

LIVRE COMMÉMORATIF
DU
DÉCENNAIRE
DE LA
CAISSE DE PRÉVOYANCE DU PERSONNEL
DES JURIDICTIONS MIXTES
D'ALEXANDRIE



UN POUR TOUS – TOUS POUR UN

CAISSE DE PRÉVOYANCE DE SECOURS MUTUELS ET D'ÉPARGNE
DU PERSONNEL DES JURIDICTIONS MIXTES D'ALEXANDRIE

FONDATEUR
ADIB MAAKAD BEY

LIVRE COMMEMORATIF
PUBLIÉ À L'OCCASION
DU DÉCENNAIRE DE LA FONDATION
DE L'ASSOCIATION

1927 · 1937

.....

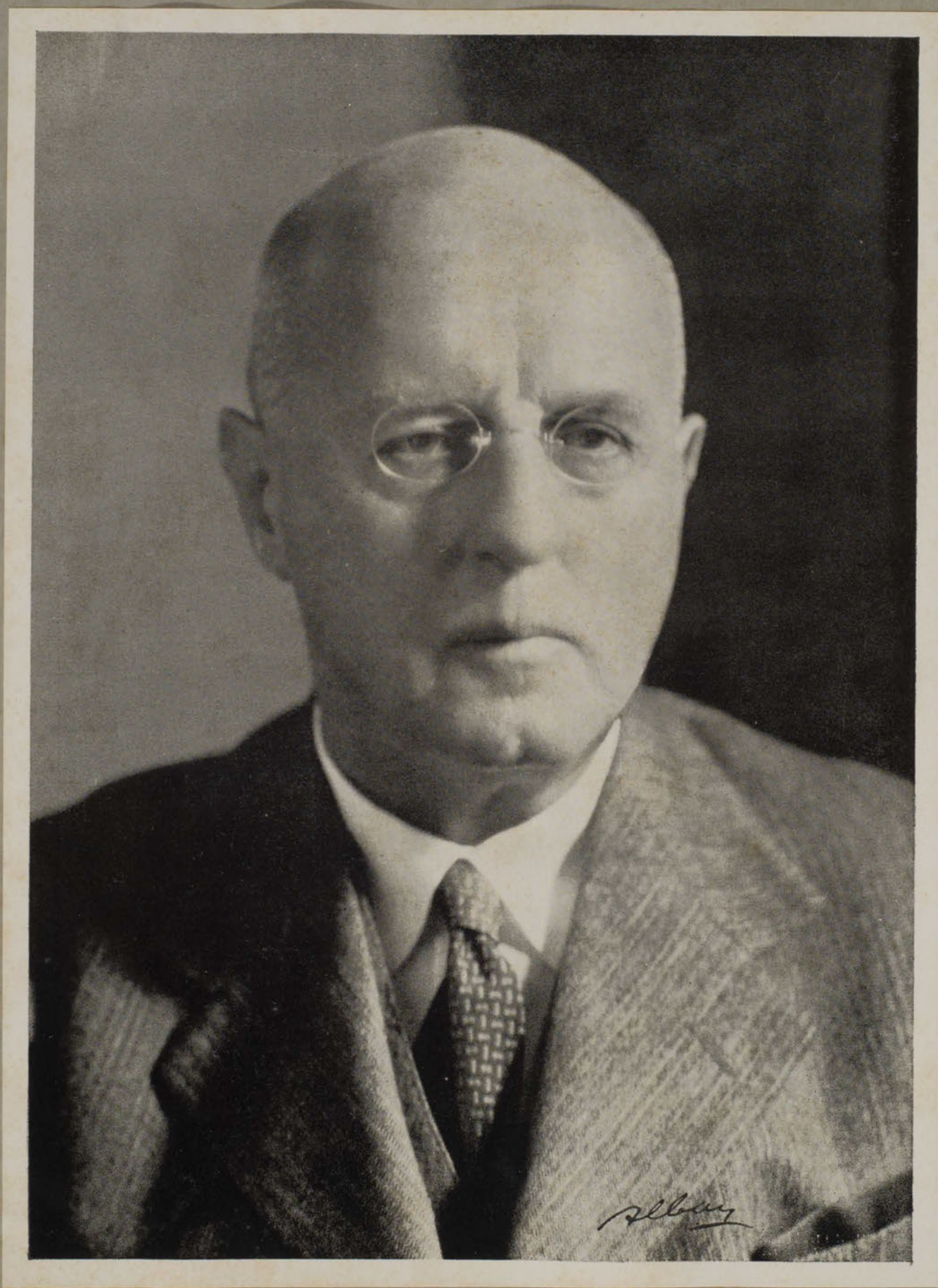
1937

ALEXANDRIE

Il a été tiré de cet ouvrage 25 exemplaires numérotés
sur papier "Cyrano Vélín Vergé"
et 800 exemplaires numérotés sur papier parcheminé.

N^o 155.....

DROITS DE REPRODUCTION ET DE TRADUCTION
EXPRESSÉMENT RÉSERVÉS



Sir RICHARD VAUX
*Premier Président de la Cour d'Appel Mixte,
Président Honoraire de l'Association.*



TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
LE LIVRE DU DÉCENNAIRE, par M. ADIB MAAKAD BEY, Greffier en Chef du Tribunal Mixte d'Alexandrie, Président-Fondateur de l'Association	I
AVANT-PROPOS, par Me MAXIME PUPIKOFER, Avocat à la Cour, Directeur de la « Gazette des Tribunaux Mixtes d'Égypte » et du « Journal des Tribunaux Mixtes »	9
AL TAZKAR (Le Souvenir) — Poème (<i>en arabe</i>), par M. SÉLIM AOUD, Premier Interprète de la Cour d'Appel Mixte	17



PREMIÈRE PARTIE

L'ŒUVRE DE L'ASSOCIATION ET SON AVENIR

(Relation du Comité Administratif)

CHAPITRE PREMIER. — L'HISTORIQUE DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE.

Situation du personnel. — L'idée créatrice. — Les difficultés de réalisation. — L'avant-projet de statuts. — Le projet de statuts. — La fondation. — Les buts envisagés. — La réalisation des buts statutaires. — Les premiers fonds. — Magasins et spectacles. — Soins médicaux. — Médicaments. — Traitement dans les hôpitaux. — Assurance sur la vie. — Les témoignages de sympathie et d'encouragement. — Fondation de caisses de prévoyance dans les autres sièges 21

CHAPITRE II. — LA GESTION DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE.

	<i>Page</i>
Les Conseils d'Administration successifs depuis la fondation de l'Association et leur œuvre	34
L'administration	37
Ressources nouvelles	38
Avantages nouveaux dans les domaines de la prévoyance et de la mutualité	38
La vente de titres à tempérament	40
La maison à soi	40
L'assemblée générale du 6 novembre 1936	42
État des recettes et des dépenses de l'Association, depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1936	43
Rapport du censeur de l'Association et décharge au Conseil d'Administration de sa gestion pour l'exercice 1936, qui clôture le premier décennaire	46

CHAPITRE III. — L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE À SON DÉCENNAIRE.

Tableau synoptique des avantages octroyés aux sociétaires	53
EZZELINO DELLA ROVERE BEY. — La funzione etico-economico-sociale della Cassa di Previdenza nel suo primo decennio.	55
Me CHARLES AYOUB BEY. — Les sociétaires de la Caisse de Prévoyance et l'assurance-vie	63
Dr. JOSEPH KHOURI. — L'activité de la Caisse de Prévoyance dans le domaine médical	71
Tableau du corps médical de l'Association au 31 décembre 1936	76
Notice biographique :	
Dr. Najib Farah	77
Dr. Polybe Modinos	77
Dr. Ibrahim Nahas	78
Dr. Alexandre Adlivankine	78
Dr. Antoine Farah	78
Dr. Michel B. Saraphis	79
Dr. Michel Tsatsanis	79
Dr. Henri J. Tadjer	79
Dr. Osvaldo Levante	80
Dr. Placido Bottari	80
Dr. Elefthéris C. Costalas	80
Dr. Abramino Barda	80
Dr. Joseph Khouri	81
Dr. Evangelos C. Yaloussis	81
Dr. Petraki Nasser	82
Dr. Mohamed Djémil	82

	<i>Page</i>
PATRICE ALVÈRE. — L'activité de la Caisse de Prévoyance dans les services d'hospitalisation, de maternité, de pharmacie et de laboratoire	83
Dr. ELEFTHÉRIOS C. COSTALAS. — Les sociétaires de la Caisse de Prévoyance et la thermothérapie	89
GEORGES CHAMI. — L'activité de la Caisse de Prévoyance dans la branche « Magasins et Fournitures »	95
Liste des fournisseurs de l'Association	99
 CHAPITRE IV. — L'AVENIR DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE	 101
 CHAPITRE V. — LA MUTUALITÉ AU CAIRE ET À MANSOURAH.	 103
La Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes de Mansourah (<i>Relation de son Conseil d'Administration</i>)	105
La Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes du Caire (<i>Relation de son Conseil d'Administration</i>)	109



DEUXIÈME PARTIE

LE CONCOURS DU DÉCENNAIRE

RAPPORT DU COMITÉ DU LIVRE DU DÉCENNAIRE	115
JOSEPH-MARIE CHLALA. — Étude juridique et critique sur les avantages personnels attachés à la qualité de fonctionnaire ou d'employé aux Juridictions Mixtes d'Égypte	125
SADIC CHÉBOUB. — Histoire du mouvement coopératif en Égypte (<i>en arabe</i>)	158
ANTOINE TAWA. — Des développements possibles de la Caisse de Prévoyance	159
JOSEPH NAHOUM. — De la personnalité juridique des associations de prévoyance en Égypte.	171
C. S. — L'usurier devant la Caisse de Prévoyance — <i>Fragments</i>	179



TROISIÈME PARTIE

CHARGES ET CROQUIS	Page
Me ERNEST DEGIARDÉ. — L'humour chez Thémis	189
PROF. ARTURO ZANIERI. — Esquisses.	
La consultation	193
Un qui compte !!	194
« Ore rotundo... »	195
ODETTO CAMMARANO. — Silhouettes. GIOVANNI RIVELLI. — Caricatures.	
En parcourant les Greffes de la Cour d'Appel	196
En parcourant les Services du Parquet	199
En parcourant les Greffes contentieux du Tribunal	200
Les visages gracieux... de la Juridiction gracieuse	206
Les gardiens du Trésor	208
Les tétraglottes	211
Un ensemble... saisissant	213
Dans les caves de Thémis	215
Dans les Délégations provinciales	217
Arts.	219
Musique	220
Sports	222
« Au riant Domaine de Siouf »	225
Compétiteurs du concours. — Les uns	227
...et les autres.	229
Sur les marches du portique et dans l'ombre des couloirs	230



QUATRIÈME PARTIE

LA COMMÉMORATION DU DÉCENNAIRE

Coup d'œil rétrospectif	235
Le siège de l'Association	237
« Un pour tous, tous pour un ». — Marche, par ARISTIDE ORFANELLI	240
Compte rendu de la proclamation des résultats du concours du décennaire	243
Compte rendu de la cérémonie commémorative du décennaire	247

TABLE DES ILLUSTRATIONS

SIR RICHARD VAUX, Premier Président de la Cour d'Appel Mixte,
Président Honoraire de l'Association.

	<i>Numéro</i>
Mr. Hugh O. Holmes, Procureur Général près les Juridictions Mixtes, Membre Honoraire de l'Association.	I XVI*
M. Constant van Ackere, Vice-Président de la Cour d'Appel Mixte, Membre Honoraire de l'Association.	II
M. Erling Qvale, Conseiller à la Cour d'Appel Mixte, Membre Honoraire de l'Association	III
M. Manuel Monteiro, Président du Tribunal Mixte d'Alexandrie, Membre Honoraire de l'Association	IV
M. Paul Beneducci, Vice-Président du Tribunal Mixte d'Alexandrie, Membre Honoraire de l'Association	V
Me Gabriel Maksud Bey, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près les Juridictions Mixtes, Membre Honoraire de l'Association. . . .	VI
M. Nicolas Cambas, ancien Premier Président de la Cour d'Appel Mixte, premier Président Honoraire de l'Association	I 24
M. Michaël Hansson, ancien Premier Président de la Cour d'Appel Mixte, ancien Président Honoraire de l'Association	2
Sir Ralph Cator, ancien Premier Président de la Cour d'Appel Mixte, ancien Président Honoraire de l'Association	3
Baron Firmin van den Bosch, ancien Procureur Général près les Juridictions Mixtes, ancien Membre Honoraire de l'Association	4
M. Soubhi Ghali Bey, ancien Conseiller à la Cour d'Appel Mixte, Membre Donateur	5
Mr. W. H. H. Thorne, Juge au Tribunal Mixte d'Alexandrie, Membre Donateur	6
M. Ahmed Mazloum Bey, Juge au Tribunal Mixte d'Alexandrie, Membre Donateur	7
Gr. Uff. Dott. Giuseppe De Semo, Avocat à la Cour d'Appel Mixte, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près les Juridictions Mixtes à l'époque de la fondation de l'Association	8

* Le second chiffre en italique (romain ou arabe) indique la page du texte en regard de l'illustration.

	<i>Numéro</i>	
M. Georges Coroni Bey, ancien Greffier en Chef de la Cour d'Appel Mixte, premier Président de l'Association	9	42*
Le Conseil d'Administration de l'Association en 1929	10	
Anciens Vice-Présidents de l'Association	11	
Anciens Secrétaires du Conseil d'Administration de l'Association	12	
Anciens Membres du Conseil d'Administration de l'Association	13	
M. Adib Maakad Bey, Greffier en Chef du Tribunal Mixte d'Alexandrie, Président de l'Association	14	
Le Conseil d'Administration de l'Association en 1936	15	
Dott. Prof. Giovanni Servilii, Censeur de l'Association	16	
Spécimen d'un contrat de vente de titres à tempérament	17	56
Spécimen du même contrat en texte arabe	19	
M. Elie F. Shamà, Administrateur-Délégué de la Société Anonyme Immobilière du Domaine de Siouf	21	58
Le Comité de la « maison à soi »	21	
Quelques villas de sociétaires au Domaine de Siouf	22	
Gresham House — Cairo	23	64
Les signataires du contrat d'assurance collective intervenu entre la Société et la Caisse de Prévoyance en 1927.	23	
Membres du Corps Médical de l'Association :		
<i>Alexandrie</i>		
Dr. Najib Farah—Dr. Polybe Modinos	24	76
Dr. Ibrahim Nahas — Dr. Alexandre Adlivankine	25	
Dr. Antoine Farah — Dr. Michel B. Saraphis	26	
Dr. Michel Tsatsanis — Dr. Henri J. Tadjer	27	
Dr. Osvaldo Levante — Dr. Placido Bottari	28	
Dr. Elefthéris C. Costalas — Dr. Abramino Barda	29	
Dr. Joseph Khouri — Dr. Evangelhos C. Yaloussis	30	
<i>Délégations provinciales</i>		
Dr. Petraki Nasser (<i>Tantah</i>) — Dr. Mohamed Djémil (<i>Damanhour</i>)	31	

* Le second chiffre en italique indique la page du texte en regard de l'illustration.

	<i>Numéro</i>
Société Coopérative de Consommation des Fonctionnaires du Gouvernement	32 98 *
Grands Magasins Hannaux	33
Magasins Victor Rothenberg	34
Le Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance du Personnel des Juridictions Mixtes de Mansourah	35 108
Le Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance du Personnel des Juridictions Mixtes du Caire	36
M. Fred Nourrisson, Greffier-Notaire près le Tribunal Mixte d'Alexandrie, Président du Comité du livre du décennaire	37 124
M. Georges Sisto Bey, Greffier en Chef de la Cour d'Appel Mixte, Président du Comité d'organisation de la commémoration du décennaire	38 238
Le siège de l'Association	39
Un coin du siège de l'Association	40
M. Adib Maakad Bey, Fondateur de l'Association (<i>reproduction du portrait exécuté par le Prof. Arturo Zanieri pour le siège de l'Association</i>)	41
Sociétaires cadrés et rôlistes (Cour d'Appel) Groupe A	42 246
Sociétaires cadrés et rôlistes (Cour d'Appel) Groupe B	43
Sociétaires cadrés et rôlistes (Parquet)	44
Sociétaires cadrés (Tribunal de Première Instance) Groupe A	45
Sociétaires cadrés (Tribunal de Première Instance) Groupe B	46
Sociétaires cadrés et rôlistes (Tribunal de Première Instance) Groupe C	47
Sociétaires cadrés et rôlistes (Tribunal de Première Instance) Groupe D	48
Sociétaires cadrés et rôlistes (Tribunal de Première Instance) Groupe E	49
Sociétaires cadrés et rôlistes (Tribunal de Première Instance) Groupe F	50
Sociétaires cadrés et rôlistes (Tribunal de Première Instance) Groupe G	51
Sociétaires cadrés et rôlistes (Tribunal de Première Instance) Groupe H	52
Sociétaires cadrés et hors cadre (Délégation des Huissiers à Tantah)	53
Sociétaires cadrés et hors cadre (Délégation Hypothécaire de Tantah)	54
Sociétaires cadrés et hors cadre (Délégation Hypothécaire de Damanhour)	55

* Le second chiffre en italique indique la page du texte en regard de l'illustration.

	<i>Numéro</i>
Sociétaires hors cadre (Cour d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance) Groupe A	56
Sociétaires hors cadre (Cour d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance) Groupe B	57
Sociétaires hors cadre (Cour d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance) Groupe C	58
Un aspect de la salle d'audience de la Cour d'Appel, lors de la cérémonie commémorative du décennaire	59 <i>252</i> *
Un autre aspect de la salle d'audience de la Cour d'Appel, lors de la cérémonie commémorative du décennaire	60



* Le second **chiffre** en italique indique la page du texte en regard de l'illustration.



MR. HUGH O. HOLMES
*Procureur Général près les Juridictions Mixtes,
Membre Honoraire de l'Association.*



M. CONSTANT VAN ACKERE
*Vice-Président de la Cour d'Appel Mixte,
Membre Honoraire de l'Association.*



M. ERLING QVALE
*Conseiller à la Cour d'Appel Mixte,
Membre Honoraire de l'Association.*



M. MANUEL MONTEIRO
*Président du Tribunal Mixte d'Alexandrie,
Membre Honoraire de l'Association.*



M. PAUL BENEDUCCI
*Vice-Président du Tribunal Mixte d'Alexandrie,
Membre Honoraire de l'Association.*



Me. GABRIEL MAKSUD BEY
*Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près les Juridictions Mixtes,
Membre Honoraire de l'Association.*

LE LIVRE DU DÉCENNAIRE



e livre raconte une belle histoire. Des mains amies en ont composé les pages souriantes. Les unes, expertes en l'art subtil d'écrire, les autres heureusement douées pour fixer d'un crayon agile la réalité mouvante des choses, toutes également dévouées et désireuses de « servir » avec tout ce que ce mot, depuis une pièce célèbre, exprime de généreux attachement à un idéal. Ce livre raconte une belle histoire, faite de dix années d'efforts, d'espairs, de réalisations fécondes. Dix ans ! L'on se surprend à murmurer « déjà » ! car cette histoire semble née d'hier. Le temps n'en a point terni la fraîcheur, le même souffle d'enthousiasme qui anime aujourd'hui les cœurs, présidait, certain jour de décembre 1926, dans une des salles d'audience du Palais de Justice, à la fondation de la « Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie ».

*
* *
*

L'œuvre, depuis, a grandi ; elle a rayonné. L'on a plaisir aujourd'hui à en marquer les étapes. De 1927 à 1929, après les tâtonnements inévitables du

début, un esprit de mutualité très agissant s'est développé dont on aime à suivre la courbe ascendante. Bien vite, il a progressé et s'est propagé. De 1929 à 1931, c'est une période de travail méthodique et d'organisation. L'Association étend son action, forme ses cadres, se raffermir. A partir de 1932, elle est déjà bien assise, organisée et prospère; 1936 la trouve en plein épanouissement.

* * *

Au seuil de la onzième année, il a semblé qu'une courte halte serait bienfaisante. Ainsi, sur les chemins de montagne, à l'approche d'un village entrevu dans le lointain, le voyageur s'arrête quelques instants pour contempler le paysage, puis reprend sa marche avec un regain de vigueur et d'entrain. Il faut d'ailleurs, à tout effort soutenu, quelques moments de détente pour en prolonger l'effet et lui donner sa pleine efficacité. Mesurer le chemin parcouru, peser avec conscience, et même avec une fierté légitime, les résultats de l'entreprise, en envisager les développements possibles, autant de raisons de se recueillir, en quelque sorte, avant de se diriger, avec un élan nouveau, vers un avenir riche de promesses

Mais avant de retracer les circonstances qui ont donné naissance à ce livre, qu'il nous soit permis de rendre ici un hommage de gratitude émue aux artisans de notre succès: anciens présidents et membres honoraires, magistrats, avocats, mandataires de justice, protecteurs et bienfaiteurs, ainsi qu'aux dirigeants actuels de l'Institution Judiciaire Mixte et tout particulièrement à Sir RICHARD VAUX, Premier Président de la Cour d'appel, qui, depuis qu'il a bien voulu accepter la présidence honoraire de l'Association, n'a cessé de lui témoigner un généreux intérêt et une bienveillance précieuse entre toutes, gage assuré de notre succès d'aujourd'hui et — nous en avons le ferme et constant espoir — de notre progrès de demain.

LE LIVRE DU DÉCENNAIRE

A la séance tenue le 19 mai 1936, le Conseil d'Administration de l'Association, avec l'assentiment des hauts fonctionnaires de l'Administration, décidait que la commémoration du décennaire de la fondation de l'Œuvre, l'ainée d'entre celles des trois sièges, aurait lieu au début de l'année 1937.

La réalisation de ce projet fut confiée à trois comités : un Comité d'organisation (1), un Comité du livre du décennaire (2) et un Comité administratif (3).

Au premier était dévolue la mission d'étudier la manière la plus opportune et la plus pratique de célébrer cette commémoration.

Au second comité revint la mission de présider à la publication d'un livre commémoratif auquel, soit par voie de concours, soit par contributions isolées, les membres et les amis de l'Association seraient appelés à collaborer.

Le comité administratif, enfin, devait procéder à la réédition des statuts, à la refonte du carnet des avantages procurés aux sociétaires et au renouvellement de leur carte d'identité, ainsi qu'à la confection d'un bilan comparatif des dix exercices écoulés, auquel seraient joints un aperçu historique de l'Association et une relation de son activité.

Ce programme, étudié avec soin, fut définitivement mis au point et approuvé au cours d'un thé amical qui réunit, au Casino Nouzha, les membres des trois comités, le 30 mai 1936.

(1) Sous la présidence de M. Georges Sisto bey, Greffier en Chef de la Cour d'appel, ce comité comprenait M. Wadih Maakad, Inspecteur en Chef des Greffes au Parquet Général et M.M. Albert Rosenthal, Ernest Mifsud, Jean Bichara, Giulio Bardone et Constantin Biagini, membres du Conseil d'Administration de l'Association.

(2) Pour constituer ce comité, il a été fait appel, en partie, à des personnes étrangères à l'Administration, mais qui, dès la première heure, témoignèrent à l'Association un intérêt marquant. Il était formé, sous la présidence de M. Fred. Nourrisson, Greffier-notaire près le Tribunal de première instance et secrétaire du premier Conseil d'Administration de l'Association, de Me. Maxime Pupikof, Fondateur-Directeur du « Journal des Tribunaux Mixtes », Me. Ernest Degiardi, Secrétaire de la rédaction du même journal, M. Charles Schemil, Propriétaire-Directeur du journal « Al Bassir » et M.M. Sélim Aouad, Premier Interprète de la Cour d'appel et Isidore Hailpern, secrétaire-adjoint du Conseil d'Administration de l'Association.

(3) Ce comité était composé, sous la présidence de M. Michel Zalzal, de M.M. Victor Loutfallah, Joseph Nahoum, Giovanni Rivelli et Michel Keif, tous membres du Conseil d'Administration de l'Association.

M. Mohamed Salem Maymoun, Interprète près la Cour d'appel et ancien membre du Conseil d'Administration de l'Association, a bien voulu apporter sa contribution au comité administratif, pour les travaux de langue arabe.

La graine était semée. Elle allait, au cours de l'été, germer en secret pour s'épanouir et donner ses fruits dès la rentrée.

* * *

Octobre, novembre et décembre furent des mois d'activité intense. La coordination des efforts individuels, la mise en œuvre d'éléments variés en un ensemble harmonieux, n'est pas d'ordinaire une tâche facile, mais la volonté commune de réussir, la constance et, plus encore, la joie dans le travail, le détachement de soi-même, enfin, forme supérieure et rare du désintéressement, ont permis de venir aisément à bout des difficultés inhérentes à toute entreprise collective. Il est inutile de décrire par le menu le travail de chacun des trois comités et du Conseil d'Administration. Seul le résultat final importe, et nous ne voulons donner au lecteur qui, d'un œil bienveillant, a parcouru ces lignes, qu'un bref aperçu, fil conducteur à travers les pages de ce livre qui restera comme le témoignage concret de ce que peuvent obtenir la bonne volonté et l'effort concertés de tous, mis au service d'un idéal commun.

* * *

Le concours organisé parmi les membres du personnel faisant ou non partie de l'Association eut le plus franc succès. Lors de la proclamation des lauréats, au cours d'une réunion intime qui eut lieu le 15 décembre, le président du comité du livre, M. Fred. Nourrisson, orateur disert, fit observer finement que ce n'était pas le moindre mérite de ce concours que d'avoir été une occasion pour bien des talents, jusque là ignorés, de se révéler à eux-mêmes.

* * *

Le comité du livre décida, dans son rapport, que les trois travaux primés, ainsi que le manuscrit dont l'auteur n'avait point concouru pour un prix, seraient

publiés. Il chargea, d'autre part, l'un de ses membres, M. Charles Schemeil, polémiste courtois, vaillant truchement des bonnes causes, de réunir les meilleurs passages des travaux présentés par les sept concurrents qui avaient traité de l'usure et d'en faire le sujet d'un article : « L'usurier devant la Caisse de Prévoyance ». Ces diverses matières composent la Deuxième Partie de l'ouvrage.

La Première Partie est constituée par une relation du Comité administratif et l'apport de quelques collaborateurs bénévoles.

La Troisième Partie, consacrée à la fantaisie, est précédée d'un article de Me. Ernest Degiardi. Le lecteur aura plaisir à y retrouver la verve ironique du chroniqueur du « Journal des Tribunaux Mixtes », dont l'inlassable humour nous donne si heureusement chaque semaine « de l'esprit sur des lois ».

Enfin, la Quatrième Partie est réservée aux comptes rendus et aux documents ayant trait à la commémoration du Décennaire.

Ces quatre parties sont précédées d'un Avant-Propos dû à la plume de l'éminent Fondateur-Directeur de la « Gazette des Tribunaux Mixtes d'Egypte » et du « Journal des Tribunaux Mixtes ». La collaboration de Me. Maxime Pupikofer témoigne du très grand intérêt qu'il a toujours porté à l'Association et, d'une façon générale, à tout le personnel des Juridictions Mixtes.

Un poème en arabe, par M. Sélim Aouad, Premier Interprète de la Cour d'appel, forme transition entre cet article et le restant de l'ouvrage.

Quant à l'édition, elle a été confiée à la Librairie Judiciaire « Au Bon Livre » qui l'a fait exécuter sur les presses des Etablissements Whitehead Morris Limited. Un sociétaire, M. Georges Georgiadès, a bien voulu se charger du soin délicat de surveiller la présentation artistique de l'ouvrage, lequel, grâce à la contribution de quelques sociétaires, a pu ainsi être édité avec une grande richesse de gravures et de dessins originaux.

La partie décorative ne sera pas le moindre attrait de cette publication à laquelle tous les talents ont contribué avec un égal bonheur.

La couverture est l'œuvre de M. Beppino Bartolini qui s'est inspiré d'une vieille légende orientale d'après laquelle les fruits du grenadier seraient l'emblème de la solidarité féconde. Souhaitons que la réalité réponde à cet éloquent symbole, pour le plus grand bien de tous !

Nous devons à l'art ingénieux de M. Constantin Biagini les spirituelles vignettes et les enluminures de caractère si décoratif qui rehaussent bien des pages de ce livre.

En traçant d'un crayon habile les silhouettes de plusieurs de ses camarades, membres de l'Association, M. Odetto Cammarano a fixé, avec une justesse expressive, bien des physionomies et des attitudes qui nous sont familières ⁽¹⁾. De son côté, M. Giovanni Rivelli y a ajouté, par quelques croquis facétieux, une note comique qui n'est pas sans saveur.

Le talent de M. Mohamed Kazim Asfahani, expert en écriture arabe, s'est, une fois de plus, manifesté dans la composition calligraphique de la devise qui orne le siège de l'Association et dans les travaux reproduits en lithographie dans le présent livre.

Le gracieux concours que le Prof. Arturo Zanieri nous a fourni sera des plus appréciés. Ce grand artiste n'est pas étranger à la famille judiciaire puisqu'il a fixé sur la toile les traits de plusieurs membres de la Magistrature et du Barreau. L'art, à la fois si personnel et si vivant, dont il marquait tout récemment encore une œuvre destinée spécialement à notre Association, se

⁽¹⁾ Une sélection devait, nécessairement, être faite. Le critérium a consisté à choisir de préférence ceux qui, en raison de leur fonction dans l'Administration et de leur lien avec l'Association, soit à d'autres titres (licenciés en droit, participants au concours du décennaire, lauréats aux récents examens d'expéditionnaires et de rôlistes, fervents des arts et des sports) ont inspiré plus particulièrement l'artiste et lui ont permis, en même temps, de constituer un groupement d'ensemble aussi pittoresque que possible.

LE LIVRE DU DÉCENNAIRE

retrouve dans les caricatures qui donnent à la partie intitulée « Charges et Croquis » tant de vivacité et de couleur.

*
* *

En terminant, souhaitons au lecteur qu'il ressente, en parcourant ce livre, un peu du grand plaisir qu'ont éprouvé tous ceux qui en ont écrit ou illustré les pages.

ADIB MAAKAD BEY,

*Greffier en Chef du Tribunal Mixte d'Alexandrie,
Président-Fondateur de l'Association.*



AVANT - PROPOS

« Dans le livre aux sublimes chapitres,
Majuscules, c'est vous qui composez les titres,
Et c'est sur vous toujours que s'arrêtent les yeux,
Mais les mille petites lettres, ce sont eux. »

(Rostand, *L'Aiglon*).



orsque, il y a plus de dix ans déjà, le Directeur du « *Journal des Tribunaux Mixtes* » vint frapper à la porte de l'aimable Greffier en Chef du Tribunal Mixte d'Alexandrie, pour lui demander d'apporter sa pierre à la construction du « *Livre d'Or du Cinquantenaire des Juridictions Mixtes* », il ne se doutait pas que, deux lustres plus tard, des représailles seraient exercées contre lui.

La vengeance est, dit le proverbe, un plat qui se mange froid. Est-ce pour cela qu'Adib Maakad bey a pensé qu'il n'était point trop tard pour faire retomber sur l'auteur de ces lignes le boomerang imprudemment lancé naguère par celui-ci ?

Voici que, dès les premières lignes, je m'égare déjà, à la manière de ces avocats qui, pour parer à l'argument sans réplique, cherchent à entraîner avec eux le juge dans le labyrinthe d'intempestives digressions. Je m'égare, évidemment, car c'est une toute autre conception que celle de la vengeance — oh, le vilain mot ! — qui a dicté son geste aimable à celui qui voulut bien, en 1926, déférer à ma demande de retracer dans le « *Livre d'Or du Cinquantenaire des Juridictions Mixtes* » l'histoire des divers Palais de Justice d'Alexandrie.

Ses desseins ne furent point si ténébreux ; et nous ne lui reprocherons, si vous le voulez bien, que l'imprudence qu'il a commise en livrant les pages liminaires du joli Livre d'Or d'aujourd'hui à un esprit chagrin, dont on s'accorde généralement à dire qu'il pousse systématiquement l'esprit critique jusqu'à l'exagération, et qui n'a même pas l'excuse, pour préfacier le bilan de la belle œuvre de la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie, d'avoir, à un titre quelconque, contribué à sa fondation.

Mais voici que, sans m'en douter, j'ai peut-être percé l'énigme : car, l'esprit critique ne pouvant ici trouver son domaine, je me laisse maintenant caresser par l'agréable idée d'une part personnelle de responsabilité dans la création de la Caisse de Prévoyance dont on fête aujourd'hui l'heureux décennaire. N'est-ce pas, en effet, pour avoir, sur mon innocente initiative, pris la plume en 1926 pour nous parler du Palais de Justice d'Alexandrie, que le premier fonctionnaire de ce Tribunal s'est, tout d'un coup, rendu compte de l'inévitable lacune de sa relation ? N'est-ce pas, bientôt après, en parcourant à son tour le Livre d'Or du Cinquantenaire, qu'il a été lui-même impressionné de n'y trouver nul chapitre, nulle page même sur la moindre institution d'épargne et de mutualité au sein de ces Tribunaux Mixtes qui, cependant, fonctionnaient déjà depuis un demi-siècle à la satisfaction générale ?

Magistrats, avocats et fonctionnaires avaient, dans leur profond attachement pour l'Institution Mixte, rappelé ses origines, évoqué les tournants de son histoire, imaginé ses perspectives d'avenir. L'œuvre judiciaire, le travail législatif, les réformes désirables, tout cela avait été traité, en 1926, de la façon la plus complète et la plus variée : mais personne n'avait touché à la situation même de ces fonctionnaires dont le travail persévérant et silencieux se confondait avec la vitalité même de l'Institution Mixte. Et celui-là qui, incidemment, en décrivant la vie passée du Palais, aurait été mieux placé que quiconque pour parler du personnel judiciaire, celui-là, le Chef, éprouva sans doute quelque amertume à devoir s'abstenir, pour n'avoir point à intro-

AVANT-PROPOS

duire, dans la brillante composition d'ensemble, une note de discordant pessimisme. Eh quoi ! pendant cinquante ans, la machine judiciaire avait pu poursuivre son précieux mouvement, sans que rien n'eût été fait pour protéger ses rouages, pour les mettre à l'abri des accidents, pour garantir, en un mot, son parfait fonctionnement ?

Grâce à l'armée modeste autant que nombreuse de leurs collaborateurs de tous ordres, Magistrature et Barreau avaient pu conquérir les brillantes positions qui, il y a quelques mois encore, paraissaient inexpugnables ; mais ces collaborateurs qui les secondaient dans l'ombre, personne ne s'était avisé d'assurer leur ravitaillement moral.

Oui, j'en ai maintenant le sentiment fort net : ce fut cette ombre au tableau des Juridictions Mixtes de 1926 qui provoqua, dans l'esprit et dans le cœur d'Adib Maakad bey, l'opportune réaction dont il nous est donné aujourd'hui de pouvoir compter les féconds résultats.

Sans doute la situation du personnel judiciaire n'était-elle point, déjà avant son initiative de 1926, sans préoccuper le Greffier en Chef du Tribunal Mixte d'Alexandrie. Mais n'est-ce pas quand même à son intervention à la célébration du cinquantième de l'Institution qu'il faut associer l'invitation impérieuse, à laquelle sa conscience l'empêcha de se dérober, d'accomplir le geste décisif qui devait faire lever pour son personnel l'aube d'une ère nouvelle ?

Qu'il me soit permis, au seuil du livre commémoratif du décennaire de la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie, d'en conserver l'assurance : ainsi pourra se justifier dans une infinitésimale mesure la signature qui figure au bas de cet avant-propos.

* * *

Et c'est bien parce que le livre d'aujourd'hui complète harmonieusement celui d'il y a dix années, c'est bien parce qu'il constitue le beau chapitre qui manquait au

« Livre d'Or du Cinquantenaire des Juridictions Mixtes » que je ne me suis pas reconnu le droit de résister plus longtemps à la cordiale insistence des dirigeants de la Caisse de Prévoyance du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie. Car ce qui ne pouvait être fait lors du Cinquantenaire est maintenant réalisable : il est permis de parler du personnel judiciaire mixte sans être contraint d'exposer les difficultés dans lesquelles il se débattait autrefois, de décrire d'une plume pessimiste la vie de fonctionnaires appelés, dans des conditions moins qu'enviables, à faire constamment face aux plus lourdes responsabilités. Les déceptions de celui qui travaillait dans l'injustice au service de la Justice, ses angoisses en présence des exigences de la vie matérielle, sa faiblesse dans la lutte de tous les jours contre la maladie, de tout cela il ne sera plus question. Une initiative ferme, une volonté agissante, un dévouement inlassable ont eu raison du borbier de la routine. Par le secours mutuel, par l'épargne, par la prévoyance, le personnel judiciaire a victorieusement franchi la passe difficile. Efficacement groupés et unis, sous l'égide de chefs qui sont devenus leurs associés, les fonctionnaires des Tribunaux Mixtes ont mené à bien, par le remarquable concours de bonnes volontés sans cesse accrues, la réalisation d'un programme dont, en 1926, l'esquisse même n'était pas tracée. Il aura suffi d'un animateur. Je suis particulièrement fier que m'ait été réservé, ici, avant qu'à tout autre, le plaisir de le constater.

Une page, pourtant, continuera à manquer au chapitre que viennent d'écrire, sur eux-mêmes, les fonctionnaires des Juridictions Mixtes. Seuls auteurs des manuscrits qui témoignent de leur union efficace contre l'adversité, comment leur modestie se fût-elle accommodée d'une description de leur persévérante activité, d'un rappel de leur précieuse collaboration à l'administration de la Justice ? Ainsi, nul n'aura évoqué cette ruche rarement bourdonnante où se recueille le suc précieux du droit. Il n'eût été, pourtant, que strictement équitable de faire leur part à ceux sans lesquels procédure et conclusions ne demeureraient qu'à l'état de matériaux épars, souvent perdus et inutilisables ; — à ceux auxquels, lorsque les plaideurs ont été départagés

AVANT-PROPOS

sur le papier, incombe la tâche toujours délicate et parfois même périlleuse, d'assurer l'exécution des jugements et arrêts ; — à ceux qui, par un accueil personnel toujours affable, s'efforcent de rendre acceptables pour les avocats les innombrables petites difficultés où se complaît l'impersonnelle Administration ; — à ceux qui, par un empressement sans cesse renouvelé, facilitent indistinctement à tous les membres de la grande famille judiciaire l'accomplissement des fastidieux gestes professionnels ; — à ceux vers qui, bien souvent, se tourne à son tour le magistrat lui-même, constamment astreint de son côté à de longues et délicates recherches, et dont, — pourquoi ne pas l'avouer ? — l'œuvre s'accomplirait bien des fois imparfaitement, si quelque pilote vigilant ne venait signaler l'écueil ou donner, au moment voulu, l'opportun coup de barre ; — à tous ces gardiens avertis des traditions judiciaires qui savent si bien, dans l'effacement calculé du geste opportun, dissimuler l'importance des matériaux qu'ils groupent à pied d'œuvre ; — à ce corps d'élite, en un mot, où l'on trouve harmonieusement fondus, à l'image et à l'égal de la Magistrature et du Barreau Mixtes, les éléments divers qui, au sein des premiers et grands Tribunaux égyptiens que furent et demeurent encore les Tribunaux de la Réforme, sont essentiellement représentatifs de notre belle Égypte, porte occidentale de l'Orient, qu'Ismaïl Pacha a si sagement voulu placer dans le cadre même de l'Europe. Ils n'ont pas été les moindres artisans du progrès, ces rôlistes et ces expéditionnaires, ces employés égyptiens de tous grades parmi lesquels ont pu se recruter certains des meilleurs hommes d'État du pays, ces étrangers d'hier devenus à leur tour égyptiens d'adoption, et qui, dans les situations les plus modestes, ont patiemment travaillé à constituer, en grande et belle formation nationale, une institution mixte par définition et par origine.

*
* *

Union et coopération : telles étaient déjà les caractéristiques de la masse travailleuse des fonctionnaires aux Juridictions Mixtes avant même qu'elle revêtît la forme concrète d'une association de mutualité.

Vous avez, mes chers amis du Palais de Justice, réalisé ce miracle : faire aimer le « rond-de-cuir ». Mais, pour avoir défié l'ironie facile d'un Courtelinz local, dont la plume se fût séchée à tenter de vous dépeindre à sa manière, vous méritiez cependant mieux que l'indifférence de tous ceux qui, à leur insu même, ont contracté à votre égard une lourde dette de reconnaissance. Vous vous en consolerez en vous remémorant que le plus bel éloge d'un parfait serviteur de la Justice fut en ces termes exprimé par le Président de Lamoignon : « Utile sans intérêt, vertueux sans vouloir se faire honneur de sa vertu, il s'acquitta de ses devoirs pour la seule satisfaction de s'en être acquitté ».

Telle aurait pu être l'épigraphe de ce livre si son cadre avait permis d'y insérer les pages que j'eusse aimé écrire sur les services rendus par le personnel judiciaire. J'aurai néanmoins, en notant l'inévitable lacune, trouvé, dans une digression que je ne regrette pas, une excuse nouvelle à mon intervention en un domaine si étranger aux professions libérales : le champ de l'épargne et de la prévoyance.

*
* *
*

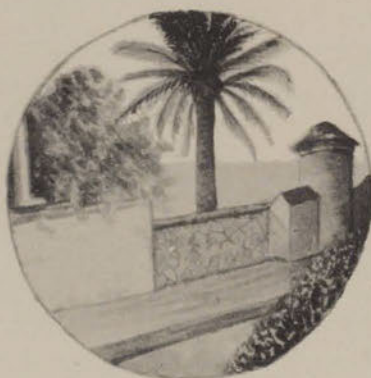
Ce que fut l'œuvre accomplie durant les dix années qui viennent de s'écouler, ce que sont les modalités actuelles d'une organisation parfaite, ce que sont encore ses perspectives d'avenir et de développement, malgré les nuages qu'amoncelle sur nous tous l'inconstance des hommes, d'autres, mieux qualifiés, le diront dans ce Livre du Décennaire, sous la forme de comptes rendus éloquents en leur aridité, ou par la démonstration plus séduisante des solides qualités juridiques et professionnelles d'une élite dont le concours du Décennaire a opportunément facilité la manifestation. Mais l'hommage à la vertu collective des « mille petites lettres » sans lesquelles ne saurait s'écrire quotidiennement « le livre aux sublimes chapitres » de la Justice, l'hommage reconnais-

AVANT-PROPOS

sant à ces innombrables « minuscules » sans lesquelles les « majuscules » ne constitueraient qu'une tête sans corps, il est normal, il est nécessaire, il est juste que ce soit à un membre du Barreau qu'appartienne le réconfortant honneur de l'avoir rendu.

MAXIME PUPIKOFER,

*Avocat à la Cour,
Directeur de la « Gazette des Tribunaux Mixtes d'Egypte »
et du « Journal des Tribunaux Mixtes ».*



اَللّٰهُمَّ صَلِّ وَسَلِّمْ عَلٰى نَبِيِّكَ

مَا لِهَذَا الْحَقْلِ يَعْلَمُوهُ الْحَالُ
 يَطْفَحُ الْبُشْرُ عَلَى أَصْحَابِهِ
 يَا بَنِي (مُصَلِّحَةٍ) سَهْوُهَا
 لَيْتَ شِعْرِي هَلْ صَحِيحٌ مَا نَرَى
 خَبَرُوفِي خَبَرُوفِي وَاصْدُقُوا
 قَابِرُ نَوَابِجِنِ زَمَانٍ ذُقْتُمُوهُ
 وَزَمَانٌ طَافَ بِهِ عَيْشُكُمْ
 أَذْكُرُوا عَهْدًا بَغِيضًا نَالَكُمْ
 حَبْرُكُمْ لِلْمُرَايَيْنِ عَرَبُ
 يَوْمٍ كَانَ الْإِذِينَ مَالًا سَحِيحًا
 لَمْ يُفَكِّرْ نَابَهُ فِي حَالِهِ
 أَوْ تَقِيمَ مَرْبِيَّتَكُمْ ذَوْهُ سَهْوَةٍ
 هَكَذَا مَرَّتْ عَلَيْكُمْ حَقْبَةٌ
 غَيْرَ أَنَّ اللَّهَ أَنْشَأَ لِعَبِيدِهِ
 وَآذَانَ الْمَرْءِ صَفْهَتَيْنِ
 كَأَن لَّابِدًا مِنْ مَوْزِدٍ
 كَأَن لَّابِدًا مِنْ نَاهِضٍ
 يُخْرِجُ الْمَشْرُوعَ مِنْ (أَصْدُقِ)
 فَأَتَاكُمْ مُنْقَذًا ذَاكَ الَّذِي
 ذَلِكَ الْمَقْدَامُ مَعْصُوفٌ لَكُمْ
 قَامَ بِالْعَبْعِ وَلَمْ يَنْغِ سَوَى
 فَزَكَ غَسْرُ يَدَيْهِ وَعَنْدَا
 وَآتَى بَيْنَ الْمَشَارِعِ الْكَلْبَةِ
 إِنَّمَا تَدْرُ الْفَتَى فِي فِعْلِهِ

(۱) اکتفاد : معناه مازال عالقا بالانزهان

وَلِهَذَا الْعَبْدُ يَكْسُوهُ الْحَالُ
 وَيُحْيِي الْقَوْمَ مَعْنَى الْإِحْتِفَالِ
 أَفْسَحُوا لِي الْقَوْلَ فِي هَذَا الْحَالِ
 مِنْ بَحَاجِ أَمْرِ خِيَالٍ فِي خِيَالٍ
 كَيْفَ صَحَّ الْيَوْمَ مَا كَانَ مُحَالًا
 فِيهِ مُرَّ الْعَيْشِ أَوْ ذَلَّ السُّؤَالُ
 وَغَدَا الصُّعُوبُ كَمْ سَهْلُ الْمَنَالِ
 مِنْ ضُرِّهِ وَالْحَيَاةُ فِيهِ مِيزَانُ... (١١)
 إِذَا تَوَدَّدُونَ التَّوْبَةَ بِالْإِمْتِنَانِ
 آتِنَا ذَاكَ الْحِجْرَ مِنْ هَذَا الْحَالِ
 طَائِلُ الْمَاعَادِ نُبِّعْكُمْ بِالْوَيْلِ
 يُنْقِذُ الْمُنْهَوِّفَ مِنْ يَدِي الْبِذَالِ
 نَرَادُ فِيهَا هَيْبَتَكُمْ وَالْيَأْسَ طَالِ
 خَافَ أَنْ يَذِلَّ الْحَالُ نَحْمَالِ
 قَدَّرَ الْمَوْلَى لِي حُسْنَ الْمَنَالِ
 مَاءٌ لِلْمُسْتَقْبَلِ عَذْبٌ مُزَالِ
 مُلْهُبُ الْغَبْرِ مَمْدُوحُ الْخَصَالِ
 لَا يَبْنِي بَعْدَنَا أَوْ كَلَالِ
 لَاحَ فِي الْجَسَدِ كَالْجَهْلِ
 أَنْظِرُوا نَحْنُ الْبَرَّاءُ فِي الرِّجَالِ
 نَفْعُكُمْ بِالرَّحْمَةِ مَزِينٌ وَقَالِ
 بَاسِقُ الْأَغْصَانِ مَمْدُودُ الظَّلَالِ
 مِثْلُهُ خَيْرٌ مِنْ شَالِ لِلْكِمَالِ
 لَيْسَ قَدِيرُ الْمَرْءِ فِي جَسَدِهِ وَمَالِ

سليم عواد
كبير مخرجي محكمه استئناف
المنطقه

مكتبة



Épargne

PREMIÈRE PARTIE



L'ŒUVRE DE L'ASSOCIATION ET SON AVENIR



Chapitre Premier.—L'historique de la Caisse de Prévoyance.

Chapitre II.—La gestion de la Caisse de Prévoyance.

Chapitre III.—L'activité de la Caisse de Prévoyance
à son décennaire.

Chapitre IV.—L'avenir de la Caisse de Prévoyance.

Chapitre V.—La mutualité au Caire et à Mansourah.



CHAPITRE PREMIER

L'HISTORIQUE DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE



e nombreuses organisations de mutualité se sont constituées un peu partout au cours de la seconde moitié du siècle dernier. La Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie est née, comme ses devancières, d'un pressant besoin d'entr'aide et de sécurité en présence des dures épreuves de la vie et de l'incertitude du lendemain.

Situation du Personnel

Considéré au point de vue de sa condition matérielle, le fonctionnaire de l'Ordre Judiciaire Mixte, comme ses collègues des autres Administrations de l'Etat, était loin de jouir du bien-être indispensable que devraient assurer aux plus modestes, des émoluments mieux en rapport avec les exigences sans cesse croissantes de la vie moderne.

Débutant à un traitement modique, que de faibles augmentations viennent lentement améliorer, et empêché, par un règlement sévère, d'accepter d'autres travaux, le fonctionnaire, dépourvu de fortune personnelle, doit s'efforcer d'organiser tant bien que mal sa vie dans le cadre étroit de ressources trop souvent insuffisantes. Cette loi que son état lui impose, il ne saurait l'enfreindre impunément.

C'est ainsi que certains fonctionnaires, par faiblesse, par imprévoyance, avaient tôt fait de dilapider leurs maigres salaires. D'autres plus rangés, mais chargés de famille, se trouvaient exposés à l'incertitude du lendemain; une maladie, un décès, un événement imprévu venaient inopinément compromettre et renverser des prévisions méticuleusement établies.

Acculés dès lors au secours imprudent de l'emprunt, ces fonctionnaires qui n'offrent à leurs bailleurs de fonds qu'une garantie assez illusoire en raison de l'insaisissabilité de leurs traitements, se voyaient contraints, sous l'aiguillon de la nécessité, de recourir aux expédients. Avec ou sans la caution d'amis à la complaisance trop souvent inconsidérée, ils étaient amenés, pour pourvoir aux nécessités du présent, à grever lourdement leur avenir.

L'usure les avait saisis dans son engrenage. Désormais, qu'ils fussent victimes de leur imprévoyance ou de leur mauvais sort, ces malheureux, obligés de payer, en sus du capital emprunté, des intérêts exorbitants, se voyaient, sitôt leurs appointements touchés, dépouillés du plus clair de leurs émoluments et il leur fallait aussitôt, devant l'accumulation sans cesse croissante des intérêts capitalisés, contracter de nouveaux emprunts afin de rembourser en partie les premiers, tout en assurant leur subsistance jusqu'au mois suivant.

La perspective d'un rétablissement de leur équilibre budgétaire se dissipant de jour en jour, ces malheureux, en l'état de leurs moyens tout à fait insuffisants, se laissant envahir par le découragement, perdaient insensiblement leur fierté et n'offraient plus ainsi qu'une moindre résistance aux tentations sans cesse accrues et renouvelées.

L'idée créatrice

Cette situation pénible n'avait point échappé à l'attention d'Adib Maakad bey. Ayant, dans une rapide ascension, gravi, échelon par échelon, toutes les étapes de la carrière, il avait, témoin intéressé de ce qui l'entourait, assisté, non sans émotion, au défilé périodique des créanciers et au désarroi du personnel dont la condition précaire n'avait inspiré jusque là que des interventions inefficaces.

Sans perdre de temps, dès les premiers mois de son entrée en fonctions comme Greffier en Chef, il envisagea le problème dans toute son étendue et avisa aux moyens de le résoudre.

Il s'agissait de créer de toutes pièces un organisme de défense, susceptible d'apporter à ses ex-camarades et à ses collègues, par l'entraide mutuelle et l'effort de la collectivité, un peu de bien-être pour le présent et la sécurité pour l'avenir.

La création d'un tel organisme lui apparaissait d'autant plus nécessaire que, devenu chef du personnel, il avait à cœur de raffermir chez les uns une moralité chancelante et de détourner les autres d'exemples pernicioeux, les amenant tous ainsi à une plus saine conception de leur devoir et à plus de respect envers eux-mêmes.

Les difficultés de réalisation

Une telle entreprise n'allait, cependant, point sans se heurter à de sérieuses difficultés.

Une Caisse d'Épargne avait été autrefois fondée par le personnel, mais sa gestion malheureuse avait dissipé de précieuses économies. Ce fâcheux précédent n'allait-il pas peser sur des concours que la méfiance rendrait douteux ?

Par ailleurs, le caractère hétérogène du personnel serait-il compatible avec cette communauté d'intérêts solidaires que constitue tout groupement de ce genre où l'individu est forcément appelé à s'effacer pour se confondre avec l'ensemble de la collectivité ?

Le manque absolu de moyens pratiques permettant de réaliser un projet de cette envergure, ne le rendrait-il pas illusoire, alors surtout que la condition du personnel ne laissait point espérer qu'il en pût assurer, par une contribution pécuniaire quelconque, les premières assises ?

Contrastant, enfin, avec cette situation négative, les avantages mêmes que l'organisation projetée devait faire valoir aux yeux de ses futurs membres, ne leur apparaîtraient-ils pas fort hypothétiques ? et les plus optimistes n'accueilleraient-ils pas sans appréhension cette lettre de change tirée sur le néant ?

Quelque sérieuses que fussent ces difficultés, elles n'arrêtèrent pas Adib Maakad bey.

L'avant-projet de statuts

Après une étude approfondie des statuts régissant les organisations collectives de prévoyance fonctionnant en Egypte, Maakad bey élaborait le projet d'un statut autonome. Dans ce projet, à côté du souci de protéger les membres du

personnel contre les méfaits de l'usure, s'affirmait le dessein de leur assurer une aide matérielle immédiate, tout en leur réservant, au jour de la retraite, au moyen d'un ingénieux système d'épargne, un appréciable pécule pour leurs vieux jours.

Instruit de cet avant-projet, le Président du Tribunal M. ERLING QVALE ne ménagea pas au promoteur ses plus chaleureux encouragements, cependant que s'annonçaient déjà l'intervention protectrice de la Cour d'appel, laquelle devait bientôt adopter l'organisme naissant, en l'honorant de son haut patronage et en le plaçant sous la présidence honoraire de son président.

Assuré de ces précieux appuis, Adib Maakad bey convoqua aussitôt le personnel du Tribunal à une réunion préliminaire qui eut lieu le 12 novembre 1926, et constitua une Commission d'étude, composée du promoteur et de trois hauts fonctionnaires : M.M. Fred. Nourrisson, Greffier-notaire, Arthur Cauro, Conservateur des hypothèques, et Isaac Rodriguez, Chef-huissier.

A l'effet de mieux apprécier la situation du personnel appartenant aux classes inférieures du Cadre et de déterminer, par rapport à cette situation, certains des buts de l'organisation projetée, la Commission d'étude s'adjoignit quatre expéditionnaires : M.M. Joseph Nahoum, Bestawros Wasfi, Constantin Biagini et Sayed Hassan Hamada, choisis dans les différentes classes du Cadre des employés.

Le projet de statuts

Les travaux de cette Commission, activement menés, prirent fin le 1^{er} décembre 1926 par l'adoption d'un projet de statuts à soumettre à l'Assemblée générale qui fut convoquée pour le 10 du même mois.

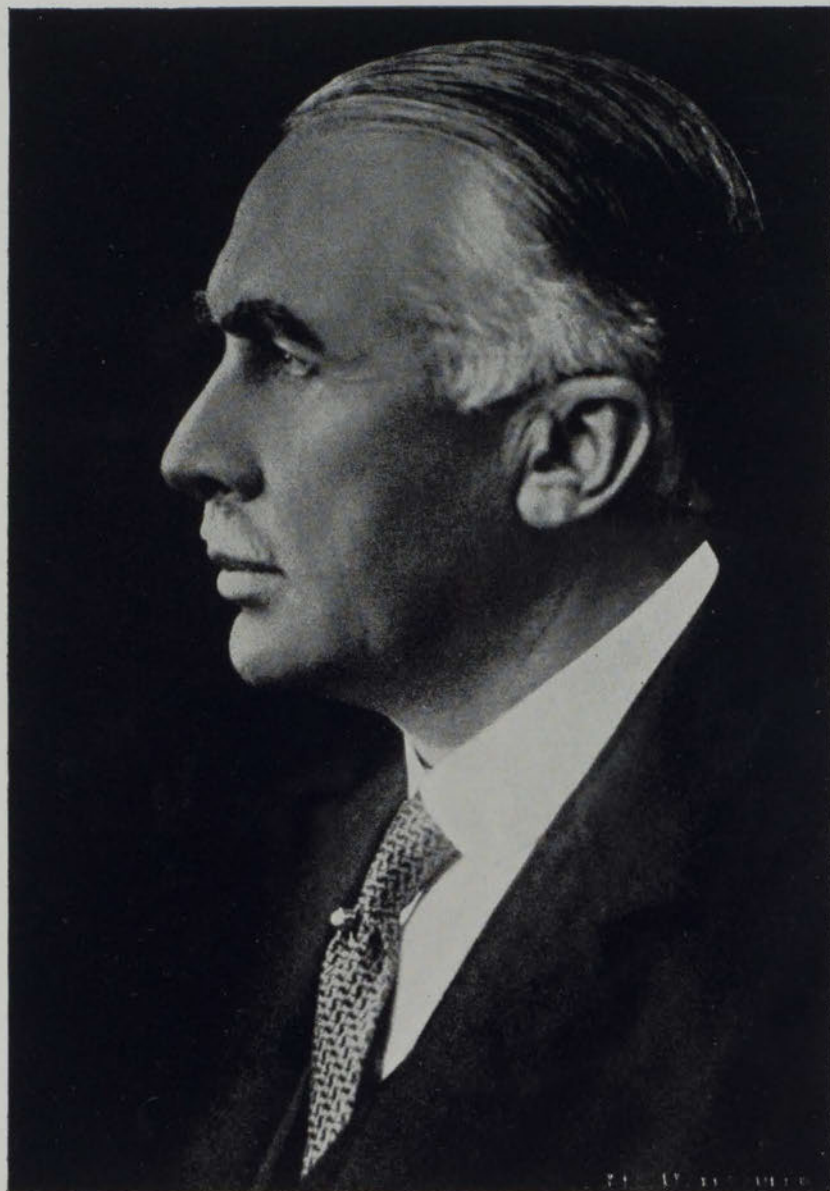
Dans l'intervalle, Adib Maakad bey communiquait à M.M. Georges Coroni bey, Greffier en Chef de la Cour d'appel, et Vincent Sasso bey, Inspecteur des Greffes et Secrétaire Général-Délégué au Parquet, un certain nombre d'exemplaires du projet de statuts, destinés aux membres du personnel de la Cour d'appel et du Parquet qui voudraient se joindre à leurs collègues du Tribunal de première instance, en proposant à M. Coroni bey, pour le cas où il adhérerait personnellement à l'Association, de lui en réserver la présidence de droit — comme Greffier en Chef de la Cour d'appel — par une modification de l'article 38 du projet.

La fondation

La discussion du projet, article par article, fut abordée par l'Assemblée générale dans ses séances des 10 et 15 décembre 1926. C'est au cours de ces



M. NICOLAS CAMBAS
*Ancien Premier Président de la Cour d'Appel Mixte,
Premier Président Honoraire de l'Association,
(du 1^{er} Janvier au 31 Octobre 1927),
† 30 Mai 1932.*



M. MICHAËL HANSSON
*Ancien Premier Président de la Cour d'Appel Mixte,
Ancien Président Honoraire de l'Association,
(du 1er Novembre 1927 au 30 Juin 1931).*



SIR RALPH CATOR
*Ancien Premier Président de la Cour d'Appel Mixte,
Ancien Président Honoraire de l'Association,
(du 1er Novembre 1931 au 31 Octobre 1932).*



BARON FIRMIN VAN DEN BOSCH
*Ancien Procureur Général près les Juridictions Mixtes,
Ancien Membre Honoraire de l'Association.*



M. SOUBHI GHALI BEY
*Ancien Conseiller à la Cour d'Appel Mixte,
Membre Donateur.*



MR. W. H. H. THORNE
Juge au Tribunal Mixte d'Alexandrie,
Membre Donateur
† 30 Septembre 1931



M. AHMED MAZLOUM BEY
*Juge au Tribunal Mixte d'Alexandrie,
Membre Donateur.*



Gr. Uff. Dott. GIUSEPPE DE SEMO
*Avocat à la Cour d'Appel Mixte,
Bâtonnier de l'Ordre des Avocats près les Juridictions Mixtes,
à l'époque de la fondation de l'Association.*

deux séances que fut constitué le statut définitif de la « Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie », à laquelle adhèrent immédiatement 309 membres se répartissant comme suit : 76 pour le personnel de la Cour d'appel, 14 pour celui du Parquet et 219 pour le personnel du Tribunal de première instance.

L'Association était fondée.

A ces adhérents de la première heure, qui avaient, sans la moindre hésitation, répondu à l'appel du fondateur et accordé leur confiance au Conseil d'Administration, vinrent bientôt s'adjoindre 23 nouveaux sociétaires.

Les buts envisagés

Les buts envisagés par les statuts, et qui sont indiqués à l'article 3, s'ils se distinguent par leur diversité, s'inspirent, par contre, du même principe fondamental d'assistance et de prévoyance sociale.

On en pourra juger par ce bref aperçu :

Concentration des achats individuels.

Comme principe directeur de son activité économique, l'Association a adopté le système de la concentration des fournitures et des achats individuels effectués par ses participants, sous la garantie de la collectivité.

En base de ce principe, l'Association, se substituant à l'action individuelle de ses membres par le fait de la communauté d'intérêts qui les unit et grâce à la discipline imposée à la masse des sociétaires, avait pour objectif d'obtenir des conditions de faveur et un maximum d'avantages de la part de certains fournisseurs.

D'autre part, en prenant sur elle de garantir, auprès de ces fournisseurs, les achats effectués par ses membres, l'Association devait obtenir pour ces derniers la facilité de se libérer par termes, tout en bénéficiant elle-même d'un escompte correspondant au risque qu'elle encourait du fait de son cautionnement.

Assurance sur la vie.

L'assurance sur la vie est si essentiellement fondée sur la prévoyance, que l'Association ne pouvait manquer de s'en assurer les bienfaits.

Sous les conditions spéciales d'une assurance collective, chacun des membres devait, moyennant une prime modique et mobile, calculée sur le taux du traite-

ment et augmentant avec lui, contracter une assurance-vie auprès de la compagnie que choisirait l'Association.

A l'effet de concilier cette assurance avec d'autres buts prévus par les statuts, l'Association devait la rendre obligatoire pour tous afin de fournir à ses membres une couverture des prêts qu'ils contracteraient auprès d'elle, susceptible d'en garantir le recouvrement en cas de décès

Avances aux sociétaires.

Afin de détourner ses membres de recourir aux usuriers, l'Association devait leur consentir des prêts à un taux d'intérêts raisonnable, en leur concédant un long terme pour le remboursement.

Et dans le dessein de réaliser l'œuvre d'assainissement moral qu'elle poursuivait ainsi, elle a exigé de ses membres l'obligation de faire la déclaration de leurs dettes s'ils voulaient en être déchargés et l'engagement écrit de n'en point contracter d'autres auprès des usuriers, sous peine de sanctions telles que l'avertissement et l'expulsion.

D'autre part, pour permettre aux sociétaires de surmonter des difficultés pécuniaires imprévues, l'Association leur donnait la possibilité d'obtenir des avances, à titre d'emprunts urgents, dans le courant du mois.

Soins médicaux.

L'Association devait assurer aux membres ainsi qu'à leurs familles, la gratuité des soins médicaux à administrer par un corps médical qu'elle rétribuerait.

Médicaments.

En outre, elle assumait de fournir gratuitement les médicaments prescrits aux membres de l'Association par son corps médical.

Traitement dans les hôpitaux.

Elle prenait, de même, à sa charge, les frais d'hospitalisation des sociétaires malades et contribuait, dans une certaine mesure, au règlement du coût des opérations chirurgicales et au traitement par spécialistes.

Allocation et indemnité aux sociétaires en cas de maladie.

Considérant que les sociétaires malades ou convalescents sont soumis à un régime alimentaire spécial qui dépasse souvent leurs moyens, l'Association leur concédait, dans ce cas, une allocation journalière pour toute la durée de la maladie.

L'HISTORIQUE DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE

Les longs congés de maladie exposant le fonctionnaire à la perte d'une partie de ses appointements, l'Association s'engageait à indemniser éventuellement ses membres du préjudice qu'ils viendraient à subir de ce chef.

Constitution d'un fonds d'indemnité et de secours.

L'Association prévoyait la constitution d'un fonds, alimenté par ses ressources générales, sous forme d'indemnité au profit de ses membres admis à faire valoir leurs droits à la retraite, pour limite d'âge ou par suite d'incapacité physique ou de licenciement, et, à titre de secours, au profit des familles de ceux qui décéderaient en activité de service.

Secours funéraire.

Prévoyant le cas de décès du sociétaire, l'Association octroyait à sa famille un secours funéraire pour premiers frais urgents.

Caisse d'épargne.

Considérant que les divers éléments de la prévoyance et de la mutualité mettaient le sociétaire à l'abri des incertitudes de l'avenir, l'Association tint à encourager l'épargne parmi ses membres, en constituant une Caisse d'épargne alimentée par une contribution mensuelle obligatoire avec minimum fixe.

Telles sont les dispositions que le personnel avait adoptées ; elles valurent au fondateur de l'Association un vote de félicitations de la part de l'Assemblée générale des magistrats du Tribunal, tenue le 28 décembre 1926.

La réalisation des buts statutaires

Dès sa constitution, le Conseil d'Administration, ayant à sa tête M.M. Georges Coroni bey et Adib Maakad bey, respectivement président et vice-président de droit, se mit immédiatement à l'œuvre, se divisant en comités spéciaux pour mieux répartir et coordonner les nombreux éléments de son activité.

Les premiers fonds

Désormais assuré de ressources certaines qui devaient périodiquement alimenter la caisse de l'Association, le Conseil d'Administration, fort de ces premiers apaisements, estima opportun de se procurer immédiatement des fonds,

afin de libérer, sans retard, de leurs soucis pécuniaires, les sociétaires dont la situation était la plus obérée.

Grâce au bienveillant appui de M. le Bâtonnier GIUSEPPE DE SEMO, avocat-conseil de la Cassa di Sconto e di Risparmio (siège d'Alexandrie) qui n'hésita pas à faire confiance à l'institution nouvelle, le Conseil d'Administration obtint de cet établissement, en date du 19 février 1927, une ouverture de crédit en compte courant de L.E. 1000 dont il se libérait entièrement le 27 septembre 1928.

Faisant sans retard emploi de cette somme, le président et le vice-président du Conseil, après s'être fait donner par les intéressés les noms de leurs créanciers, convoquaient ces derniers individuellement et transigeaient avec eux sur des bases qui affranchissaient les sociétaires débiteurs, d'une notable portion de leur dette.

On imaginerait difficilement les faits que la plupart de ces règlements révélèrent sur les méfaits de l'usure ; il suffira de rappeler que des prêts, intégralement réglés au principal par les débiteurs, se chargeaient encore de montants doubles ou triples dans un laps de temps limité, du chef d'intérêts usuraires sans cesse grossissants.

Presque aussitôt, M. le Procureur Général FIRMIN VAN DEN BOSCH, voulant manifester la vive sympathie qu'il éprouvait pour l'Œuvre en lui fournissant une contribution matérielle appréciable, fit, à la Salle de la Mission Américaine, le 1er avril 1927, une conférence ⁽¹⁾ qui réunit un nombreux public et rapporta à l'Association un bénéfice de L.E. 176,760.

Ces gages de confiance et d'intérêt, en apportant à l'Œuvre naissante le plus salubre des stimulants, contribuèrent puissamment à dissiper les incertitudes et les appréhensions inséparables de ses débuts.

⁽¹⁾ « Quelques souvenirs littéraires » où ce fin lettré retraça avec verve les souvenirs de sa vie littéraire, en évoquant quelques-uns des hommes illustres qui passèrent sur l'écran de sa jeunesse : Barbey d'Aurevilly, Villiers de l'Isle-Adam, Paul Verlaine, les Goncourt, Maurice Barrès et Laurent Tailhade, Ernest Renan et Joris Karl Huysmans.

Aussi bien, l'Association eut, dès l'origine, la certitude qu'elle pouvait compter sur l'appui de la Cour d'appel et, tout particulièrement, de son Premier Président, feu M. NICOLAS CAMBAS, premier Président Honoraire de l'Association.

Considérant que l'exploitation du buffet du Palais de Justice, qui était jusque là assurée par un membre du personnel hors cadre, pouvait être une source appréciable de revenus pour l'Association, l'Assemblée générale de la Cour d'appel lui en accorda la concession, tout en dédommageant le précédent bénéficiaire pour la durée des années d'activité de service qu'il lui restait encore à accomplir.

Magasins et Spectacles

Le Conseil d'Administration concluait presque simultanément une série d'accords avec des fournisseurs de tout genre, auxquels il offrait la garantie de l'Association pour les achats à crédit effectués par les sociétaires, contre une bonification au profit de sa caisse. Un escompte était consenti aux sociétaires pour les achats faits au comptant. C'est sur ces bases que furent conclues des conventions avec des maisons d'alimentation, d'habillement, de nouveautés, d'ameublement et d'articles sanitaires ; des maisons d'optique et d'instruments de musique ; des librairies et papeteries, des studios de photographie, salon de coiffure, etc.

Mais la plus importante de ces conventions fut celle que l'Association conclut avec la « Société Coopérative de Consommation des Fonctionnaires du Gouvernement ».

Mesurant l'étendue des avantages qu'une coopérative peut procurer à ses membres, la Caisse de Prévoyance acquit, au début de 1928, 350 actions de cette société et fut ainsi admise à en faire partie à titre de membre actif, étant, comme telle, représentée de droit au sein de son Conseil d'Administration.

Grâce à ce moyen, les sociétaires pouvaient s'y approvisionner aux meilleurs prix, et l'Association profitait d'un bonus sur le montant des achats effectués.

Enfin, le Conseil d'Administration s'appliquait à obtenir, pour les membres de l'Association, des prix de faveur auprès des établissements de spectacles publics.

Soins médicaux

Réalisant, d'autre part, l'œuvre de secours aux sociétaires et aux membres de leurs familles, le Conseil d'Administration s'assurait les services d'un corps médical composé de cinq médecins (quatre pathologues, dont trois à Alexandrie et un à Tantah⁽¹⁾), et un chirurgien).

Rétribués par l'Association, ces médecins s'engageaient à prêter aux sociétaires et aux membres de leurs familles, des soins gratuits à leurs cliniques ; quant aux visites à domicile, seuls les frais de déplacement étaient mis à charge des sociétaires.

Par ailleurs, des prix de faveur étaient convenus avec des médecins spécialistes, un institut de radiologie et un laboratoire de chimie et de bactériologie, pour les sociétaires et les membres de leurs familles.

Médicaments

Le Conseil d'Administration concluait, en même temps, un accord avec certaines pharmacies d'Alexandrie et de la banlieue, ainsi qu'à Tantah, pour assurer à la personne des sociétaires, dans un périmètre rapproché de leur domicile, la fourniture gratuite des médicaments qui leur seraient prescrits par les membres du corps médical.

Traitement dans les hôpitaux

Enfin, des prix spéciaux étaient stipulés avec la maison de santé chirurgicale «Clinique Hippocrate» et les Hôpitaux Anglo-Swiss, Européen, Grec et Italien pour les membres de la famille des sociétaires, cependant que l'Association assumait la charge de l'hospitalisation de ces derniers ainsi que le coût des opérations chirurgicales auxquelles ils pourraient avoir recours.

Assurance sur la vie

Dans le domaine de la prévoyance, le Conseil d'Administration, après avoir provoqué les offres des principales compagnies d'assurances établies en Egypte, concluait avec « The Gresham Life Assurance Society, Ltd. » un contrat d'assu-

(1) La Délégation hypothécaire de Damanhour n'existait pas encore. Elle n'a été instituée qu'en 1929.

rance collective obligatoire pour ses membres actuels et futurs, par une police individuelle à système mixte sans participation aux bénéfices, à base de primes établies sur le taux de 3% des salaires, payables mensuellement, pour un capital augmentant progressivement avec le traitement et réalisable immédiatement en cas de décès de l'assuré, ou, en cas de survie, échéant à la fin normale de la carrière de l'assuré, soit à l'âge de 60 ans pour les sociétaires cadrés et les rôlistes, et de 65 ans pour les agents hors cadre.

Par des stipulations spéciales, la police donnait au sociétaire la faculté de majorer le capital assuré sur les bases avantageuses des conditions faites à la collectivité, tout en réservant à l'Association la clause du premier bénéficiaire pour lui servir, éventuellement, de garantie des prêts qu'elle accorderait à l'assuré, sans besoin d'un avenant.

Les témoignages de sympathie et d'encouragement

Ces multiples accords et ces avantageuses conventions qui devaient, par la suite, subir de continuels rajustements et de constantes modifications selon les enseignements de la pratique et l'évolution de l'Association, n'allaient pas tarder à exercer une bienfaisante influence sur le budget des sociétaires.

Cette organisation méthodique ne faisait pas oublier au Conseil d'Administration les moyens susceptibles d'accroître les ressources de l'Association.

Organisant, avec l'autorisation et sous le haut patronage du Premier Président de la Cour d'appel, M. MICHAËL HANSSON, Président Honoraire de l'Association, une soirée de gala au Claridge's Hotel, le 8 mars 1928, le Conseil d'Administration put mesurer, par le succès de cette fête et surtout par les généreux concours qui lui furent spontanément offerts de toutes parts, combien l'Association comptait déjà de hautes et compréhensives sympathies.

Cette soirée rapporta à l'Association un bénéfice de L.E. 481,935.

D'autre part, afin de fournir un appoint de stabilité à l'Association, la bienveillance de la Cour d'appel lui permit, en 1929, de s'assurer certaines ressources susceptibles de figurer périodiquement dans ses prévisions budgétaires.

A ces ressources s'ajoutaient les donations des membres de la Magistrature qui témoignèrent avec empressement de leur intérêt envers l'Œuvre. En outre de ces encouragements périodiquement renouvelés, qui figurent à chaque bilan, des donations extraordinaires étaient, par eux, effectuées à l'occasion d'événements

spéciaux. Qu'il suffise de rappeler la donation de L.E. 20 faite en 1928 par M. le Juge AHMED MAZLOUM BEY en mémoire de feu AHMED MAZLOUM PACHA, et celle de L.E. 40 par M. le Conseiller SOUBHI GHALI BEY, à l'occasion de sa mise à la retraite.

Fondation de caisses de prévoyance dans les autres sièges

C'est à l'ensemble de ces facteurs que l'Association dut de persévérer si heureusement dans la voie qu'elle s'était tracée.

Elle ne tarda pas à servir d'exemple et de modèle au personnel des autres sièges, qui avaient attentivement suivi son essor et en avaient mesuré la bienfaisante portée.

En mars 1929, sous l'active impulsion du Président du Tribunal de Mansourah, M. le Comm. ANTONIO PENNETTA, une caisse de prévoyance se fondait, à son tour, parmi les membres du personnel du Tribunal et du Parquet de la dite ville.

Deux ans plus tard, en mai 1931, sur la même initiative de M. Pennetta, transféré au Tribunal du Caire, et grâce aux précieux encouragements de M. le Président FRANCIS J. PETER, la Caisse de Prévoyance du personnel du Tribunal et du Parquet du Caire, à son tour, voyait le jour.

Ainsi, le personnel des trois sièges s'unissait, dans un même effort de solidarité, sous le haut patronage de la Cour d'appel.



CHAPITRE II

LA GESTION DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE



Le nombre des membres composant le Conseil d'Administration, au moment de la fondation, était de huit.

Le premier Conseil comprenait M.M. Georges Coroni bey et Adib Maakad bey, respectivement président et vice-président de droit, ainsi que six conseillers parmi lesquels le Conseil choisit M. Fred. Nourrisson comme secrétaire et M. Ernest Mifsud, caissier de la Cour d'appel, comme trésorier.

Le 25 janvier 1929, sur la proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée générale extraordinaire, adoptant une résolution tendant à la modification des articles 38 et 39 des statuts, portait, d'une part, à neuf le nombre des membres du Conseil, en créant la charge de secrétaire-adjoint, et décidait, d'autre part, que le caissier de la Cour d'appel serait trésorier de droit de l'Association, en raison de l'analogie qui existe entre ces deux fonctions.

Le nombre de neuf conseillers s'avéra, par la suite, insuffisant. Les importants développements qu'avait pris l'Association, malgré sa jeunesse dans l'ordre des institutions similaires, et qui constituaient pour ses membres en général, et pour son Conseil d'Administration en particulier, un sujet de légitime fierté, n'avaient pas été, cependant, sans inspirer au Conseil de sérieuses préoccupations en raison du travail écrasant que nécessitait une administration de plus en plus complexe.

En effet, la multiplicité des problèmes qui se posaient, leur importance accrue en raison de l'actif en jeu, les demandes de toute nature auxquelles le

Conseil devait répondre avec célérité, la nécessité de confier à ses membres des travaux particuliers en comités spéciaux, lui imposaient de s'adjoindre de nouveaux membres.

C'est pourquoi, le Conseil d'Administration jugea nécessaire de soumettre à l'Assemblée générale extraordinaire, qui l'adopta le 16 février 1934, un nouvel amendement à l'article 38 des statuts, portant à douze le nombre des membres du Conseil.

D'autre part, par suite du développement de l'Association et de l'accroissement des avantages particuliers accordés aux sociétaires appartenant au personnel des Délégations provinciales, le Conseil d'Administration jugea utile de désigner, au cours de l'exercice 1930, un délégué du Conseil auprès des sociétaires faisant partie du personnel des Délégations d'huissiers et hypothécaire de Tantah, et, plus tard, en 1933, un délégué auprès des sociétaires faisant partie du personnel de la Délégation hypothécaire de Damanhour.

Les Conseils d'Administration successifs depuis la fondation de l'Association et leur œuvre

EXERCICE 1927

M.M. GEORGES CORONI BEY	<i>Président</i>
ADIB MAAKAD BEY	<i>Vice-Président</i>
FRED. NOURRISSON	<i>Secrétaire (Jusqu'au 11 Juin)</i>
MICHEL ZALZAL	<i>Secrétaire (Depuis le 24 Juin)</i>
ERNEST MIFSUD	<i>Trésorier</i>
ISAAC RODRIGUEZ	} <i>Conseillers</i>
MICHEL ZALZAL	
SALEH FAHMY (Jusqu'au 31 Mai).	
CONSTANTIN BIAGINI	

EXERCICE 1928

M.M. GEORGES CORONI BEY	<i>Président</i>
ADIB MAAKAD BEY	<i>Vice-Président</i>
MICHEL ZALZAL	<i>Sécretaire</i>
ERNEST MIFSUD	<i>Trésorier</i>
ISAAC RODRIGUEZ	} <i>Conseillers</i>
CONSTANTIN BIAGINI	
ISIDORE HAILPERN	
MICHEL CHAUL	

LA GESTION DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE

EXERCICE 1929

M.M. GEORGES CORONI BEY	<i>Président</i> (Jusqu'au 25 Janvier)
ADIB MAAKAD BEY	<i>Président</i> (Depuis le 26 Janvier)
GEORGES SISTO BEY	<i>Vice-Président</i> (Depuis le 29 Janvier)
MICHEL ZALZAL	<i>Secrétaire</i> (Jusqu'au 25 Janvier)
MICHEL CHAUL	<i>Secrétaire</i> (Depuis le 29 Janvier)
ERNEST MIFSUD	<i>Trésorier</i>
ISIDORE HAILPERN	<i>Secrétaire-Adjoint</i>
MICHEL ZALZAL	} <i>Conseillers</i>
CONSTANTIN BIAGINI	
EZZELINO DELLA ROVERE BEY	
VICTOR LOUTFALLAH	

EXERCICE 1930

M.M. ADIB MAAKAD BEY	<i>Président</i>
GEORGES SISTO BEY	<i>Vice-Président</i>
MICHEL CHAUL	<i>Secrétaire</i>
ERNEST MIFSUD	<i>Trésorier</i>
ISIDORE HAILPERN	<i>Secrétaire-Adjoint</i>
MICHEL ZALZAL	} <i>Conseillers</i>
CONSTANTIN BIAGINI	
EZZELINO DELLA ROVERE BEY	
VICTOR LOUTFALLAH	

Délégué du Conseil d'Administration à Tantah : M. FRANÇOIS FEI

EXERCICE 1931

M.M. ADIB MAAKAD BEY	<i>Président</i>
GEORGES SISTO BEY	<i>Vice-Président</i> (Jusqu'au 10 Juillet)
EZZELINO DELLA ROVERE BEY	<i>Vice-Président</i> (Depuis le 11 Juillet)
MICHEL CHAUL	<i>Secrétaire</i>
ERNEST MIFSUD	<i>Trésorier</i>
ISIDORE HAILPERN	<i>Secrétaire-Adjoint</i>
MICHEL ZALZAL	} <i>Conseillers</i>
CONSTANTIN BIAGINI	
VICTOR LOUTFALLAH	

Délégué du Conseil d'Administration à Tantah : M. FRANÇOIS FEI

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

EXERCICE 1932

M.M. ADIB MAAKAD BEY	Président
EZZELINO DELLA ROVERE BEY	Vice-Président
MICHEL CHAUL	Secrétaire
ERNEST MIFSUD	Trésorier
ISIDORE HAILPERN	Secrétaire-Adjoint
MICHEL ZALZAL	} Conseillers
CONSTANTIN BIAGINI	
VICTOR LOUTFALLAH	
MOHAMED SALEM MAYMOUN	

Délégué du Conseil d'Administration à Tantah : M. MICHEL KEDEMOS

EXERCICE 1933

M.M. ADIB MAAKAD BEY	Président
EZZELINO DELLA ROVERE BEY	Vice-Président
MICHEL CHAUL	Secrétaire
ERNEST MIFSUD	Trésorier
ISIDORE HAILPERN	Secrétaire-Adjoint
CONSTANTIN BIAGINI	} Conseillers
VICTOR LOUTFALLAH	
MOHAMED SALEM MAYMOUN	
JOSEPH NAHOUM	

Délégués du Conseil d'Administration à :

Tantah	M. SIRIO SOLDAINI
Damanhour	M. RAGHEB MATTA

EXERCICE 1934

M.M. ADIB MAAKAD BEY	Président
EZZELINO DELLA ROVERE BEY	Vice-Président (Jusqu'au 16 Février)
ALBERT ROSENTHAL	Vice-Président (Depuis le 19 Février)
MICHEL CHAUL	Secrétaire
ERNEST MIFSUD	Trésorier
ISIDORE HAILPERN	Secrétaire-Adjoint
CONSTANTIN BIAGINI	} Conseillers
VICTOR LOUTFALLAH	
MOHAMED SALEM MAYMOUN	
JOSEPH NAHOUM	
MICHEL ZALZAL	
JEAN BICHARA	
GIOVANNI RIVELLI	

Délégués du Conseil d'Administration à :

Tantah	M. SIRIO SOLDAINI
Damanhour	M. RAGHEB MATTA

LA GESTION DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE

EXERCICE 1935

M.M. ADIB MAAKAD BEY	<i>Président</i>
ALBERT ROSENTHAL	<i>Vice-Président</i>
MICHEL CHAOUL	<i>Secrétaire (Jusqu'au 26 Février)</i>
JEAN BICHARA	<i>Secrétaire (Depuis le 6 Mars)</i>
ERNEST MIFSUD	<i>Trésorier</i>
ISIDORE HAILPERN	<i>Secrétaire-Adjoint</i>
CONSTANTIN BIAGINI	} <i>Conseillers</i>
VICTOR LOUTFALLAH	
JOSEPH NAHOUM	
MICHEL ZALZAL	
GIOVANNI RIVELLI	
GIULIO BARDONE	
MICHEL KEIF	
Délégués du Conseil d'Administration à :	
Tantah	M. SIRIO SOLDAINI
Damanhour	M. RAGHEB MATTA

EXERCICE 1936

M.M. ADIB MAAKAD BEY	<i>Président</i>
ALBERT ROSENTHAL	<i>Vice-Président</i>
JEAN BICHARA	<i>Secrétaire</i>
ERNEST MIFSUD	<i>Trésorier</i>
ISIDORE HAILPERN	<i>Secrétaire-Adjoint</i>
CONSTANTIN BIAGINI	} <i>Conseillers</i>
VICTOR LOUTFALLAH	
JOSEPH NAHOUM	
MICHEL ZALZAL	
GIOVANNI RIVELLI	
GIULIO BARDONE	
MICHEL KEIF	
Délégués du Conseil d'Administration à :	
Tantah	M. SIRIO SOLDAINI
Damanhour	M. RAGHEB MATTA

L'administration

Afin de faire face aux obligations assumées par l'Association envers les sociétaires et comptabiliser les situations individuelles et collectives dérivant de ses rapports, tant avec ces derniers qu'avec leurs divers fournisseurs, une administration complexe dut être organisée, qui nécessita l'emploi d'un personnel rétribué, choisi parmi les sociétaires

Ressources nouvelles

Le souci de couvrir les frais d'administration et d'accroître l'action de la mutualité par l'octroi de nouveaux avantages aux sociétaires, incitait le Conseil d'Administration à ne négliger aucun moyen susceptible d'augmenter les ressources de l'Association.

C'est ainsi que, dès les premiers exercices, l'Association intervint auprès de la National Bank of Egypt, à l'effet d'obtenir des avances en faveur de ses sociétaires partant en congé pour l'étranger. A ceux qui en faisaient la demande, la banque versait ainsi une somme équivalant à leurs appointements durant la période de congé, et ce moyennant un escompte de faveur.

Mais, dès 1930, la situation financière de l'Association lui permit de substituer sa caisse à celle de la National Bank, pour effectuer elle-même ces avances et bénéficier, ainsi, de l'escompte sur cette catégorie d'opérations.

En 1930, considérant que la consommation des cigarettes par ses membres laissait aux détaillants un bénéfice appréciable, l'Association décidait de fournir elle-même ces cigarettes pour réaliser à son profit le bénéfice dérivant de cette exploitation.

En 1933, le Conseil d'Administration ajoutait une nouvelle branche à son activité par la création d'un système permettant aux sociétaires d'acheter certains titres à tempérament.

Les profits dérivant de ces multiples ressources permirent à l'Association de couvrir une large part de ses frais d'administration et allégèrent d'autant l'apport des sociétaires en cotisation au titre de la prévoyance.

Avantages nouveaux dans les domaines de la prévoyance et de la mutualité

Au cours du premier semestre de 1932, l'Association obtint de The Gresham Life Assurance Society, Ltd. une réduction sur le taux de ses primes sous le tarif III « assurance mixte » qui est le tarif base régissant le contrat d'assurance collective intervenu, à la date du 27 juin 1927, entre l'Association et la dite société. Ce taux réduit fut appliqué, à partir du 1er août 1932, sur tout nouveau contrat d'assurance ainsi que sur toute augmentation du capital assuré en vertu de contrats antérieurs à la dite date.

De plus, l'Association obtint pour ses membres, en 1935, l'extension de l'assurance collective aux risques d'accidents, et cela moyennant le paiement

d'une surprime générale de L.E. 10 par an, qui fut supportée par la caisse de l'Association pour n'en point charger ses membres.

La nouvelle assurance couvrait les sociétaires individuellement d'une police leur assurant, de ce chef, un capital égal à celui de leur police primitive d'assurance-vie, laquelle se trouverait ainsi doublée en cas d'accident mortel.

Pour ce qui est des avantages dans le domaine de la mutualité, le Conseil d'Administration multipliait ses efforts pour en accroître le nombre et l'importance.

Tout en étendant progressivement le nombre des hôpitaux liés à l'Association, ce qui devait permettre aux sociétaires de faire un choix selon leurs préférences, le Conseil d'Administration s'assura le concours de médecins spécialistes dans toutes les branches de la médecine et de la chirurgie.

C'est ainsi que le montant des dépenses effectuées par l'Association sous le chapitre « assistance médicale » fut, en 1927, de L.E. 179 ; il s'éleva à L.E. 204,500 en 1928, pour monter à L.E. 583 en 1930 et atteindre, en 1936, L.E. 789,200.

Dans la constitution du corps médical, l'Association avait prévu le concours d'une sage-femme diplômée, à laquelle pouvait s'adresser, moyennant un tarif réduit, le sociétaire père de famille.

Eu égard cependant aux préférences marquées que montraient les épouses des sociétaires pour telles sages-femmes qu'elles connaissaient, le Conseil d'Administration décida, en 1933, l'octroi d'une allocation pour nouveau-né, en vue de faire face aux frais d'accouchement.

D'autre part, le Conseil d'Administration étendit, en 1933, la fourniture gratuite statutaire des médicaments, aux spécialités fort coûteuses destinées aux sociétaires qui en assumaient jusque là la charge onéreuse.

La ligne ascendante qui se révèle dans tous les champs d'activité de l'Association et qu'il est loisible de suivre sur l'état, reproduit *in fine*, des recettes et des dépenses depuis sa fondation jusqu'au 31 décembre 1936, donne la mesure de l'ampleur prise par cet organisme et de l'aide matérielle et morale qu'il a assurée à ses membres en les préservant de l'exploitation des usuriers et en leur ménageant, en bien des circonstances, un appui qui leur fit retrouver la confiance perdue, provoquant, chez d'aucuns, une véritable régénération.

Il y a lieu, enfin, de rappeler le concours apporté par l'Association en cas de décès d'un sociétaire en activité de service ou à l'occasion du départ de ceux

admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour limite d'âge ou par suite d'incapacité physique ou de licenciement.

Les héritiers du premier, privés de leur soutien, se sont trouvés prémunis contre la gêne par le versement de l'assurance-vie ainsi que par la part dans les fonds d'épargne et de prévoyance revenant à leur auteur. Pour les anciens, ils se retiraient munis d'un intéressant pécule que l'Association leur avait assuré après les avoir aidés pendant plusieurs années.

La vente de titres à tempérament

Le Conseil d'Administration ne perdait point de vue que la vente de titres à tempérament faite aux sociétaires offrait le double avantage de stimuler chez eux l'esprit d'épargne, tout en leur évitant de payer ces titres trop cher ou de les exposer aux aléas que présentent souvent les achats opérés auprès de certains banquiers peu scrupuleux.

C'est pourquoi, il institua, à partir du 1er février 1933, un service spécial de vente de ces titres, moyennant des paiements mensuels allant de P.T. 10 à 100, pour les rendre accessibles à toutes les bourses.

La maison à soi

Désireux, par ailleurs, de résoudre le problème des loyers, le Conseil d'Administration entreprit de procurer à ses membres, à des conditions avantageuses que seule une collectivité est en mesure d'obtenir, la possibilité de devenir propriétaires de leur habitation.

Divers projets furent élaborés dans ce dessein. C'est ainsi qu'on envisagea tout d'abord la création d'une cité-jardin sur les collines de Chatby, propriété de la Municipalité, et, plus tard, dans le domaine de M. Vittorio Giannotti à Hagar-el-nawatieh.

Pour l'étude de l'avant-projet présenté, dès le mois d'octobre 1927, par Adib Maakad bey et pour l'élaboration de ces projets, le comité spécial désigné par le Conseil d'Administration avait fait appel à la collaboration de divers techniciens dont les avis lui furent particulièrement utiles.

C'est ainsi qu'il faut citer, en première place, M. l'ingénieur-architecte Elie Moussalli, expert près les Juridictions Mixtes d'Alexandrie, lequel avait, dès la première heure, prêté gracieusement son concours.

De même, à l'occasion des questions d'ordre juridique qui se sont posées, les consultations de M. le Bâtonnier Joseph Sanguinetti et de Me. Charles Ruelens ont fourni des directives dont le comité s'est largement inspiré.

Il y a lieu, enfin, de rappeler les noms de M. Aziz Khlat, ingénieur, à l'époque, à l'Administration des Bâtiments de l'Etat à Alexandrie ; de M. l'ingénieur-architecte Mario Avena ; de M. l'ingénieur John C. Zouro ; de M. Wladimir Nicohosoff bey, architecte en chef, à l'époque, de la Municipalité d'Alexandrie ; de M.M. Giovanni Cappa-Bava et Alberto Biagini, respectivement ingénieur-architecte et ingénieur spécialisé pour les routes et drainages, auprès de la même Administration ; de M. Victor Coppola, délégué, à l'époque, du comité du nouveau stade municipal d'Alexandrie, pour la surveillance des travaux de construction ; et de M. R. Sarda, de la maison d'entreprises P. Campo et R. Sarda ; qui ont bien voulu, par leurs conseils et leurs avis, éclairer le comité dans sa tâche.

Abandonnant en 1935 l'idée d'une cité-jardin, l'Association se mit en rapport avec les sociétés immobilières qui entreprennent la vente de terrains et la construction à terme, provoqua leurs offres et arrêta finalement son choix sur la Société Anonyme Immobilière du Domaine de Siouf, dont les conditions répondaient le mieux aux possibilités des sociétaires.

Moyennant le paiement de mensualités correspondant aux loyers qu'ils acquittent d'habitude, légèrement majorés, les sociétaires en mesure de s'obliger à ces conditions pouvaient, sous la garantie de l'Association jusqu'à concurrence de la contre-valeur de douze termes mensuels consécutifs, devenir *immédiatement* propriétaires d'une villa construite selon leurs indications, et dont ils paieraient le prix en cent quarante-quatre mensualités.

Une assurance à primes perdues, pour un capital égal au prix de la villa, et allant en décroissant avec l'amortissement de celui-ci, assurait éventuellement, à leurs héritiers, la propriété de cette habitation.

La réalisation de ce projet permet aujourd'hui à six sociétaires d'être installés « *chez eux* ».

Le Conseil d'Administration ne s'est pas limité à ce résultat ; il a voulu encourager, également, l'esprit d'épargne et l'attrait de la propriété parmi la classe des agents hors cadre.

Il a réussi, en effet, au moyen d'avances sur leurs appointements, à permettre à douze d'entre eux, qui, jusque là, avec leurs seules économies, n'étaient parvenus à se construire que de pauvres bicoques, de réaliser leur rêve d'être installés dans des appartements « *à eux* », modestes, mais salubres et confortables. Ces avances

sont remboursables à la caisse de l'Association, en termes dont le montant mensuel dépasse légèrement celui des loyers que ces sociétaires payaient en pure perte à leurs propriétaires.

L'Assemblée Générale du 6 Novembre 1936

A l'occasion de la commémoration du décennaire de la fondation de l'Association, l'Assemblée générale extraordinaire des sociétaires, tenue le 6 novembre 1936, décidait, sur l'initiative du comité d'organisation, la modification des articles 17, 20 et 22 des statuts, à l'effet de réduire de 8 à 6 % le taux de l'intérêt perçu, au profit de la caisse de l'Association, sur les prêts ordinaires et extraordinaires consentis aux sociétaires, de même que sur les avances qui leur sont accordées dans le courant du mois à titre d'emprunts urgents, ainsi que sur celles qu'ils peuvent obtenir s'ils se rendent en congé à l'étranger.

L'Assemblée, accueillant une suggestion du même comité, adoptait également une résolution portant suspension jusqu'au 30 novembre 1936, des effets des articles 6, 7 et 8 des statuts, permettant ainsi la réadmission des sociétaires qui se sont retirés de l'Association, de même que l'admission des membres du personnel qui n'en avaient pas fait partie jusqu'à ce jour, et ce sans avoir à subir les pénalités statutaires.

Quarante-neuf nouveaux sociétaires bénéficièrent, sur leur demande, de cette dernière disposition, portant ainsi à 396 le nombre des membres de l'Association au 1er Janvier 1937.





M. GEORGES CORONI BEY
*Ancien Greffier en Chef de la Cour d'Appel Mixte,
Premier Président de l'Association,
(du 1er Janvier 1927 au 25 Janvier 1929).*

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION EN 1929



De gauche à droite

Assis : M.M. ERNEST MIFSUD, GEORGES SISTO BEY, GEORGES CORONI BEY, ADIB MAAKAD BEY, MICHEL ZAIZAL et ISAAC RODRIGUEZ.

Debout : M.M. CONSTANTIN BIAGINI, MICHEL CHAOL, EZZELINO DELLA ROVERE BEY, VICTOR LOUTFALLAH et ISIDORE HAILPERN.

ANCIENS VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSOCIATION



M. ADIB MAAKAD BEY
(du 1er Janvier 1927 au 25 Janvier 1929)



M. GEORGES SISTO BEY
(du 29 Janvier 1929 au 10 Juillet 1931)



M. EZZELINO DELLA ROVERE BEY
(du 11 Juillet 1931 au 16 Février 1934)

ANCIENS SECRÉTAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION



M. FRED NOURRISSON
(du 1^{er} Janvier au 11 Juin 1927)



M. MICHEL ZALZAL
(du 24 Juin 1927 au 25 Janvier 1929)



M. MICHEL CHAOUL
(du 29 Janvier 1929 au 26 Février 1935)
† 30 Août 1936

ANCIENS MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION



M. SALEH FAHMY
(du 1^{er} Janvier au 31 Mai 1927)
Actuellement avocat au Contentieux du Ministère de la Justice



M. ISAAC RODRIGUEZ
(du 1^{er} Janvier 1927 au 25 Janvier 1929)



M. MOHAMED SALEM MAYMOUN
(du 1^{er} Janvier 1932 au 26 Février 1935)



M. ADIB MAAKAD BEY
*Greffier en Chef du Tribunal Mixte d'Alexandrie,
Fondateur de l'Association,
Président depuis le 26 Janvier 1929.*

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION EN 1936



De gauche à droite

Assis : M.M. ERNEST MISFUD (*Trésorier*), ALBERT ROSENTHAL (*Vice-Président*), ADIB MAAKAD BEY (*Président*), GIULIO BARDONE (*Conseiller*) et JEAN BICHARA (*Secrétaire*).

Debout : M.M. MICHEL KEIF, MICHEL ZALZAL, GIOVANNI RIVELLI, VICTOR LOUTFALLAH, JOSEPH NAHOUM, CONSTANTIN BIAGINI (*Conseillers*) et ISIDORE HAILPERN (*Secrétaire-Adjoint*).



Dott. Prof. GIOVANNI SERVILII
Ragioniere
Expert-Syndic près les Juridictions Mixtes,
Censeur de l'Association depuis sa fondation.

ÉTAT
DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE L'ASSOCIATION
DEPUIS SA FONDATION JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1936

RECETTES

COMPTES	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.
RECETTES PROVENANT DES SOCIÉTAIRES :										
Cotisations pour la prévoyance	617,700	592,690	600,600	607,620	625,780	636,610	633,100	642,880	651,820	664,850
RECETTES RÉSULTANT DE LA GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :										
Concession des Buffets.. ..	291. —	326,522	245. —	229,760	268,920	245,587	301,568	274,160	238,730	249,750
Exploitation de la vente des cigarettes	—	—	—	72. —	84,306	80,299	55,637	47,066	34,251	24,892
Frais d'imprimés et d'enregistrement	—	—	—	57,710	64,715	62,790	68,885	90,850	80,670	123,495
Profits sur la vente des titres à tempérament	—	—	—	—	—	—	210,270	19,238	36,500	53,973
PRODUIT DU PLACEMENT DES FONDS :										
Intérêts actifs	88,015	192,436	271,413	367,333	489,541	528,543	559,127	649,023	706,566	970,661
Dividende et Coupons	—	—	48,568	59,255	56,501	37,449	80,110	156,811	106,587	161,651
Profits sur titres	—	—	—	—	—	134,672	23,049	188,729	122,990	—
REVENUS DIVERS :										
Pourcentages sur achats	92,755	96,800	147,120	211,002	184,012	216,003	163,789	137,839	131,266	102,367
Commissions sur encaissements et autres	—	—	—	39,971	20,327	239,040	87,787	49,740	16,883	29,084
REVENUS EXTRAORDINAIRES:										
Donations des Magistrats et du Personnel	179,500	60,400	64,040	89,650	72,020	79,940	49,210	40,400	59,215	95,860
Conférence de M. le Procureur Général Firmin van den Bosch	176,760	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bal du Claridge	—	481,935	—	—	—	—	—	—	—	—
Allocations diverses	—	—	650. —	650. —	676. —	534. —	550. —	528,500	536. —	552. —
TOTAL GÉNÉRAL ..	1445,730	1750,783	2026,741	2384,301	2542,122	2794,933	2782,532	2825,236	2721,478	3028,583

DÉPENSES

COMPTES	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.	L.E. M.
DÉPENSES DE MUTUALITÉ :										
Médecins, Pharmacies et Hôpitaux :										
Rétribution des médecins ..	179. —	204,500	404,996	583. —	551,167	559,466	603,298	682,250	744,100	789,200
Médicaments et spécialités ..	40,585	50,715	107,840	84,240	117,735	136,450	291,815	395,405	492,080	491,445
Hospitalisation	86,600	64,950	78,490	77,960	155,370	87,190	119,180	196,870	68,150	120,050
Allocations et Indemnités :										
Allocations et indemnités aux sociétaires malades	41,408	4,727	8,048	72,318	188,603	28,371	84,664	74,202	98,483	133,509
Allocation pour nouveau-né ..	—	—	—	—	—	—	36. —	104. —	94. —	80. —
Assurance collective sur la vie :										
Surprime pour double indemnité en cas de décès par accident, payée à The Gresham Life Assu- rance Society Ltd., pour les sociétaires compris dans l'assu- rance collective.	—	—	—	—	—	—	—	—	10. —	10. —
Secours funéraire	—	—	—	—	—	12. —	11,160	6. —	7,375	1,250
Total	347,593	324,892	599,374	817,518	1012,875	823,477	1146,117	1458,727	1514,188	1625,454
FRAIS D'ADMINISTRATION :										
Appointements	84. —	146. —	150. —	182. —	192. —	222,500	286. —	262. —	285. —	261,692
Frais généraux	62,830	23,901	41,096	42,650	55,510	75,690	61,865	47,885	46,845	101,187
Indemnité risque au Trésorier	—	—	—	—	20. —	20. —	20. —	20. —	20. —	20. —
INTÉRÊTS PASSIFS :										
Intérêts sur le compte courant en banque	34,604	14,951	—	10,423	5,435	0,071	11,012	10,160	—	2,411
Intérêts sur les versements en épargne	14,469	45,532	72,600	104,945	137,020	173,125	203,600	243,930	280,570	310,750
SUSPENS À RÉALISER	—	—	29,667	—	—	1,637	—	—	—	—
AMÉNAGEMENT SIÈGE DE L'ASSOCIATION	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,900
Total des dépenses	543,496	555,276	892,737	1157,536	1422,840	1316,500	1728,594	2042,702	2146,603	2393,394
Excédent des recettes sur les dépenses	902,234	1195,507	1134,004	1226,765	1119,282	1478,433	1053,938	782,534	574,875	635,189
TOTAL GÉNÉRAL	1445,730	1750,783	2026,741	2384,301	2542,122	2794,933	2782,532	2825,236	2721,478	3028,583

RAPPORT DU CENSEUR

Le Conseil d'Administration de l'Association saisit l'occasion que lui offre la publication de l'état comparatif précité, pour le faire suivre du rapport présenté par le Dott. Prof. Rag. GIOVANNI SERVILII à l'Assemblée générale ordinaire du 26 février 1937, au cours de laquelle décharge fut donnée au Conseil, de sa gestion pour l'exercice 1936 qui clôture le premier décennaire de l'Association.

Le Conseil, se faisant l'interprète de tous les sociétaires, exprime, encore une fois, à l'éminent expert-syndic près les Juridictions Mixtes, les plus vifs remerciements pour avoir bien voulu, dès la fondation de l'Association, accepter de consacrer sa science et son temps aux fonctions honoraires de censeur, auxquelles il a été désigné, pendant les dix exercices successifs, par le vote unanime des sociétaires.

Signori Associati,

Il Bilancio al 31 Dicembre 1936, che viene sottomesso alla V/ approvazione, chiude il secondo lustro di vita della V/ Associazione, vita che può ben definirsi rigogliosa, in quanto ha permesso di accantonare un capitale proprio di ben L.E. 8.187,869 dopo di aver sopperito, con larghezza di mezzi, alla mutua assistenza ed a fornirVi un credito che raggiunge oggi la rispettabile somma di L.E. 9.609,890 con i vantaggi che Vi sono noti, non ultimo quello di averVi assicurato una maggiore serenità di spirito per attendere al V/ quotidiano lavoro e di averVi abituati al risparmio permettendoVi di avere la somma di L.E. 6.945,268 fruttante al V/ vantaggio l'interesse del 5%.

La V/ Associazione che, pur sorta fra la diffidenza e la indifferenza dei più, è oggi, — mi piace di pubblicamente attestarlo — un organismo sano e vitale, che svolge mirabilmente la sua funzione etico-economico-sociale per opera di un Uomo, che Voi tutti conoscete ed amate, il V/ Presidente, che seppe non lesinare ogni Sua migliore energia per creare ed accompagnare nel suo ascensionale cammino l'opera voluta con fede ed entusiasmo.

Non starò qui a passare in rassegna quanto di bene è stato fatto in questo decennio nel campo della pubblica assistenza.

Il Vostro Emerito Consiglio ha ricordato tutto questo in una pubblicazione che consacra l'attività svolta dalla V/ Associazione in questo campo nel 1° decennio.

I quadri sinottici esprimono nella muta eloquenza delle cifre tutto il bene fin qui fatto. Essi meritano la V/ attenzione e più la V/meditazione.

Mi limiterò a ricordarVi che solo nell'anno decorso ed in esame sono state assegnate per medici, farmacia ed ospedalità ben L.E. 1.400 circa e per allocazioni ed indennità L.E. 214 circa, in tutto la ragguardevole somma di L.E.1.614 circa.

Quanto al servizio prestati, esso è stato mantenuto nei limiti dell'esercizio precedente con un aumento di circa L.E. 600 ed ho potuto constatare che il V/ Consiglio ha tenuto presente la raccomandazione ch'io credetti mio dovere formulare nello scorso esercizio.

Non posso chiudere questa mia breve relazione senza esprimere una parola di sincera e meritata lode al V/ Eminente Capo ed al V/Consiglio e segnalare alla V/ riconoscenza la mirabile opera fin qui compiuta con disinteresse ed appassionato amore.

L'approvazione che quest'anno darete al Bilancio che vi è sottomesso, esprima anche più eloquentemente che nel passato il V/ plauso incondizionato e la V/ sincera gratitudine.

E mi sia ora concesso, Sigg. Associati, di esprimere a tutti Voi il mio ringraziamento più vivo per l'onore che mi avete voluto fare conservandomi e rinnovandomi la V/ fiducia per ben dieci anni.

Nel rassegnarvi il mandato formulo i migliori voti per Voi tutti, Sigg. Associati, e per la V/ Associazione.

Alessandria, 5 Febbraio 1937.

(firmato) DR. GIOV. SERVILII.

Traduction

Messieurs les Sociétaires,

Le bilan au 31 décembre 1936, qui est soumis à votre approbation, termine le second lustre de vie de votre Association, vie qui peut bien être définie de superbe, en tant qu'elle a permis de former un capital de L.E. 8.187,869 après avoir largement servi à la mutuelle assistance, et de vous fournir un crédit qui se chiffre aujourd'hui à la respectable somme de L.E. 9.609,890 y compris les avantages qui sont à votre connaissance, et celui, qui n'est pas des moindres, de vous avoir assuré une plus grande sérénité d'esprit dans l'accomplissement de votre labeur quotidien et de vous avoir habitués à l'économie, vous permettant de posséder la somme de L.E. 6.945,268 produisant, à votre profit, des intérêts à 5%.

Votre Association, bien qu'ayant surgi parmi la méfiance et l'indifférence de la majeure partie d'entre vous, est aujourd'hui, — je me plais à l'attester publiquement — un organisme sain et vital, remplissant admirablement son rôle éthique, économique et social, œuvre d'un homme que vous tous connaissez et aimez, votre Président, qui sut ne pas ménager sa meilleure énergie à l'effet de créer et accompagner dans son chemin ascensionnel l'œuvre voulue avec foi et enthousiasme.

Je ne repasserai pas ici en détail le bien qui a été prodigué en ce décennaire dans le domaine de l'assistance.

Votre précieux Conseil d'Administration a rappelé tout ceci dans une brochure qui consacre l'activité déployée par l'Association dans ce domaine durant ce 1^{er} décennaire. Les tableaux synoptiques expriment, dans la muette éloquence des chiffres, tout le bien fait jusqu'à présent. Ils méritent votre attention et plus encore votre méditation.

Je me limiterai à vous rappeler que, seulement durant l'année écoulée et actuellement sous examen, il a été consacré, rien que pour médecins, pharmacies et hôpitaux, L.E. 1.400 environ et, pour allocations et indemnités, L.E. 214 environ soit en tout l'importante somme de L.E. 1.614 environ.

Quant au service « prêts », il a été maintenu dans les limites de l'exercice précédent, avec une augmentation d'environ L.E. 600 et j'ai pu constater que votre Conseil n'a pas perdu de vue la recommandation que je crus de mon devoir de formuler durant l'exercice écoulé.

Je ne puis terminer cette brève relation sans exprimer un mot de sincère et méritée louange à votre Eminent Chef et à votre Conseil et sans signaler à votre reconnaissance l'œuvre admirable jusqu'ici accomplie avec désintéressement et dévouement passionnés.

L'approbation que vous donnerez cette année au bilan qui vous est soumis exprimera encore avec plus d'éloquence que par le passé votre appréciation inconditionnelle et votre sincère gratitude.

Qu'il me soit maintenant permis, Messieurs les Sociétaires, d'exprimer à vous tous mes plus vifs remerciements pour l'honneur que vous m'avez témoigné en me conservant et en me renouvelant votre confiance durant ces dix années.

En résignant le mandat, je forme mes meilleurs vœux pour vous tous, Messieurs les Sociétaires, et pour votre Association.

Alexandrie, le 5 Février 1937.

(signé) DR. GIOV. SERVILII.

تقرير المراقب عن ميزانية الجمعية لسنة ١٩٣٦

حضرات الاعضاء

ان الميزانية المعروضة على حضراتكم للتصديق عليها عن السنة المنتهية في ٣١ ديسمبر سنة ١٩٣٦ تختم العام العاشر من حياة جمعيتكم التي يمكنني ان اصفها بحق بالحياة الزاهرة فقد تمكنت الجمعية في خلالها من ان تجمع رأسمال بلغ ٨١٨٧ جنيهاً و ٨٦٩ مليمًا بعد اسقاط ما صرفته بسخاء في شتى اسباب التعاون ثم استطاعت ان تمنحكم قروضاً بلغ رصيدها الى اليوم ٩٦٠٩ جنيهات و ٨٩٠ مليمًا وهو مبلغ لا يستهان به . وحصلت لكم على مزايا عديدة لا اخالككم تجهلونها فادخلت الطمانينة على قلوبكم ومكنتكم من القيام باعباء وظائفكم بعميدين عن القلق واضطراب البال . وهي فوق ذلك عودتكم الادخار فاصبح لكم اليوم من المال المدخر ما يبلغ ٦٩٤٥ جنيهاً و ٢٦٨ مليمًا يأتاكم كل عام بفائدة ٥٪ .

ولئن كانت جمعيتكم قد قوبلت في بدايتها من معظمكم بشيء غير قليل من الريبة والفنور فانها اليوم - ويسرني ان اعلن ذلك على رؤوس الاشهاد - قد اصبحت هيئة كلها حياة ونشاط تؤدي واجبها الادبي والاقتصادي والاجتماعي بشكل يبعث على التقدير ويدعو الى الاعجاب . ولا غرو فانها من غرس ذلكم الرجل الذي عرفتموه فاحببتموه اعني به رئيسكم الذي لم يأل جهداً ولا وسعاً في سبيل انشاء هذه المؤسسة والسير بها في طريق التقدم والنجاح يدفعه ايمان لا ينزعزع ونحدوه عزيمه لا تكل ولا تفتر .

وليس في نيتي ان احاول هنا تعداد ما بذلته جمعيتكم طوال هذه السنوات العشر في نواحي التعاون المختلفة فان مجلس ادارتكم الساهر على مصالحكم قد تولى تبين كل ذلك في الكتاب الذي وضعه لمناسبة العيد العشري للجمعية . وان الارقام الواردة به لتتطرق وحدها بابلغ بيان مما يدعوكم الى التأمل والتدبر .

لذلك سأقصر كلامي على السنة الماضية المعروض عليكم حسابها الآن فان ما صرف فيها وحدها للاطباء والمستشفيات والصيدليات قد بلغ ١٤٠٠ جنيه فضلاً عن ٢١٤ جنيهاً دفعت كاعانات ومكافآت فيكون مجموع ما صرف في هذا الباب وحده ١٦١٤ جنيهاً تقريباً .

اما فيما يتعلق بباب « القروض » فانه قد بقي في حدود الرقم الوارد بميزانية السنة الماضية ولم يتجاوزه الا بمقدار ٦٠٠ جنيهاً تقريباً . ولم يغفل مجلس ادارتكم التوصية التي رأيت من واجبي التوجه بها اليه في تقريرى السابق .

ولا يسعني ان اختم كلمتي القصيرة هذه دون ان اشد بذكر رئيسكم الهام ومجلس ادارتكم العامل فهما جديران بكل مدح وثناء كما وان العمل العظيم الذي تم حتى الآن يستحق كل تقدير واعجاب . ولست أشك في انكم بتصديقكم على الميزانية المعروضة عليكم هذا العام تفصحون ابلغ الافصاح عما تكونون من خالص العواطف وصادق الشعور نحو من عملوا على اسعادكم متفانين مخلصين .

والآن يا حضرات الاعضاء - وقد انتهت المهمة التي رأيتم انتدائي لها - اسمحوا لي ان اقدم لكم جميعاً جزيل الشكر على الشرف الذي اوليتموني به بمنحتم اياي ثقكم الدائمة طوال هذه السنوات العشر متمنياً لكم ولجمعيتكم دوام التوفيق والنجاح .

المراقب

(امضاء) الدكتور جيو فاني سرفيلي

الاسكندرية في ٥ فبراير ١٩٣٧



CHAPITRE III

L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE À SON DÉCENNAIRE



ans ce chapitre, divers aperçus seront donnés sur le développement atteint par la Caisse de Prévoyance au moment de son décennaire. Ils sont précédés d'un tableau synoptique indiquant les avantages immédiats, futurs ou éventuels octroyés aux sociétaires.

Dans un premier exposé, M. EZZELINO DELLA ROVERE BEY, Greffier-comptable de la Cour d'appel et du Tribunal de première instance, et le plus haut fonctionnaire de nationalité italienne, traite, dans sa langue maternelle, du rôle éthique, économique et social de l'Association, dont il a été vice-président pendant près de trois ans. Son article est accompagné de quatre tableaux graphiques : le premier donne l'état, en augmentation constante, des frais d'assistance médicale effectués par l'Association depuis sa fondation jusqu'à ce jour ; les trois autres indiquent la progression suivie dans quelques chapitres du bilan social.

L'exposé de M. Della Rovere bey est suivi d'une étude de Me. CHARLES AYOUB BEY, sur les bienfaits de l'assurance-vie et sur l'application avantageuse que la Caisse de Prévoyance en a faite au profit de ses membres.

Le distingué substitut au Contentieux de l'État à Alexandrie est le fils du très regretté feu MICHEL AYOUB PACHA, Sénateur du Royaume, lequel, à l'une des séances du Sénat, en 1926, avait soulevé la question de l'obligation pour les sociétés d'assurances étrangères travaillant dans le pays, de posséder en Égypte des immeubles ou des titres devant garantir les assurances traitées dans le pays, à l'instar de ce qui se passe en Europe.

Me. Ayoub bey a bien voulu traiter, pour notre Livre, un sujet qui est à l'ordre du jour de toutes les prévoyances sociales.

Dans un article plein d'intérêt, le Dr. JOSEPH KHOURI relate l'importance du rôle joué par la Caisse de Prévoyance dans le domaine médical, tel que ce rôle se manifeste aujourd'hui après une expérience de dix années. L'auteur, qui ne fait pas partie du corps médical de l'Association, est cependant uni à la grande famille judiciaire, en même temps qu'à celle de l'Association : expert près les Juridictions Mixtes d'Alexandrie dans la branche « chimie générale et examen analytique des marchandises », le Dr. Khouri est propriétaire de la pharmacie de la rue de France, établie depuis 1888, où se fournissent les sociétaires, et il dirige également le laboratoire de chimie et de microbiologie qui porte son nom. Ce laboratoire consent aux sociétaires et aux membres de leurs familles, un tarif réduit pour toutes les analyses chimiques et microbiologiques médicales.

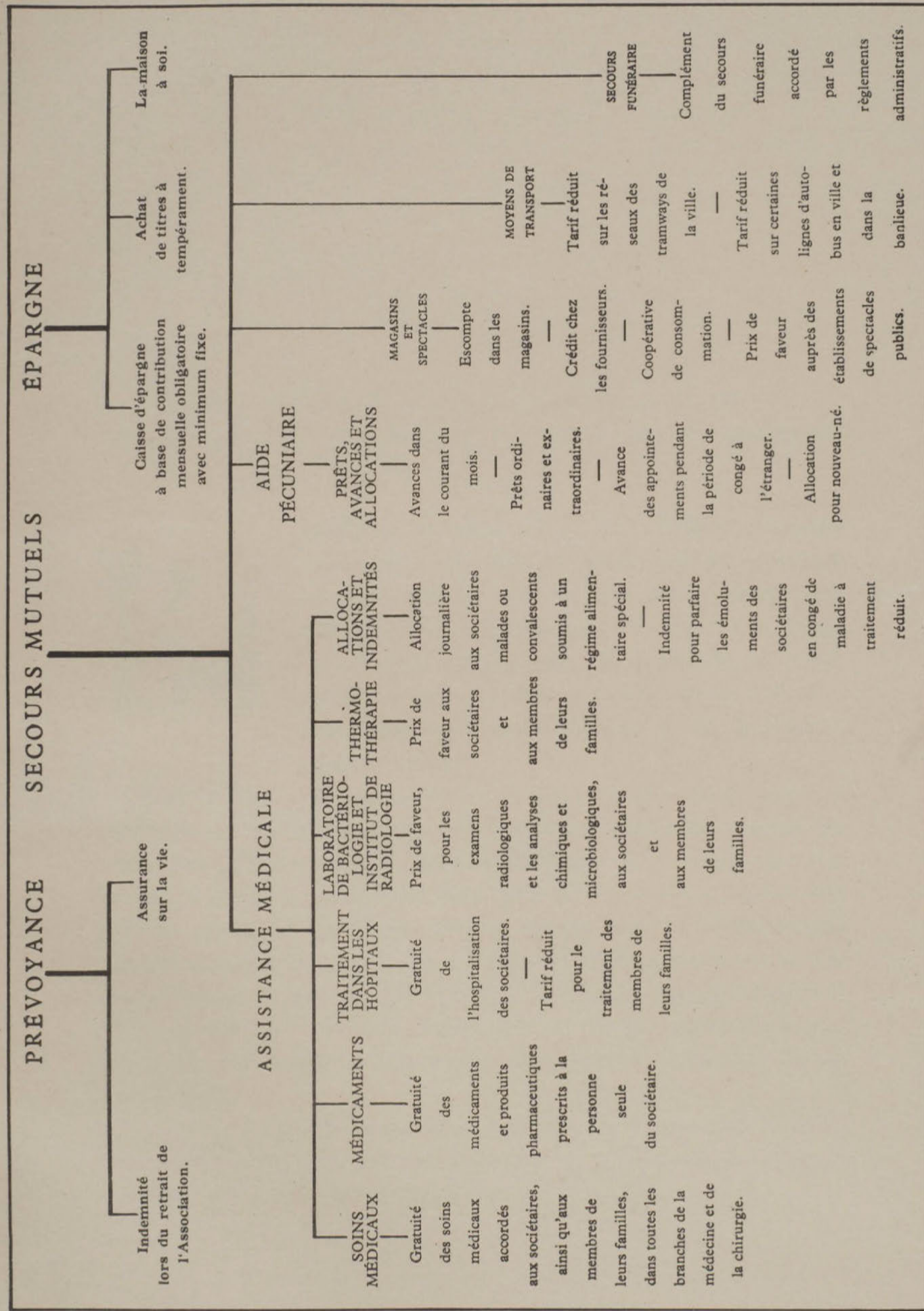
Dans son article signé du pseudonyme PATRICE ALVÈRE, un membre de l'Association, bien connu dans les milieux littéraires, expose l'activité de la Caisse de Prévoyance dans les services d'hospitalisation, de maternité, de pharmacie et de laboratoire.

De son côté, le Dr. ELEFTHERIS C. COSTALAS, rédacteur de la chronique médicale au journal « La Réforme », traite, avec sa compétence coutumière, de la thermothérapie et des avantages que les sociétaires de la Caisse de Prévoyance retirent de cette thérapeutique mise à leur disposition, à des conditions spéciales, par l'institut « Le bain de vapeur scientifique ».

Enfin, dans un dernier article intitulé : « L'activité de la Caisse de Prévoyance dans la branche magasins et fournitures », le sociétaire GEORGES CHAMI, le diligent greffier du Tribunal de commerce, a montré avec talent quels services importants l'Association a rendus dans ce domaine.



TABEAU SYNOPTIQUE DES AVANTAGES OCTROYÉS AUX SOCIÉTAIRES



LA FUNZIONE ETICO-ECONOMICO-SOCIALE DELLA CASSA DI PREVIDENZA NEL SUO PRIMO DECENNIO



revidenza, Mutualità e Risparmio, nobilissimo trinomio che risveglia nella mente sconfinati orizzonti di feconda operosità, trovansi racchiusi nella denominazione stessa dell'Associazione che un uomo, dal cuore generoso, il Capo cancelliere del Tribunale misto di Alessandria, ha genialmente concepita, tenacemente voluta e creata, e di cui si commemora oggi il primo decennio di vita rigogliosa, in continuo sviluppo.

Come avviene per i singoli individui di ogni convivenza umana lasciati in balia delle loro deboli forze, così la parte più numerosa, più umile e quindi più interessante del personale della nostra Amministrazione, si trovava dieci anni or sono in condizioni economiche quasi disastrose dovute all'insufficienza degli stipendi, specie per coloro che avevano famiglia a carico, coll'immane strascico di compromessi degradanti e di inaudite sofferenze morali che finivano necessariamente per premere, con risultati deleteri, sulla compagine familiare e sull'educazione della figliuolanza, mettendo in pari tempo a repentaglio il sentimento del dovere di parecchi sventurati che rischiavano in tal modo di perdere l'impiego.

Tale grave situazione non poteva sfuggire all'occhio paternamente vigile del Capo, in continuo e diuturno contatto col personale dirigente e subalterno, nè mancava di preoccuparlo seriamente.

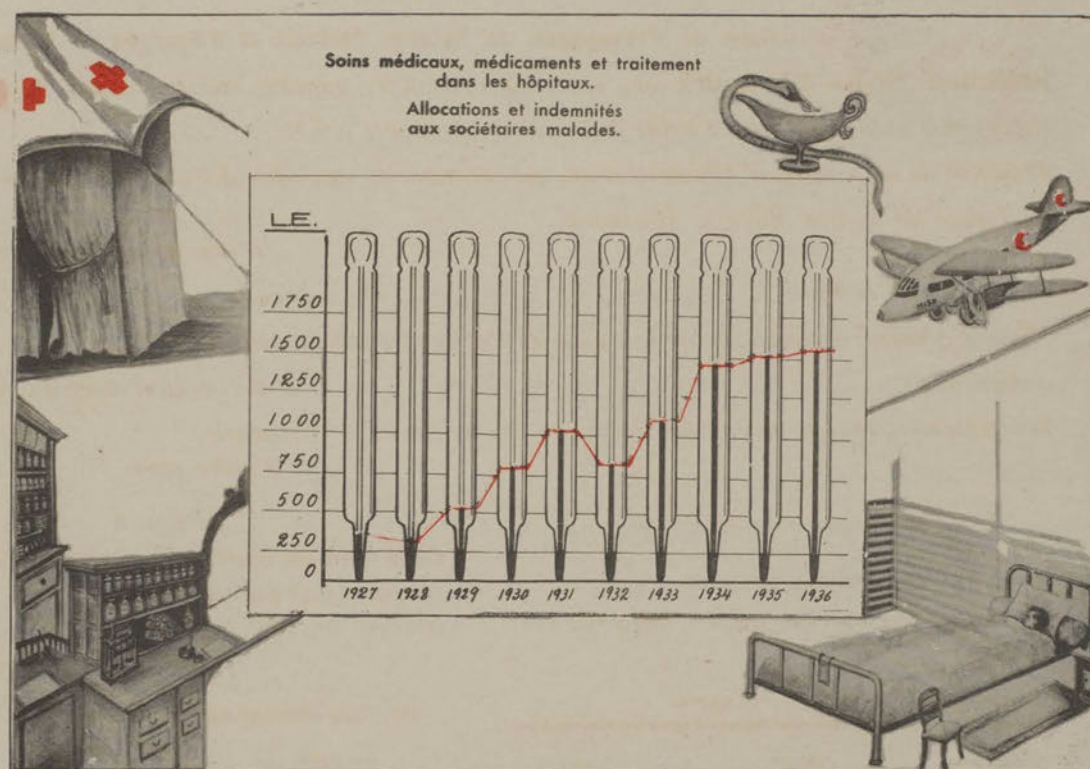
Come fronteggiarla e come porvi riparo?

Unica via di salvezza e di redenzione era quella di fare appello allo spirito di solidarietà dei singoli nell'interesse comune della massa.

Così nacque la « Cassa di Previdenza, di Mutuo Soccorso e di Risparmio fra il Personale delle Giurisdizioni Miste di Alessandria » mediante un modesto contributo mensile degli iscritti, divenuta oggi un'istituzione poderosa che abbraccia varie forme di attività preventiva e mutualistica, ognuna delle quali pur rispondendo a un fine proprio, converge tuttavia insieme alle altre verso la finalità di formare la coscienza della previdenza collegata con lo spirito del risparmio.

La più importante di tali forme è senza dubbio quella che si svolge, con ragguardevole larghezza di mezzi e un'organizzazione perfetta, contro il rischio delle malattie, rischio che per il passato costituiva l'onere più gravoso nel modesto bilancio domestico dell'impiegato tanto da assorbirne di frequente l'intero reddito, con le note disastrose conseguenze.

FRAIS D'ASSISTANCE MÉDICALE



Per ordine di importanza giova pure ricordare l'assicurazione collettiva obbligatoria sulla vita e ancor più la provvida istituzione del risparmio che si realizza qui mediante il prelevamento mensile, pressochè insensibile, di una lieve

L'épargne est la meilleure des spéculations

Un pour tous,
tous pour un.

**CAISSE DE PRÉVOYANCE
DE SECOURS MUTUELS ET D'ÉPARGNE
DU PERSONNEL DES JURIDICTIONS MIXTES
D'ALEXANDRIE**

FONDATEUR
ADIB MAAKAD BEY

Fondée le 1^{er} Janvier 1927

Contrat de vente de titres à tempérament

Entre la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie qui sera, dans la suite, appelée, indistinctement, la Caisse de Prévoyance ou la venderesse. La dite Association représentée par Mr. _____, Président de son Conseil d'Administration, qui élit domicile, aux effets des présentes, en son Cabinet au Palais de Justice Mixte à Alexandrie.

D'une part

Et le Sieur _____ près l' _____

Mixte d'Alexandrie, sociétaire de la Caisse de Prévoyance sub Numéro matricule _____, domicilié à Alexandrie, _____, et électivement domicilié, aux effets des présentes, en son bureau au Palais de Justice Mixte à Alexandrie.

D'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

La Caisse de Prévoyance vend au
Sieur _____

qui accepte, le titre ci-après :

Nombre	Nature	Numéro

ARTICLE II

Cette vente est conclue au prix global forfaitaire, convenu entre parties, de P.T. _____

(piastres au tarif _____) se décomposant comme suit :

- 1° Prix, suivant facture d'achat en date du _____
- 2° Courtage et frais de banque. _____
- 3° Intérêts à 6 % l'an.
- 4° Taxe forfaitaire destinée à couvrir les frais d'imprimés, d'écritures comptables, etc.

TOTAL.

P. T.	M.

Prévoir l'avenir, c'est l'assurer heureux

Les petits ruisseaux font les grandes rivières

Le travail et l'économie sont les deux plus grands capitaux

ARTICLE III

Ce prix est stipulé payable P.T. _____ contre la remise du présent contrat et suivant reçu qui sera délivré à l'acheteur, signé par la venderesse, et le solde, soit P.T. _____, en _____ termes mensuels consécutifs de P.T. _____ chacun, sauf le dernier de P.T. _____, dont le premier viendra à échéance le _____.

Ce prix ne comprend pas les primes d'assurance contre le risque d'amortissement, prévue au dernier alinéa de l'article 4, lesquelles primes seront toujours exigibles avec le dernier terme échu, sous déduction du montant des coupons d'intérêt porté au crédit de l'acheteur.

ARTICLE IV

Le montant des coupons d'intérêt, échéant depuis la date du présent contrat, sera porté au crédit de l'acheteur et viendra en déduction de la dernière ou des dernières échéances à payer par lui. Il ne sera pas productif d'intérêt.

Le montant (net de toute commission et de tous frais fixés forfaitairement à 5 % du lot) de tout lot sorti au tirage (autre que celui de simple amortissement), sera versé à l'acheteur, après déduction du solde qu'il reste devoir, en vertu du présent contrat, sur le prix du titre qui a gagné le lot.

La Caisse de Prévoyance n'est pas tenue de vérifier les tirages des lots.

Par contre, en ce qui concerne les tirages d'amortissement, elle assurera, sans préavis, contre ce risque, quand il est justifié par le cours pratiqué à la Bourse, le titre vendu et passera, en ce cas, le coût de l'assurance au débit de l'acheteur.

ARTICLE V

Le numéro d _____ titre vendu par le présent contrat, sera inscrit sur les livres de la venderesse au nom de l'acheteur; le titre sera conservé par devers la venderesse qui exerce sur son droit de rétention jusqu'à libération complète et devra en faire figurer le numéro _____ dans le bilan annuel qui est remis aux sociétaires, dûment vérifié par le Censeur de l'Association.

ARTICLE VI

Le Sieur _____ autorise la venderesse à toucher directement, à la fin de chaque mois, de la Caisse de la Cour d'Appel Mixte à Alexandrie, le montant de chaque terme échu en vertu de l'article 3 du présent contrat, ou le montant de tout solde qu'il resterait devoir dans le cas de vente forcée faite en vertu de l'article 9, et ce par voie de prélèvement sur ses traitements. Il donne, à ces fins, par les présentes, mandat et pouvoirs irrévocables à Mr. le Caissier de la Cour d'Appel Mixte d'effectuer la dite retenue pour compte de la venderesse, et ce jusqu'à libération complète du prix de titre vendu.

ARTICLE VII

L'acheteur a la faculté de se libérer avant terme. Il lui sera, en ce cas, alloué un escompte de 5 % l'an, sur les termes non échus.

ARTICLE VIII

A défaut de paiement d'un seul terme à son échéance, la venderesse pourra mettre l'acheteur en demeure, par simple lettre recommandée qui aura le même effet qu'une sommation par voie d'huissier, d'avoir à effectuer le versement en retard ou à retirer le titre contre paiement du solde.

ARTICLE IX

Huit jours après cette mise en demeure restée infructueuse, la Caisse de Prévoyance aura la faculté, soit de considérer la vente résolue de plein droit conformément à l'article 416 du Code Civil Mixte, soit d'en poursuivre l'exécution et considérer l'acheteur déchu du bénéfice du terme.

Dans le premier cas, le titre redevenant de plein droit la propriété de la venderesse, celle-ci remboursera à l'acheteur les termes par lui payés, sous déduction, à titre de dommages-intérêts, d'une somme équivalente au 10 % des termes restant à payer.

Dans le second cas, le solde du prix devenant exigible immédiatement et de plein droit, l'acheteur donne, d'ores et déjà, procuration spéciale à la Caisse de Prévoyance à l'effet de réaliser en Bourse, pour son compte et sous sa responsabilité, le titre faisant l'objet du présent contrat; il autorise la Caisse de Prévoyance à retenir sur le produit de la vente le montant de sa créance en principal et accessoires, et s'engage à parfaire immédiatement tout solde qu'il resterait éventuellement devoir.

Il est entendu que la facture de l'Agence de Bourse, par l'entremise de laquelle le titre aura été réalisé, fera foi entre parties.

ARTICLE X

Le Sieur _____ reconnaît que les bénéfices du présent contrat lui sont accordés uniquement en sa qualité de sociétaire.

Par conséquent, en cas de décès ou de son retrait de la Caisse de Prévoyance pour toute autre raison, il sera déchu du bénéfice du terme et application lui sera faite des dispositions de l'article 9.

ARTICLE XI

Le titre vendu sera livré à l'acheteur par la venderesse, après libération complète du prix, contre décharge d _____ titre et restitution du présent contrat et de tous les documents y relatifs.

ARTICLE XII

L'acheteur s'interdit le droit de transférer à un tiers les bénéfices et les charges du présent contrat.

ARTICLE XIII

Le nantissement du présent contrat ou de tous documents qui s'y rapportent, est formellement défendu.

ARTICLE XIV

Les parties font attribution de compétence au Tribunal Mixte d'Alexandrie pour toute contestation relative au présent contrat.

Fait en double exemplaire original, pour un seul et même effet.

Alexandrie, le _____

La venderesse

L'acheteur

جمعية التعاون والتوفير لموظفي القضاء المختلط
بالاسكندرية

أنسب

اوپر معقّد بت

في أول يناير سنة ١٩٢٧

عقد بيع اوراق مالية بالتقسيط

بين جمعية التعاون والتوفير لموظفي الفضاء المختلط بالإسكندرية المسماة فيما بعد بجمعية التعاون أو البائعة والنائب عنها حضرة رئيس مجلس إدارتها المتخذ له محلاً مختاراً لغرض تنفيذ هذا العقد بمكتبه بسراى محكمة إسكندرية المختلطة طرف اول

وبين **مفصلة** لدى اسكندرية المختلطة العضو بجمعية
التعاون تحت نمرة مقيم بالاسكندرية ومتخذ له محلاً مختاراً لغرض
تنفيذ هذا العقد بمقر عمله بسراى محكمة اسكندرية المختلطة
طرف ثان
قد تم الاتفاق والتراضي على ما يأتى:

✧ البند الثاني ✧

البند الاول

قد تم هذا البيع بضمن اجمالي متفق عليه بين
الطرفين قدره قرش صاغ
وهذا الثمن يشمل ما يأتي:

باعت جمعية التعاون الى حضرة

القابل لذلك السند الآتية بماز :

العدد	النوع	التمرة	المبلغ	قروش صاغ
			(١) الثمن الاصلى بموجب فاتورة المشتري بتاريخ	
			(٢) السمسرة وعمولة البنك	
			(٣) فوائد بواقع ٦ ٪ سنوياً	
			(٤) رسمخصص لتغطية مصاريف المطبوعات ومصاريف الحسابات وخلافه	
			الثمن الاجمالى . .	

❦ السند الثالث ❦

ويستحق اول هذه الاقساط في
وهذا الثمن لا يشمل رسم التأمين ضد الاستهلاك
المنصوص عنه بالفقرة الاخيرة من البند الرابع فان هذا
الرسم يدفع مع آخر قسط يستحق بعد خصم قيمة
الكوونات التي قدمت لحساب المشتري.

يدفع من هذا الثمن مبلغ — عند
تسليم هذا العقد وبموجب اصال يعطى للمشتري موقعاً
عليه من البائعة والباقي وقدره — يسدد
قسطاً شهرياً متوالية قيمة كل منها
على — ما عدا الاخير فقسّمته

البجار من قطرات والجبال من ذرات

البند الرابع

قيمة الكوبونات التي تستحق ابتداء من تاريخ هذا العقد تقيد لحساب المشتري ولا يعطى عنها فوائد ويخص منها القسط أو الاقساط الأخيرة المطلوبة منه وفي حالة ما يخرج السند راجحاً في الشحب (عدا سحب الاستهلاك البسيط طبعاً) تدفع الى المشتري قيمته الصافية بعد خصم ٥ ٪ للعمولة والمصاريف وبعد خصم باقي المطلوب منه تسديده بموجب هذا العقد من ثمن السند الرابع. وجمعية التعاون ليست ملزمة بمراجعة كشوفات سحب السندات الراجعة.

اما فيما يختص بسحب الاستهلاك البسيط فان الجمعية لها الحق بدون اخطار المشتري في ان تؤمن السند المباء ضد الاستهلاك عند ما ترى ان اسعار البورصة تبرر هذا التأمين. وفي هذه الحالة تقيد رسم التأمين على حساب المشتري.

البند الخامس

نمر السند المباء بموجب هذا العقد تقيد في دفاتر البائنة باسم المشتري وتوضح في ميزانيتها السنوية التي توزع على الاعضاء بعد التصديق عليها من مراقب الجمعية. والبائنة تحفظ السند المباء لديها مع حق الامتياز عليه لغاية وفاء الثمن.

البند السادس

يصرح حضرة البائنة بأن تحصل مباشرة بطريق الخصم من مرتبه في نهاية كل شهر من خزانة محكمة الاستئناف المختلطة قيمة كل قسط يستحق بموجب البند الثالث من هذا العقد او قيمة ما قد يكون مطلوباً منه في حالة ما اذا بيع السند بالطريقة المبينة بالبند التاسع. ولذلك يعطى من الآن تفويضاً تاماً وتوكيلاً نهائياً الى حضرة امين خزانة محكمة استئناف اسكندرية المختلطة ليجري الخصم المذكور من مرتبه لغاية سداد ثمن السند المباء.

البند السابع

للمشتري الحق في تسديد باقي الثمن قبل الميعاد المقرر بهذا العقد. وفي هذه الحالة يعطى له خصم قدره ٥ ٪ سنوياً على قيمة الاقساط التي تدفع قبل الاستحقاق.

البند الثامن

في حالة تأخر المشتري عن دفع أى قسط في ميعاده تنذره البائنة بخطاب موصى عليه له قوة ومفعول انذار رسمي عن يد محضر بأن يسدد القسط المتأخر دفعه او يسحب السند المباع نظير دفع باقي الثمن.

البند التاسع

بعد مرور ثمانية ايام على هذا الانذار بدون جدوى بحق لجمعية التعاون ان تعتبر هذا البيع مفسوخاً من تلقاء نفسه طبقاً للمادة ١٦٤ من القانون المدني المختلط او تتابع تنفيذه بالطرق القانونية معتبرة المشتري محروماً من الاجل المعطى له لسداد الثمن.

وفي الحالة الاولى يعود السند قانوناً الى ملكية البائنة فتزد للمشتري الاقساط التي دفعها بعد خصم مبلغ يوازي ١٠ ٪ من قيمة الاقساط الباقية بصفة تعويض عن عدم تنفيذ شروط هذا العقد.

وفي الحالة الثانية يستحق دفع باقي الثمن حالاً ولهذا الغرض يعطى المشتري توكيلاً خاصاً لجمعية التعاون لتبيع السند موضوع هذا العقد في البورصة لحسابه وتحت مسؤوليته. كما انه يصرح لها بأن تحصل من ثمن البيع على كامل مطلوبها من اصل وفوائد متعهداً بأن يكمل حالاً سداد ما قد يتبقى مطلوباً منه. ويثبت هذا البيع بين الطرفين بموجب فاتورة المحل الذي تمت بمعرفته تصفية السند في البورصة.

البند العاشر

يسلم حضرة يسلم حضرة بأن مزاييا هذا العقد منحت له باعتباره فقط عضواً في جمعية التعاون وكنتيجه لذلك يسقط حقه في الاجل المقرر لسداد الثمن ويطبق عليه نص البند التاسع في حالة الوفاة او الانسحاب من الجمعية لاي سبب آخر.

البند الحادي عشر

بعد سداد الثمن بأكمله تسلم البائنة الى المشتري السند المباء نظير ايصال ونظير رد هذا العقد وكافة المستندات التابعة له.

البند الثاني عشر

ليس للمشتري الحق في التنازل للغير عن هذا العقد.

البند الثالث عشر

لا يجوز مطلقاً رهن هذا العقد او المستندات التابعة له.

البند الرابع عشر

كل نزاع بخصوص هذا العقد يكون الفصل فيه من اختصاص محكمة اسكندرية المختلطة.

وتحرر منه نسختين أصليتين لمفعول واحد.

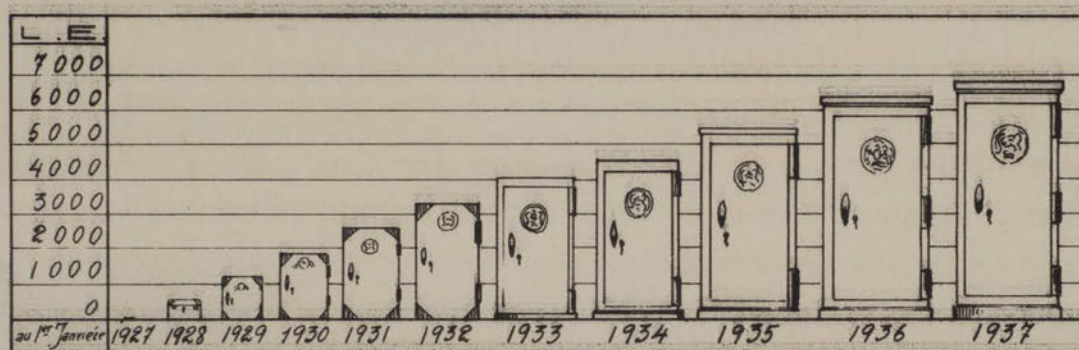
الاسكندرية في

المشتري

البائنة

percentuale sugli stipendi degli associati, i quali potranno così disporre, in un momento tanto difficile quale è quello del ritiro in pensione mentre trovansi nell'attesa—spesso assai lunga ma non più angosciosa — della medesima, di un congruo e veramente provvidenziale peculio accumulatosi inavvertitamente coll'andare degli anni, senza contare che imbevuti come saranno dello spirito di risparmio praticato durante il periodo trascorso alle dipendenze dell'Amministrazione, è lecito ammettere che persevereranno in tale ottima abitudine anche all'infuori del vincolo mutualistico.

AU CRÉDIT DES SOCIÉTAIRES EN COMPTE "ÉPARGNE"



Sullo stesso piano, non sarebbe opportuno tacere una forma lodevolissima di incoraggiamento al risparmio, di recente attuazione, quella cioè dell'acquisto per conto degli associati che ne facessero richiesta, di cartelle fondiarie a premio, coll'impegno degli associati stessi di rimborsarne il prezzo a quote mensili relativamente tenui, e non solo col vantaggio di un tasso di interesse ben inferiore a quello che verrebbe loro imposto dalle agenzie private specializzate in tale ramo di attività bancaria, ma anche con la certezza di essere al sicuro riparo di possibili manovre fraudolente, purtroppo assai frequenti, perpetrate a danno dei propri clienti da certi sedicenti banchieri rivelatisi privi di scrupoli.

L'alto valore morale e materiale del risparmio istituito in seno alla nostra Associazione, appare poi con maggiore evidenza al decesso di un associato, nel momento cioè in cui la famiglia del defunto, privata del proprio sostegno, si troverebbe in una situazione delle più tragiche senza il soccorso che tale previdenza le procura.

Sull'esteso campo del risparmio, occorre segnalare un'altra utilissima istituzione di non lieve portata sociale.

Vogliamo alludere alla recentissima realizzazione di un progetto accarezzato da anni e avente per compito di porre l'associato in grado di divenire proprietario del proprio alloggio, quasi senza accorgersene, risolvendo in tal modo e sotto ogni aspetto, un problema economico assai spinoso.

L'affitto costituisce infatti per sè stesso un sacrificio sensibile nell'economia dell'associato, specie se è di modesto stipendio, e una spesa diremo così improduttiva.

Quante volte, trovandosi nelle ristrettezze, egli è stato costretto a differirne il pagamento coll'avvilimento di dover subire il malumore del padrone di casa se non addirittura la minaccia di sfratto!

Tale dolorosa situazione non si rinnoverà certo più nel prossimo avvenire, almeno per alcuni, giacchè mediante la ritenuta mensile, sul proprio stipendio, effettuata per conto del costruttore, di una quota leggermente superiore a quella del fitto, l'associato che ne avrà fatta richiesta potrà divenire proprietario, abitandola, di una bellissima e comoda villetta costruita su piani di suo gradimento e a un prezzo convenientissimo pagabile in 144 rate mensili.

Inoltre e per coprire il rischio di morte dell'associato, che potrebbe avvenire nell'intervallo col conseguente annientamento dell'operazione da lui intrapresa, interviene un'ingegnosa applicazione di previdenza assicurativa grazie alla quale e mediante un premio modicissimo—compreso nella quota ritenuta mensilmente e che andrà scemando col trascorrere degli anni via via che il debito assunto si assottiglierà—la famiglia dell'estinto sarà totalmente liberata dall'obbligo del rimborso del saldo ancora dovuto sul prezzo convenuto, in seguito all'estinzione immediata di tale obbligo per opera della società assicuratrice.

Adottando perciò un sistema tanto provvido, l'incubo del padrone di casa sarà definitivamente relegato fra i ricordi più tristi di un doloroso passato e l'agiatezza più florida rallegrerà il focolare domestico dell'associato, il quale avrà anche la soddisfazione di vedere accresciuto il proprio patrimonio di un bene stabile e duraturo con lieve sacrificio.

Nella possibilità infine per gli associati di contrarre prestiti in caso di necessità a un tasso relativamente moderato e rimborsabili mediante quote minime, si rivela proprio il principio della mutualità che rispecchia il bisogno e l'esigenza che hanno sempre spinto gli uomini economicamente più deboli a cercare una possibilità di miglioramento e di difesa nell'unione solidale.

È ovvio dunque come l'insieme di tali provvide istituzioni abbia contribuito, nel nuovo clima che si è venuto creando in questi ultimi dieci anni, a

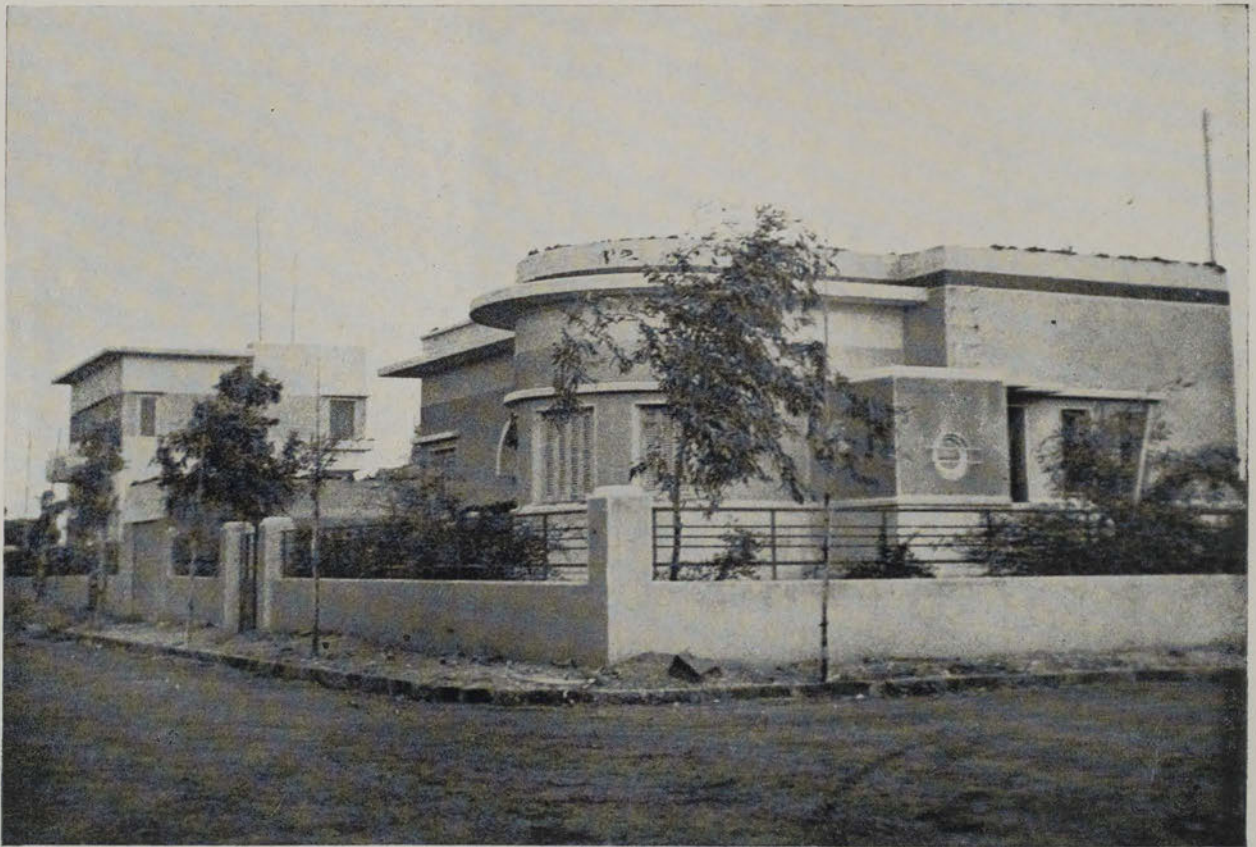
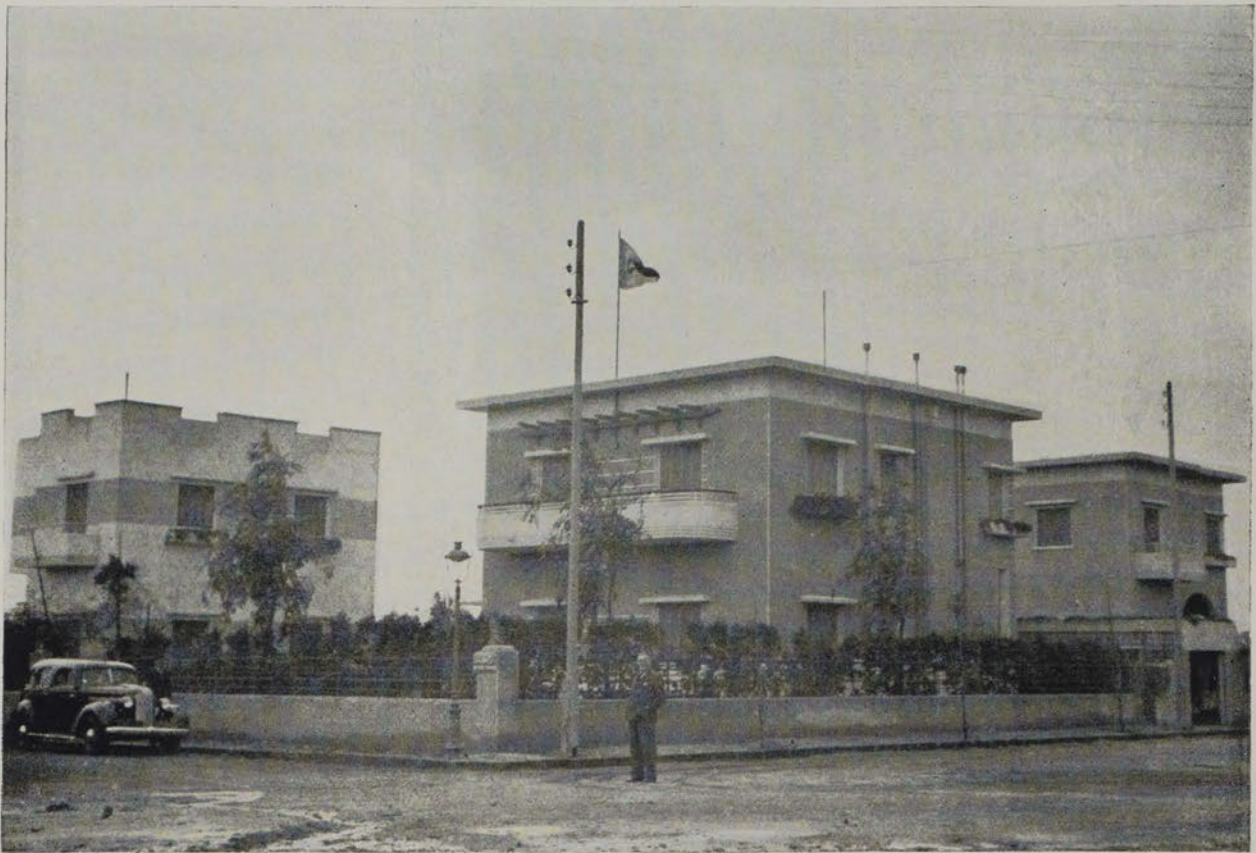


M. ELIE F. SHAMÀ
*Administrateur-Délégué
 de la Société Anonyme Immobilière du Domaine de Siouf.*



Le Comité de la « maison à soi » sur les lieux (Avril 1935)
 De gauche à droite : M.M. GIOVANNI RIVELLI, MICHEL ZALZAL, ERNEST MIFSUD, ADIB MAAKAD BEY,
 WADIH G. BACHOUR (Délégué de la Société) et JEAN BICHARA.

QUELQUES VILLAS DE SOCIÉTAIRES AU DOMAINE DE SIOUF



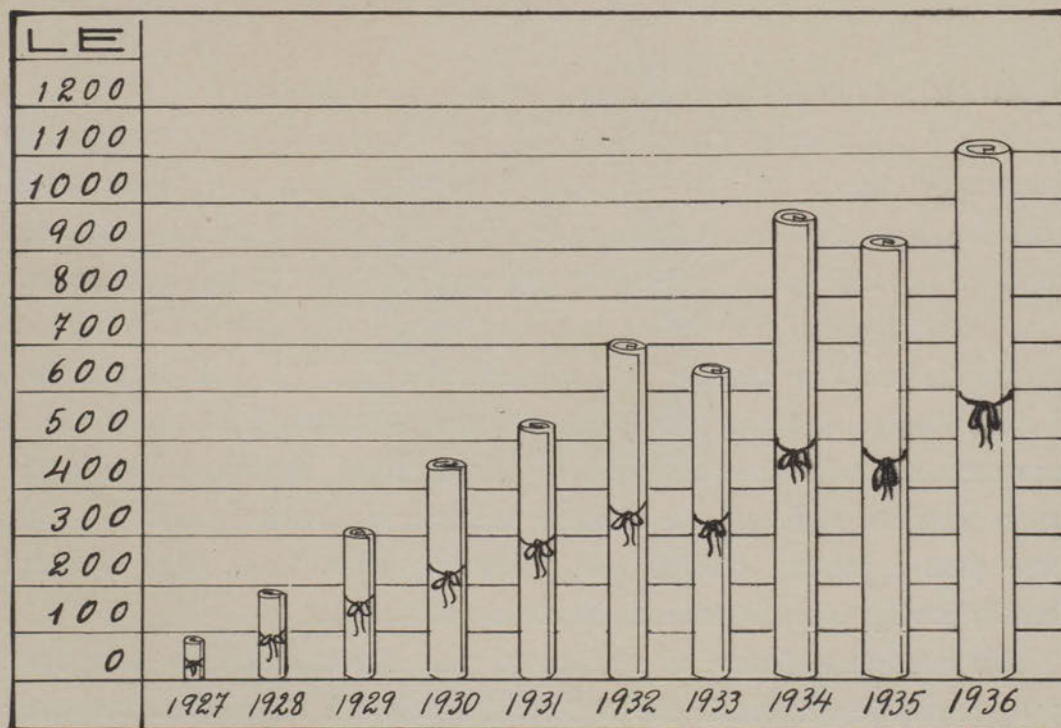
L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE À SON DÉCENNAIRE

elevare notevolmente le condizioni morali e materiali della massa dei nostri impiegati, educandola in pari tempo al senso del risparmio e della previdenza.

Non più abbandonato infatti alle proprie deboli forze, che già lo rendevano facile preda di avvoltoi a volto umano col rischio assillante di precipitare insieme ai suoi in un baratro senza fondo, l'associato è convinto oggi di poter fare sicuro affidamento sull'appoggio effettivo e indefettibile di un organismo che ha raggiunto, si può dire, la perfezione e che gli permette ormai, scevro da ogni seria preoccupazione, di respirare a pieni polmoni in una benefica atmosfera di assoluta tranquillità morale e materiale, sia in ufficio, dove si dedica completamente al lavoro, sia in seno alla propria famiglia.

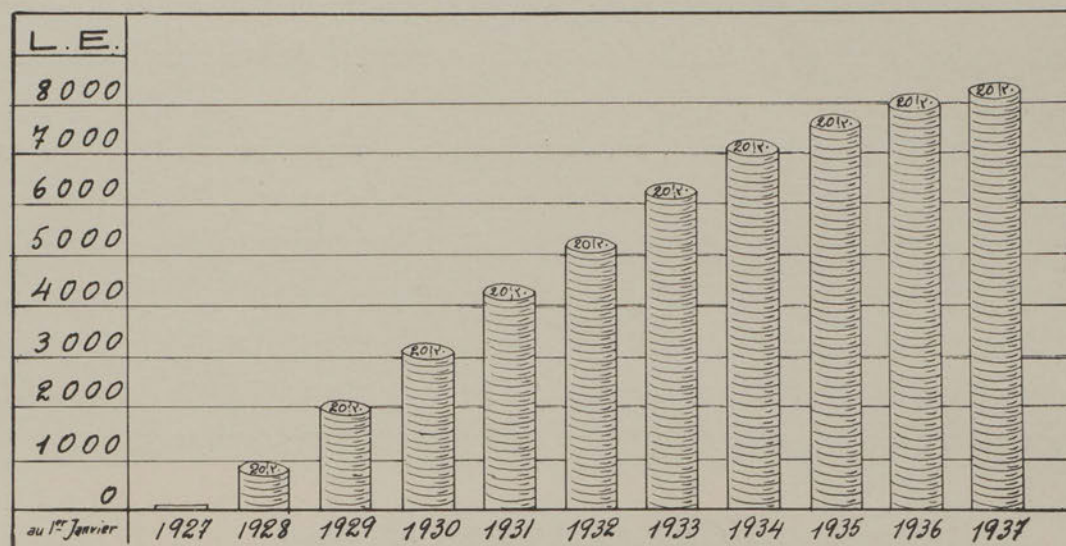
Così la funzione etico-economico-sociale sempre in atto della nostra Associazione, considerata a ragione un modello del genere, oltre a procurare agli associati dei benefici materiali considerevoli, costituisce per sè stessa un fattore educativo della massima importanza giustificato dai risultati lusinghieri già ottenuti e tali da infondere nell'animo di tutti, dal più alto al più umile, l'assoluta certezza di un luminoso avvenire nel vasto campo della previdenza sociale e della mutualità, e a maggior vantaggio degli associati stessi.

PRODUIT DU PLACEMENT DES FONDS



A riprova di quanto si è affermato in questo breve esposto, i grafici qui inseriti stanno a dimostrare in modo inequivocabile, con l'eloquenza sia pur laconica delle cifre e dei segni, l'incessante e progressivo sviluppo delle varie attività dell'Associazione e del capitale sociale nonché la prospettiva di ulteriori possibilità previdenziali e mutualistiche.

CAPITAL DE L'ASSOCIATION



Ed ora, un'ultima considerazione che ha la sua importanza.

È noto come le Associazioni previdenziali e mutualistiche siano organismi delicatissimi che esigono una continua, competente, retta e vigilante tutela, senza la quale finirebbero per vegetare pigramente mancando nettamente allo scopo, se non naufragassero addirittura dopo una brevissima e ingloriosa esistenza.

Ebbene, tale compito gravoso è stato assolto e continua ad esserlo in modo perfetto dal fondatore della nostra Associazione, il Cav. Uff. Adib Maakad bey, di cui è l'anima dinamica, coadiuvato da un'eletta schiera di funzionari che si sono succeduti nelle varie composizioni del Consiglio Amministrativo e che hanno seguito e seguono, con amore e passione, le direttive geniali del Capo come pure i preziosi consigli che il censore, Dott. Prof. Rag. Giovanni Servilli, prodiga loro disinteressatamente sin dall'inizio.

Un importante fattore di successo va pure ricercato nell'alto ed efficace appoggio morale e materiale che la Corte d'appello si è compiaciuta concedere all'Associazione di cui è presidente onorario proprio il presidente della Corte stessa.

È doveroso avvertire al riguardo che tale appoggio si estende ugualmente benefico, anche alle Associazioni consorelle minori, createsi fra il personale dei Tribunali di Cairo e di Mansura sull'esempio della nostra.

Per cui è naturale che la riconoscenza di tutti gli associati, e per l'opera feconda svolta dai dirigenti e per il benevolo atteggiamento della Corte, si manifesti con tanto caloroso entusiasmo specie in seno alle assemblee generali annuali di chiusura d'esercizio.

Sotto gli auspici dunque di un Consiglio Amministrativo che ha saputo farsi tanto apprezzare, il motto adottato « uno per tutti e tutti per uno » non può rappresentare una vana formula retorica ma bensì una realtà possente e dinamica destinata ad assicurare alla nostra Associazione quell'avvenire che si prospetta sempre più luminoso e a maggior vantaggio, come si è già detto, degli associati tutti.

EZZELINO DELLA ROVERE BEY,

Cancelliere contabile della Corte d'appello
e del Tribunale Misto di Alessandria.



LES SOCIÉTAIRES DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE ET L'ASSURANCE-VIE



e ne sais dans lequel de ses ouvrages, G. K. Chesterton considère combien la mort scandalise les vivants. On est, dit-il en substance, toujours étonné de la mort : mais on devrait bien plutôt être surpris que cet organisme si complexe et si délicat qu'est l'homme, vive, se meuve, désire et pense.

La vie est, en effet, pour nous, une habitude : l'on conçoit difficilement qu'elle puisse cesser ; et l'on demeure toujours stupide devant un corps inerte, comme si cette inertie était chose inattendue et nouvelle.

Empiétant sur le rôle des philosophes et des mystiques, les courtiers en assurances se chargent, et toujours de plus pressante façon, de nous faire penser à la mort.

Les poches bourrées de barrêmes, de statistiques ... et de crayons réclames, ils s'installent dans nos bureaux, nous demandent notre âge, scrutent notre vie, dénombrent nos enfants ... sans pitié pour notre travail urgent et pour le téléphone qui sonne sans répit.

Ces fâcheux veulent cependant notre bien.

S'ils supputent les années qu'il nous reste à vivre, s'ils nous font songer, avec Claudel, qu'un jour nous serons sur un lit de mort « bien pâles et bien mal rasés », ils font, croyez-moi, œuvre utile et sociale.

La charte qu'ils nous font signer et qui est une « assurance contre la mort », ils l'appellent « assurance-vie », car elle est, en effet, une assurance-vie pour ceux qui considéreront un jour notre corps inerte.

Nous ne vivons pas seuls : une famille nous entoure, habituée à nous voir vivre et produire.

Et cette famille voit un jour son soutien lui manquer.

L'assurance-vie est alors là, qui permet, en une certaine mesure, la continuité de l'œuvre du disparu, l'accomplissement posthume des devoirs du chef de famille : un prélèvement sur le produit du travail, certains sacrifices à s'imposer, et la veuve et les enfants ne seront pas, du jour au lendemain, privés de tout subside.

L'Œuvre d'assistance et de mutualité—qui m'a fait le grand honneur de me demander ces quelques lignes, à l'occasion de son décennaire — a voulu garantir à ses membres, en même temps que divers autres avantages retracés dans ce livre, les bienfaits de l'assurance-vie.

Ainsi que le relate le rapport du Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance, six mois après la fondation de l'œuvre, ses dirigeants ont songé à contracter auprès d'une société « The Gresham Life Assurance Society, Ltd. » une assurance collective, à conditions spéciales.

Voici, brièvement résumé, le mécanisme de l'opération.

Chaque sociétaire dont l'âge, au moment de son admission à l'Association, ne dépasse pas 45 ans, est obligatoirement assuré, l'assurance étant pour lui une garantie statutairement imposée.

Le sociétaire doit subir une visite médicale aux frais de la société d'assurance.

Si le résultat de la visite médicale est favorable, le sociétaire payera, comme prime, le 3% de son traitement.

Suivant son âge et son traitement, cette prime lui assure, d'après les barèmes courants de la société d'assurance, une police vie mixte à clause spéciale en cas d'invalidité.

La prime étant fixée à 3% des appointements, toute augmentation de traitement amène automatiquement une augmentation de son montant, comme aussi du capital de la police.

Ici, une condition spéciale et très avantageuse.

Cette augmentation automatique n'est pas subordonnée à une nouvelle visite médicale ; si bien, qu'elle joue quel que soit l'état de santé de l'assuré au moment de la majoration de ses appointements.

Les sociétaires peuvent, en dehors de l'augmentation automatique provenant de la majoration du traitement, s'engager à payer un pourcentage de leurs ap-

GRESHAM HOUSE

CAIRO



M. GEORGES CORONI BEY

Les signataires du contrat d'assurance collective intervenu entre la Société et la Caisse de Prévoyance en 1927



Mr. W. D. HART

AS WITNESS the hands of the
parties this 27th day of June 1927

Le Président de l'Association

Georges Coroni

THE GRESHAM LIFE ASSURANCE SOCIETY LTD

W. D. Hart
Branch Manager



pointements supérieur à 3% : leur police augmente en proportion, mais ici une nouvelle visite médicale est nécessaire.

L'assurance est mixte.

Si le sociétaire décède en activité de service, ses ayants droit reçoivent aussitôt le capital assuré. En cas de survie, le capital est versé au sociétaire, à la limite d'âge : 60 ans s'il est fonctionnaire cadré ou rôliste, 65 ans s'il est agent hors cadre.

En cas d'invalidité dûment constatée par une visite médicale aux frais de la société d'assurance, la police demeure en vigueur mais l'assuré n'a plus de primes à payer.

Par ailleurs, et nouvel avantage, la Caisse de Prévoyance, moyennant une surprime forfaitaire de L.E. 10 par an pour tous ses membres compris dans l'assurance collective — paiement que la Caisse prend à sa charge — a établi l'assurance que l'on pourrait appeler « l'assurance de l'écrasé ».

Dans notre siècle de mécanique effrénée, cette sorte d'assurance est souvent contractée. Le capital est doublé en cas de mort par accident de circulation : accident d'automobile, de train, de tramway, etc.

Comme on le voit, les avantages de ces assurances sont nombreux, les sacrifices restreints.

Sans doute peut-on se demander si, en l'état des indemnités et pensions que le Gouvernement très généreusement octroie à ses fonctionnaires et employés, il était nécessaire d'encourager ceux-ci à de nouvelles mesures de prévoyance.

La réponse à cette objection est facile.

On ne saurait être trop prévoyant, lorsqu'on a charge de famille : à côté de la pension, de l'indemnité, il est intéressant de laisser aux siens un capital supplémentaire qui permettra l'établissement d'un fils, qui constituera une petite dot pour une fille.

Et ici, je dois citer quelques-uns des cas caractéristiques que l'on m'a signalés.

Un expéditionnaire est mort en 1927, à l'âge de 41 ans, et cela 24 jours après la mise en vigueur de la police : sa famille a touché L.E. 272.

Un autre expéditionnaire est mort 48 jours après l'institution de l'assurance, à l'âge de 37 ans : sa famille a reçu un capital de L.E. 174,600.

Tout récemment encore, et au cours de la rédaction de cet article, un employé, engagé en décembre 1925, à l'âge de 19 ans, au salaire de L.E. 6, est mort à l'âge

La graine était semée. Elle allait, au cours de l'été, germer en secret pour s'épanouir et donner ses fruits dès la rentrée.

* * *

Octobre, novembre et décembre furent des mois d'activité intense. La coordination des efforts individuels, la mise en œuvre d'éléments variés en un ensemble harmonieux, n'est pas d'ordinaire une tâche facile, mais la volonté commune de réussir, la constance et, plus encore, la joie dans le travail, le détachement de soi-même, enfin, forme supérieure et rare du désintéressement, ont permis de venir aisément à bout des difficultés inhérentes à toute entreprise collective. Il est inutile de décrire par le menu le travail de chacun des trois comités et du Conseil d'Administration. Seul le résultat final importe, et nous ne voulons donner au lecteur qui, d'un œil bienveillant, a parcouru ces lignes, qu'un bref aperçu, fil conducteur à travers les pages de ce livre qui restera comme le témoignage concret de ce que peuvent obtenir la bonne volonté et l'effort concertés de tous, mis au service d'un idéal commun.

* * *

Le concours organisé parmi les membres du personnel faisant ou non partie de l'Association eut le plus franc succès. Lors de la proclamation des lauréats, au cours d'une réunion intime qui eut lieu le 15 décembre, le président du comité du livre, M. Fred. Nourrisson, orateur disert, fit observer finement que ce n'était pas le moindre mérite de ce concours que d'avoir été une occasion pour bien des talents, jusque là ignorés, de se révéler à eux-mêmes.

* * *

Le comité du livre décida, dans son rapport, que les trois travaux primés, ainsi que le manuscrit dont l'auteur n'avait point concouru pour un prix, seraient

L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE À SON DÉCENNAIRE

	L.E. M.
Capital au début de l'assurance	113,700
Capital au moment de la mise à la retraite	237,600
Pension mensuelle : L.E. 16,320.	

Type B

Un employé, déjà assuré pour un capital de L.E. 175,200 au moment de sa nomination au poste de commis-greffier, à l'âge de 30 ans, au traitement mensuel de L.E. 20.

Mis à la retraite, à l'âge de 60 ans, après avoir été promu greffier et avoir atteint, comme dernier traitement, le chiffre de L.E. 49.

	L.E. M.
Capital assuré au moment de sa mise à la retraite.....	469,300
Pension mensuelle : L.E. 33,330.	

Type C

Un interprète recruté en dehors de l'Administration, porteur du diplôme de licence en droit, nommé à ce poste, à l'âge de 30 ans, au traitement mensuel de L.E. 15.

Mis à la retraite, à l'âge de 60 ans, après avoir été promu interprète de 1ère classe et avoir atteint, comme dernier traitement, le chiffre de L.E. 43.

	L.E. M.
Capital au début de l'assurance.....	191,500
Capital au moment de la mise à la retraite.....	352,200
Pension mensuelle : L.E. 25,800.	

Type D

Un agent hors cadre (garde), engagé au service à l'âge de 30 ans, au traitement mensuel de L.E. 5.

Licencié, pour limite d'âge, à 65 ans, après avoir atteint, comme dernier traitement, le chiffre de L.E. 8.

	L.E. M.
Capital au début de l'assurance.....	70,900
Capital au moment du licenciement.....	103,500
Indemnité : L.E. 96.	

Type E

Un agent hors cadre (garçon de bureau), engagé au service à l'âge de 24 ans, au traitement mensuel de L.E. 3.

Licencié, pour limite d'âge, à 65 ans, après avoir atteint, comme dernier traitement, le chiffre de L.E. 7.

L.E. M.

Capital au début de l'assurance.....	52,200
--------------------------------------	--------

Capital au moment du licenciement.....	89,500
----------------------------------------	--------

Indemnité : L.E. 84.

On ne peut, dès lors, que vivement féliciter la Caisse de Prévoyance du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie — suivie, d'ailleurs, dans son initiative, par les caisses de prévoyance du Caire et de Mansourah — d'avoir imposé à ses sociétaires l'assurance-vie, leur évitant même l'effort de souscrire une police individuelle qui n'aurait pas présenté, en tout cas, les avantages de la police collective.

316 sociétaires sont aujourd'hui assurés à Alexandrie.

Les primes payées depuis le 1^{er} juillet 1927 se sont élevées au 31 décembre 1936 à L.E. 15.325,075, représentant, à cette même date, des polices d'un capital total de L.E. 51.873, 100.

La société d'assurance a versé à des ayants droit de 15 fonctionnaires, employés et agents hors cadre — pour la période juillet 1927 à décembre 1936 — L.E. 2.984,750 en dehors de 2 rachats pour cause d'invalidité.

*
* *

Partant du principe de l'assurance, la Caisse de Prévoyance a réalisé un autre projet : le projet du « home, sweet home ».

Dans le « riant Domaine de Siouf », six sociétaires ont aujourd'hui leur villa à eux. Moyennant des termes mensuels amortissables en 12 ans et qui seront légèrement supérieurs au loyer qu'il a l'habitude de payer, le fonctionnaire devient propriétaire. Une assurance à primes perdues allant en décrois-

sant au fur et à mesure que le capital dû à la Société Anonyme Immobilière du Domaine de Sioufs s'amortit, permet à la famille, en cas de décès du fonctionnaire, de régler immédiatement le solde du prix.

*
* *

En terminant, que l'on me permette d'admirer, non seulement ce que cette œuvre a fait en matière d'assurances, mais encore en divers autres domaines.

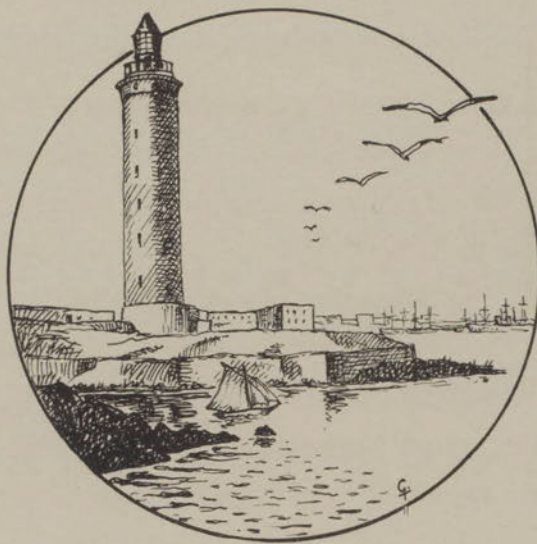
Dans notre Orient, si optimiste — cela tient peut-être à notre beau soleil — on songe aujourd'hui et de plus en plus à des œuvres de prévoyance et de coopération qui, il y a quelques années encore, faisaient totalement défaut.

Aujourd'hui, l'esprit de prévoyance s'est développé, joint à l'esprit de mutualité.

Il reste cependant beaucoup à faire encore, ce qui demandera des sacrifices, de l'activité, de l'organisation, de l'entente entre travailleurs.

Et c'est pourquoi je souhaite que ce livre, qui nous relate toutes les initiatives, tous les efforts, tous les succès d'une collectivité — dirigée, chacun le sait, par un animateur — puisse faire naître d'autres œuvres similaires, aussi utiles et aussi prospères.

CHARLES AYOUB BEY,
Substitut au Contentieux de l'Etat.



L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE DANS LE DOMAINE MÉDICAL



orsqu'on parcourt les comptes rendus officiels des assemblées générales annuelles de la « Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie », on ne peut s'empêcher d'être saisi d'admiration devant les résultats économiques et financiers obtenus par cette société durant ses dix premières années d'existence, et cela malgré toutes les charges onéreuses qu'elle s'est imposées.

Mais son activité ne s'est pas limitée à ce seul domaine; aiguillonnée sans cesse par son éminent fondateur et président actuel, M. Adib Maakad bey, dont l'attention éclairée est toujours à l'affût de tout ce qui peut alléger les charges des sociétaires et leur procurer toujours le plus d'avantages possibles, la Caisse de Prévoyance a été pourvue, dès sa fondation, d'une assistance médicale modèle. Nous pouvons en mesurer l'importance et en suivre l'évolution graduelle jusqu'à ce jour, grâce aux statistiques et procès-verbaux établis par le comité dirigeant et mis aimablement à notre disposition.

Dès 1927, une équipe médicale, composée d'un chirurgien et de quatre pathologues (dont 3 pour Alexandrie et un pour Tantah), était chargée de prêter ses soins gratuits aux sociétaires et aux membres de leurs familles, tant en consultations dans les cliniques privées des médecins, qu'au domicile des malades. Dans ce dernier cas, les sociétaires n'avaient à acquitter qu'une légère contribution représentant les frais de déplacement.

En 1928, le nombre des pathologues fut réduit à trois, mais, à partir de 1929, on ajouta à la liste des médecins, afin de donner plus de sécurité aux malades,

quatre nouveaux spécialistes : en outre, les frais de déplacement furent réduits de moitié.

En 1931, la caisse de la Société prenait à sa charge les interventions chirurgicales oculaires pratiquées aux membres de la famille du sociétaire, interventions qui étaient payées, jusqu'à cette date, par ce dernier.

En 1932, la liste des médecins rétribués par la caisse de la Société était ainsi composée :

Un médecin-consultant, pour les maladies internes, dans les cas graves nécessitant une consultation.

Quatre médecins (dont 2 pour Alexandrie, 1 pour Tintah et 1 pour Dammanhour) pour les maladies internes et la pédiatrie.

Six médecins spécialistes dans les branches suivantes : chirurgie ; otorhino-laryngologie ; stomatologie et chirurgie dentaire ; maladies vénériennes, de la peau et des voies urinaires ; maladies des yeux ; maladies nerveuses, arthritisme et rhumatismes.

Une sage-femme pour les soins aux familles des sociétaires.

En 1934, un nouveau pathologue était adjoint au corps médical et un médecin gynécologue-accoucheur se faisait inscrire pour prêter ses services aux familles des sociétaires, à des conditions spéciales.

L'assistance médicale, telle qu'elle est organisée par la Caisse de Prévoyance, comprend, en outre :

1^o l'hospitalisation des sociétaires (à la charge de la caisse de la Société) et des membres de leurs familles (à la charge des sociétaires, mais au tarif réduit dont bénéficie la Société), dans divers hôpitaux et maisons de santé de la ville (Clinique Hippocrate, Hôpital Anglo-Suisse, Hôpital Hellénique, Hôpital Italien, Hôpital Européen, Clinique du Dr. Nicolaou, etc.), soit pour des traitements internes, soit pour des interventions chirurgicales ;

2^o la fourniture gratuite aux sociétaires, de tous médicaments galéniques ou spécialités, à la charge de la caisse de la Société, et à des prix réduits aux membres de leurs familles, payables par les sociétaires eux-mêmes ;

3^o une allocation journalière payée au sociétaire malade ou convalescent soumis à un régime alimentaire spécial entraînant un supplément de dépense ;

4^o l'hospitalisation dans les maternités de la ville pour accouchements et leurs suites, à des conditions spéciales, à la charge des sociétaires ;

5^o une allocation destinée à couvrir les premiers frais de la venue d'un nouveau-né ;

L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE À SON DÉCENNAIRE

6° un tarif réduit (à la charge des sociétaires) pour toutes les analyses chimiques et microbiologiques médicales, ainsi que pour la radiographie et les divers traitements électriques et la radiothérapie.

Ces avantages sont partagés, dans des conditions équivalentes, par les sociétaires de Tantah et de Damanhour.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'organisation de l'assistance médicale réalisée par la Caisse de Prévoyance. A notre connaissance, cette organisation n'a de pareille dans aucune autre association similaire, tant par l'étendue de son œuvre que par ses conceptions logiques et hautement bienfaisantes ; de ce chef, elle a droit à tous nos éloges.

Mais, pour en mesurer toute l'intensité et la physionomie pratique, il nous faudrait, chiffres à l'appui, indiquer en détail les charges financières que la Société a assumées, durant cette première période décennale, du fait de la réalisation de ce vaste programme.

Nous pensons que l'on peut en avoir une opinion bien concrète, en observant seulement pour chaque rubrique les dépenses faites durant la première et la dernière année d'exercice :

	1927	1936
	L.E. M.	L.E. M
1. Soins médicaux	179. —	789,200
2. Hospitalisations diverses et interventions chirurgicales	86,600	120,050
3. Fourniture de médicaments ⁽¹⁾	40,585	491,445
4. Allocation de régime	—	17,490
5. Allocation pour nouveau-né ⁽²⁾	—	80. —
TOTAL	306,185	1.498,185

Les chiffres notés dans ce tableau sont trop éloquents par eux-mêmes pour exiger un commentaire quelconque ; ils mettent clairement en relief

⁽¹⁾ Ce chiffre comprend les médicaments galéniques seulement, l'avantage de la fourniture des spécialités n'ayant été concédé qu'en 1933.

⁽²⁾ L'avantage de cette allocation n'a été concédé qu'en 1933.

quatre nouveaux spécialistes : en outre, les frais de déplacement furent réduits de moitié.

En 1931, la caisse de la Société prenait à sa charge les interventions chirurgicales oculaires pratiquées aux membres de la famille du sociétaire, interventions qui étaient payées, jusqu'à cette date, par ce dernier.

En 1932, la liste des médecins rétribués par la caisse de la Société était ainsi composée :

Un médecin-consultant, pour les maladies internes, dans les cas graves nécessitant une consultation.

Quatre médecins (dont 2 pour Alexandrie, 1 pour Tantah et 1 pour Dammanhour) pour les maladies internes et la pédiatrie.

Six médecins spécialistes dans les branches suivantes : chirurgie ; otorhino-laryngologie ; stomatologie et chirurgie dentaire ; maladies vénériennes, de la peau et des voies urinaires ; maladies des yeux ; maladies nerveuses, arthritisme et rhumatismes.

Une sage-femme pour les soins aux familles des sociétaires.

En 1934, un nouveau pathologue était adjoint au corps médical et un médecin gynécologue-accoucheur se faisait inscrire pour prêter ses services aux familles des sociétaires, à des conditions spéciales.

L'assistance médicale, telle qu'elle est organisée par la Caisse de Prévoyance, comprend, en outre :

1^o l'hospitalisation des sociétaires (à la charge de la caisse de la Société) et des membres de leurs familles (à la charge des sociétaires, mais au tarif réduit dont bénéficie la Société), dans divers hôpitaux et maisons de santé de la ville (Clinique Hippocrate, Hôpital Anglo-Suisse, Hôpital Hellénique, Hôpital Italien, Hôpital Européen, Clinique du Dr. Nicolaou, etc.), soit pour des traitements internes, soit pour des interventions chirurgicales ;

2^o la fourniture gratuite aux sociétaires, de tous médicaments galéniques ou spécialités, à la charge de la caisse de la Société, et à des prix réduits aux membres de leurs familles, payables par les sociétaires eux-mêmes ;

3^o une allocation journalière payée au sociétaire malade ou convalescent soumis à un régime alimentaire spécial entraînant un supplément de dépense ;

4^o l'hospitalisation dans les maternités de la ville pour accouchements et leurs suites, à des conditions spéciales, à la charge des sociétaires ;

5^o une allocation destinée à couvrir les premiers frais de la venue d'un nouveau-né ;

L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE À SON DÉCENNAIRE

rendus annuels depuis la fondation de la Société, et qui a atteint en 1936 les chiffres illustrant le tableau suivant :

SPÉCIALITÉ	CONSULTATIONS À LA CLINIQUE	VISITES À DOMICILE	TRAITEMENTS SPÉCIAUX
MALADIES INTERNES :			
Alexandrie	6.895	2.325	—
Tantah	107	108	—
Damanhour	120	36	—
CHIRURGIE GÉNÉRALE	—	—	15 malades soignés 10 interventions
OTO-RHINO-LARYNGOLOGIE	1.567	69	17 interventions
STOMATOLOGIE ET CHIRURGIE DENTAIRE	830	—	324 malades soignés
MALADIES VÉNÉRIENNES, DE LA PEAU ET DES VOIES URINAIRES	1.397	—	malades soignés : 31 maladies vénériennes 75 maladies de la peau 22 maladies des voies urinaires
MALADIES DES YEUX	604	—	71 examens de réfraction 6 interventions
MALADIES NERVEUSES, ARTHRITISME ET RHUMATISMES	463	21	traitements complets: 39 arthritisme et rhumatismes 18 neuro-psychothérapie
GYNÉCOLOGIE-ACCOUCHEMENT	42	7	3 traitements gynécologiques 1 intervention 1 accouchement

Ainsi l'assistance médicale, telle qu'elle a été organisée et remaniée périodiquement selon les besoins du moment, fait honneur à M. Adib Maakad bey et à ses dévoués collaborateurs ; ce qui la caractérise précisément, c'est son adaptation logique à l'ambiance et aux circonstances de l'heure, sans cesse renouvelées. L'Association doit être fière et reconnaissante d'avoir un comité qui travaille intelligemment et sans répit à son perfectionnement et à sa prospérité, en introduisant dans ses statuts, à chaque occasion, des modifications heureuses apportant aux sociétaires, en cas de maladie, tous les soulagements de la médecine et de la chirurgie modernes. C'est cette vitalité constante qui donne à l'Association la certitude d'une vie longue, prospère et hautement bienfaisante.

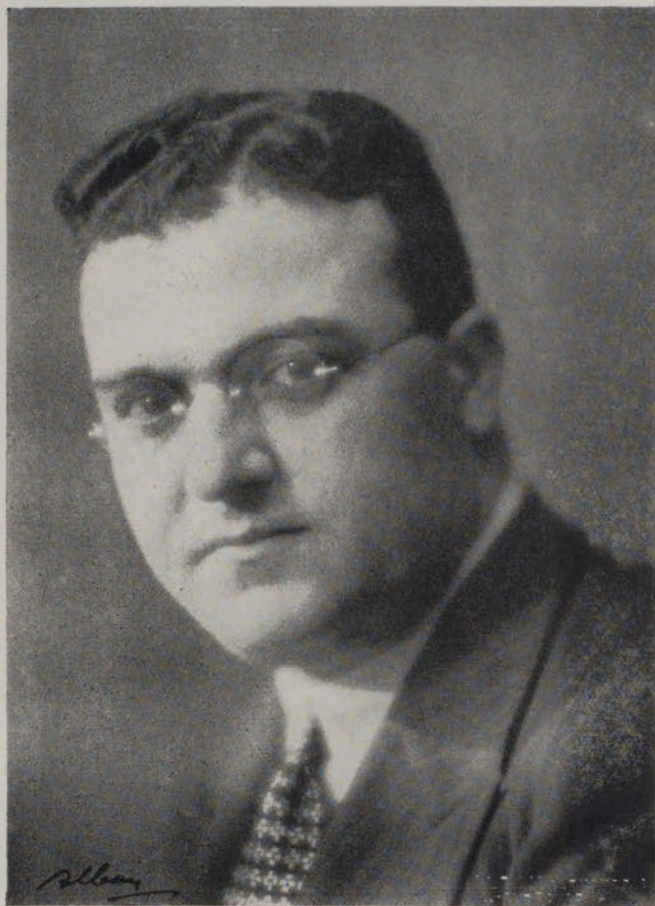
Docteur JOSEPH KHOURI.

TABLEAU DU CORPS MÉDICAL DE L'ASSOCIATION

AU 31 DÉCEMBRE 1936

ANCIENNETÉ	NOMS	SPÉCIALITÉ
ALEXANDRIE		
1927	Dr. NAJIB FARAH	} Médecins-consultants.
1935	Dr. POLYBE MODINOS . . .	
1929	Dr. IBRAHIM NAHAS . . .	Maladies internes.
1929	Dr. ALEXANDRE ADLIVANKINE	Maladies des oreilles, du nez et de la gorge.
1929	Dr. ANTOINE FARAH . . .	Chirurgie dentaire.
1929	Dr. MICHEL B. SARAPHIS .	Maladies vénériennes, de la peau et des voies urinaires.
1932	Dr. MICHEL TSATSANIS . .	Chirurgie générale.
1932	Dr. HENRI J. TADJER . . .	Maladies nerveuses, arthritisme et rhumatismes.
1932	Dr. OSVALDO LEVANTE . . .	Maladies internes.
1932	Dr. PLACIDO BOTTARI . . .	Maladies des yeux.
1934	Dr. ELEFTHÉRIOS C. COSTALAS	Maladies internes.
1934	Dr. ABRAMINO BARDA . . .	Gynécologie-accouchement.
1927	Dr. JOSEPH KHOURI	Laboratoire de chimie et de microbiologie.
1927	Dr. EVANGHELOS C. YALOUSSIS	Institut de radiologie.
DÉLÉGATIONS PROVINCIALES		
1931	Dr. PETRAKI NASSER	Maladies internes (Tantah).
1932	Dr. MOHAMED DJÉMIL . . .	Maladies internes (Damanhour).

N. B. — Depuis le 1^{er} février 1937, le Dr. NABIH LOUCA a été adjoint au corps médical, dans la branche « chirurgie dentaire » à Tantah.



Dr. NAJIB FARAH



Dr. POLYBE MODINOS

MEMBRES DU CORPS MÉDICAL DE L'ASSOCIATION
(ALEXANDRIE)

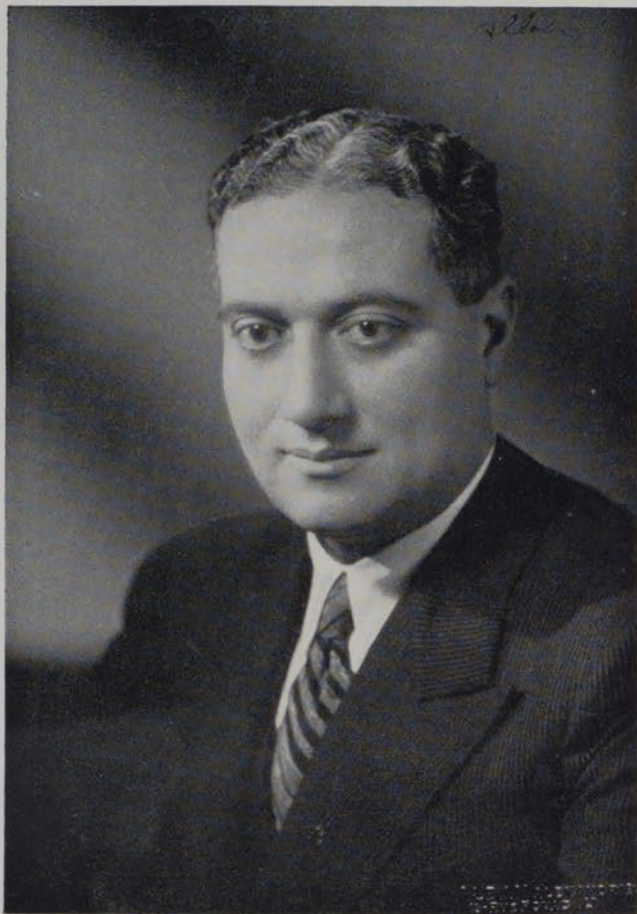


Dr. IBRAHIM NAHAS



Dr. ALEXANDRE ADLIVANKINE

MEMBRES DU CORPS MÉDICAL DE L'ASSOCIATION
(ALEXANDRIE)

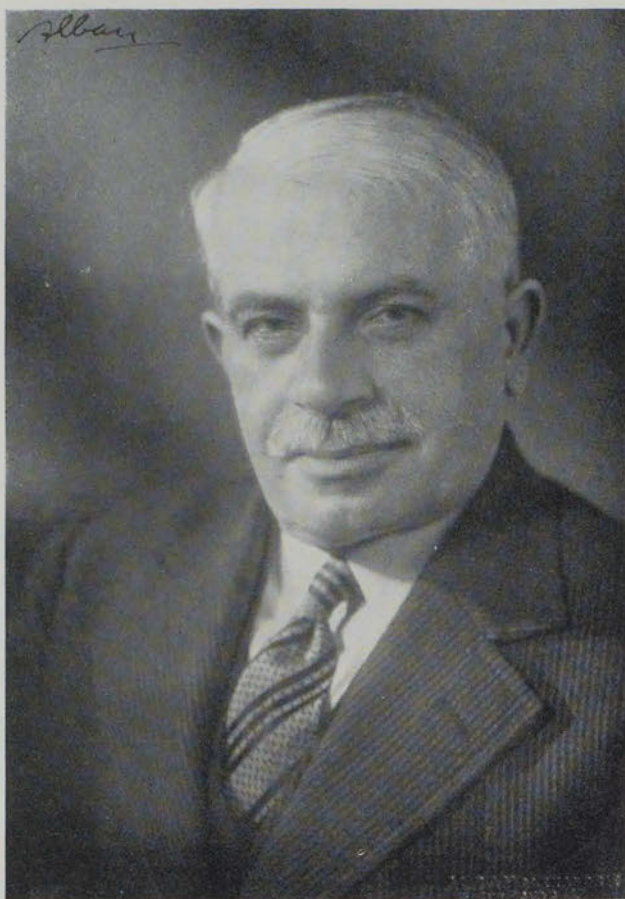


Dr. ANTOINE FARAH



Dr. MICHEL B. SARAPHIS

MEMBRES DU CORPS MÉDICAL DE L'ASSOCIATION
(ALEXANDRIE)



Dr. MICHEL TSATSANIS



Dr. HENRI J. TADJER

MEMBRES DU CORPS MÉDICAL DE L'ASSOCIATION
(ALEXANDRIE)



Dr. OSVALDO LEVANTE



Dr. PLACIDO BOTTARI

MEMBRES DU CORPS MÉDICAL DE L'ASSOCIATION
(ALEXANDRIE)



Dr. ELEFThERIS C. COSTALAS



Dr. ABRAMINO BARDA

MEMBRES DU CORPS MÉDICAL DE L'ASSOCIATION
(ALEXANDRIE)



Dr. JOSEPH KHOURI



Dr. EVANGHELOS C. YALOUSSIS

MEMBRES DU CORPS MÉDICAL DE L'ASSOCIATION
(ALEXANDRIE)



Dr. PETRAKI NASSER
(TANTAH)



Dr. MOHAMED DJÉMIL
(DAMANHOUR)

MEMBRES DU CORPS MÉDICAL DE L'ASSOCIATION
(DÉLÉGATIONS PROVINCIALES)

NOTICE BIOGRAPHIQUE

Dr. Najib Farah.—Né au Liban, en 1892. Diplômé et Lauréat de l'Université Américaine de Beyrouth en 1913, avec obtention de certificats d'honneur du plus haut rang d'excellence dans toutes les matières des premier et second doctorats, il professa, durant les années 1913 et 1914, à la Faculté de Médecine de la dite Université. Il fit, ensuite, des voyages d'études dans divers pays d'Europe et s'installa en Égypte (Alexandrie), en 1915.

Auteur de divers travaux scientifiques, le Dr. Farah est surtout connu dans les milieux médicaux anglais et américains pour ses laborieuses études relatives à certaines maladies pulmonaires simulant la tuberculose, et aux affections rhumatismales. Ces études ont paru dans "*The Lancet*" (Londres), "*The Journal of Tropical Medicine and Hygiene*" (Londres), et dans "*La Presse Médicale*" (Paris).

Membre correspondant de la Société de Médecine de Paris, membre titulaire à vie de la Société de Radiologie Médicale de France, membre d'honneur de l'Association de l'Institut de Biologie Appliquée de Paris, membre d'honneur de l'Association Internationale des Secours d'Urgence d'Alexandrie, membre du Comité de la Direction Scientifique du journal "*La Presse Médicale d'Égypte*," le Dr. Farah a été nommé en 1936 "Fellow" of The Royal Society of Medicine (Londres).

Pendant la Grande Guerre, il prêta ses services, en qualité de chirurgien, à l'hôpital militaire Mansour, à Alexandrie.

Dr. Polybe Modinos.—Né à Chypre, en 1873. Lauréat de l'Université de Pise (Italie) en 1894, il se rendit en France où il servit en qualité d'assistant du Prof. Bouchard à Paris.

Il s'installa en Égypte (Alexandrie), en 1897. En 1902, il fonda, avec le Dr. R. Camerini, Raoul Canivet et Abbate Pacha, l'Université Populaire Libre. Lors de l'épidémie de choléra qui sévit dans le pays en la même année, le Dr. Modinos se signala par son dévouement, assurant à lui seul le service de jour et de nuit à l'Hôpital Européen dont il est devenu médecin en chef en 1923. Le Dr. Modinos est, depuis 1920, Délégué du Gouvernement Suédois au Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire d'Égypte.

Membre correspondant de l'Académie Royale de Médecine de Rome, il est l'auteur de divers mémoires dans le champ pratique de la médecine dont les principaux sont : "*La lutte contre la tuberculose*" (en grec, traduit en arabe, 1908) ; "*L'autosérothérapie dans les maladies infectieuses*" (*Presse Médicale de Paris*, 1911) ; "*Spondyloses et Spondylites*" (*Paris Médical*, 1921) ; "*Un nouveau traitement du typhus exanthématique*" (*Paris Médical*, 1923) ; "*Il siero da vescicante nella profilassi del morbillo e della grippe*" (Communication à l'Académie Royale de Médecine de Rome, 1926, anno LII) ; "*Le sérum du vésicatoire dans le traitement et la prophylaxie des maladies infectieuses*" (*Paris Médical*, 1929) ; "*Le traitement des toxicomanes par la phlycténothérapie*" (Edit. J.-B. Baillière et Fils, Paris 1932) ; "*Quelques cas intéressants de pathologie cardiaque*" (Communication à la Société de Médecine et d'Hygiène Tropicales d'Égypte, 1934) ; "*Les fièvres typho-exanthématiques en Égypte*" (1937).

Pendant la Grande Guerre, il prêta ses services à l'Hôpital Européen d'Alexandrie, où étaient hospitalisés les militaires évacués des Dardanelles.

Distinctions honorifiques : Officier de l'Ordre de Medjidieh, 1909 ; Palmes Académiques, 1910 ; Médaille de la Reconnaissance Nationale Française, 1919 ; Chevalier de l'Ordre de San Gregorio Magno (Vatican), 1920 ; Chevalier de l'Ordre de la Couronne d'Italie, 1921 ; Chevalier de la Légion d'Honneur, 1923 ; Commandeur de l'Ordre de Vasa (Suède), 1928 ; Grand Officier du Nichan Iftikhar (Tunisie), 1933.

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

Dr. Ibrahim Nahas.—Né au Liban, en 1879. Lauréat de thérapeutique en 1902 de la Faculté Française de Médecine de Beyrouth, il y obtint l'année suivante le diplôme de docteur en médecine (diplôme d'Etat Français et Ottoman).

Il s'installa en Égypte (Alexandrie), en 1903 et, jusqu'en 1910, exerça en qualité d'aide du Dr. Legrand à l'Hôpital Européen, puis à la clinique privée de ce dernier jusqu'en 1915 et, enfin, auprès du Dr. Bérard à l'Hôpital Européen pendant les années 1915 et 1916, au cours desquelles il fut appelé comme 2^{ème} médecin au Lycée Français. Actuellement, médecin régulier du Couvent des Religieuses de la Délivrande (gardes-malades) depuis 1903, du Pensionnat de la Mère de Dieu depuis 1906, et du Couvent des Religieuses Clarisses depuis 1910.

Pendant la Grande Guerre, il prêta ses services à l'hôpital militaire Clot Bey, à Alexandrie.

Dr. Alexandre Adlivankine.—Né en Russie, en 1891. Diplômé de la Faculté de Médecine de l'Université de Kharkow en 1916. Interne à l'hôpital militaire de la Forteresse Brest-Litovsk depuis août 1914 à fin 1915. Médecin militaire de bataillon d'infanterie en 1916 et 1917, puis, en 1918 et 1919, médecin à l'hôpital militaire de Kharkow (section : maladies des oreilles, du nez et de la gorge). Il a travaillé, en même temps, à la Clinique chirurgicale de la Faculté de Kharkow (Prof. D. Trinkler). En 1920, chef spécialiste des maladies des oreilles, du nez et de la gorge, auprès de l'hôpital militaire chirurgical de Novotcherskask (*des blessés à la tête*).

Etant venu s'installer en Égypte (Alexandrie), en 1920, le Dr. Adlivankine est aujourd'hui médecin régulier, dans la branche oto-rhino-laryngologie, des Ecoles de la Communauté Israélite, à la polyclinique de l'Association Internationale des Secours d'Urgence et à l'Hôpital Anglo-Swiss.

Le Dr. Adlivankine s'est rendu en 1928 à Copenhague comme membre du Congrès International d'oto-rhino-laryngologie et a fait, depuis, plusieurs voyages d'études en Europe, où il a travaillé et suivi des cours de perfectionnement : Vienne (Clinique Universitaire de la Faculté, Prof. Hayek et Neumann et cliniques privées des Prof. Marschik, Ruttin et Kofler, 1928, 1930, 1931 et 1935) ; Berlin, (Clinique Universitaire du Prof. von Ercken et clinique privée du Dr. Hollé, 1928) ; Francfort-sur-le Mein (Prof. Voss, 1928) ; Strasbourg (Clinique Universitaire de la Faculté, Prof. Canuyt, 1928) ; Paris (Prof. Lemaître et Dr. Hautant, 1928) ; Bordeaux (Cours du Prof. Portmann, 1928) ; Toulouse (Prof. Escat, 1928) ; Rome (Clinique Universitaire de la Faculté, Prof. Bellancioni, 1930) ; Innsbruck (Prof. Krainz, 1930).

Dr. Antoine Farah.—Né en Égypte, en 1898. Il obtint, en 1923, le diplôme de docteur en chirurgie-dentaire à la Faculté Française de Médecine de Beyrouth, suivi, en 1925, du diplôme de chirurgien-dentiste à la Faculté Française de Médecine de Paris (diplôme d'Etat).

Il s'installa en Égypte (Alexandrie), en 1926 et est membre de la Société Odontologique de France et de la Société Odontologique d'Alexandrie.

L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE À SON DÉCENNAIRE

Dr. Michel B. Saraphis.—Né en Asie Mineure, en 1889. Il obtint, en 1910, le diplôme de docteur en médecine à la Faculté d'Athènes. Il s'est rendu en Europe et, pendant plus de trois années, s'est spécialisé en dermatologie et syphiligraphie à Berlin, à Vienne et surtout à Paris, à l'Hôpital Saint-Louis.

En 1914, il s'est installé à Smyrne. Pendant la Grande Guerre, il servit dans l'armée turque et dirigea, pendant trois ans, le service des maladies cutanées et syphilitiques, à l'hôpital militaire central de Smyrne. Lors de l'occupation hellénique de cette ville, il fut nommé médecin en chef de l'hôpital civil des maladies vénériennes et de la peau et chef du service spécial pour l'inspection sanitaire des femmes publiques, postes qu'il occupa jusqu'à la catastrophe de Smyrne, ce qui l'obligea à émigrer en Égypte. Il se fixa à Alexandrie où il exerce depuis 1922.

Le Dr. Saraphis est membre correspondant de la Société Française de dermatologie et de syphiligraphie.

Dr. Michel Tsatsanis.—Né en Grèce, en 1875. Il obtint, en 1899, le diplôme de docteur en médecine à la Faculté d'Athènes. Il vint en Égypte, d'où, après six mois d'internat à l'Hôpital de la Communauté Hellénique d'Alexandrie, il se rendit en France et suivit, de 1900 à 1903, les cours de chirurgie à la Faculté de Paris.

Il s'installa définitivement en Égypte (Alexandrie), en 1904. Nommé assistant à l'Hôpital de la Communauté Hellénique, il y assumait, ensuite, les fonctions de chirurgien, de 1908 à 1917, date à partir de laquelle son nom est intimement lié à la maison de santé chirurgicale "Clinique Hippocrate" (Mazarita). Le Dr. Tsatsanis assumait, pendant un certain temps, les fonctions de médecin régulier des écoles et du corps des scouts helléniques. Il se fit remarquer, avec le Dr. J. Parodi, lors de l'épidémie de la peste qui sévit en 1904, et qu'il combattit à l'Hôpital de la Communauté Hellénique avec courage et désintéressement. Lors de la Guerre Balkanique (1912-1913), il fonda la Croix Rouge Hellénique, et assumait la direction des hôpitaux militaires envoyés sur les champs de bataille de Verria (près Salonique) et Janina (Epire).

Depuis 1934, le Dr. Tsatsanis est Délégué du Gouvernement Hellénique au Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire d'Égypte. Membre titulaire de la Société Internationale de Chirurgie, il a présenté à l'Académie de Chirurgie de Paris (en collaboration avec le Dr. G. P. Constandulaki) une étude : "*La cure radicale des fistules extrasphinctériennes de l'anus en deux temps*" (Tome 62, n. 18, 27 mai 1936, Rapporteur Dr. René Toupet, Chirurgien des hôpitaux de Paris).

Dr. Henri J. Tadjer.—Né en Bulgarie, en 1895. Il exerça, en qualité d'assistant volontaire, à la Clinique neurologique et psychiatrique (Chef-Professeur Dr. Wagner von Jauregg) à la Faculté de Médecine de Vienne, de 1921 à 1922, date à laquelle il y obtint le diplôme de docteur en médecine. Successivement, assistant régulier, puis Libero Docente et Privat Docent à la même Faculté. Il fut, ensuite, attaché à la Clinique du Prof. Kowarstek, à la Clinique électrothérapique, puis à la Clinique neurologique de Munich.

Il s'installa en Égypte (Alexandrie), en 1928, où, depuis 1936, il occupe les fonctions de médecin neurologue régulier (S.L.) et consultant de l'Hôpital de la Communauté Israélite.

Membre de la Société Neurologique Autrichienne à Vienne, du Seminar Médical de Vienne et de la Société de Médecine Bulgare à Sofia, le Dr. Tadjer fit, en 1925, au Congrès International Neurologique de Bâle, une communication "*La malariathérapie de la syphilis nerveuse*." Il est l'auteur de divers travaux scientifiques, notamment sur les constitutions neuro-asthéniques, la malariathérapie et les gliômes du cerveau.

Pendant la Grande Guerre, il prêta ses services dans les hôpitaux militaires de l'armée bulgare No. IV/M.V.B. et de l'armée autrichienne No. V/M.V.B.

Distinctions honorifiques : Croissant rouge militaire turc, 1916 ; Croix militaire bulgare, 1917 ; Mérite militaire autrichien, 1917 ; Croix rouge autrichienne, 1918.

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

Dr. Osvaldo Levante.—Né en Syrie, en 1899. Il obtint, en 1924, le diplôme de docteur en médecine à l'Université Royale de Naples, et exerça, durant les années 1924 et 1925, à la Polyclinique de Rome et, pendant l'année suivante, comme assistant du Prof. Frugoni à l'Institut de Pathologie Spéciale Médicale de Florence.

Après un court séjour à l'Hôpital de la Pitié à Paris, il vint s'installer en Égypte (Alexandrie), en 1926, où il exerce depuis à l'Hôpital Italien "Benito Mussolini" et à l'Association Internationale des Secours d'Urgence ; il est, depuis 1935, médecin régulier du Dispensaire des Pie Madri della Nigrizia (Bacos).

Membre de l'Accademia delle scienze ed affini (Rome), le Dr. Levante a publié, en 1931, dans les Annales de Médecine Navale et Coloniale, une étude : "*Sulle manifestazioni di polimorfismo dei vibrioni. Le forme clavate e triangolari del vibrione colerico*". (Tipografia Romana, ottobre 1931—Via Emilio Morosini, 17).

Distinction honorifique : Croix de guerre italienne, 1918.

Dr. Placido Bottari.—Né en Égypte, en 1901. Lauréat, en 1925, de l'Université de Rome, en médecine et chirurgie. Depuis 1926 jusqu'en 1929, assistant à la Clinique Ophtalmologique Royale de l'Université de Rome.

Après un an d'internat à l'Hôtel-Dieu de Paris, où il obtint le diplôme de perfectionnement en ophtalmologie, il vint s'installer en Égypte (Alexandrie), en 1930. Assistant-oculiste à l'Hôpital Italien "Benito Mussolini" depuis cette date, il y dirige, depuis 1936, la section ophtalmologique. Médecin régulier du Dispensaire des Pie Madri della Nigrizia (Bacos).

Dr. Elefthéris C. Costalas.—Né en Grèce, en 1896. Il obtint, en 1917, le diplôme de docteur en médecine à la Faculté d'Athènes.

Après quelques mois d'internat dans les hôpitaux de la dite ville, vint s'installer en Égypte (Alexandrie). Il est, depuis 1918, médecin à l'Hôpital de la Communauté Israélite ; depuis 1928, directeur de la polyclinique de l'Association Internationale des Secours d'Urgence, médecin en chef suppléant et directeur de la clinique pathologique de la même association, où il professe, depuis 1930, à son école des gardes-malades.

Le Dr. Costalas est rédacteur de la chronique médicale hebdomadaire au journal "La Réforme".

Dr. Abramino Barda.—Né en Égypte, en 1901. Il obtint en 1928 à la Faculté de Paris le diplôme de docteur en médecine (diplôme d'État) avec mention très bien pour sa thèse intitulée "*Contribution à l'étude du traitement de la stérilité par l'insufflation tubaire*". Il fut successivement externe à l'Hôpital Necker (Service du Dr. Robineau), assistant à la Clinique gynécologique de la Faculté de Paris (Service du Prof. Faure) et moniteur à la Maternité Baude-locque à Paris (Service du Prof. Couvelaire).

Il vint s'installer en Égypte (Alexandrie), en 1928 et exerça à l'Hôpital Italien "Benito Mussolini", en qualité d'assistant à la Maternité. Depuis 1932, il occupe les fonctions d'accoucheur-gynécologue-adjoint à l'Association Internationale de la Maternité.

Le Dr. Barda est membre de la Société de Médecine et d'Hygiène Tropicales de Paris et de la Société de Médecine et d'Hygiène Tropicales d'Égypte.

L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE À SON DÉCENNAIRE

Dr. Joseph Khouri.—Né en Égypte, en 1878. Détenteur du diplôme de pharmacien-chimiste à l'Université de Paris en 1895 et Lauréat de la Faculté de Montpellier (médaillon d'argent), il s'installa en Égypte (Alexandrie), en 1896 et obtint, en 1919, son doctorat à l'Université de Paris.

Expert chimiste près les Juridictions Mixtes d'Alexandrie et chimiste toxicologiste du Consulat de France de cette ville, le Dr. Khouri est membre correspondant de l'Académie de Médecine de Paris et membre de la Société de Pharmacie (Paris), de la Société de Chimie Biologique (Paris), de la Société Chimique de France (Paris), de la Société de Chimie Industrielle (Paris), de la Société des Experts Chimistes de France (Paris), et de la Société de Pathologie Exotique (Institut Pasteur, Paris). Co-fondateur et vice-président de la Société de Médecine et d'Hygiène Tropicales d'Égypte.

Il est l'auteur de nombreuses communications aux congrès suivants : Congrès International de Pharmacie (Paris, 1900) ; Congrès International de Médecine (Caire, 1902) ; VIème Congrès International de Chimie Appliquée (Rome, 1906) ; IIème Congrès International d'Hygiène (Bruxelles, 1910) ; Congrès de Médecine Tropicale (Caire, 1928) ; 1er Congrès International d'Hygiène Méditerranéenne (Marseille, 1932).

Le Dr. Khouri a fait également, de nombreuses communications et a collaboré aux bulletins des sociétés scientifiques suivantes : Académie de Médecine (Paris), Société de Biologie (Paris), Société de Pathologie Exotique (Institut Pasteur, Paris), Société Chimique de France (Paris), Société de Médecine et d'Hygiène Tropicales (Paris), Société de Médecine et d'Hygiène Tropicales d'Égypte, Société des Experts Chimistes de France (Paris), Société des Pharmacies (Paris), etc.

Pendant la Grande Guerre, il a dirigé le laboratoire et la pharmacie de l'hôpital militaire Clot Bey, à Alexandrie.

Distinctions honorifiques : Médaille de la Reconnaissance Nationale Française, 1919 ; Palmes Académiques, 1920 ; Officier de l'Instruction Publique, 1926 ; Chevalier de la Légion d'Honneur, 1935.

Dr. Evangelos C. Yaloussis.—Né à Rhodes, en 1898. Pendant les années 1919 et 1920, il servit à l'hôpital municipal et à la clinique universitaire de Beyrouth (Liban) où, l'année suivante, il obtint le diplôme de docteur en médecine à la Faculté Française. Nommé premier assistant de service de radiologie de la clinique chirurgicale de l'Université de Francfort, il devint chef de clinique de l'Institut Central de Radiologie en la dite ville.

En 1924, le Dr. Yaloussis vint en Égypte où il installa à Alexandrie un institut privé de radiologie, électrologie et radiumthérapie ; il dirige actuellement le service de radiologie à l'Hôpital de la Communauté Israélite, et est titulaire du service de radiologie de l'Association Internationale des Secours d'Urgence et de l'Association Internationale de la Maternité.

Le Dr. Yaloussis est l'auteur de divers travaux scientifiques publiés en France et en Allemagne, notamment : *"Sur quelques cas de broncho-amibiase de Petzétakis"* ; *Kyste hydatique calcifié du foie et kyste du poumon* (en collaboration avec le Dr. Petzétakis) ; *"Studio clinico-radiologico del riflesso vago-gastro-cardiaco nella ricerca della tonicità del muscolo cardiaco-sinistro"* (en collaboration avec le Prof. Farmakidès). Il fit également les communications suivantes à la Société Médicale Égyptienne en 1929 et à la Société Royale de Médecine au Caire en 1924 ; *"Treatment of the peritoneal tuberculosis by pneumo peritoneum of and deep radiotherapy"* ; *"Pneumothorax treatment of lung tuberculosis"* ; *"X ray treatment of lymphoid leukemia"* (en collaboration avec le Dr. Kamel Yakoub) ; *"La radiothérapie post-opératoire du cancer du sein"* ; *"La nouvelle méthode Holfelder pour l'irradiation post-opératoire du cancer du sein."*

Distinction honorifique : Chevalier de l'Ordre de la Couronne d'Italie, 1933.

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

Dr. Petraki Nasser.—Né en Syrie, en 1891. Diplômé de la Faculté Française de Médecine de Beyrouth (diplôme d'État Français et Ottoman).

Il s'installa en Égypte (Ismailia), en 1912, où jusqu'en 1915 il exerça, en qualité d'interne, à l'Hôpital Saint-Vincent de Paul, puis comme médecin de la Compagnie du Canal de Suez. Médecin régulier, depuis 1918, du Pensionnat Sainte-Marie des Sœurs de Notre-Dame des Apôtres, à Tantah, il exerce également au Dispensaire Français des Sœurs de Notre-Dame des Apôtres et au Collège Saint-Louis des Pères des Missions Africaines de Lyon, en la dite ville.

Pendant la Grande Guerre, il prêta ses services dans les hôpitaux militaires de "Egyptian Labour Corps" (Kantara).

Distinctions honorifiques : Pro Ecclesia et Pontifice, (Vatican) 1929 ; Palmes Académiques, 1936.

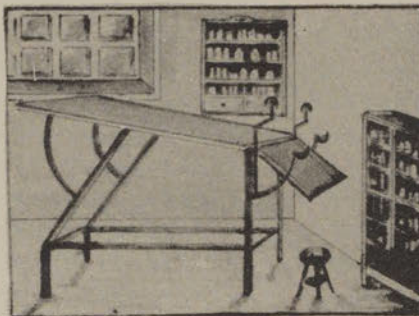
Dr. Mohamed Djémil.—Né en Égypte, en 1890. Diplômé de la Faculté Egyptienne de Médecine de Kasr-El-Aini.

Il séjourna quelques années à Istamboul et occupa les fonctions de médecin au Ministère de l'Hygiène Publique et de médecin municipal de la ville de Bakkouz (banlieue d'Istamboul).

Pendant la Grande Guerre, il prêta ses services dans l'armée turque, successivement aux hôpitaux militaires de Khan Younès et de Kalkhane (Istamboul) et de Ramallah (Palestine).

En 1921, il revint en Égypte où il exerce à Damanhour (chef-lieu de la moudirie de Béhéra).

En 1936, il fut élu député pour la circonscription de Hoche-Issa (markaz Aboul Matamir—Béhéra).



L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE
DANS LES SERVICES D'HOSPITALISATION,
DE MATERNITÉ, DE PHARMACIE ET DE LABORATOIRE



a maladie! Quelle est la famille que n'a pas hanté ce sinistre cauchemar! Et combien il en est pour qui, hélas! ce cauchemar est devenu réalité. Le budget le plus minutieusement établi, les calculs les plus ingénieusement dressés, les projets les plus prudemment élaborés, tout cela balayé par la malfaisante visiteuse.

Et comment peut-on prévoir où s'arrêtera le champ de ses néfastes activités? Comment, surtout, peut-on, avec des appointements au chiffre modeste, avec des charges sans cesse croissantes, comment peut-on arriver à mettre « quelque chose de côté » pour les mauvais jours?

Un vieux dicton populaire énonce : « *On n'apprécie la santé que lorsqu'on l'a perdue* ». Mais il ne suffit pas de l'apprécier pour qu'elle revienne. Encore faut-il lui faciliter la voie, encore faut-il rembourser le prix de toutes ces fioles dont la série bigarrée s'allonge constamment sur la commode.

Une maladie infectieuse, pour peu qu'elle se prolonge, est déjà une calamité pour la famille. Mais qu'une intervention chirurgicale soit prescrite par la Faculté, alors c'est le désastre. C'est dans des moments pareils qu'intervient l'usurier dont l'Association a tant contribué à circonscrire le zèle.

Comme la santé passe avant tout autre avantage que la vie pourrait donner, comme la santé est la vie elle-même, on comprend l'importance que revêt le domaine médical de l'Association.

Certes, M. Adib Maakad bey sera diversement et justement loué, au fil de tous ces chapitres qui forment le livre du décennaire. Certes, on lui recon-

naîtra beaucoup de mérites et beaucoup de belles initiatives. Mais le mérite et l'initiative qui, à notre sens, doivent retenir l'attention et la gratitude du vaste public des bénéficiaires, sont ceux qui ressortissent à ce domaine médical, à ce petit et complet département de l'hygiène publique, qui assure le bien-être, le calme moral, la médication, l'hospitalisation, en un mot, la santé du sociétaire.

Par contre-coup, l'administration tout entière profite du bon fonctionnement de ce service d'hygiène, car soigner les employés qui accomplissent un travail d'intérêt général équivaut à permettre que ce travail-là s'effectue dans les meilleures conditions, à la fois administratives et humanitaires. Ce service que, par simplification, nous appelons d'hygiène, sert l'administration entière comme l'ouvrier qui huile les rouages essentiels contribue à la marche parfaite de toute l'usine.

Le plus important des services qui assurent la bonne santé de l'employé est, sans contredit, celui de l'hospitalisation. Tous, nous avons plus ou moins pressenti cette anxiété d'avoir un jour à recourir à la salle d'opérations. Et la vie moderne, avec sa circulation encombrée d'automobiles, son perpétuel contact avec la machine, sa nourriture carnée qui prédispose à une quantité de maux qui relèvent du bistouri, la vie moderne, disons-nous, est plus que toute autre tributaire de l'hôpital. Savoir que ce dernier peut nous être ouvert à moins de frais et, le plus souvent, sans aucuns frais, est déjà une assurance qui fait qu'un poids semble être levé de notre poitrine et qu'on respire beaucoup plus librement et plus allègrement.

Dans le service de l'hospitalisation, le sociétaire se trouve placé devant trois cas :

Si le sociétaire n'a besoin que d'un simple séjour à l'hôpital, l'Association prend à sa charge les frais de ce séjour, à condition que l'hôpital fasse partie de ceux ayant traité avec l'Association. Et ce sont les meilleurs hôpitaux de la ville, entre parenthèses, qui ont conclu des accords dans ce sens.

Si le sociétaire a besoin d'un séjour à l'hôpital avec, en même temps, intervention chirurgicale, l'Association règle tous les frais, et du séjour et de l'opération.

Enfin, si l'intervention chirurgicale se fait dans un hôpital autre que ceux avec lesquels l'Association a traité, celle-ci contribue pour une très large part aux frais de l'intervention.

Pour que cette action providentielle de l'Association se manifeste, il faut simplement, une fois l'opération ou le séjour prescrits par le médecin, que le

sociétaire requière l'autorisation du Conseil d'Administration ou, tout au moins, en cas d'urgence, celle du président ou de son remplaçant. A supposer que le sociétaire n'ait pas eu le temps ou n'ait pas été en état de requérir cette autorisation, l'Association se montre encore bon enfant. Pourvu qu'une demande lui ait été formulée dès que le malade a été à même de le faire, et elle s'empresse d'ouvrir sa caisse.

Ajoutons que l'hospitalisation a lieu en deuxième classe pour les sociétaires cadrés et rôlistes et en troisième pour les agents hors cadre. Si le sociétaire cadré touchant un traitement de L.E. 40 et au-dessus, désire passer en première, il aura à payer seulement la différence entre le prix de la première et celui de la seconde.

Mais le sociétaire n'est pas seul. A quoi lui servirait-il d'être assuré contre les risques d'une hospitalisation, si l'ombre tutélaire de l'Association ne pouvait s'étendre jusqu'aux membres de sa famille ?

Eh bien ! là aussi, l'Association joue son rôle bienfaisant.

Dans le cas de simple hospitalisation, comme dans celui nécessitant une intervention chirurgicale, les membres de la famille du sociétaire bénéficient de la gratuité en ce qui concerne l'intervention, et de la réduction du tarif en ce qui concerne les frais d'hospitalisation. Seuls, les droits de salle d'opérations et d'assistance médicale sont à la charge du sociétaire.

Tout en souhaitant que le sociétaire ne les connaisse que de nom, citons les hôpitaux qui accordent les facilités dont il vient d'être parlé et qui, ayant été à la peine, méritent bien d'être à l'honneur :

Ce sont : la Clinique Hippocrate, l'Anglo-Swiss Hospital, l'Hôpital Européen, l'Hôpital Grec, l'Hôpital de la Communauté Israélite et l'Ospedale Italiano « Benito Mussolini ».

Afin que les sociétaires établis à Tantah ne se sentent privés de tout secours, il a été conclu à leur intention un accord avec l'American Mission Hospital où il leur est consenti un tarif réduit dont le détail est fourni dans le carnet des avantages de l'Association.

Avant de quitter ce service, il nous reste à parler des maisons de maternité. A une époque où l'on donne tant d'importance aux enfants et aux générations futures, on ne saurait trop reconnaître l'importance de ces maisons-là.

Pour les sociétaires, il en existe deux à leur disposition, l'une à Alexandrie, l'autre à Tantah.

Celle d'Alexandrie est l'Association Internationale de la Maternité, et celle de Tantah est l'American Mission Hospital, déjà cité.

A propos de maternité et d'enfants, donnons ici un détail plein de saveur.

A chaque enfant qui vient de naître, outre que, par l'organe des hôpitaux et maternités ayant traité avec elle, l'Association intervient pour la bonne santé de l'enfant, elle donne aux parents du nouveau-né une prime de L.E. 4 si le papa est cadré ou rôliste, et de L.E. 2 s'il est agent hors cadre.

Sans doute, je vous vois sourire. Cette prime, direz-vous, ne risque pas de contribuer à la repopulation du pays. Oui, évidemment, le sociétaire ne produira pas d'enfant tout exprès pour gagner cette prime, encore que certaines mauvaises langues prétendront le contraire. Mais, mon Dieu, une fois l'enfant venu, refusera-t-on cette prime, qui permet de subvenir aux premiers frais d'une mise au monde ? Non, certes ; la somme en question, quoique modeste, sera reçue avec plaisir.

L'hôpital, c'est bien, le médecin, c'est très bien, mais ce n'est pas encore tout. Pour le maintien ou la sauvegarde de la santé, il y a aussi les médicaments. Et chacun sait que les médicaments, ce n'est précisément pas denrée bon marché.

Aussi, dans ce domaine-là également, l'Association s'est préoccupée de l'intérêt de l'employé.

Elle a conclu des accords spéciaux avec d'excellentes pharmacies, situées dans différents quartiers de la ville, de façon que le sociétaire puisse s'adresser à l'une d'elles le plus rapidement possible et quel que soit l'endroit où il demeure. Pour les Ramlistes, une pharmacie à Sporting et une autre à Bacos ; cette dernière possède même un service de nuit, avantage qui n'est pas à dédaigner.

Quelles sont les conditions voulues pour bénéficier des services de ces pharmacies ?

Le sociétaire, une fois que le médecin de l'Association lui a délivré une ordonnance (ordonnance spéciale sur feuille rose), peut se procurer gratis tous médicaments (y compris les spécialités) figurant sur cette ordonnance.

Quant aux membres de la famille du sociétaire, le médecin leur délivre une ordonnance spéciale (de couleur blanche, celle-là), et ils obtiennent les médicaments à des prix considérablement réduits. Ces prix sont réglés par l'Association, qui les retient à tempérament sur les appointements de l'employé.

Supposez maintenant que le sociétaire ait fait appel à un médecin autre que ceux rétribués par l'Association. Celle-ci règle encore le coût des médicaments seulement (mais pas celui des spécialités), à condition toutefois — simple formalité

— que l'ordonnance du médecin étranger soit visée par le président et qu'elle indique, de l'écriture même du médecin, que le médicament est prescrit expressément pour le sociétaire.

Puisque ce livre du décennaire constitue un tableau d'honneur où doivent figurer les noms des hommes et des établissements dont les sentiments altruistes viennent en aide à l'employé qui souffre, il est juste que nous citions les noms de ces pharmacies qui ont conclu avec l'Association les accords dont il vient d'être parlé.

Dans le kism de Manchieh, c'est la pharmacie du Dr. Joseph Kho uri & Co. ;

A la Place Mohamed Aly, celle de Nacson & Co. ;

A Sporting, la pharmacie Delta, et à Bacos, la pharmacie Taha, à la station même (service de nuit).

Citons encore : à Tantah, la pharmacie Aggan, et à Damanhour, la pharmacie Centrale.

Enfin, comme l'Association a tout prévu, il nous reste à toucher un mot du laboratoire de chimie et de microbiologie, et de l'institut de radiologie.

Pour tout ce qui relève de la chimie et de la microbiologie, le Dr. Joseph Khouri ouvre aux sociétaires les portes de son excellent laboratoire. Les analyses qui y sont effectuées ne sont pas précisément gratuites, mais à des prix extrêmement réduits, dont on ne peut se faire une idée qu'en consultant le carnet spécial des avantages, offert à tout sociétaire. Si nous ne nous étions interdit de publier des chiffres, nous eussions volontiers donné le détail de ces prix, mais cela ne serait plus du cadre de la présente étude. Et Dieu sait quelle diversité d'analyses s'effectuent dans le laboratoire du Dr. Khouri ! Dans l'énumération de ces analyses se trouve tout ce que l'esculape le plus moderne et le plus méticuleux pourrait ordonner.

Pour le service de radiologie, le Dr. Evangelos C. Yaloussis offre sa compétence éclairée. Radiographie et radioscopie, traitements électriques, diathermie et électrothérapie, voilà la liste des activités de l'institut radiologique, qui consent aux sociétaires des prix particulièrement avantageux.

Pour ceux établis à Tantah, la section « laboratoire de chimie et institut de radiologie » de l'American Mission Hospital consent un tarif réduit pour eux et les membres de leurs familles.

* * *

Nous n'avons pas évidemment tout dit sur ce qui a été fait pour le bien-être et l'hygiène.

Nous avons passé sous silence beaucoup d'autres avantages, comme les compensations pécuniaires et les allocations spéciales durant la maladie du sociétaire, tous avantages qui sont détaillés dans les divers articles composant le présent volume. Mais le peu que nous avons dit suffira amplement à donner un aperçu général sur la valeur et l'efficacité de l'Association, en ce qui concerne la partie la plus précieuse et la plus importante d'une entreprise d'entr'aide sociale, à savoir la partie qui a trait aux secours en cas de maladies ou d'interventions chirurgicales.

L'Association dont aujourd'hui on fête le décennaire, a beaucoup de mérites. A l'instar de « la bouteille à la mer » chantée par Vigny, l'idée en a été lancée, recueillie par un milieu favorable et développée avec succès. Celui qui, le premier, a lancé cette idée, et ensuite a veillé au bon fonctionnement de l'œuvre pratique qui en a résulté, peut être fier et satisfait de cette œuvre-là. L'effort consacré à l'hygiène suffirait à lui seul à faire aimer et louer l'Association tout entière. Mais cet effort n'est pas unique. D'autres vous diront les divers aspects et les multiples activités de l'Association, qui a pour but et pour idéal la santé physique et morale de l'employé. Une création est viable si elle répond à un besoin. Et dix ans, pour une pareille entreprise hérissée de difficultés, constituent déjà une promesse de vivre longtemps et une confirmation de répondre à un réel besoin.

A ce titre donc, et eu égard au terrain où elle a germé, — un terrain en pleine évolution sociale — elle présente un bel exemple d'altruisme et d'humanité dont la formule, qui s'est révélée heureuse, pourrait désormais être appliquée, avec assurance, dans toutes les collectivités où des êtres humains doivent respecter la grande loi sociale : bien travailler et bien se porter.

PATRICE ALVÈRE.



LES SOCIÉTAIRES DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE ET LA THERMOTHÉRAPIE



ous avons signalé, dans « La Réforme » du 11 janvier 1937, le rôle des différentes sociétés de secours mutuels de la ville d'Alexandrie au point de vue de l'assistance médicale, et, plus particulièrement, celui de la « Caisse de Prévoyance du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie », que nous citions comme un modèle du genre.

En effet, cette Association, en outre des multiples avantages qu'elle procure à ses membres, dans les domaines de la prévoyance et de l'épargne, met à leur disposition un service médical des plus complets qui constitue l'illustration la plus éloquente de l'œuvre humanitaire qu'elle a entreprise, et ce sous forme de soins médicaux aux sociétaires et aux membres de leurs familles, de médicaments et d'hospitalisation. Elle les fait, aussi, bénéficier d'un tarif réduit, pour eux et leurs familles, auprès d'un laboratoire de chimie et d'un institut de radiologie.

Il n'est pas sans intérêt de relever que, pour donner toute l'efficacité possible à la tâche de soulagement à laquelle elle se consacre, cette Association n'a pas négligé de mettre ses membres à même de pouvoir recourir, pour certaines maladies, au traitement par la sudation scientifique.

Nous allons essayer, dans le présent article, de nous étendre plus particulièrement sur ce dernier avantage qui n'est pas le moins appréciable. En effet, les sociétaires de la Caisse de Prévoyance et les membres de leurs familles béné-

ficient, auprès de l'institut de physiothérapie « *Le bain de vapeur scientifique* » 5, rue Anhoury (34, rue Fouad 1er), que dirige l'ingénieur ROGER-AUGUSTE SAMMAN, de prix spéciaux leur permettant de profiter des nombreux bienfaits de la thermothérapie.

* * *

La thermothérapie est, comme son nom l'indique, le traitement médical par la chaleur.

Les irradiations calorifiques, arrivant sur le corps humain, se transforment en chaleur effective ; elles élèvent la température des tissus et celle des humeurs du corps, déterminent une augmentation des combustions organiques et activent la circulation. Elles provoquent, en outre, la transpiration, en augmentant l'activité des glandes sudoripares, et, partant, soulagent le cœur.



L'Ingénieur R. A. SAMMAN
à qui le Gouvernement de la République Française vient de
décerner la médaille d'argent pour « son initiative d'intérêt public ».

A l'état normal, la transpiration est insensible, parce que la sueur, en arrivant au niveau de l'épiderme, est absorbée en grande partie dans ses interstices. Aussi, quand on touche la peau d'une personne en bonne santé, la trouve-t-on humide et donnant une sensation indéfinissable de moiteur, qu'on ne trouve plus sur la peau, en cas de fièvre, dans la période où la sueur est totalement supprimée. En s'évaporant, la sueur emprunte la chaleur, dont la température s'abaisse à proportion du liquide qui se vaporise à sa surface ; la transpiration augmente ou diminue suivant qu'il est nécessaire d'enlever plus ou moins de calories

au corps : elle est donc la régulatrice de la température du corps. Elle ne peut, d'autre part, s'effectuer régulièrement que si l'air n'est pas saturé d'humidité ; elle est facile, au contraire, quand l'air est sec.

En dehors de ses fonctions de protectrice des organes qu'elle recouvre et de régulatrice de la température du corps, la peau a un rôle important de dépuración par l'élimination qui se fait à sa surface du gaz carbonique et des autres déchets de la désassimilation éliminés dans la sueur (urée, sels minéraux). Elle joue, aussi, un rôle complémentaire des reins et de la respiration. La respiration cutanée est si importante que les animaux succombent très rapidement lorsqu'on recouvre leur corps d'un enduit imperméable ; dans les brûlures, même très superficielles, la mort peut se produire lorsque la moitié de la peau est atteinte.

Pour assurer un parfait travail de la transpiration, le seul moyen simple, naturel, pratique et inoffensif, c'est le *bain d'air chaud* ou le *bain de vapeur*, connus, du reste, de toute antiquité. Ce mode de balnéation, grâce à la transpiration abondante qu'il détermine, favorise l'élimination cutanée des produits toxiques. On cite le cas d'un malade, atteint de néphrite chronique, qui, depuis plusieurs années, « urinait » littéralement par la peau ; chaque crise sudorale diminuait la tension artérielle, ramenait le pouls à l'état normal et le visage reprenait sa coloration naturelle.

Ces bains, largement utilisés ces derniers temps, sont appliqués avec succès dans un grand nombre de maladies que l'on peut répartir ainsi :

1° Les cas où il s'agit de provoquer une sudation abondante et une activité plus grande des combustions organiques : traitement général des obèses, des arthritiques (sciaticque, lumbago, maux de reins) et des intoxiqués.

2° Comme sédatif des douleurs consécutives aux traumatismes et aux affections rhumatismales et goutteuses.

3° Pour faciliter la résorption des exudats et l'élimination des produits de déchet (acide urique, sels minéraux) qui s'accumulent en certains points de l'organisme : les reliquats d'arthrites dus à la tuberculose, la blennorrhagie, la goutte, les œdèmes, les épanchements de synovie et ceux consécutifs aux luxations et entorses, les phlébites anciennes.

4° Pour le traitement des affections cutanées dues aux intoxications aiguës ou chroniques : gangrènes, plaies atones, engelures, prurit, eczéma, psoriasis.

5° L'anémie, la chlorose, le surmenage et les troubles nerveux sont, enfin, très favorablement influencés par la thermothérapie.

Celle-ci peut être réalisée à l'aide de bains généraux ou locaux.

Le meilleur système est celui où le patient, complètement dévêtu, est assis dans une caisse d'où la tête seule émerge, modèle universellement répandu.

Un thermomètre et un sablier servent à contrôler la température et la durée du bain.

D'une température relativement élevée (50° à 75° C.), ces bains produisent une chaleur qui s'introduit dans le corps par un courant d'air continu et renouvelé.

Il y a, aussi, les *bains de vapeur survaporisée médicamenteuse*, qui permettent, au moyen d'ingénieux appareils récents, l'absorption de médicaments (iode, salicylate de méthyle, soufre, essence de pin, etc.) par la voie cutanée, au lieu des voies buccale ou intraveineuse, ce qui constitue un avantage appréciable surtout pour le patient qui ne sent absolument rien.

Il y a, enfin, les *bains d'écume* (le *foam bath* des Anglais), en grand honneur actuellement dans toutes les capitales européennes. Ces bains, particulièrement agréables, sont produits par un groupe électrique et se prennent dans une baignoire remplie d'une écume impalpable, composée de 1/10 d'eau et de 9/10 d'air, rappelant la crème chantilly, et à la température idéale de 37° - 38° C. qui est à peu près celle du corps humain. Spécialement recommandés aux personnes ne pouvant pas supporter les bains d'air chaud ou de vapeur, ils ont donné d'excellents résultats dans les cas de troubles cardiaques (bains carbon gazeux), troubles nerveux (dépression nerveuse, neurasthénie, surmenage cérébral), dans les affections de la femme et, aussi, dans les rhumatismes et les manifestations arthritiques.

Leur succès en Angleterre a été tel que la municipalité de Londres, dans le but de les rendre accessibles aux classes modestes, n'a pas hésité à subventionner 300 établissements de bains d'écume populaires pour combattre les affections rhumatismales.

On voit, par ce rapide exposé, toutes les ressources que l'on peut attendre de cette thérapeutique, absolument inoffensive, et, le plus souvent, d'une efficacité remarquable, comme en témoignent eux-mêmes les maîtres de cette science, les Lippert, Brereton, Singer, Frey, Colombo, Shurer, Rikli, Sinsen, Dowsing, pour n'en citer que quelques-uns.

* * *

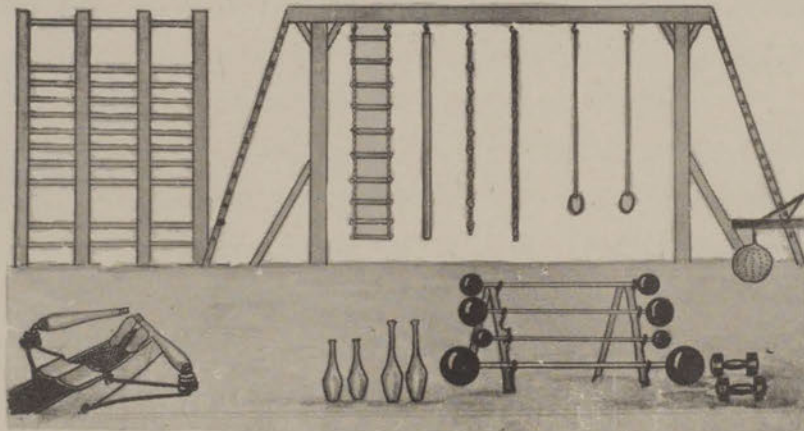
Une installation, très bien outillée, aux établissements de M. Samman, met à la disposition des malades un traitement consciencieux, spécifique pour chaque

L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE À SON DÉCENNAIRE

maladie, au moyen d'appareils et de méthodes parfaitement au point. Les nombreuses attestations qu'il recueille constamment de ses clients prouvent abondamment qu'un tel établissement manquait en Égypte.

Enfin, une salle de culture physique, judicieusement garnie, et dirigée par un professeur diplômé de Paris, complète cette excellente institution.

Docteur ELEFTHÉRIOS C. COSTALAS.



L'ACTIVITÉ DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE DANS LA BRANCHE "MAGASINS ET FOURNITURES"



ourir les magasins est un sport éminemment féminin, encore que la pratique en soit parfois si séduisante que les hommes eux-mêmes s'y exercent à l'occasion, sans regret, voire avec le plus grand agrément.

Aux jours de fin d'année, aucun père de famille ne nous contredira, soit que, Père Noël bienveillant, il mène à travers la féerie des étalages une progéniture enthousiaste et ravie, soit que son choix, fixé d'avance, il s'autorise d'un marchandage laborieux pour atteindre les limites extrêmes de son budget, bercé par l'illusion d'avoir saisi au vol une occasion rare et — sans doute aussi — de ne point s'en être laissé imposer par un commerçant habile, rompu à toutes les feintes, à toutes les roueries de l'acheteur.

Mais à cette époque de l'année, le plaisir de faire des achats pour répandre du bonheur autour de soi, se double d'un autre plus subtil à la fois et plus intime auquel les fêtes de Noël et du jour de l'an inclinent le cœur et l'imagination. Ces devantures où les mille feux du soir mettent partout des pointes de diamant, évoquent d'autres étalages tout pareils dont l'image s'estompe dans le lointain du souvenir, des Noël anciens, très anciens peut-être, des fêtes éblouissantes auxquelles la pensée se reporte d'elle-même, car les impressions premières sont les plus vivaces et toujours prêtes à se réveiller. Rêverie délicieuse ! Poésie des choses qui ne sont plus ! Sentimentalisme un peu puéril qui fera peut-être sourire quelque esprit fort ! Il y a de tout cela dans cette mélancolie du souvenir. Et, quand il n'y aurait point pour aguicher le regard et piquer l'attention, les « nouveautés », je veux dire les mille ingénieuses trouvailles

de l'art moderne, la visite des magasins serait encore, surtout sous leur parure de fête, un continuel enchantement.

Les Anglais, gens pratiques, en ont fait une occupation familière et leur langue qui se prête volontiers à donner au nom la forme active, a créé l'expression imagée : « *to go shopping* » pour dire : visiter un magasin après un autre, aller de « boutique » en « boutique », regarder, voir, faire des emplettes.

* * *

Regarder, voir, faire des emplettes ! tâche aisée et combien agréable quand l'on peut s'offrir le luxe de ne point regarder... à la dépense. Quelque théoricien chevronné du collectivisme a-t-il jamais songé à un pays de rêve où il suffirait de présenter une carte au comptoir pour voir se réaliser au gré de chacun, la plupart des souhaits que forment les humains ? Je ne sais, mais en attendant que naisse ce royaume d'utopie en ce monde... ou dans l'autre, il est permis de croire que le sort des travailleurs sera mieux servi par les initiatives d'une mutualité intelligente et saine qui saura mettre au service de chacun les forces conjuguées de tous. C'est cet esprit, idéaliste à la fois et pratique, qui dès le premier essor, a animé le fondateur et les membres du Conseil directeur, de cette « Caisse de Prévoyance du Personnel des Juridictions Mixtes » déjà mûrie par dix années d'expérience et cependant restée si jeune encore par l'élan, l'entrain, l'enthousiasme qui l'animent. Ces sentiments qui font si heureusement augurer de son avenir, ont été dans le passé la raison première de ses succès, succès dont ce livre nous révèle aujourd'hui toute l'ampleur. J'aimerais au cours de ces notes en effleurer un chapitre, celui qu'indique, en termes concis, l'en-tête « Magasins et Fournitures ».

* * *

L'énumération des magasins et fournisseurs ayant conclu des accords avec l'Association serait assez éloquente par elle-même. Il conviendrait, en toute justice, de s'arrêter un instant à chaque nom ; aucun ne saurait nous laisser indifférents, bien que certains d'entre eux méritent une mention spéciale, car ils nous rappellent des ouvriers de la première heure dont la sympathie agissante a largement contribué au succès qui a couronné nos efforts : telle la Société Coopérative des Fonctionnaires du Gouvernement, tels aussi les Grands Magasins Hannaux et les Magasins Victor Rothenberg (ex-Salamander), à qui

nous unissent depuis les premières années les liens d'une entente et d'une cordialité parfaites. Nous avons trouvé dans une collaboration constante et de mutuels intérêts, l'occasion de services réciproques appréciables et d'une estime qui n'a fait que grandir pour le plus grand bien commun.

Une énumération, cependant, garde toujours, quoi qu'il en soit, la froideur toute protocolaire d'un palmarès. Les pages qui suivent parlent aux yeux et en disent mieux qu'un long commentaire sur les efforts méritoires que les Conseils successifs ont apportés à l'accomplissement d'une tâche rendue parfois un peu ardue par les intérêts et les opinions contradictoires en présence, l'indifférence des uns, le scepticisme des autres. Et puis, et puis j'ai plus d'une fois ouï dire que, dans ce pays au ciel toujours si pur, au soleil trop généreux, où les choses prennent, dans une atmosphère trop sereine, les grâces faciles de la nonchalance, l'essor de toute œuvre nouvelle est prompt, mais la durée de l'effort est brève. L'on éprouve une joie singulière à démentir de tels propos, un peu comme ce philosophe antique démontrait le mouvement en marchant. Le succès de notre Association qui témoigne d'un si constant effort n'en est que plus remarquable. Faut-il parler des résultats acquis? aligner des chiffres? Un ou deux seulement pour en indiquer la courbe ascendante. Pendant les années écoulées depuis la fondation, la bonification consentie à la caisse de l'Association par les magasins et fournisseurs pour achats faits par les sociétaires s'est élevée à la somme totale de L.E. 1.482,953. Cette contribution a atteint la première année L.E. 93 environ, pour dépasser ensuite L.E. 200 durant les années prospères. Encore faut-il relever que dans ces chiffres ne sont pas compris les escomptes accordés directement à nos sociétaires pour les achats au comptant, ce qui les doublerait pour le moins. Ces résultats ont leur éloquence. Ils ne donnent, cependant, qu'une idée approximative des services rendus aux sociétaires. Ceux-ci, grâce à l'appui de l'Association, et à la garantie permanente qu'elle leur offre, peuvent, à leur gré, soit faire leurs achats au comptant et bénéficier d'une réduction variable mais toujours sensible, soit se fournir à crédit et jouir de délais assez étendus pour que chaque versement ne vienne pas grever leur modeste budget. Aussi bien les sociétaires sont-ils venus de plus en plus nombreux se fournir auprès de ceux que des accords précis liaient à l'Association. Le choix du Conseil, fort étendu — le cercle englobe aujourd'hui à peu près tous les besoins de la consommation courante — s'est judicieusement inspiré du double souci de donner aux sociétaires les plus grands avantages sans perdre de vue les garanties indispensables. Le nom-

bre n'a jamais nui à la qualité. De la part des fournisseurs, « *noblesse oblige* ». Les maisons de qualité dont quelques illustrations ornent ces pages, sont trop jalouses, à bon droit, d'une réputation acquise au cours d'un long passé d'initiatives heureuses et de services appréciés du public, pour que demain, comme hier, elles ne continuent à trouver auprès des membres de la « Caisse de Prévoyance » une confiance sans réserve.

*
* *
*

Cette Œuvre dont nous venons d'esquisser l'une des formes de son activité, est bien près d'atteindre l'âge de discrétion, un bel âge sans doute, celui au cours duquel les traits de l'homme déjà se dessinent. De belles années s'offrent devant elle dont on aime à souhaiter qu'elles seront aussi laborieuses et fécondes que celles qui viennent de s'écouler. Les difficultés, les obstacles surmontés jusqu'ici incitent à poursuivre la route vers un avenir plus prospère. L'œuvre, à vrai dire, sera ce que l'auront faite les hommes de cœur qui l'ont fondée et qui la dirigent; elle sera aussi ce qu'y apportera chacun de ses membres, car les sympathies les plus hautes ne lui ont pas été ménagées depuis sa naissance. « *Tous pour un, un pour tous* », l'on aime à se répéter la magnifique devise qu'a adoptée l'Association. Dans un monde tragiquement troublé comme le nôtre, elle prend un accent d'émouvante grandeur; et l'on ne saurait mieux terminer ces lignes que par le rappel d'un des plus célèbres sonnets de Sully Prudhomme: « *Un songe* ». Le poète s'est endormi; il rêve que, tour à tour, le laboureur, le tisserand, le maçon, lui apparaissent et lui refusent l'œuvre de leurs mains :

« *Et seul, abandonné de tout le genre humain* », il voit se dresser mille obstacles sur sa route. Au réveil, « *doutant si l'aube était réelle* », il s'aperçoit, émerveillé, que la vie continue à dérouler son écheveau habituel :

« *Les métiers bourdonnaient, les champs étaient semés* » et, devant ce tableau apaisant, il conclut avec joie :

« *Je connus mon bonheur et qu'au monde où nous sommes*

« *Nul ne peut se vanter de se passer des hommes.*

« *Et depuis ce jour-là, je les ai tous aimés* ».

GEORGES CHAMI,

Greffier du Tribunal Mixte de Commerce
d'Alexandrie.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE CONSOMMATION DES FONCTIONNAIRES DU GOUVERNEMENT À ALEXANDRIE



HABILLEMENT,

ALIMENTATION,

ARTICLES
DE MÉNAGE,

TARBOUCHES.

Le siège de la Société. — Avenue de la Reine Nazli.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

ABDEL RAZZAK ABOUL KHEIR PACHA, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances,
Président de la Société.

MOHAMED WASSEF BEY, Ex-Estimeur en Chef à l'Administration des Douanes, *Vice-Président.*

HUSSEIN FAHMY BEY, Contrôleur des tarifs et estimations à l'Administration des Douanes,
Vice-Président.

MOHAMED EL WAKIL, Sous-Directeur de la Douane d'Alexandrie, *Trésorier.*

BIKBACHI ABDEL MONSEF MAHMOUD, Officier d'Etat-Major à l'Administration des Gardes-Côtes,
Secrétaire.

AHMED ZAKI MALEK, Inspecteur à l'Administration des Douanes, *Censeur.*

NAGUIB AYAD, Directeur des Magasins de la Municipalité, *Censeur.*

ABDEL AZIZ NASSAR, Sous-Chef du Bureau des Investigations à l'Administration des Douanes,
Inspecteur.

MOHAMED EL ZARKA, Sous-Ingénieur en Chef de l'Administration des Ports & Phares.

TEWFICK SEDKY, Contrôleur de la Douane de Mahmoudieh.

MOHAMED ALY HASSANEIN, Estimateur en Chef de la Douane d'Alexandrie.

AHMED ISMAIL, Estimateur en Chef de la Douane de Mahmoudieh.

ABDEL RAZZAK MOUSTAFA, Estimateur à la Douane de Mahmoudieh.

MOHAMED HELMY GUENEINA, Estimateur à la Douane de Mahmoudieh.

ABDOU AHMED, Attaché à la Direction Générale de l'Administration des Douanes.

MICHEL GHARBI, Ex-Maamour à l'Administration des Douanes.

AZIZ DOSS BEY, Ex-Directeur Local de la Poste.

ALBERT ROSENTHAL, Inspecteur des Bureaux Hypothécaires et des Offices d'Huissiers, près la Cour
d'Appel Mixte, *Délégué de la Caisse de Prévoyance du Personnel des Juridictions Mixtes.*

AMINE ROUCHDI, Directeur Local de la Poste, *Délégué de la Caisse de Prévoyance du Personnel de
l'Administration des Postes.*

MAHMOUD NAZIM BEY, Directeur du Contentieux de la Municipalité, *Délégué de la Caisse de
Prévoyance du Personnel de la Municipalité.*

ABDEL KHALEK SAFOUAT BEY, Sous-Moudir de Béhéra, *Président de la Délégation de Damânhour.*

AHMED HASSAN EL MASRY, *Directeur de la Société.*

مركز هذه الشركة التعاونية الرئيسي بالإسكندرية ولها فرع بالقاهرة وآخر بدمهور، وهي أقدم وأكبر مؤسسة من نوعها بالقطر المصري.

انشتت الشركة سنة ١٩١٠ برأس مال قدره ١٠٠٠ جنيه فأصبحت الآن وقد بلغ رأس مالها المدفوع واحتياطياتها أكثر من ٢٧٠٠٠ جنيهًا.

ويكون الموظفون المصريون الأغلبية العظمى من أعضائها، غير أن عددا قليلاً نسبياً من الموظفين الأجانب قد دخل عضوية الشركة وهم بالأكثر تابعون للمحاكم المختلطة وكان اشتراكهم في هذه المؤسسة موضع تقدير كبير.

وعلاوة على ذلك فإن جمعية التعاون والتوفير لموظفي المحاكم المختلطة عضو من أعضاء الشركة وتملك ١٤٠٠ حصة من حصصها، كما أن المبيعات من الشركة لأعضاء هذه الجمعية قد بلغت ٢٠٠٠ جنيه في سنة ١٩٣٥.

وعلاوة على الفائدة التي تعود على أعضاء الشركة من جهة مشتري المنتقى من الاصناف بأسعار معتدلة فأهم يحصلون على أرباح جيدة على رأس المال الذي يدفعونه ثمناً للحصص، كما أنه بصرف لهم «عائد» على مشترياتهم.

ويسمح بعضوية الشركة لموظفي الحكومة وغيرهم بنسبة ١٠٪ بعد تصديق مجلس الإدارة، ويجب على من يرغب في العضوية أن يشتري سهماً على الأقل ثمنه ٥٦٠ مليماً وأن يدفع ٥٠ مليماً رسم اشتراك.

Le siège social de cette Société est à Alexandrie, avec succursales au Caire et à Damanhour. C'est la plus ancienne et la plus importante organisation de ce genre en Egypte.

Elle a été fondée en 1910 avec un capital de L.E. 1000 et, actuellement, son capital versé et ses fonds de réserve dépassent L.E. 27.000.

Les fonctionnaires égyptiens forment la grande majorité de ses membres. Mais un nombre, relativement réduit, de fonctionnaires étrangers en font aussi partie : ce sont, pour la plupart, des fonctionnaires des Juridictions Mixtes et leur adhésion est très appréciée.

De plus, la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie est membre de la Société et possède 1400 de ses actions ; les ventes effectuées par la Société à la dite Caisse de Prévoyance ont atteint le chiffre de L.E. 2000 pour l'année 1935.

En dehors de l'avantage qu'ils retirent de l'achat de marchandises de meilleure qualité et à des prix modérés, les membres de la Société bénéficient d'un dividende sur les actions qu'ils détiennent ainsi que d'une ristourne sur les achats qu'ils effectuent.

La faculté de faire partie de la Société est réservée aux fonctionnaires de l'Etat et aux non fonctionnaires mais dans la proportion de 10% seulement, après approbation du Conseil d'Administration. L'admission est subordonnée à la condition d'acquérir au moins une action valant P.T. 56 et d'acquitter un droit d'admission de P.T. 5.

This Cooperative Society, which has its central shops in Alexandria and branches in Cairo & Damanhour is, by far, the most ancient and most elaborate organization of its kind in Egypt.

It was started in 1910 with a capital of L.E. 1000. Now it has a paid up capital and a reserve fund of over L.E. 27.000.

Its members are mostly Egyptian officials. A comparatively small number of officials of foreign origin have also joined the Society. They principally belong to the Mixed Courts and their contribution to the Organization is greatly appreciated.

In addition to that, the Caisse de Prévoyance of the Mixed Courts' Staff is also a member of the Society. It holds 1400 shares. The sales to the members of this Caisse amounted to L.E. 2000 in 1935.

In addition to benefitting by the moderate prices of well selected articles, members receive good profits on their shares capital, as well as a dividend on their purchases.

Membership in the Society is open, subject to approval of the Committee of management, to all Government officials and others in the proportion of 10% only. In order to join the Society, applicants must buy at least one share at P.T. 56 and pay an entrance fee of P.T. 5.

Grands Magasins HANNAUX

la Maison de confiance

Fournisseurs de la Maison Royale



LE CHOIX
LE PLUS VARIÉ EN :

MERCERIE,
BLANC,
GARNITURES,
LAINAGE, SOIERIES,
ARTICLES FANTAISIE,
BONNETERIE,
AMEUBLEMENT,
CONFECTION.

ATELIERS SPÉCIAUX DE LINGERIE

CHEMISES SUR MESURE

Leur décorateur établit gratuitement tous plans et devis pour installations.
Tous leurs meubles sont fabriqués dans leurs ateliers.



فيكتور روتنبرج

VICTOR ROTHENBERG

3, PLACE MOHAMED ALY



VÊTEMENTS TOUT FAITS,

RAYON SPÉCIAL DE VÊTEMENTS SUR MESURE,

CHAPELLERIE,

CHAUSSURES,

BONNETERIE,

BRANCHE SPÉCIALE : UNIFORMES ET LIVRÉES.

ARTICLES DE VOYAGE.

LISTE DES FOURNISSEURS DE L'ASSOCIATION

ALEXANDRIE

Maisons d'alimentation :

Société Coopérative de Consommation des Fonctionnaires du	
Gouvernement	Avenue de la Reine Nazli
Anglo-Egyptian Supply Stores (Formerly Etablissements	
Orosdi-Back)	30, Boulevard Saad Zaghloul
Arturo Caputo	1, Rue Sésostris
Figli di E. Frangini	16, Rue Nubar Pacha
Abdel Aziz S. Douban	Rue Prince Ibrahim (Cléopatra) et Rue Prince Toussoun (Bacos)

Pâtisseries :

Délices	29, Boulevard Saad Zaghloul
La Rinascente	22, Rue Chérif Pacha
Grand Trianon	35, Boulevard Saad Zaghloul
Petit Trianon	4, Boulevard Saad Zaghloul

Maisons d'habillement.—Articles de ménage et divers :

Société Coopérative de Consommation des Fonctionnaires du	
Gouvernement	Avenue de la Reine Nazli
Grands Magasins Hannaux	Place Sainte-Catherine
Grands Magasins Châlons	20, Rue Chérif Pacha
Victor Rothenberg (ex-maison Salamander)	3, Place Mohamed Aly
Roberts, Hughes & Co., Ltd.	11, Rue Sésostris
Abdel Kader & Mohamed Naga	13, Place Mohamed Aly
Bonneterie hellénique	19, Rue Nubar Pacha (Place Sainte-Catherine)
Raymond Farès & Angelo Liroudia	4, Rue Mosquée Attarine

Drapiers et marchands-tailleurs :

Khalil Kosseim	11, Place Mohamed Aly
Crédit Commercial	31, Boulevard Saad Zaghloul
Anis Hermès	1, Rue de la Gare du Caire

Cordonnerie :

Bata	26, Rue Chérif Pacha
----------------	----------------------

Machines à coudre :

Necchi	17, Rue Chérif Pacha
------------------	----------------------

Salon de coiffure :

C. Patino	2, Place Mohamed Aly
---------------------	----------------------

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

Maison d'optique :

Optique médicale d'Alexandrie Nicolas Ayac. 11, *Boulevard Saad Zaghloul*

Librairies :

Au Papyrus 15, *Boulevard Saad Zaghloul*

Librairie judiciaire " Au bon livre " 154, *Rue Ambroise Ralli (Ibrahimieh)*

Articles de jeux et de sports :

" Michel, For all sports " 10, *Rue Nébi Daniel*

Photographie :

Studio " Roy " 18, *Boulevard Saïd 1er.*

Radios :

Philips Orient S.A. 33, *Rue Chérif Pacha*

Egyptian Radio Import Co. 25, *Boulevard Saïd 1er.*

T A N T A H

Grands Magasins Hannaux d'Alexandrie (*Succursale*) *Place de l' Horloge*

Ahmed Youssef (*Tailleur*) *Rue de la Moudirieh*

Anglo-Egyptian Stores Nofal Christodoulo (*Épicerie*) *Rue de la Bourse*

Hanna Frères & Co. (*Épicerie, bonneterie, parfumerie*) *Rue Khan*

D A M A N H O U R

Société Coopérative de Consommation des Fonctionnaires du Gouver-
nement d'Alexandrie (*Succursale*) *Rue Sultan Hussein*



CHAPITRE IV

L'AVENIR DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE



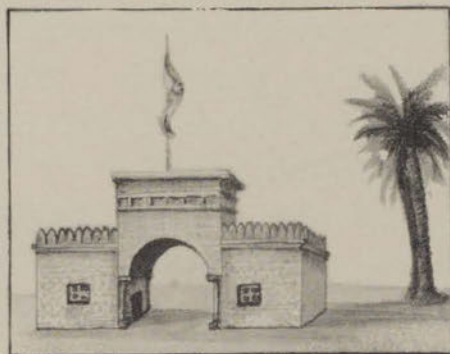
n faisant l'historique de la Caisse de Prévoyance, nous avons tracé un bref aperçu des diverses étapes que cette institution a parcourues. Mais ce tableau paraîtrait incomplet si l'on ne cherchait aussi à envisager ses possibilités d'avenir.

Les divers Conseils d'Administration qui se sont succédé jusqu'ici se sont particulièrement souciés d'apporter au règlement organique voté par l'Assemblée générale constituante du 15 décembre 1926, tels amendements et modifications qu'imposaient les données de l'expérience.

L'Association se trouve aujourd'hui régie par des statuts qui constituent, dans l'ordre de la mutualité et de la prévoyance, un véritable modèle du genre. Leur scrupuleuse observation par les futurs Conseils d'Administration, soumis au contrôle et à la censure des sociétaires, constitue la garantie la plus sûre d'un épanouissement toujours accru de cette œuvre.

Par ailleurs, la précieuse tutelle que la Cour d'Appel a eu à cœur d'exercer sur l'Association, et l'obligation que celle-ci s'est imposée de subordonner à l'agrément de la Présidence de la Cour toute modification à apporter aux statuts, en garantissent l'intégrité.

Il n'est donc point présomptueux de considérer qu'aussi longtemps que s'exercera sur l'Association cette bienfaisante tutelle et pour autant que les futurs Conseils d'Administration se conformeront scrupuleusement au règlement qui les régit, l'Œuvre, envisageant l'avenir avec une légitime confiance, pourra compter sur les mêmes succès qui ont couronné si brillamment ses premiers pas.



CHAPITRE V

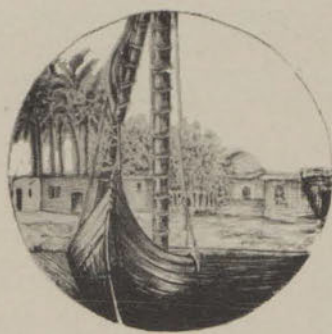
LA MUTUALITÉ AU CAIRE ET A MANSOURAH



'expérience entreprise avec un si rare bonheur, en 1927, par les fonctionnaires du Tribunal et du Parquet d'Alexandrie et de la Cour d'appel, devait fatalement conduire le personnel des Tribunaux de Mansourah et du Caire à tenter, à leur tour, un semblable effort.

Les caisses de prévoyance fondées à Mansourah en 1929 et au Caire en 1931, s'inspirant des mêmes principes qui régissent l'association d'Alexandrie et adoptant, en grande partie, les règles de son fonctionnement, ont montré ce que peuvent l'esprit de prévoyance et d'entr'aide sociale mis au service d'une œuvre éminemment humanitaire.

L'Association aînée est particulièrement heureuse et fière de pouvoir réserver dans ce chapitre la place que ses cadettes méritent, et, appréciant à sa valeur le chemin qu'elles ont déjà parcouru, elle leur adresse les vœux les plus chaleureux pour la réalisation de l'idéal commun.



LA CAISSE DE PRÉVOYANCE,
DE SECOURS MUTUELS ET D'ÉPARGNE
DU PERSONNEL DES JURIDICTIONS MIXTES
DE MANSOURAH



ers les débuts de l'année 1929, M. le Comm. ANTONIO PENNETTA, Président alors de notre Tribunal, en présence des résultats nettement satisfaisants obtenus par la création de la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne, fondée, quelque deux ans auparavant, par le personnel du Tribunal Mixte d'Alexandrie, eut l'heureuse idée de faire suivre cet exemple par le personnel du tribunal qu'il présidait.

Secondé dans sa noble initiative par le personnel supérieur et notamment par M. ABRAMINO ARDITTI BEY, Greffier en Chef à cette époque et par M. ADIB MAAKAD BEY, Greffier en Chef du Tribunal d'Alexandrie, fervent apôtre de l'idée, qui vint personnellement à Mansourah apporter son encouragement et faire sentir, même aux plus incrédules, les bienfaits qu'un pareil groupement procurerait à ses adhérents, M. le Président Pennetta sut faire adopter, en principe, le projet de fondation d'une association similaire à celle d'Alexandrie.

Un comité provisoire, par lui désigné, en élaborait les statuts, sur la base de ceux de l'association d'Alexandrie. Ces statuts furent soumis au personnel, convoqué en Assemblée générale, le 1er mars 1929, qui les vota, et, le surlendemain, il fut procédé à l'élection du premier Conseil d'Administration.

L'Association était définitivement fondée.

Grâce à l'activité et aux efforts de ce Conseil, grâce surtout à l'inlassable intérêt et à l'appui enthousiaste et fécond de son premier Président Honoraire, le Comm. Pennetta, la nouvelle Association a pu, dès sa création, apporter une aide efficace et tendre une main secourable à ceux de ses sociétaires qui, endettés, se trouvaient à la merci de créanciers avides et fort peu scrupuleux.

Libérés ainsi du cauchemar qui pesait sur eux, ils ont pu respirer avec cette conviction qu'il ne tenait plus qu'à eux de mener une vie indépendante, dans le cadre de leurs ressources.

D'autre part, par le contrat d'assurance collective, contracté à des conditions exceptionnellement avantageuses, conditions que l'on ne pouvait obtenir par des contrats individuels, les sociétaires ont vu s'ouvrir devant eux une ère nouvelle. Sûrs, désormais, de compter sur un capital plus ou moins important le jour où, atteints par la limite d'âge, ils seraient forcés de se retirer du service et tranquilisés sur le sort des leurs, en cas de malheur, ils ont pu, dès ce moment, envisager l'avenir avec confiance.

Et, en sus de cela, par l'épargne et par la participation aux bénéfices, lentement, insensiblement dirait-on, un autre modeste capital s'amassait.

Parallèlement à ces bienfaits, d'autres plus immédiats venaient compléter l'œuvre d'allègement et de réconfort :

ASSISTANCE MÉDICALE gratuite pour les sociétaires et leurs familles.

HOSPITALISATION ET INTERVENTIONS gratuites pour la personne du sociétaire.

FOURNITURE également gratuite des préparations pharmaceutiques.

COMPLÉMENT D'APPOINTEMENTS RÉDUITS en cas de congés de maladie prolongés.

Appréciée par des chiffres, l'activité de notre Association se traduit par le tableau suivant, au 31 décembre 1936 :

					L.E.	M.
Capital social	..	..	..	..	4.530,	838
Capital en épargne	..	..	..	..	2.919,	844
Frais d'assistance médicale :				L.E. M.		
Honoraires de médecins	..	235.	—			
Prix de médicaments	..	86,587			321,	587
Frais d'hospitalisation	..	..	..	..	37,	200
Interventions chirurgicales	..	..	..	..	40.	—
Compléments d'appointements	..	..	..	..	15,	554

Voilà, en quelques lignes brèves, mais combien éloquentes, les avantages que l'Association a pu procurer à ses membres. Et peu à peu, insensiblement aussi, l'on a pu constater qu'avec les avantages matériels, un nouveau facteur, presque inconnu ou à l'état rudimentaire auparavant, se manifestait et se développait : l'esprit de solidarité.

En effet, au 31 décembre 1936, l'Association réunissait sous son égide 214 membres animés d'un même esprit d'entr'aide.

Ce résultat qui, après tout, vient de réaliser au profit des sociétaires un bénéfice global dépassant la somme de L.E. 2.110, que les plus optimistes n'auraient guère pu escompter en un laps de temps relativement court, ce résultat n'a pu être atteint sans un travail tenace et opiniâtre, sans le vif intérêt et l'aide fortement bienfaisante de la Cour d'appel qui a tenu à appuyer et à encourager une aussi belle œuvre, ou sans l'appui moral et précieux de ses Présidents Honoraires successifs.



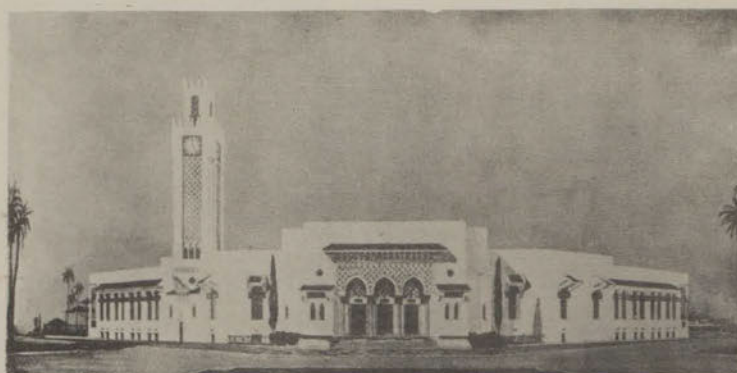
Notre Association, qui traverse sa huitième année d'existence, s'est graduellement raffermie et, consciente de sa belle et délicate charge, elle persévère dans son œuvre bienfaisante et s'efforce de se rapprocher de son double but final, à savoir, le bien-être de ses adhérents et la généralisation de l'idée de la solidarité, d'où, partant, le resserrement des liens qui unissent ses membres, en ce sens que chacun, se sentant rouage, si petit soit-il, de la grande machine de la collectivité, se dévoue chaque jour davantage à cette belle idée d'aide réciproque et de secours mutuel.

Aussi, est-elle fondée à envisager l'avenir avec grande confiance et à espérer que désormais, par l'accroissement de son patrimoine et par le dévouement

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

de ses membres, elle marchera à pas de géant vers son but et prouvera à ceux qui, les premiers, ont eu la belle initiative de la fonder, sa profonde reconnaissance.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.



CAISSE DE PRÉVOYANCE DU PERSONNEL DES JURIDICTIONS MIXTES DE MANSOURAH
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



De gauche à droite :

Assis : M.M. NICOLAS MICHALINOS (*Conseiller*), DIMITRI GARZONI (*Vice-Président*), ELIE CHIBLI (*Président*), YACOUB SALIB
et ALEXANDRE BONNICI (*Conseillers*).

Debout : M.M. MAHMOUD ABDEL MONEIM (*Trésorier*), PHILIPPE ATTALLAH (*Conseiller*) et JOSEPH GEMAYEL (*Secrétaire*).

CAISSE DE PRÉVOYANCE DU PERSONNEL DES JURIDICTIONS MIXTES DU CAIRE
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



De gauche à droite

Assis : M.M. NICOLAS MARDUNOVICH (*Trésorier*), MUSICO STELLARIO (*Censeur*), UMBERTO PRATI (*Président*), ALFRED KEUN (*Vice-Président*) et CONRAD LAZARICH (*Secrétaire*).

Debout : M.M. AZIZ MATTA, MICHEL SOUAYA, GEORGES KYNDINÉCOS, UGO PUGNALETTO (*Conseillers*) et EDMOND SIMONA (*Secrétaire-Adjoint*).

Absents : M.M. MAURICE DEBONO et AZIZ ARIF (*Conseillers*).

LA CAISSE DE PRÉVOYANCE,
DE SECOURS MUTUELS ET D'ÉPARGNE
DU PERSONNEL DES JURIDICTIONS MIXTES
DU CAIRE



Grâce à l'initiative personnelle de M. le Juge Comm. ANTONIO PENNETTA, à son activité infatigable et à ses efforts laborieux, grâce à l'appui bienveillant de M. le Président FRANCIS PETER et aux démarches inlassables et persuasives de M. UMBERTO PRATI, son président actuel, qui s'était chargé de la propagande pour l'Association et du recrutement des sociétaires, la Caisse de Prévoyance du Caire a été constituée, suivant décision de l'assemblée générale tenue au Palais de Justice le 10 mai 1931. Le commencement de l'exercice fut fixé au 1er juin 1931.

Par sa lettre en date du 17 juin de la même année, M. le Président de la Cour d'appel faisait part à M. le Président du Tribunal que l'Assemblée de la Cour prenait l'Association sous son haut patronage.

Point n'est besoin de rappeler le but et les statuts de notre Association qui sont amplement développés dans les comptes rendus des gestions de la Caisse de Prévoyance d'Alexandrie, celle du Caire n'ayant fait que suivre les sillons déjà tracés par sa sœur aînée.

Les buts préconisés par les statuts ont dépassé toutes prévisions.

Entre temps et après bien des pourparlers avec les agents des diverses compagnies d'assurances établies dans la capitale, M. le Comm. Pennetta parvenait à un accord avec la compagnie « La Nationale de Paris » et un contrat intervenait à la date du 21 juin 1931.

Les sociétaires ont pu se rendre compte eux-mêmes, par la lecture de leur police, des avantages exceptionnels de cette assurance collective, avantages dus exclusivement aux démarches de M. le Juge Pennetta.

Le nombre des sociétaires, lors de la fondation, était de 265 et, actuellement, presque tout le personnel du Tribunal du Caire et des Délégations y ayant adhéré, il se chiffre à 406.

Les efforts déployés par les promoteurs de cette belle œuvre et le concours enthousiaste de son Conseil d'Administration, en particulier de son zélé et dévoué vice-président M. ALFRED KEUN, qui assume, depuis la fondation de l'Association, sa direction, ont été couronnés de succès.



Dès le début, et grâce à l'intervention énergique de son fondateur, M. le Comm. Pennetta, les sociétaires ont été délivrés des griffes des usuriers qui les exploitaient sans merci, et ce au moyen de prêts que l'Association leur a accordés, après de pénibles tractations avec leurs créanciers.

Outre ces prêts, l'Association a aidé 170 sociétaires partant en congé à l'étranger, en leur avançant le montant de leurs traitements.

De ce chef, le chiffre de ces avances se monte à la somme de L.E. 4.806,649.

On peut se rendre aisément compte des bienfaits et avantages exceptionnels que les sociétaires ont recueillis, par l'examen du tableau ci-dessous, relevant les dépenses faites par l'Association pour l'assistance médicale de ses membres.

					L.E.	M.
Honoraires de médecins	..	..	..	..	3.398,	540
Médecins spécialistes	..	..	..	..	400,	220
Traitement spécial..	..	..	..	..	9,	180
Hospitalisation	..	..	..	..	1.094,	865
Chirurgie	..	..	..	..	629,	840
Radiographie	..	..	..	..	119,	400
Analyses	..	..	..	..	246,	345
Médicaments	..	..	..	..	558,	234

Soit, du jour de la fondation de l'Association au 31 décembre 1936, un total de L.E. 6.456, 624.

D'autre part, l'Association accorde mensuellement des avances sur les traitements aux membres qui se trouvent momentanément gênés.

31 sociétaires ont bénéficié de l'article 24 des statuts et le total des allocations accordées de ce chef, pour les aider, s'est élevé à L.E. 144, 850.

110 sociétaires ont bénéficié de l'article 27 et le total des indemnités accordées à ces derniers en congé de maladie, pour parfaire leurs traitements, s'est élevé à L.E. 756, 545.

Enfin, le montant de l'épargne de 1% revenant aux sociétaires s'élève aujourd'hui à L.E. 4.149, 146.

L'Association a payé en outre, comme frais de déplacement de ses membres pour cause de maladie, L.E. 41, 920 et elle a participé aux frais funéraires des sociétaires décédés pour L.E. 27, 494.

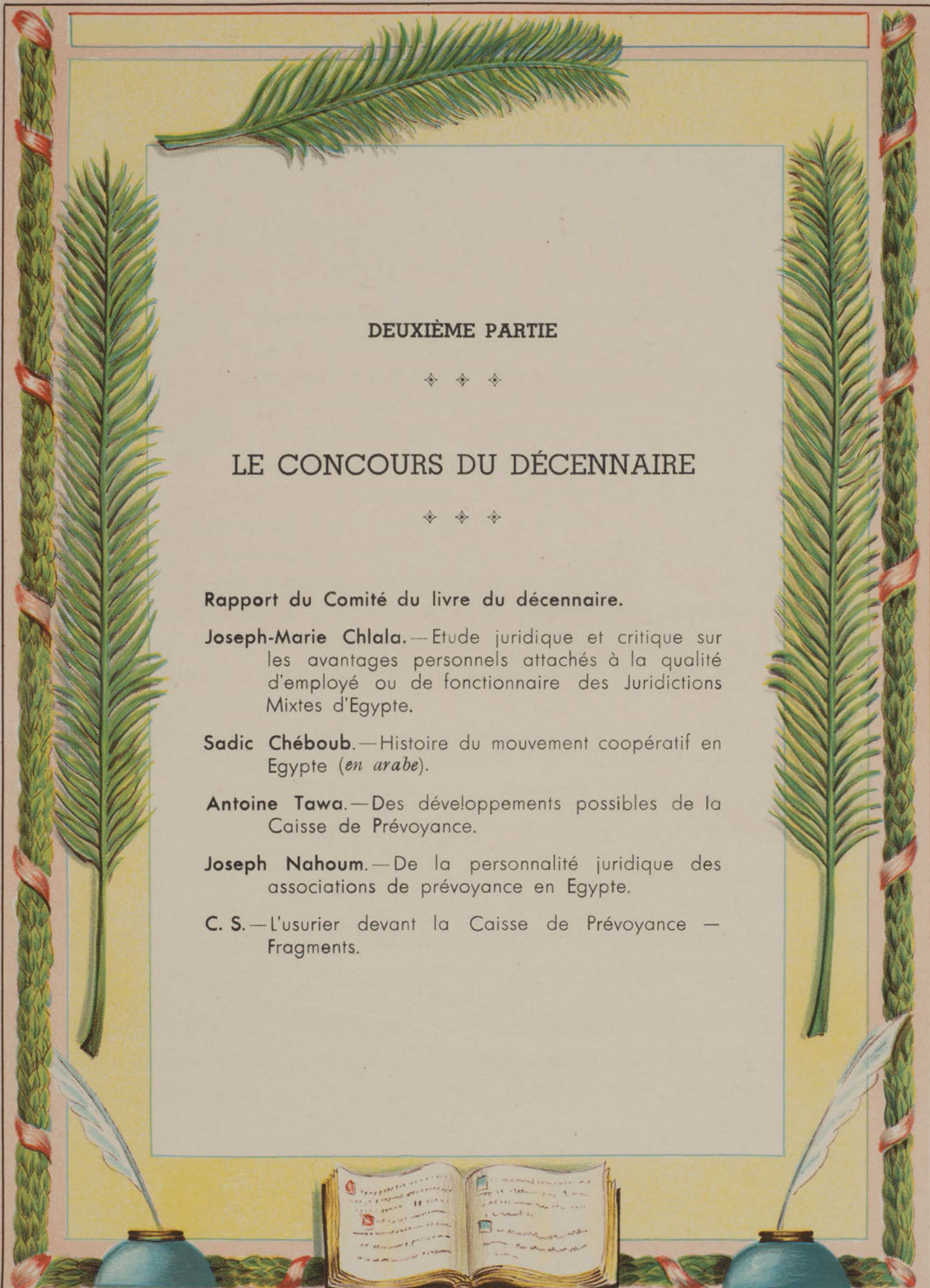
En dépit de ces dépenses énormes, l'Association est parvenue, en très peu de temps, à se libérer de la dette qu'elle avait contractée lors de sa fondation et son actif se monte, à ce jour, à plus de L.E. 3.500 environ.

Il est à relever que le montant des cotisations mensuelles (article 10, alin. 1^{er}) s'est élevé au 31 décembre 1936 à L.E. 4.185, 926, celui des recettes diverses à L.E. 7.293,687 et le montant des intérêts servis sur les prêts et avances à L.E. 2.153,122.

Pour terminer, nous nous faisons un devoir d'adresser nos respectueux remerciements à la Cour d'appel, qui a daigné entourer notre Association de toute sa sollicitude et lui a permis, grâce à une aide précieuse et efficace, d'atteindre le but qu'elle s'était assigné.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.





DEUXIÈME PARTIE



LE CONCOURS DU DÉCENNAIRE



Rapport du Comité du livre du décennaire.

Joseph-Marie Chlala.— Etude juridique et critique sur les avantages personnels attachés à la qualité d'employé ou de fonctionnaire des Juridictions Mixtes d'Egypte.

Sadic Chéboub.— Histoire du mouvement coopératif en Egypte (*en arabe*).

Antoine Tawa.— Des développements possibles de la Caisse de Prévoyance.

Joseph Nahoum.— De la personnalité juridique des associations de prévoyance en Egypte.

C. S.— L'usurier devant la Caisse de Prévoyance — Fragments.



RAPPORT DU COMITÉ DU LIVRE DU DÉCENNAIRE



n organisant un concours à l'occasion de la prochaine célébration du dixième anniversaire de la fondation de la Caisse de Prévoyance, le Conseil d'Administration a été inspiré par l'idée d'« associer plus étroitement les membres du personnel de ce siège à l'examen des principales questions qui ont trait à la prévoyance en Égypte », et de « fournir éventuellement au comité du livre du décennaire d'intéressants apports pour la publication de ce livre. »

Le comité, après examen des manuscrits qui ont été soumis à son appréciation, a été heureux de constater que ce double résultat a été atteint.

D'un côté, en effet, par le choix des sujets, les concurrents ont nettement démontré combien les intéressaient les questions touchant directement ou accessoirement au but de leur Association, et combien ils avaient à cœur ses développements possibles.

Par ailleurs, certains manuscrits — notamment ceux qui ont été primés — peuvent être considérés comme d'utiles contributions aux travaux de l'Association, et ont pu, à ce titre et fort opportunément, trouver une place dans le livre du décennaire.

* * *

L'ouverture des plis contenant les manuscrits reçus au secrétariat jusqu'au 31 octobre 1936 a eu lieu à la séance qu'a tenue le comité à la date du 5 novembre 1936, séance à laquelle il a été en même temps procédé à la vérification des enveloppes, toutes fermées, contenant extérieurement, conformément aux conditions du concours, la devise reproduite sur les manuscrits, et intérieurement le nom de l'auteur. Ces enveloppes ont été provisoirement tenues fermées et leur ouverture n'a eu lieu qu'après l'achèvement intégral des opérations, à la

séance tenue par le comité le vendredi 13 novembre 1936, à laquelle l'accord s'est fait sur l'attribution des prix.

La composition du comité n'ayant malheureusement pas permis à tous ses membres de procéder individuellement à l'examen des manuscrits en langue arabe, un premier classement de ces derniers a eu lieu à la suite de l'étude qui en a été faite par ceux des membres du comité connaissant cette langue, et la délibération, en ce qui concerne ces manuscrits, a eu lieu sur un rapport très complet accompagné de traductions substantielles pour ceux des manuscrits considérés, à premier examen, comme éventuellement susceptibles d'être retenus ou mentionnés au classement général.

Les manuscrits en langues européennes ont tous été soigneusement examinés par chacun des membres du comité, et celui-ci est heureux de pouvoir dire que l'unanimité a été réalisée aussi bien pour l'attribution des prix qu'en ce qui a trait aux appréciations auxquelles ont pu donner lieu quelques-unes des autres contributions parmi les plus intéressantes.

* * *

Soucieux d'éviter la dispersion des efforts et d'éliminer dans toute la mesure du possible des matières qui, pour intéressantes qu'elles fussent, n'auraient eu que de trop lointains rapports avec le programme de l'Association, le comité avait cru opportun, lors de l'ouverture du concours, de suggérer les huit sujets suivants :

1. — Contribution à une enquête sur le recrutement et la situation du personnel des Juridictions Mixtes.
2. — Les caisses de prévoyance et de retraite en Égypte. — Étude comparative.
3. — De la personnalité juridique des associations de prévoyance en Égypte.
4. — Des avantages et des inconvénients de l'indisponibilité légale des traitements des fonctionnaires de l'État.
5. — De l'institution des assurances sociales en Égypte.
6. — Des développements possibles de la Caisse de Prévoyance.
7. — La maison à soi.
8. — Contribution à une enquête sur l'usure en Égypte.

Bien entendu, les concurrents avaient également la faculté de choisir d'autres sujets parmi les matières se rapportant, soit à l'Institution Mixte, soit à la Caisse de Prévoyance, soit à la situation et à l'activité de ses membres.

Ils n'ont fait que dans une mesure restreinte usage de cette faculté et il convient de noter immédiatement que, d'une façon générale, la plupart des travaux qui se sont quelque peu écartés des questions mentionnées ci-dessus n'ont pas été de ceux qui pouvaient se distinguer par des qualités particulières de forme ou de fond, ou bien encore sortaient trop du cadre du concours pour pouvoir figurer au nombre des apports à retenir, soit pour l'attribution des prix, soit pour leur publication au livre du décennaire.

C'est ainsi que des contributions relatives plus particulièrement à des rappels de l'œuvre accomplie par les dirigeants de la Caisse au cours des dix dernières années — contributions faisant double emploi, soit avec les comptes rendus déjà publiés, soit avec les aperçu et exposé réservés d'avance au comité administratif, — ne pouvaient, soit en raison de leur défaut d'originalité, soit en raison du sujet même, être prises en considération particulière. Cependant, au nombre de ces contributions, qu'il a fallu laisser de côté, le comité du livre du décennaire ne peut s'empêcher de dire le plaisir qu'il a éprouvé de trouver, répétée sous les formes les plus variées (telles, par exemple, que le poème « *Le géant de la terre* », dont l'auteur, M. Charles Gemayel, doit être un fervent admirateur du panache hugolien, ou que le projet de discours de M. Emile Maakad, orateur qui s'ouvre nettement la voie vers les triomphes de la barre), l'expression des vifs sentiments de reconnaissance des membres de la Caisse envers leur président-fondateur, « le prestigieux créateur et l'animateur de notre Association », qu'il dirige « avec tant d'expérience, tant de compétence, tant de bonne humeur et tant de gaîté de cœur », pour emprunter le langage de l'un des concurrents.

Le nombre des manuscrits dont les auteurs ont estimé devoir se donner à tâche de dire de leur distingué président tout le bien qu'ils en pensaient, et de lui exprimer leur fervente gratitude, attestera à Adib Maakad bey que ses inlassables efforts n'ont pas été vains et qu'il n'a point semé en une terre ingrate.

A ce titre, le comité du livre du décennaire, tout en exprimant les raisons qui l'ont conduit à laisser de côté de tels manuscrits, ne pouvait moins faire que de leur réserver, au seuil du compte rendu de ses travaux, une mention sympathique.

*
* * *

Deux questions principales, au nombre des huit matières suggérées aux concurrents, ont surtout intéressé ces derniers : celle qui a trait aux développe-

ments possibles de la Caisse de Prévoyance et celle qui se référait à une enquête sur l'usure en Égypte : preuve éloquente du double intérêt dont témoignent les sociétaires aussi bien pour l'œuvre déjà accomplie — dont la principale caractéristique a été, dès le début, de préserver les membres de l'Association du fléau des usuriers — que pour l'œuvre à accomplir encore, et pour laquelle les dirigeants de l'Association pourront puiser de précieux éléments d'inspiration dans maintes suggestions.

La question « Des avantages et des inconvénients de l'indisponibilité légale des traitements des fonctionnaires de l'État » a retenu l'attention de deux concurrents, tandis que deux autres s'intéressaient plus particulièrement à « La maison à soi ».

Celle qui touche à la situation du personnel des Juridictions Mixtes a fait l'objet d'une étude très complète et très approfondie de M. Joseph-Marie Chlala, et celle « De la personnalité juridique des associations de prévoyance en Égypte » a provoqué un remarquable exposé juridique dû à M. Joseph Nahoum.

En revanche, aucun des concurrents n'a été tenté par l'étude comparative des caisses de prévoyance et de retraite en Égypte. Ce sujet a été simplement effleuré dans l'étude remarquable, en langue arabe, que M. Sadic Chéboub a consacrée aux origines des associations coopératives et des caisses de prévoyance en Égypte.

De même, l'institution des assurances sociales en Égypte, bien qu'à l'ordre du jour des travaux législatifs du Gouvernement, a été laissée de côté. Il faut certainement trouver la raison de cette abstention dans les difficultés particulières de documentation et de critique qu'auraient comportées de tels sujets.

*
* *

L'auteur de l'étude sur « La personnalité juridique des associations de prévoyance en Égypte » a tenu à accompagner son manuscrit de cette mention : « *L'auteur ne brigue point de prix, son travail n'étant qu'un hommage à la Caisse de Prévoyance dont il fait partie* ». Le comité ne peut que regretter que par la modestie de M. Nahoum il ait été privé du plaisir de faire figurer son étude au nombre des manuscrits primés, parmi lesquels ses qualités de forme et de fond lui auraient certainement assuré une bonne place.

Trois contributions ont paru au comité se distinguer assez nettement de l'ensemble pour lui faciliter sa tâche en vue de l'attribution des trois prix prévus : « *L'étude juridique et critique sur les avantages personnels attachés à la qualité de fonctionnaire ou d'employé aux Juridictions Mixtes d'Égypte* », par M. Chlala ; « *Des développements possibles de la Caisse de Prévoyance* », par M. Tawa ; et « *Histoire du mouvement coopératif en Égypte* » (en langue arabe), par M. Chéboub.

Aussi bien par ses qualités de méthode, son scrupuleux souci de documentation, que par la complexité particulière du sujet choisi, le travail de M. Chlala méritait l'attribution du premier prix.

On y trouve une monographie très étudiée sur la condition juridique et matérielle du personnel des Juridictions Mixtes d'Égypte, monographie qui ne se présentera pas seulement comme une contribution toute indiquée au « *Livre du Décennaire* », mais en même temps comme une mine précieuse de renseignements pour les fonctionnaires eux-mêmes, qui se référeront sans doute bien souvent à ce que l'on peut considérer comme leur charte.

Le travail de M. Chéboub constitue, de son côté, un précieux apport à l'histoire, si peu connue, des sociétés coopératives et des caisses de prévoyance en Égypte. Par sa documentation sérieuse aussi bien que par les intéressants développements dont les particularités du mouvement coopératif égyptien ont fourni le prétexte, cette étude témoigne, comme celle de M. Chlala, d'un effort de recherche et d'un souci d'exactitude qui font honneur à son auteur.

Parmi les manuscrits, assez nombreux, rentrant dans le cadre « Des développements possibles de la Caisse de Prévoyance », le comité a, avant tout, retenu le mémoire, en langue française, de M. Tawa, auteur également d'un manuscrit, en langue arabe, sur « *L'instinct de l'association et le devoir de mutualité* ».

Le mémoire en français forme un tout aussi complet que possible sur l'avenir de la Caisse de Prévoyance, que l'auteur étudie successivement, sous l'angle des « *nouveaux avantages à accorder* », sous celui des « *nouvelles ressources à créer* », et sous celui des « *innovations diverses* ».

C'est donc également par ses qualités de méthode et de clarté que ce travail s'est recommandé au comité comme digne d'un prix, à l'égal de celui de M. Chéboub.

Après avoir attribué le premier prix du concours (une obligation à lots 3% Crédit Foncier Égyptien, émission 1911) à M. JOSEPH-MARIE CHLALA, le comité a estimé équitable de ne point établir de différence, pour l'attribution du second prix (une somme de L.E. 8) et celle du troisième (une somme de L.E. 5), entre les travaux de MM. ANTOINE TAWA et SADIC CHÉBOUB, auxquels, dès lors, le comité a décidé d'attribuer, au lieu d'un second et d'un troisième prix, deux seconds prix *ex-aequo* d'égale valeur.

*
* * *

Plusieurs autres concurrents ont apporté, comme il a été dit plus haut, d'intéressantes contributions au programme futur des dirigeants de l'Association : tel M. Graziano Buseghin, lequel a envisagé, notamment, un cercle récréatif qui, à côté d'un stade d'éducation physique et d'un camp sportif « *al fine di raccogliere quei benefici fisici e morali che sono connessi a l'azione sportiva* », deviendrait un véritable « *centro culturale* ». Et de préciser ainsi sa pensée : « *Sotto questa luce, il fattore di solidarietà, che resta alla base spirituale dell'Associazione, acquisterà quella seduzione che è il segreto delle conquiste più care* ».

Par ailleurs, tandis que M. Gérald Vivaldi réclame « *La création d'une bibliothèque au Tribunal Mixte* », la contribution sans titre de M. Emile Némeh, de même que celle de M. Maurice Irani, « *Infime hommage à une grande œuvre* », se présentent simplement comme des aperçus généraux sur l'œuvre de l'Association.

Sans diminuer en rien les réels mérites du travail de M. Edwin Gani sur « *L'indisponibilité des traitements des fonctionnaires de l'État* », et sans prétendre lui faire grief — œuvre critique qui sortirait d'ailleurs du rôle du comité — de sa sympathie marquée pour les dispositions de la loi du 2 octobre 1918, — dont il a volontiers mis en relief les avantages moraux et matériels, en glissant peut-être un peu trop rapidement sur les critiques qu'on pourrait lui adresser — on doit noter la façon judicieuse avec laquelle, sur le même sujet, M. Labib Boulos a

présenté successivement le pour et le contre d'une loi d'exception dont, en définitive, il s'est vu amené à souligner surtout les défauts, aussi bien au point de vue du droit pur qu'à celui de l'équité.

*
* *

Si les études consacrées à l'épineuse question de l'usure, malgré leur nombre, n'ont pas amené le comité à en retenir une pour l'attribution d'un prix, il serait injuste de ne point signaler l'intérêt que présentent plusieurs d'entre elles.

Peut-être M. Gemayel s'est-il trop exclusivement attaché au compte rendu des efforts déjà réalisés par l'Association pour mettre ses membres à l'abri des usuriers ; nous ne lui en devons pas moins un piquant portrait des divers types d'usuriers.

C'est également par de similaires qualités d'imagination, qui se manifestent en un louable effort de forme vivante et originale, que se caractérise le travail de M. Giovanni Rivelli, tandis que M. Raoul Rosenthal se présente également comme un psychologue avisé qui aurait été particulièrement bien inspiré s'il avait fait suivre un examen, malheureusement assez superficiel, de conclusions plus nettes et de propositions personnelles dans le domaine des réformes législatives ou judiciaires en la matière. Ce dernier thème a été par ailleurs abordé par M. Victor Loutfallah, qui s'est cependant limité à jeter sur le papier quelques idées intéressantes, sans malheureusement s'y arrêter suffisamment pour les approfondir.

M. Boulos a traité, en langue arabe, le même sujet de l'usure dans une étude où abondent les aperçus juridiques et les considérations morales. Sa conclusion, sévère pour les usuriers, appelle sur la tête de cette race impie les justes rigueurs du législateur. Cependant son travail aurait gagné à être plus méthodiquement ordonné.

Le même sujet a été aussi traité en arabe, sous deux formes différentes, c'est-à-dire en deux articles séparés, par M. Ibrahim Dessouki.

Dans un de ces articles, l'auteur définit l'usure, stigmatise les usuriers et signale les conséquences fâcheuses qu'entraîne l'usure. Dans le second article, il traite le sujet du point de vue juridique. Puis, se basant sur les lois divines et morales, il recommande aux usuriers d'user de clémence et de bienveillance envers les personnes qui ont recours à eux.

Dans l'ensemble des manuscrits dont l'usure a fourni le thème, quelques pages ont spécialement retenu l'attention du comité.

Ces apports fragmentaires lui ont permis de composer, à la suite des manuscrits intégralement reproduits, un portrait de : « *L'usurier devant la Caisse de Prévoyance* ».

* * *

Le sujet de « *La maison à soi* » offrait, par son cadre forcément restreint, un champ moins ouvert aux développements. Aussi bien M. Gemayel s'est-il limité, en un exposé saisissant autant que concis, à faire le parallèle du « *grand rêve* » et du « *noyau de réalisation* », où il a résumé les résultats acquis jusqu'à ce jour dans ce domaine, grâce aux efforts de M. Adib Maakad bey. Sur le même sujet, M. Michel Mezaber s'inspire des lignes de Maeterlinck sur la mort d'un petit chien pour passer rapidement, d'une courte incursion dans la littérature, aux modalités pratiques des diverses combinaisons envisagées pour la création et la mise au point d'un système de constructions à bon marché, et conclure, en soulignant les obstacles qui se dressent devant les initiatives privées, « *que la vraie solution est entre les mains du Gouvernement* ».

* * *

Comme on l'a vu, tous les sujets proposés, sauf un seul, ont été abordés avec vaillance et traités quelquefois avec un réel talent. Le comité ne peut que féliciter les concurrents d'un effort qui n'a pas démenti son attente. Aussi bien, n'a-t-il pas considéré sa mission terminée en attribuant aux plus méritants les prix dont il disposait. Il a tenu, pour témoigner de l'intérêt qu'il a pris à certains travaux non primés, à leur réserver une mention spéciale. Par un geste particulièrement aimable, le Conseil de l'ordre des avocats a bien voulu mettre à la disposition du comité quelques exemplaires du « *Livre d'Or du*

Cinquantenaire des Juridictions Mixtes ». Le comité s'est fait un plaisir de les offrir aux auteurs des sept manuscrits suivants, classés dans l'ordre alphabétique :

- « *De l'usure* » (en arabe), par LABIB BOULOS.
- « *Des avantages et des inconvénients de l'indisponibilité légale des traitements des fonctionnaires de l'État* », par LABIB BOULOS.
- « *Celebrazione del X° anniversario della fondazione della Cassa di Previdenza* », par GRAZIANO BUSEGHIN.
- « *De l'indisponibilité des traitements des fonctionnaires de l'État* », par EDWIN GANI.
- « *La lutte contre l'usure* », par CHARLES GEMAYEL.
- « *La maison à soi* », par MICHEL MEZABER.
- « *Contribution à une enquête sur l'usure en Égypte* », par GIOVANNI RIVELLI.

*
* *

Si beaucoup ont été à la peine, et, comme toujours dans la vie, peu à l'honneur, aucun des concurrents ne pourra penser que son effort a été vain : chacun, sous une forme différente, a utilement contribué à démontrer l'intensité et l'efficacité de ce courant d'idées que les dirigeants de l'Association se sont efforcés de créer entre ses membres. Chacun a apporté sa pierre à l'édifice commun, qui se dresse aujourd'hui, grâce aux efforts persévérants des pionniers de la première heure, et ne peut que se consolider et s'agrandir dans un proche avenir avec le fervent concours de tous.

LE COMITÉ.





M. FRED NOURRISSON
*Greffier-Notaire près le Tribunal Mixte d'Alexandrie,
Président du Comité du Livre du Décennaire.*

ÉTUDE JURIDIQUE ET CRITIQUE
SUR LES AVANTAGES PERSONNELS ATTACHÉS
À LA QUALITÉ DE FONCTIONNAIRE OU D'EMPLOYÉ
AUX JURIDICTIONS MIXTES D'ÉGYPTE



es sociétés humaines ont des besoins communs qu'elles ne peuvent satisfaire que par l'organisation de services publics. Les individus appelés à gérer ces services d'une façon régulière et continue, et qui participent ainsi à la puissance publique, sont les fonctionnaires ⁽¹⁾.

Dans nos démocraties modernes, tous les citoyens sont égaux devant la loi. Il ne doit pas exister de classe sociale, héréditaire ou non, investie arbitrairement de la mission de gérer les services de l'État. Tout individu doit pouvoir accéder à la fonction publique. Et cependant dans l'intérêt même du pays, cette fonction ne doit être attribuée qu'à celui qui possède certaines connaissances techniques et présente des garanties suffisantes de capacité, de probité et de dévouement à la chose publique. Pour s'en assurer la collaboration, il est indispensable de lui accorder certaines compensations d'ordre matériel et moral.

Les avantages personnels attachés au *munus publicum* ne sont donc pas des privilèges injustifiables ; au contraire, ils constituent un élément essentiel à l'organisation de la fonction, une mesure prise plutôt dans l'intérêt de la bonne marche des services publics, que dans celui des fonctionnaires. Une diminution

⁽¹⁾ Nous désignerons par le terme *fonctionnaire*, tout individu qui, en qualité de délégué de l'autorité publique, occupe un emploi dans les cadres permanents d'un service régi par l'État. La distinction faite par le législateur égyptien entre *fonctionnaire* et *employé* de l'État est juridiquement artificielle.

trop sensible de ces avantages aboutirait fatalement à confier la gestion des rouages administratifs à des éléments médiocres. Et le public serait le premier à en pâtir.

Les fonctionnaires des Juridictions Mixtes, tout comme leurs collègues des autres administrations gouvernementales, bénéficient de certains avantages, qui procèdent, les uns, de l'organisation légale de la fonction publique, alors que les autres sont l'œuvre d'initiatives privées. Ils peuvent être répartis en plusieurs catégories :

1^o Les allocations pécuniaires : traitements, salaires, indemnités, pensions, etc.

2^o Les avantages en nature : habillements, transports, etc.

3^o Les honneurs attachés à l'exercice de certaines fonctions : uniformes, rang, préséance, décorations, etc.

4^o Les mesures de protection spéciale des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions.

5^o Les mesures de garantie contre l'arbitraire des nominations, promotions et révocations.

6^o L'organisation d'une Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne.

Avant de détailler ces avantages il importe d'en déterminer la nature juridique. Précisons que les principes qui seront développés ne sont pas applicables à la dernière catégorie, la Caisse de Prévoyance étant une institution privée indépendante de l'Administration.

I. — De la nature juridique des avantages personnels ⁽²⁾

Une personne est nommée à une fonction publique. L'acte de nomination doit-il régler la question des avantages ? Aucunement. Il se borne à investir le titulaire du *status*, c'est-à-dire d'une situation juridique générale, objective et impersonnelle.

(²) Voir G. JEZE, *Les principes généraux de droit administratif*, éd. 1925, p. 101 et s. — L. DUGUIT, *Traité de droit constitutionnel*, tome I, et *L'État, les gouvernants et les agents*. — M. HAURIOU, *Principes du droit public*. — BERTHELEMY, *Traité élémentaire de droit administratif*. — LAFERRIERE, *Juridiction administrative et recours contentieux*.

En effet, la nature juridique de ce *status* n'est pas d'ordre contractuel ⁽³⁾. On ne saurait discerner dans le lien qui attache un fonctionnaire à l'État, aucun des éléments de fond ou de forme qui caractérisent le contrat de louage, le contrat de mandat ou tout autre contrat nommé ou innommé.

Cette situation du fonctionnaire entraîne des conséquences qui constituent autant de différences fondamentales entre un *statut* et un *contrat*.

1^o Les avantages personnels attachés à la fonction sont déterminés par des lois et des règlements. Or, le règlement les fixe non pas en vue d'une personne déterminée, mais *objectivement*, pour la bonne marche du service, pour tous les titulaires présents et futurs d'une certaine fonction.

A partir de sa nomination, le fonctionnaire peut exiger l'avantage personnel dans la mesure fixée par la loi. Ainsi, si le règlement porte qu'une augmentation de traitement est due dès la nomination à un poste, le chef de l'administration ne peut suspendre ou réduire cette augmentation, même par mesure d'économie, si aucun texte ne lui accorde ce droit.

Par ailleurs, pour exiger l'avantage personnel, le fonctionnaire doit remplir toutes les conditions prescrites par le statut. Le chef de service ne saurait, en principe, le dispenser d'une quelconque de ces conditions. Si donc il a été accordé abusivement un avantage pécuniaire à un agent public, celui-ci est tenu de le restituer ⁽⁴⁾.

On pourrait soutenir cependant que le fonctionnaire de bonne foi peut opposer l'existence d'un préjudice pour ne pas restituer intégralement une allocation pécuniaire indûment perçue, surtout si cette allocation revêt un caractère alimentaire et si l'Administration ne s'est aperçue de son erreur qu'après un certain laps de temps ⁽⁵⁾. Il peut aussi, cela va de soi, se prévaloir de la prescription de droit commun.

2^o Les avantages personnels sont permanents : ils durent tant que dure la réglementation qui les accorde. Ce caractère du statut n'appelle pas d'observation particulière.

⁽³⁾ Cour d'appel indigène du Caire, 24 mars 1930, B.O. XXXI, n. 114-1. — Il est bien entendu que les fonctionnaires engagés par contrat sont régis par les principes de droit civil concernant le contrat de louage de services. (V. D.-L. n. 44 du 4 mai 1936, réglant les conditions de service des fonctionnaires étrangers).

⁽⁴⁾ V. un cas de restitution réglementé par la Circ. de la Cour du 2 décembre 1924, n. 404.

⁽⁵⁾ Cfr. Conseil d'État (France), 18 février 1925.

3° Les avantages personnels attachés à une fonction n'ayant pas un caractère contractuel, peuvent être modifiés, augmentés, réduits ou même supprimés par l'autorité légale, sans que les titulaires en exercice puissent formuler à l'encontre de telles mesures aucune objection d'ordre juridique ⁽⁶⁾.

Il est, en effet, de l'essence de la loi ou du règlement d'être à tout instant susceptibles de modifications. Ces modifications s'appliquent à tous les titulaires présents et futurs de la fonction. Le législateur peut toutefois édicter, en vertu d'une disposition transitoire, que la nouvelle réglementation n'englobera pas les agents en fonctions. Parfois aussi le législateur accorde aux fonctionnaires la faculté d'opter entre le régime antérieur et le nouveau ⁽⁷⁾.

En ce qui concerne les avantages pécuniaires, la loi peut ainsi non seulement modifier le quantum du traitement, mais aussi toutes les conditions que doit remplir le fonctionnaire pour exiger son traitement ou l'augmentation de son traitement : point de départ, échéance, interruption, suspension, retenues, déchéance quinquennale ou prescription, insaisissabilité, cumul, etc. ⁽⁸⁾.

Cependant la modification d'une loi ne peut supprimer ou réduire *dans le passé* les effets que cette loi a régulièrement produits. On ne réglemente pas pour le passé. Il n'est pas dans l'objet de ce bref aperçu d'aborder les difficultés que soulève la détermination du caractère *rétroactif* d'une loi ⁽⁹⁾. Contentons-nous de préciser qu'une réglementation n'est rétroactive, et par conséquent abusive, que si elle *modifie des situations juridiques individuelles déjà acquises* ⁽¹⁰⁾.

Ainsi, la loi peut diminuer le traitement des fonctionnaires pour l'avenir. Mais si elle réduisait un traitement *échu*, elle serait rétroactive.

Situation spéciale du personnel des Juridictions Mixtes

Ces principes reçoivent une exception importante en ce qui concerne les avantages personnels rattachés au cadre des Juridictions Mixtes.

⁽⁶⁾ V. arrêt 5 décembre 1933, *Gaz.* XXIV, 406-462.

⁽⁷⁾ V. par exemple le D.-L. n. 37 de 1929, art. 64.

⁽⁸⁾ V. en particulier la Circ. fin. n. 11 de 1925, imposée aux administrations gouvernementales peu après la réforme des cadres et celle n. 10 de 1931, posant des conditions rigoureuses quant à l'octroi des augmentations et à leur point de départ. — Cfr. Circ. fin. n. 35 de 1929 et 15 de 1930 sur les promotions dites nominales.

⁽⁹⁾ V. M. ROUBIER, *Les conflits de lois dans le temps*. — G. JEZE, op. cit. et *La rétroactivité des lois*, *Rev. de droit public*, 1916, p. 26.

⁽¹⁰⁾ L'art. 63 du D.-L. n. 37 de 1929 sur les pensions civiles a fait application du principe de non rétroactivité, en ce qui concerne les fonctionnaires et employés en service.

« Le cadre, dit le Règlement général du 24 juin 1901, est l'ensemble de tous les employés d'une administration ; il est approuvé par le Comité des Finances et le Conseil des Ministres » ⁽¹¹⁾.

Les nominations, les promotions et augmentations de traitement s'effectuent par décision du ministre, sur la proposition du chef de l'Administration ⁽¹²⁾.

L'art. 80 de nos Instructions de comptabilité, approuvées par décret khédivial du 14 décembre 1912, décide au contraire que : « le cadre... *est établi par la Cour d'appel et approuvé par le Gouvernement.* »

Les fonctionnaires ou employés sont nommés par la Cour ou par le tribunal auquel ils seront attachés. Les promotions et les augmentations de traitement sont accordées par les différents tribunaux et approuvées par l'Assemblée générale de la Cour ⁽¹³⁾.

Ces dispositions spéciales marquent, avec d'autres dispositions similaires, les Juridictions Mixtes d'une empreinte originale. C'est en quelque sorte une administration égyptienne à un certain degré autonome, organisant ses services sans contrôle direct du Gouvernement.

A la Juridiction Mixte appartient en principe le soin de déterminer le nombre d'employés dont elle a besoin, de les choisir en s'inspirant des règles établies par ses règlements et ses propres circulaires, et de les nommer. Elle assume la responsabilité du bon fonctionnement de ses services et cette responsabilité implique la faculté d'assurer par elle-même les meilleures conditions de recrutement et d'avancement d'un personnel d'élite.

Ces principes, qui résultent clairement des règlements régissant nos Juridictions, ont été reconnus lors de la réforme des cadres en 1923. Cette réforme n'a pu s'appliquer à ces Juridictions qu'à la suite de longs et laborieux pourparlers entre le Gouvernement et la Cour d'appel mixte et d'accord avec celle-ci. C'est là attribuer à l'ensemble des règles qui constituent le cadre des Juridictions Mixtes le caractère d'un *contrat bilatéral* avec le Gouvernement.

Depuis, la Cour d'appel a bien reconnu que les restrictions budgétaires lui imposaient l'obligation de requérir au préalable du Ministère l'inscription au budget des crédits nécessaires à la création de nouveaux postes, mais elle

⁽¹¹⁾ Art. 1er du Règlement général pour les conditions d'admission et d'avancement du personnel dans les administrations de l'État, en date du 24 juin 1901. — V. HENRI LAMBA, *Droit public et administratif de l'Égypte*, p. 146.

⁽¹²⁾ Art. 20 et 21 du dit règlement.

⁽¹³⁾ R. G. J. art. 11 et 12. — R. O. J. art. 8. — Instruc. de compt. art. 82 s.

s'est toujours refusée à appliquer, sans examen préalable, les circulaires ministérielles restreignant les avantages personnels d'une façon directe (promotions et augmentations), ou indirecte (droit de timbre) ⁽¹⁴⁾.

Poussant plus loin le souci de défendre les intérêts du personnel, la Cour tend à considérer la situation créée à ses fonctionnaires, non pas comme une situation juridique *générale*, impersonnelle, modifiable, mais comme une situation juridique *individuelle*, difficilement modifiable dans l'avenir. Le personnel a été invité à opter entre l'ancien et le nouveau cadre, et celui-ci lui a été présenté comme offrant certains avantages. La Cour peut-elle, dans ces conditions, revenir sur ces avantages pour les supprimer ou les suspendre ?

Ces principes n'ont cependant pas empêché la Cour d'entrer dans les vues du Gouvernement, inspirées d'une prudente économie. Elle s'est montrée, en outre, très sobre dans ses demandes tendant à la création de nouveaux postes. Elle a, par ailleurs, institué une commission de réforme du cadre avec mission de concilier les divers intérêts en présence. Cette commission a soumis au Gouvernement un certain nombre de rapports et l'on peut prévoir pour un temps très proche l'application d'un nouveau cadre, avec restriction peut-être du droit d'approbation de la Cour d'appel en ce qui concerne les décisions ministérielles ⁽¹⁵⁾.

4^o Les avantages personnels, de quelque nature qu'ils soient, attachés à une fonction publique ne peuvent faire l'objet d'une *renonciation générale et absolue*. Pareille renonciation serait nulle.

Ainsi un fonctionnaire qui aspire à un poste élevé ne peut se désister de son traitement afin de faciliter son admission à ce poste. De même un fonctionnaire ne peut renoncer en faveur de ses créanciers au bénéfice de l'incessibilité et de l'insaisissabilité de ses émoluments.

Si la renonciation *générale* aux avantages personnels de la fonction est illégale, la renonciation *particulière* au *bénéfice* d'un avantage déterminé est, en

⁽¹⁴⁾ Un argument de texte plaide pour la non application au personnel des Juridictions Mixtes, des majorations successives du droit de timbre apportées depuis l'année 1931. Le Code financier, en effet, qui *établit* le droit de timbre, n'est pas applicable aux Tribunaux Mixtes (Code financier, édit. provisoire de 1906, chap. II, sous-chapitre I, Règlement général, art. 54). Il en est de même *a fortiori* de la majoration du droit de timbre.

⁽¹⁵⁾ La tendance du Gouvernement est de supprimer tout avantage accordé au personnel des Juridictions Mixtes qui ne serait pas partagé par les autres administrations de l'État. Cette tendance résulte des crédits restreints inscrits au budget des Juridictions Mixtes. Elle est nettement exprimée dans une note au Conseil des Ministres concernant les fonctionnaires et employés des Tribunaux Mixtes, et approuvée dans sa séance du 28 mai 1929 (V. RÉPERTOIRE PERMANENT DE LÉGISLATION ÉGYPTIENNE, V^o *Pensions civiles*, p. 27).

principe, possible. Celle-ci revêt le caractère d'une opération juridique spéciale, d'une *libéralité* faite en vue d'un certain dessein. C'est une offre de participation à un service public, à l'effet de favoriser le personnel subalterne (cas d'excédents budgétaires à répartir), ou d'aider une institution fonctionnant à l'intérieur du service (cas d'abandon de tout ou partie du traitement à la caisse de prévoyance), etc.

Par ailleurs, l'interdiction d'une renonciation générale aux avantages ne s'étend pas à l'*abstention*; celle-ci est permise en principe. Ainsi un fonctionnaire peut s'abstenir de solliciter l'octroi de congés ordinaires réglementaires. De même celui qui a *droit à des honneurs spéciaux* (distinctions honorifiques, préséance, honneurs funèbres) peut valablement y renoncer. Cependant, si le fonctionnaire se ravise, on ne saurait lui opposer sa renonciation.

Il se peut toutefois que le fonctionnaire ne puisse renoncer aux honneurs inhérents à sa fonction. Tels les honneurs institués pour assurer le prestige de l'autorité. C'est pourquoi le port du costume officiel est obligatoire toutes les fois qu'il est le signe, la preuve apparente de l'investiture de la fonction à laquelle il importe d'assurer prestige et autorité ⁽¹⁶⁾.

II. — Énumération des avantages personnels ⁽¹⁷⁾

Les fonctionnaires égyptiens jouissent d'un statut. Mais les modalités de ce statut doivent être recherchées dans des dispositions législatives et administratives aussi nombreuses que touffues, voire contradictoires.

En attendant la codification du statut des fonctionnaires par le Gouvernement, il est souhaitable que les Juridictions Mixtes procèdent à la refonte du Règlement général, des Instructions de comptabilité et surtout des circulaires, pour en faire un ensemble cohérent et harmonieux.

Nous passerons succinctement en revue les avantages personnels, ne donnant très souvent que de simples références aux lois et règlements : une étude complète de la question ne saurait s'intégrer dans le cadre forcément restreint que nous nous sommes tracé.

⁽¹⁶⁾ V. R.G.J. art. 34 et 80.

⁽¹⁷⁾ Est-il besoin de préciser que la plupart, sinon tous ces avantages, sont partagés par les autres fonctionnaires de l'État et que la situation faite aux fonctionnaires de certaines administrations gouvernementales est de beaucoup supérieure à celle dont jouit le personnel des Juridictions Mixtes ?

I.—ALLOCATIONS PÉCUNIAIRES

Les avantages pécuniaires sont les plus importants. Ils comprennent le traitement, ses accessoires, et les pensions. On pourrait y ajouter les congés.

A.—Du traitement et ses accessoires.

Le traitement est l'allocation périodique d'une somme d'argent, fixée par les règlements, en raison de l'exercice effectif d'une activité personnelle pour un service public.

Cette allocation est attachée à la fonction, sans considération de la personne qui l'occupe, de sa résidence, de sa fortune personnelle, de ses charges familiales.

Elle n'est pas, en principe, susceptible de majoration, même si le fonctionnaire est amené à assumer occasionnellement ou d'une façon permanente des charges supplémentaires ne rentrant pas directement dans ses attributions⁽¹⁸⁾.

Cependant les règlements prennent souvent en considération certains éléments personnels et prévoient des *accessoires* au traitement. Ces accessoires sont diversement qualifiés. Ce sont des *indemnités*, des *allocations*, des *compensations*, des *soldes* : de cherté de vie⁽¹⁹⁾, de rapatriement⁽²⁰⁾, d'expatriation⁽²¹⁾, de déplacement⁽²²⁾, de transport⁽²³⁾, de changement de résidence⁽²⁴⁾, de frais de voyage et de séjour⁽²⁵⁾, d'intérimat⁽²⁶⁾, de résidence⁽²⁷⁾,

⁽¹⁸⁾ Instruct. de compt. art. 88 et diverses décisions ministérielles, en particulier celle prise en Conseil des Ministres le 18 juillet 1936, portant suppression des allocations et indemnités pour travaux supplémentaires.

⁽¹⁹⁾ Devant la hausse considérable des prix, consécutive à la Grande Guerre, le Gouvernement avait accordé en septembre 1919 un relèvement permanent de 20% de tous les traitements et une indemnité provisoire de cherté de vie de 60% (réduite des deux tiers par la suite) des traitements ainsi relevés. Cette indemnité était cependant limitée à L.E. 192. — De même l'augmentation totale (relèvement et indemnité) ne pouvait dépasser L.E. 300 par an. L'indemnité de cherté de vie a totalement disparu avec le remaniement des cadres.

⁽²⁰⁾ Dans nos Juridictions, seuls les magistrats étrangers, à l'exclusion des fonctionnaires, jouissent de l'indemnité de rapatriement (V. lettre du Ministère de la Justice du 31 décembre 1921, n. 97-100/2036).

⁽²¹⁾ Les fonctionnaires étrangers des Juridictions Mixtes qui ont opté pour le nouveau cadre n'ont pas droit au bénéfice de la solde d'expatriation (Assemblée générale de la Cour du 23 février 1923 et jugement du Trib. civ. du Caire du 5 février 1935, *Gaz.* XXV, 259-319).

⁽²²⁾ R.G.J. art. 49 et 50.

⁽²³⁾ V. Règlement sur les frais de transport et de déplacement de 1925. Une circulaire du Ministère des Finances n. 31-1914, en date du 20 juillet 1914, autorise le remboursement des frais de transport, à l'exclusion des frais de déplacement, aux employés en activité de service qui réussissent aux examens facultatifs spéciaux organisés par les administrations. Circ. Cour 1^{er} août 1914 n. 396.

⁽²⁴⁾ R.G.J. art. 266.

⁽²⁵⁾ R.G.J. art. 267 et s., Tarif civil mixte, art. 30 (ainsi que les circulaires résumées sous cet article dans l'ouvrage de R. MEZHER) et Instructions de compt. art. 138 et 140).

⁽²⁶⁾ Les indemnités d'intérimat ont été supprimées lors du remaniement des cadres en 1921. Cependant une indemnité mensuelle de L.E. 10 est accordée au caissier intérimaire, en cas de renvoi, de décès, de suspension, de congé ou d'empêchement du caissier titulaire, et jusqu'à ce qu'il soit pourvu au remplacement de celui-ci (Instruct. compt. art. 25). — V. pour référence, la décision ministérielle du 18 juillet 1936, portant suppression des allocations pour travaux supplémentaires.

⁽²⁷⁾ Il s'agit de l'allocation mensuelle en faveur des employés dans les délégations hypothécaires de province. (Décision du Conseil des Ministres du 24 septembre 1923, Circ. Cour du 22 octobre 1923, n. 3208-48 et du 26 novembre 1923, n. 287-49). Cette allocation est de L.E. 10 pour le chef de la délégation (classe A), de L.E. 6 pour les assermentés (traducteurs) de la classe VI et les percepteurs de la classe B, de L.E. 4 pour les expéditionnaires de la classe B et de L.E. 3 pour ceux de la classe C. (V. pour référence la Circ. des fin. n. 35 de 1927 relative aux employés recrutés sur place).

de sténographe ⁽²⁸⁾, de secrétaire de l'Assemblée législative mixte ⁽²⁹⁾, etc. Mention spéciale doit être faite des frais funéraires ⁽³⁰⁾.

En vue d'assurer un meilleur recrutement, les règlements tiennent compte quelquefois de certaines capacités spéciales du fonctionnaire. Au lieu de lui accorder une allocation particulière, ils augmentent la base de ses émoluments. C'est le cas pour la majoration du traitement des licenciés en droit ⁽³¹⁾ et des titulaires du baccalauréat égyptien ⁽³²⁾. Cette majoration n'est pas un accessoire, elle s'intègre au traitement initial lui-même.

Juridiquement, le traitement et son accessoire sont soumis au même régime qui, on l'a vu, est réglementaire et non contractuel. L'un et l'autre peuvent être modifiés discrétionnairement. D'autre part, dès que les conditions requises se trouvent réunies, l'indemnité peut être exigée au même titre que le traitement. Mais le fonctionnaire ne saurait réclamer une allocation quelconque sous prétexte que le traitement et ses accessoires réglementaires ne le couvrent pas de ses dépenses ⁽³³⁾. La loi n. 17 de 1918 a fait application de ce principe en reconnaissant le même régime juridique au traitement et à tous ses accessoires, en les déclarant également incessibles et insaisissables ⁽³⁴⁾.

Au point de vue administratif, il existe pourtant, entre le traitement et son accessoire, quelques différences. Ainsi les indemnités versées en sus du traitement fixe ne sont pas soumises à la retenue et il n'en est pas tenu compte

⁽²⁸⁾ L'art. 87 du rapport de la Commission du cadre accorde une indemnité annuelle de L.E. 24 aux sténo-dactylographes de la classe C, à condition de leur faire subir un examen suffisamment difficile de vitesse et de correction. Cette indemnité annuelle peut être portée à L.E. 36 pour ceux qui sont capables de sténographier en deux langues et qui ont été employés à cet effet (V. pour référence la Circ. des fin. n. 35 de 1931 supprimant cette indemnité spéciale).

⁽²⁹⁾ V. pour référence les Instruct. fin. n. 50 de 1934, art. 7 supprimant les gratifications supplémentaires accordées aux fonctionnaires chargés du secrétariat de certaines Commissions et la décision ministérielle du 18 juillet 1936, portant suppression des allocations pour travaux supplémentaires.

⁽³⁰⁾ V. Circ. des fin. n. 26 de 1932 (Instruct. fin. n. 47 de 1933, art. 4) fixant la somme à allouer à titre de frais funéraires aux trois quarts du traitement mensuel des fonctionnaires décédés, à condition toutefois que cette somme n'excède pas L.E. 25 et qu'elle ne soit pas inférieure à L.E. 2. Voir aussi les Circ. n. 46 de 1921, 22 et 54 de 1922, réglant les conditions donnant droit à la réclamation par la famille des frais funéraires. — Rapprocher de ces circulaires, l'art. 46 du Règlement sur les frais de transport et de déplacement et les Instruct. fin. n. 33 de 1926, art. 15, n. 47 de 1933, art. 10 et n. 51 de 1935, art. 8, concernant les frais de transport et d'embaumement des dépouilles des employés décédés en activité de service.

⁽³¹⁾ Les interprètes près les Juridictions Mixtes possédant un diplôme de licencié en droit sont nommés dans les classes V et VI, au lieu des classes A et B (V. lettre Ministère de la Justice à la présidence de la Cour, en date du 20 juin 1922, n. 98-1 (967). — D'autre part, la Circ. des fin. n. 29 de 1926 permet d'accorder aux licenciés en droit, tant candidats pour un poste de la classe C qu'employés déjà dans la dite classe, un traitement maximum de début de L.E. 10 par mois. Cette Circ. a été appliquée par les Juridictions Mixtes en Janvier 1935 (V. pour référence Circ. des fin. n. 27 de 1935, réduisant le traitement à L.E. 8,500 m/m.).

⁽³²⁾ V. Règles générales relatives au reclassement du personnel dans le nouveau cadre de 1921, chap. III, sous-chapitre I, art. 9, litt. c., fixant le traitement de début dans la classe C des porteurs de la 2ème partie du baccalauréat égyptien à L.E. 7 ½ par mois et leur donnant le droit d'être portés à L.E. 9 ½ au bout de deux ans (V. pour référence Circ. des fin. de 1935, réduisant le traitement à L.E. 6 et Circ. Cour du 22 mars 1926, n. 1443 ; du 9 juin 1930, n. 1794 et du 21 janvier 1931, n. 249).

⁽³³⁾ Ainsi un fonctionnaire qui demande dans un intérêt personnel — et non dans l'intérêt du service — à changer de résidence, ne peut réclamer l'indemnité pour frais de voyage prévue à l'art. 266 du R.G.J.

⁽³⁴⁾ V. art. 1er de la loi n. 17 du 2 octobre 1918 et les Instruct. fin. n. 48 de 1933, art. 3, et n. 49 de 1934, art. 8, déclarant spécialement insaisissables les indemnités de transport et les allocations de transfert.

dans la liquidation de la pension ⁽³⁵⁾. Ces indemnités sont cependant soumises au droit de timbre (sauf actuellement pour les Juridictions Mixtes), à l'exception des indemnités de transport et de déplacement, car il s'agit là de sommes effectivement déboursées en principe ⁽³⁶⁾.

Les traitements dans le cadre actuel des Juridictions Mixtes ⁽³⁷⁾

Le personnel des Juridictions Mixtes est régi par le cadre approuvé par la Cour d'appel en 1923, avec effet rétroactif à partir du 1^{er} avril 1921.

La Commission qui a travaillé à ce cadre s'est efforcée de faire application de deux principes directeurs. Le premier est l'établissement de classes peu nombreuses, mais offrant une marge importante entre le minimum et le maximum. Le second est l'abandon du système de la « moyenne » et son remplacement par une échelle fixe d'augmentation de traitement à intervalles déterminés. Ces principes assurent au fonctionnaire de rang inférieur qui remplit consciencieusement sa tâche, la garantie qu'au bout d'un certain nombre d'années il pourra atteindre des appointements raisonnables, et cela indépendamment des chances incertaines de promotion. Ils lui permettent, en outre, de régler son budget en ne le faisant pas dépendre des aléas des excédents budgétaires, et en le soustrayant à l'arbitraire de la répartition des dits excédents ⁽³⁸⁾.

⁽³⁵⁾ D.-L. n. 37 de 1929 sur les pensions civiles. Cependant un accessoire peut être consolidé et faire partie intégrante du traitement. Dans ce cas c'est le montant total qui doit servir de base au calcul de la pension (Voir en ce qui concerne l'indemnité pour cherté de vie, l'arrêt du 8 avril 1930, *Gaz.* XX, 150-136).

⁽³⁶⁾ Note du Ministre des Finances au Conseil des Ministres, en date du 16 octobre 1931, relative au droit de timbre additionnel, art. 2, RÉPERTOIRE PERMANENT DE LÉGISLATION ÉGYPTIENNE, V^o *Droit de timbre*.

⁽³⁷⁾ V. Rapport de la Commission du cadre de 1921 et Dr. I. G. LEVI, dans *L'Égypte Contemporaine*, vol. XII, p. 187 et s.

⁽³⁸⁾ Voici un tableau des échelles de traitement avec en regard de chaque classe le nombre de postes accordés actuellement aux Juridictions Mixtes (en dehors des rôlistes et des agents hors cadre):

Nombre de postes	Classes		L.E.	L.E.	Augmentations
2	II	de	900	à 1140	L.E. 80 tous les 2 ans
4	III	"	720	" 960	" 60 tous les 2 ans
15	IV	"	540	" 840	" 60 tous les 2 ans
					" 36 tous les 2 ans
24	V	"	240	" 600	jusqu'à L.E. 420 et
8			240	" 516	" 36 tous les 3 ans
					jusqu'au maximum
					" 24 tous les 2 ans
65	VI	"	180	" 468	jusqu'à L.E. 324 et
					" 24 tous les 3 ans
					jusqu'au maximum
108	A	"	240	" 516	" 24 tous les 2 ans
					" 18 tous les 2 ans
					jusqu'à L.E. 228 et
275	B	"	120	" 336	" 18 tous les 3 ans
					jusqu'au maximum
					" 6 tous les ans
					jusqu'à L.E. 120
396	C	"	72	" 216	" 12 tous les 2 ans
					jusqu'à L.E. 144 et
					" 12 tous les 3 ans
					jusqu'au maximum

897

Le mouvement du personnel de la Cour et des trois tribunaux est assez rapide. Ainsi depuis novembre 1925 à ce jour, le nombre de postes vacants (par suite de limite d'âge, d'incapacité physique, de décès) a atteint 30 en ce qui concerne les greffiers en chef, greffiers et commis-greffiers, 54 pour les huissiers et interprètes, et 150 pour les expéditionnaires et assermentés.

Les augmentations périodiques sont octroyées automatiquement aux employés de la dernière classe du cadre (classe C), à moins d'insuffisance de travail ou manque de discipline. Pour les autres employés, au contraire, l'augmentation n'est, en aucun cas, automatique : elle peut ne pas être accordée pour de simples raisons d'opportunité ⁽³⁹⁾.

Les augmentations partent du premier jour du mois qui suit la date anniversaire de la nomination ou de la promotion ⁽⁴⁰⁾.

Pour donner au cadre réformé plus de souplesse et afin de stimuler le zèle du personnel subalterne, il était accordé une augmentation supplémentaire au 5% du personnel des classes C et B. Cette augmentation, quoique qualifiée dans la pratique administrative d'extraordinaire, était rationnelle, normale, et sa suppression récente par la Cour ⁽⁴¹⁾ pour des raisons budgétaires pourrait être regrettée.

Par contre, la situation des expéditionnaires-provisoires a été considérablement améliorée ⁽⁴²⁾.

Le nouveau cadre qu'on voudrait appliquer aux Juridictions Mixtes revient au système de la « moyenne » et de la répartition annuelle des excédents budgétaires, système qui s'est révélé de beaucoup inférieur au régime actuel. Mais si ce nouveau cadre est finalement agréé par nos Juridictions, il serait souhaitable qu'on assurât au personnel subalterne une certaine périodicité dans les augmentations, à prélever sur les excédents budgétaires avant toute autre répartition.

B.—De la pension de retraite.

Un des attraits les plus puissants du fonctionnarisme est l'organisation du régime des pensions. Ce régime, non seulement assure le recrutement de bons éléments, mais les détermine à s'attacher à l'Administration pour toute la durée de leur vie active. Ce lien qui unit le fonctionnaire au service public est encore renforcé par la perte des droits à la pension ou à l'indemnité qu'en-court en principe l'employé démissionnaire ⁽⁴³⁾.

⁽³⁹⁾ V. art. 76 du rapport de la Commission du cadre et circ. des fin. n. 8, 16 et 29 de 1924.—Le système de l'augmentation automatique est en fait étendu à tout le personnel du cadre.

⁽⁴⁰⁾ Instruct. de compt. art. 84 et 85, Circ. Cour du 2 décembre 1924, n. 404.

⁽⁴¹⁾ Circ. Cour du 22 avril 1936, n. 1155.

⁽⁴²⁾ Circ. Cour du 23 avril 1936 n. 1156 et du 9 février 1937 n. 419, accordant une augmentation mensuelle de L.E. 1 par 29 mois de service, sans que le traitement ainsi majoré puisse dépasser L.E. 10 par mois.

⁽⁴³⁾ V. D.-L. n. 37 de 1929, art. 58.

La pension est généralement considérée en droit moderne comme une indemnité à titre de *traitement différé*⁽⁴⁴⁾ et non comme une rente viagère destinée à empêcher l'employé de tomber dans la misère quand il ne touchera plus d'appointements. Ce caractère se justifie par les retenues opérées⁽⁴⁵⁾. Ces retenues constituent une part assez importante du traitement nominal fixé par les règlements et c'est l'espoir de jouir d'une pension qui détermine le fonctionnaire à accepter un traitement effectif inférieur⁽⁴⁶⁾.

De ce que la pension constitue un traitement différé, il résulte de nombreuses conséquences juridiques. En voici quelques-unes :

La pension d'ancienneté ne se confond pas avec la pension ou l'indemnité qui serait due à un fonctionnaire victime d'un accident dans l'exercice de ses fonctions⁽⁴⁷⁾.

La loi reconnaît au fonctionnaire la faculté de racheter une partie de sa pension, c'est-à-dire de se faire attribuer immédiatement sur son traitement différé un capital en argent ou en terrains agricoles ou à bâtir⁽⁴⁸⁾.

La jouissance de la pension peut être suspendue ou même supprimée totalement ou partiellement en conséquence de certaines condamnations pénales ou disciplinaires⁽⁴⁹⁾.

Tout comme le traitement, la pension peut être, pensons-nous, modifiée par le législateur⁽⁵⁰⁾, mais sous une double condition : d'une part, la modification

(44) SIREY, 1905. 3. 145, note de MAURICE HAURIU.

(45) Seuls les employés qui subissent la retenue ont droit à la pension. Les autres ne pourraient avoir droit qu'à une indemnité (arrêt du 16 décembre 1920, *Gaz.* XI, 57-90), ayant la plupart du temps un caractère alimentaire (Trib. som. d'Alex., 27 septembre 1919, *Gaz.* X, 11-6).

(46) D'ailleurs, au point de vue strictement comptable, les retenues théoriquement capitalisées ne seraient pas bien loin de contrebalancer le bloc des pensions servies par l'État. Les statistiques du Gouvernement devraient tenir compte de ce fait. Cela montre l'utilité d'instituer, à l'instar d'autres pays, un organe indépendant du Trésor, gérant les fonds provenant des retenues, les capitalisant et les reversant sous forme d'arrérages.

(47) Le législateur égyptien a tacitement reconnu ce principe en organisant un régime spécial en cas d'accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions (V. loi n. 37 du 28 mai 1929, art. 32 et s.) Consulter : ANDRÉ DOBY, *Le recours des administrations publiques contre les tiers responsables d'accidents survenus à leurs agents*. — La justice peut ne pas tenir compte des dispositions de la loi sur les pensions et fixer discrétionnairement le montant de l'indemnité, si l'accident a été provoqué par la faute ou la négligence de l'Administration (jugement du Trib. civ. d'Alex., 30 novembre 1926, *Gaz.* XVII, 238-346).

(48) V. D.-L. n. 38 1929 et Règlement en date du 6 mai 1931, pris en application du dit décret.

(49) V. D.-L. n. 37 de 1929, art. 55 et s.

(50) On a pourtant soutenu lors de l'imposition du droit de timbre (V. *J.T.M.* n. 1435 du 24 mai 1932) que la pension de retraite dérive d'une obligation conventionnelle entre l'État et le fonctionnaire, dont l'exécution qui ne peut être partielle, doit être celle prévue par les parties (art. 231 C. civ. mixte et 168 C. civ. indigène). Remarquons cependant que la suppression du droit de timbre sur les pensions décidée par le Conseil des Ministres en décembre 1934, ne met pas en cause la nature du statut des fonctionnaires. Le montant des pensions étant fixé par une loi et cette loi décidant en particulier que les pensions ne sont soumises à aucune retenue (art. 5 du D.-L. n. 37 de 1929), le droit de timbre ne pouvait être imposé qu'en vertu d'une réglementation émanant du pouvoir législatif et non du pouvoir exécutif (V. *J.T.M.* n. 1919 du 27 juin 1935 et jugement du Trib. Civ. du Caire du 5 février 1935, *Gaz.* XXV, 262-321).

doit être faite en vertu d'une disposition législative applicable à toutes les pensions ou à toute une catégorie de pensions, et, d'autre part, la pension ne peut être réduite au delà d'une limite raisonnable, où elle ne serait plus qu'un secours alimentaire ⁽⁵¹⁾.

Du régime actuel des pensions

Les différentes lois qui ont réglementé les pensions des fonctionnaires de l'État ont toujours évité de modifier des situations qu'elles considéraient comme acquises ⁽⁵²⁾. Elles ont accordé cependant aux fonctionnaires en service, sous certaines conditions, la faculté d'opter pour le régime nouveau, au cas où ils y trouveraient leur avantage.

Actuellement, et pour une période transitoire, les fonctionnaires civils en service (y compris le personnel de nos Juridictions) sont régis par plusieurs lois :

1^o Loi dite de Saïd Pacha du 26 décembre 1854.

2^o Ordre supérieur en date du 16 octobre 1870, instituant la retenue du trentième.

3^o Loi dite de Tewfik Pacha du 21 juin 1887, subséquentement modifiée par les décrets des 19 décembre 1887, 11 août 1888 et 22 juin 1893.

4^o Loi d'Abbas Pacha n.5 de 1909, subséquentement modifiée par les lois n. 29 de 1910, 14 de 1913, 4 de 1917, 31 de 1920.

5^o Loi n. 37 du 28 mai 1929 qui est actuellement applicable à la très grande majorité des fonctionnaires en service, grâce à l'existence d'un droit d'option ⁽⁵³⁾.

C.—Des congés ⁽⁵⁴⁾.

Les congés figurent dans la catégorie des avantages pécuniaires, parce que le fonctionnaire continue à toucher son traitement pendant toute ou partie de la période où il cesse provisoirement d'exercer ses fonctions.

Les congés se subdivisent en plusieurs catégories :

(a) *Congés pour jours fériés*.—Ils consistent soit dans une diminution des heures de travail, soit dans la fermeture complète des bureaux ⁽⁵⁵⁾. Ces

⁽⁵¹⁾ La pension ne peut *a fortiori* être supprimée totalement à la suite du refus du Parlement de voter un crédit spécial (V. arrêt du 9 juin 1927, *Gaz.* XVII, 256-361).

⁽⁵²⁾ Cfr. arrêt indigène du 14 mai 1923, B.O XXV, n. 93-3.

⁽⁵³⁾ V. le texte de cette loi au RÉPERTOIRE PERMANENT DE LÉGISLATION ÉGYPTIENNE, V^o *Pensions civiles*. — V. aussi Circ. des fin. n. 37 de 1929 réglant les formalités à remplir.

⁽⁵⁴⁾ Instruc. compt. art. 98 s.

⁽⁵⁵⁾ Les greffes des Tribunaux Mixtes ne restent ouverts que deux heures les vendredis et dimanches et sont complètement fermés les autres jours fériés, qui s'élèvent à une vingtaine, répartis sur toute l'année (R.G.J. art. 95 et 96).

congés constituent, dans les limites des exigences du service, un droit pour les fonctionnaires et non une faveur ⁽⁵⁶⁾.

(b) *Congés ordinaires*.—On considère généralement ces congés comme une récompense administrative et non comme un droit pour le fonctionnaire. Pour les octroyer, l'Administration apprécie souverainement, outre les exigences du service, les titres et mérites des employés ⁽⁵⁷⁾.

En dehors de ces considérations personnelles ou administratives, les règlements déterminent la période pendant laquelle les congés ordinaires peuvent être accordés ⁽⁵⁸⁾, et fixent leur durée, en la faisant varier d'après l'importance du poste qu'occupe le fonctionnaire, les années de service, l'âge. Ils augmentent ordinairement les congés demandés pour l'étranger et autorisent le cumul ⁽⁵⁹⁾.

(c) *Congés de maladie*.—Ces congés sont accordés sur avis de la commission médicale ⁽⁶⁰⁾, au cas de maladie curable ⁽⁶¹⁾ d'un agent public qui a épuisé ses congés ordinaires ⁽⁶²⁾. Ils peuvent être à traitement entier, à traitement partiel ou sans traitement ⁽⁶³⁾. Si le fonctionnaire ne peut reprendre service à l'expiration de ses congés de maladie, il est déclaré inapte et licencié ou mis à la retraite. Les congés de maladie constituent un droit pour le fonctionnaire.

(d) *Autorisations d'absence*.—Elles sont accordées aux employés avec traitement entier et n'entrent pas dans le calcul des congés ⁽⁶⁴⁾.

2.—AVANTAGES EN NATURE

Les avantages en nature comprennent la jouissance gratuite, ou dans des conditions de faveur, du logement, de l'habillement, de la nourriture, du transport, de l'usage d'appareils téléphoniques, etc. La tendance générale du Gouver-

⁽⁵⁶⁾ Cela ne veut pas dire que tout employé ait le droit d'exiger que ces congés soient rétribués. Ainsi les rôlistes n'ont droit qu'à dix jours rétribués par an (V. Circ. Cour n. 3373 du 30 novembre 1931 et n. 1146 du 22 avril 1936).

⁽⁵⁷⁾ Instruct. de compt. art. 109. C'est en s'inspirant de l'esprit de cet article que la Cour, par Circulaire n. 967 du 23 avril 1935, a réduit, sauf pour des motifs exceptionnels, la moyenne générale des congés (un mois pour l'Égypte et deux mois pour l'étranger).

⁽⁵⁸⁾ R.G.J. art. 132.

⁽⁵⁹⁾ Instruct. de compt. art. 98 s.

⁽⁶⁰⁾ V. Règlement sur les commissions médicales de 1929.

⁽⁶¹⁾ Arrêt Cour indigène du Caire du 2 avril 1918, B.O. XIX, n. 89.

⁽⁶²⁾ Le congé demandé pour cause de maladie pourra être accordé comme congé ordinaire, pourvu que les états de service de l'employé lui permettent de prétendre à ce congé à titre ordinaire (Instruct. de compt. art. 104).

⁽⁶³⁾ Instruct. de comp. art. 100 s.

⁽⁶⁴⁾ Ces autorisations ne peuvent excéder au total sept jours par an (Instruct. de compt. art. 105). Cfr. Circ. fin. n. 17 de 1927.

nement est de *réaliser* les avantages en nature, de les transformer en avantages pécuniaires ⁽⁶⁵⁾.

Parmi les employés civils de l'État, les agents hors cadre (gardes, courriers, garçons de bureau) jouissent des avantages dénommés « *uniformes et habillement* ». Dans un but de simplification, nous avons écarté ces agents des développements qui précèdent ⁽⁶⁶⁾.

Quant à l'*habitation* des locaux du Gouvernement par les fonctionnaires de l'État, elle n'est jamais gratuite, en principe. Pour fixer le montant du loyer, les règlements distinguent entre les fonctionnaires tenus d'habiter ces locaux, ceux qui y sont autorisés et ceux qui ne rentrent dans aucune de ces deux catégories ⁽⁶⁷⁾.

Le *voyage gratuit* sur les chemins de fer de l'État est un privilège octroyé à un nombre restreint de fonctionnaires, spécialement ceux du Ministère des Communications ⁽⁶⁸⁾. Les autres employés, ainsi que les agents hors cadre au service du Gouvernement, jouissent cependant, sous certaines conditions, d'une réduction sur le prix du parcours par chemin de fer ⁽⁶⁹⁾.

Sur certains réseaux de tramways, les fonctionnaires peuvent obtenir des cartes d'abonnement gratuit ou avec réduction ⁽⁷⁰⁾.

Quelques hauts fonctionnaires ont droit à l'usage gratuit ou moyennant une contribution réduite, d'un *appareil téléphonique* à leur domicile ⁽⁷¹⁾.

Mentionnons aussi les réductions qu'accordent les musées de l'État ⁽⁷²⁾, la plupart des compagnies de navigation ⁽⁷³⁾ et les chemins de fer des États

⁽⁶⁵⁾ V. Rapp. de la Commission du cadre de 1921, art. 7 § 3.

⁽⁶⁶⁾ V. Instruct. fin. n. 40 de 1929, art. 8, et n. 41 de 1930, art. 7, ainsi que celles n. 49 de 1934, art. 10 et 11, qui décident que les agents devront payer la moitié du prix des uniformes qui leur sont alloués.

⁽⁶⁷⁾ Instruct. fin. n. 46 de 1932, art. 1.

⁽⁶⁸⁾ V. arrêté du 3 septembre 1931, sur les privilèges de voyage dont jouissent les porteurs de médailles sur les chemins de fer de l'État (J.O. 124), ainsi que l'arrêté n. 19 du 22 novembre 1931 relatif au voyage dans les compartiments réservés sur le réseau des chemins de fer de l'État (J.O. 117).

⁽⁶⁹⁾ V. Instruct. n. 60 (153/23/24) du 14 juin 1934, de la Direct. gén. de l'admin. des chem. de fer de l'État, relatives à l'émission de billets à tarif spécial réduit aux fonctionnaires et employés du Gouvernement et à leurs familles, partant en congé régulier pour le parcours excédant 250 kms. ainsi que les Instruct. complémentaires n. 9 du 11 février 1935 et n. 38 du 1er juin 1935.

⁽⁷⁰⁾ V. lettre-circulaire du Ministère de la Justice n. 21-2-100 du 14 octobre 1934 décidant que le paiement des dépôts exigés par les compagnies de tramways incombe aux fonctionnaires.

⁽⁷¹⁾ Les propositions d'installation d'appareils téléphoniques à domicile doivent être soumises au Ministère des Finances, conformément à l'art. 14 des Instructions financières n. 26 (V. Instruct. fin. n. 52 de 1935, art. 10).

⁽⁷²⁾ V. Circ. du Ministère de l'Instruction publique n. 23 du 30 octobre 1935, accordant à certains corps constitués (et en particulier aux fonctionnaires du Gouvernement et aux membres de leurs familles) une réduction sur le droit d'entrée au Musée égyptien durant la saison d'hiver, ainsi que la gratuité pour visiter les antiquités de la Haute-Egypte et de Sakkara.

⁽⁷³⁾ V. Circ. des fin. n. 184-1/2 du 6 mai 1934, indiquant les compagnies de navigation qui accordent des réductions aux fonctionnaires et à leurs familles.

étrangers, à titre de réciprocité, aux fonctionnaires du Ministère des Communications et leurs familles.

3.—HONNEURS

Il y a peu à dire sur ce chapitre. Pour les fonctionnaires des Juridictions Mixtes, les honneurs se réduisent au port de l'uniforme, à la préséance dans les cérémonies officielles ainsi qu'aux grades et décorations ⁽⁷⁴⁾.

Les fonctionnaires doivent porter aux audiences publiques et dans les solennités officielles de la Cour et des Tribunaux le costume qui leur est assigné ⁽⁷⁵⁾.

L'ordre de préséance dépend de la position hiérarchique occupée par le fonctionnaire, de la classe du cadre à laquelle il appartient ⁽⁷⁶⁾. Mais il arrive quelquefois que le fonctionnaire est titulaire d'un grade ou porteur d'une décoration, qui le range dans une catégorie supérieure à celle déterminée par sa position au point de vue hiérarchique.

4.—MESURES DE PROTECTION SPÉCIALE DES FONCTIONNAIRES DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS

L'agent public qui accomplit un acte punissable pénalement peut se retrancher derrière un *fait justificatif* qui commande ou permet l'acte. Ce fait justificatif, la loi seule peut le reconnaître. L'article 58 du Code pénal indigène prévoit deux cas qui détruisent l'infraction :

1^o lorsque le fonctionnaire n'a fait qu'exécuter un ordre donné par un supérieur hiérarchique, ordre auquel il devait obéir ou il croyait devoir obéir ⁽⁷⁷⁾.

2^o lorsque le fonctionnaire accomplit de bonne foi des actes commandés par la loi ou qu'il croyait entrer dans ses attributions ⁽⁷⁸⁾.

La loi a voulu, dans le premier cas, que le subordonné s'en rapportât à son supérieur dont la responsabilité doit le couvrir au point de vue pénal. Dans le second cas, l'agent a des raisons de présumer qu'un acte permis par la loi rentre dans ses attributions. Il a pu se croire fondé à opposer en l'occurrence la maxime : *Feci, sed jure feci*.

⁽⁷⁴⁾ Rescrit royal n. 3 de 1923 relatif aux grades civils, modifié par Rescrits royaux n. 47 de 1926 et n. 31 de 1929.

Rescrit royal n. 96 de 1922 relatif à l'Ordre d'Ismail, modifié par Rescrit royal n. 48 de 1926.

Rescrit royal n. 5 de 1923 relatif à l'Ordre du Nil, modifié par Rescrit royal n. 49 de 1926.

Rescrit royal n. 8 de 1923 relatif aux médailles pour actes méritoires, modifié par Rescrit royal n. 71 de 1928.

Rescrits royaux n. 19 de 1931 et n. 33 de 1933, sur les autorisations nécessaires pour accepter, porter ou faire usage des décorations, titres honorifiques et grades étrangers.

⁽⁷⁵⁾ R.G.J. art. 34 et 80.

⁽⁷⁶⁾ Rescrit royal du 16 mai 1929.

⁽⁷⁷⁾ L'agent public doit ignorer ce que l'ordre contient d'intention criminelle. Assises indigènes, 15 janvier 1930, B.O. XXXI, n. 37-1.

⁽⁷⁸⁾ Cassation indigène 26 mai 1911, B.O. XIII, n. 1.

Cette mesure de protection conduira rarement à des abus, car le fonctionnaire devra justifier avoir agi avec précaution et démontrer que sa croyance à la légalité de l'acte reposait sur des motifs raisonnables ⁽⁷⁹⁾.

Il existe aussi un autre aspect de la question. Si la peine doit être proportionnée non seulement à la culpabilité du délinquant, mais aussi à la gravité de l'infraction, un délit commis contre un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions cause une plus grande perturbation sociale que le même délit commis contre un particulier, et doit, par conséquent, être puni d'une peine plus forte. Cette *circonstance aggravante* est prévue par la loi et comprend les crimes et délits de résistance, de désobéissance, d'outrages, de diffamation envers l'autorité publique ⁽⁸⁰⁾.

Il se peut aussi qu'un fait non punissable quand il est commis contre un particulier, le soit lorsqu'il est dirigé contre un fonctionnaire public. C'est le cas des tentatives de corruption ⁽⁸¹⁾.

La connaissance de ces crimes et délits appartient à la juridiction pénale mixte, lorsqu'ils ont été commis contre ses fonctionnaires ou officiers de justice dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ⁽⁸²⁾.

Mentionnons aussi dans cet ordre d'idées le privilège de juridiction dont jouissent les fonctionnaires de nos tribunaux et qui leur permet d'être jugés par la justice mixte, en cas de crimes ou de délits commis par eux dans l'exercice de leurs fonctions ou par suite d'un abus de ces fonctions ⁽⁸³⁾.

5.—LES MESURES DE GARANTIE CONTRE L'ARBITRAIRE

Le fonctionnaire doit être garanti contre l'arbitraire à l'occasion des faits et événements normaux ou anormaux susceptibles d'influer sur sa carrière.

A.—Mesures normales de carrière.

Ces mesures concernent la nomination, l'augmentation, la promotion, le déplacement, la mise à la retraite.

⁽⁷⁹⁾ C.P.I. art. 58.

⁽⁸⁰⁾ C.P.I. art. 117 s. et 262.— C.P.M. art. 141 s.

⁽⁸¹⁾ C.P.I. art. 93 s.— C.P.M. art. 98 s.

⁽⁸²⁾ R.O.J., titre II, art. 7 s.

Dans le but de prévenir les abus de plaintes et poursuites vexatoires contre les fonctionnaires, la loi n. 23 de 1929 avait ajouté un alinéa à l'art. 52 du C.I. Cr. indigène, interdisant à la partie civile de saisir le tribunal « par citation directe lorsque l'action est dirigée contre une personne qui est un fonctionnaire ou un employé public ou un agent de la force publique. » Cette disposition, modifiée par le D.-L. n. 18 de 1935, a été finalement abrogée par la loi n. 62 de 1936. Le privilège de l'*examen préalable* se trouve ainsi supprimé et le droit commun, en ce qui concerne la citation directe, redevient applicable aux fonctionnaires (V. *J.T.M.* du 1er septembre 1936, n. 2104 et *Annales du Sénat*, 1936, p. 36 et 92.)

⁽⁸³⁾ R.O.J. titre II, art. 9.

1^o *De la nomination, de l'augmentation et de la promotion.*—La nomination est l'acte d'investiture d'une fonction. Elle a lieu ordinairement à la suite d'un concours ⁽⁸⁴⁾.

Nos règlements ont eu le souci d'écarter tout arbitraire en instituant un organe spécial composé de magistrats, la Commission des employés, laquelle est chargée d'examiner les questions relatives à la nomination, à l'augmentation, à la promotion des fonctionnaires et employés.

Toutefois dans la pratique administrative, sauf en ce qui concerne les agents hors cadre, la Commission des employés n'a que voix consultative, la décision appartenant à l'Assemblée générale des juges ou conseillers. Il importe aussi d'ajouter que même les mesures prises par les Assemblées générales des tribunaux, en ce qui concerne le personnel cadré, ne constituent que des avis, que l'Assemblée générale de la Cour peut adopter, réformer ou rejeter ⁽⁸⁵⁾.

Les intéressés peuvent exercer un *recours administratif*. Pour les concours d'admission, les garanties sont des plus sérieuses, et les candidats ayant participé aux épreuves et qui n'ont pas été admis, peuvent attaquer les nominations de concurrents faites en violation des règles du concours. En dehors de ce cas, un recours administratif a peu de chance d'aboutir, car dans les nominations et promotions, il n'est pas tenu compte uniquement de l'ancienneté ou du classement au concours (élément objectif), mais aussi du mérite personnel (élément subjectif).

Les employés peuvent-ils exercer un *recours juridictionnel* ? La négative ne nous paraît pas douteuse, car le mouvement du personnel rentrant dans le pouvoir discrétionnaire de chaque administration, ne peut faire l'objet d'un débat

⁽⁸⁴⁾ Pour les conditions générales des concours, v. les Instruct. de compt. (texte ancien) art. 73 s. maintenus en vigueur jusqu'à la révision du Règlement Général Judiciaire (Circ. Cour du 17 Mai 1924, n. 2556) et Circ. Cour du 8 mai 1915, n. 283, du 14 juin 1932, n. 2112.

Quant aux conditions particulières :

Pour les *rôlistes*, voir les art. 135 à 139 du projet du nouveau R.G.J. mis en application par Circulaire de la Cour du 9 janvier 1915, n. 330, et Circ. Cour du 28 décembre 1930, n. 3470.

Pour les *expéditionnaires*, voir l'art. 140 du dit projet et Circ. Cour du 28 décembre 1930, n. 3470.

Pour les *huissiers*, voir R.G.J. art. 27 s. et Circ. Cour du 10 janvier 1920, n. 504 ; du 3 février 1925, n. 1347 ; du 23 décembre 1929, n. 3492.

Pour les *interprètes*, voir R.G.J. art. 35.

Pour les *commis-greffiers*, voir R.G.J. art. 24 s. et Circ. Cour du 23 octobre 1917, n. 537 ; du 8 novembre 1917, n. 583 ; du 25 avril 1919, n. 235 ; du 7 juin 1931, n. 1800 ; du 27 juin 1936, n. 1849.

Pour les *percepteurs et caissiers*, voir art. 141 du projet du R.G.J. mis en application par Circ. Cour du 9 janvier 1915, n. 330 ; Instruct. de compt. art. 10 et 11 ; Circ. Cour du 24 décembre 1918, n. 392 et du 23 décembre 1932, n. 3669.

Pour les *greffiers-comptables*, v. Circ. Cour du 31 mars 1877, n. 280, art. 141 du projet du R.G.J. mis en application par Circ. Cour du 9 janvier 1915, n. 330 ; Circ. Cour du 9 décembre 1929, n. 3310.

Pour les *chefs de délégation*, v. Circ. Cour du 20 avril 1927, n. 1660.

⁽⁸⁵⁾ Une interprétation plus rigoureuse des textes pourrait autoriser l'extension des attributions de la Commission des employés. Cfr. art. 72 des Instruct. de compt. et les art. 11, 12, 36 et 57 du R.G.J. La confusion vient de ce qu'on attribue indistinctement aux mots « cour » et « tribunal » le sens « d'assemblée générale de la cour » et « d'assemblée générale du tribunal ».

judiciaire. Il en est toutefois autrement, en cas d'application injuste ou erronée des lois sur le classement, sur la fixation des traitements, des indemnités ou des pensions. Ce serait le recours pour excès de pouvoir ou pour détournement de pouvoir ⁽⁸⁶⁾.

Un recours juridictionnel n'est cependant pas probable de la part d'un fonctionnaire de l'Institution Mixte, car l'Assemblée générale comprenant tous les magistrats de la Cour ou du tribunal, présente au moins autant de garantie qu'une chambre civile qui n'est composée que d'un certain nombre de ces magistrats.

2° *Le déplacement.* — Le fonctionnaire est essentiellement amovible. Il peut être déplacé d'un tribunal à un autre, tout en conservant le même grade et les mêmes appointements, lorsque le service l'exige ⁽⁸⁷⁾. Par ailleurs, l'employé nommé ou promu aux classes A, B ou C est obligé d'accepter son transfert aux délégations hypothécaires ⁽⁸⁸⁾.

Le déplacement pouvant constituer entre les mains d'un chef une arme redoutable, les règlements prescrivent que tout transfert doit être approuvé par l'Assemblée générale de la Cour ⁽⁸⁹⁾ et qu'il donne droit à l'indemnité pour frais de déplacement et à l'allocation de résidence, au cas de transfert dans une délégation de province.

3° *La mise à la retraite.* — Les fonctionnaires et employés sont retraités d'office dès l'âge de 60 ans et ne peuvent être maintenus en service au delà de cet âge que pour des motifs exceptionnels ⁽⁹⁰⁾. La mise à la retraite avant la limite d'âge est considérée comme une mesure disciplinaire, sauf au cas de suppression d'emploi par mesure d'économie ⁽⁹¹⁾ ou d'inaptitude physique constatée par la commission médicale ⁽⁹²⁾.

⁽⁸⁶⁾ Jugement du Trib. civil d'Alex. du 8 février 1927 (*Gaz* XVII, 232-337), et arrêt 20 mars 1928 (*Gaz* XVIII, 176-203). — Arrêt Cour d'appel indigène Caire du 24 mars 1930, B.O. XXXI, n. 114.

⁽⁸⁷⁾ R.G.J. art. 50.

⁽⁸⁸⁾ Circ. Cour du 26 novembre 1923, n. 287, rappelée par Circ. du 2 mars 1932, n. 672.

⁽⁸⁹⁾ Les transferts d'une délégation à une autre doivent aussi être soumis à la Présidence de la Cour (Circ. Cour du 2 mars 1932, n. 671).

⁽⁹⁰⁾ D.-L. n. 37 de 1929, art. 14.

⁽⁹¹⁾ D.-L. n. 37 de 1929, art. 20. — Voir cas non assimilé à la révocation du fonctionnaire mis à la retraite avant l'âge et ayant droit à une pension entière (Cour d'appel indigène Caire 5 mai 1930, B.O. XXXI, n. 70-1). — Sur la possibilité d'un recours devant les tribunaux en cas de licenciement d'un employé de l'État, voir arrêts des 29 juin 1915, *Gaz* V, 174-456 ; 20 février 1917, *Gaz* VII, 86-257 ; et arrêts indigènes des 10 novembre 1921, B.O. XXIII, n. 76 ; 14 mai 1923, B.O. XXV, n. 93 ; Chambres réunies, Caire 1er mars 1928, B.O. XXIX, n. 50 ; 17 mars 1927, B.O. XXVIII, n. 77 ; 14 janvier 1929, B.O. XXX, n. 36. — En ce qui concerne le licenciement des agents hors cadre, voir Cass. indigène, 14 février 1935, B. O. XXXVI, n. 89.

⁽⁹²⁾ Le rapport de la commission médicale est indiscutable devant les tribunaux, à moins que le fonctionnaire ne prouve l'existence d'une connivence entre le Gouvernement et les membres de la commission (V. Cour d'appel Caire, chambres réunies, 3 janvier 1931, B.O. XXXIII, 2-36).

B.—Les mesures disciplinaires.

Les mesures et peines disciplinaires qui peuvent être infligées au personnel des Juridictions Mixtes sont ⁽⁹³⁾ :

- 1^o l'avertissement verbal ou écrit ;
- 2^o l'amende de P.T. 5 à 50 ;
- 3^o la perte temporaire des appointements ;
- 4^o le déplacement sans indemnité ;
- 5^o la dégradation ;
- 6^o la destitution.

Les condamnations disciplinaires peuvent être accompagnées de certaines peines accessoires : condamnation aux frais de la poursuite ⁽⁹⁴⁾, restriction de l'admission aux concours organisés par l'administration ⁽⁹⁵⁾, limitation des possibilités de promotions et d'augmentations ⁽⁹⁶⁾, perte totale ou partielle des droits à la pension ou à l'indemnité, en cas de destitution ⁽⁹⁷⁾.

Le greffier en chef étant investi du droit de surveillance, peut adresser un avertissement et infliger une amende à tout agent fautif (y compris les greffiers et commis-greffiers) ⁽⁹⁸⁾, sans que celui-ci puisse recourir à une autorité supérieure pour en appeler de cette décision.

Une distinction doit être faite quant aux autres peines.

S'agit-il des rôlistes, la Commission instituée près la Cour ou le tribunal dont ils relèvent a le droit de leur infliger toute peine prévue par le règlement et même de les révoquer ⁽⁹⁹⁾.

S'agit-il au contraire d'employés cadrés, les peines disciplinaires ne peuvent être prononcées qu'à la suite d'une procédure disciplinaire ⁽¹⁰⁰⁾. Cette procédure

⁽⁹³⁾ R.G.J. art. 165, 166 et 49.

⁽⁹⁴⁾ Circ. Cour du 9 mars 1925, n. 1768.

⁽⁹⁵⁾ Circ. Cour du 8 novembre 1917, n. 583 ; du 3 février 1925, n. 1347.

⁽⁹⁶⁾ Art. 167 du projet du nouveau R.G.J. et Circulaire Cour du 16 avril 1918, n. 276 ; du 28 mai 1919, n. 311 ; du 14 avril 1924, n. 2189 ; du 8 mars 1925, n. 1757 ; du 11 avril 1926, n. 1663 ; du 24 janvier 1927, n. 912 ; du 2 décembre 1935, n. 3098.— V. Circ. fin. n. 29 de 1927 et 21 de 1930.

⁽⁹⁷⁾ C'est à la Cour seule qu'il appartient de décider si un employé destitué conservera le droit à la pension ou à l'indemnité (Décis. ass. gén. du 19 décembre 1919 et Circ. Cour du 31 mai 1921, n. 1948). Cfr. loi n. 15 du 15 mai 1913, conférant au Conseil spécial le droit de se prononcer sur la perte ou le maintien des droits à l'indemnité ou au traitement de disponibilité des fonctionnaires et employés révoqués par décision disciplinaire.

⁽⁹⁸⁾ R.G.J. art. 164 et 167.

⁽⁹⁹⁾ V. art. 142 du projet du R.G.J. mis en application par Circ. du 9 janvier 1915, n. 330.

⁽¹⁰⁰⁾ Circ. Cour du 28 février 1917, n. 108.—Notons que la destitution d'un fonctionnaire peut avoir lieu automatiquement comme peine accessoire à une condamnation pénale (art. 24 s. C.P. indigène et art. 41 C.P. mixte). Cependant la Cour conserve toujours le droit de régler les effets administratifs de cette sentence et de décider si elle entraîne la perte de l'indemnité ou de la pension. Cfr. Circ. des finances, n. 48 de 1922, et arrêt Cour d'appel Caire, du 31 octobre 1901, B.O. III, n. 60.

présente pour le fonctionnaire inculpé les garanties essentielles de toute instruction pénale, en particulier le droit de présenter sa défense, en personne ou par l'intermédiaire d'un avocat, et celui de recourir contre les décisions du Conseil de discipline institué près les tribunaux de première instance ⁽¹⁰¹⁾.

Il est admis que, pendant l'instruction, l'employé inculpé peut être suspendu de ses fonctions avec perte du droit au traitement. C'est la mise en disponibilité ⁽¹⁰²⁾.

Quant aux causes déclenchant des poursuites disciplinaires, elles consistent généralement dans des infractions au service ou des manquements graves aux devoirs prescrits par les lois et règlements.

Ajoutons qu'il a toujours été exigé du personnel des Juridictions Mixtes, non seulement qu'il eût une conduite exemplaire au point de vue administratif, mais aussi que sa vie privée ne donnât lieu à aucun éclat dont le scandale pourrait rejaillir sur l'Administration. En quelque sorte notre Institution a adopté cette maxime de Dumoulin : *Persona publica agens contra officium personæ publicæ non est digna specuari ut persona publica*.

6.—DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE, DE SECOURS MUTUELS ET D'ÉPARGNE

Sous la généreuse initiative de M. Adib Maakad bey, une association a été formée, il y a dix ans, entre des membres du personnel des Juridictions Mixtes, en vue de s'aider mutuellement.

Cette association, basée sur le droit naturel qu'ont les individus de se grouper dans un but déterminé, est revêtue de la *personnalité juridique*, ce qui lui permet d'exercer pleinement son activité en vue de réaliser son objectif ⁽¹⁰³⁾.

⁽¹⁰¹⁾ R.G.J. art. 168 s. et Circ. Cour du 10 avril 1877, n. 312 sur la réglementation du recours. — Sur la question de savoir si un recours devant les tribunaux de droit commun peut être formé contre une décision émanant d'une juridiction disciplinaire, voir arrêts des 11 avril 1889, B. I. 276; 29 mai 1890, B. II. 157; 15 avril 1903, B. XV. 244; 3 juin 1911, *Gaz. I.* 129; 13 janvier 1914, *Gaz. IV.* 59-136; 31 décembre 1914, *Gaz. V.* 45-108; 3 mars 1915, *Gaz. V.* 91-230. — Cfr. arrêts indigènes des 31 janvier 1916, B.O. XVII, n. 64 et 12 janvier 1929, B.O. XXXI, n. 130.

⁽¹⁰²⁾ R.G.J. art. 172. — La mise en disponibilité est une mesure administrative non soumise aux dispositions de l'art. 170 R.G.J. (Circ. Cour du 26 janvier 1878, n. 117).

⁽¹⁰³⁾ Malgré un arrêt, resté isolé, du 30 mai 1903 (B. XV. 326), et malgré l'absence de législation particulière sur ce point, la jurisprudence mixte, faisant application de l'art. 11 du Code civil, reconnaît la personnalité juridique à tout corps organisé dont les intérêts sont distincts de ceux de ses membres, pourvu que les buts économiques, scientifiques et sociaux poursuivis par ces groupements n'aient rien d'illicite, d'immoral ou de contraire à l'ordre public et social établi (V. jugements du Trib. civ. d'Alexandrie, 3 mars 1932, *Gaz. XXII*, 236-271; 26 mai 1932, *Gaz. XXIV*, 78-85; arrêts du 9 juin 1927, *Gaz. XVII*, 286-399; du 12 avril 1928, *Gaz. XX*, 114-118; du 26 février 1931, *Gaz. XXII*, 25-30).

Étant une association, soit un contrat synallagmatique de droit privé ⁽¹⁰⁴⁾, les statuts ont été rédigés librement et soumis à l'acquiescement du personnel. Ils ont réglé quelques points essentiels que nous allons rapidement passer en revue.

Les statuts déterminent les conditions *d'admission* des associés ainsi que leurs droits et obligations ⁽¹⁰⁵⁾. Pour déjouer les calculs intéressés, ils imposent des conditions particulières aux employés en activité de service qui n'auraient pas adhéré à l'association au moment de sa fondation, et aux nouveaux employés qui ont refusé d'en faire partie au moment de leur entrée en service ⁽¹⁰⁶⁾.

La *démission volontaire* entraîne certaines déchéances pour éviter qu'elle ne soit un instrument de pression sur les membres dirigeants et responsables ⁽¹⁰⁷⁾. N'admet-on pas d'ailleurs en droit commun que l'associé démissionnaire ne peut conserver aucune prétention sur l'actif social ?

L'*exclusion* d'un sociétaire a lieu de plein droit s'il cesse d'appartenir à l'Administration pour n'importe quel motif (mise à la retraite, démission, licenciement, révocation) ⁽¹⁰⁸⁾. L'exclusion peut avoir lieu par mesure disciplinaire au cas où le sociétaire aurait, par des manœuvres frauduleuses, porté préjudice ou tenté de porter préjudice à l'association. Bien que les statuts stipulent que la décision d'exclusion est « sans recours », le sociétaire ainsi exclu pourrait, pensons-nous, s'adresser à la justice à l'effet de vérifier la régularité de la décision au moins quant à la forme ⁽¹⁰⁹⁾. Le sociétaire exclu ne perd, en aucun cas, ses droits sur le fonds d'épargne, alimenté par ses contributions personnelles ⁽¹¹⁰⁾.

Les *ressources* de l'association résident principalement dans les cotisations de ses membres ⁽¹¹¹⁾. Il faut y ajouter les libéralités qui lui sont faites et dont l'affectation devra être conforme à l'intention des donateurs. Cette affectation cependant ne se fera « qu'autant que les statuts le permettent », ce qui met l'association à l'abri de toute ingérence étrangère ⁽¹¹²⁾.

⁽¹⁰⁴⁾ M. PLANIOL & G. RIPERT, *Traité pratique de droit civil français*, Tome XI, n. 1073 s. — SALEILLES, *De la personnalité juridique*.

⁽¹⁰⁵⁾ Art. 2, 5, 10, 11, etc. des statuts.

⁽¹⁰⁶⁾ Art. 6 et 7 *id.*

⁽¹⁰⁷⁾ Art. 8 *id.*

⁽¹⁰⁸⁾ Art. 9 *id.*

⁽¹⁰⁹⁾ V. pourtant jugement du Tribunal civ. d'Alexandrie du 17 avril 1927, *Gaz.* XVII, 286-398.

⁽¹¹⁰⁾ Art. 12 des statuts. — V. arrêt du 22 avril 1930, *Gaz.* XX, 174-164.

⁽¹¹¹⁾ Art. 13 *id.*

⁽¹¹²⁾ Art. 14 *id.*

L'*Assemblée générale* constitue l'organe essentiel de la volonté de l'association. Elle est précédée de convocations, qui indiquent les questions portées à l'ordre du jour ⁽¹¹³⁾. Elle se compose de tous les membres de l'association ; cependant les agents hors cadre ne prennent pas part aux votes ⁽¹¹⁴⁾. L'assemblée générale ordinaire se tient une fois l'an : le conseil d'administration lui rend compte de sa gestion ⁽¹¹⁵⁾. En dehors de ces réunions périodiques, une assemblée générale *extraordinaire* peut être convoquée pour raison d'urgence ou pour modifications aux statuts ⁽¹¹⁶⁾.

La procédure des *modifications statutaires* est prévue ⁽¹¹⁷⁾. Ces modifications n'ont pas besoin d'être approuvées à l'unanimité des membres, pourvu qu'elles n'altèrent ni le but, ni les caractères essentiels de l'association. Cependant, si la modification proposée avait pour effet d'apporter plus de souplesse à certains organes de l'administration, plus de bien-être matériel, moral et intellectuel pour ses membres, ne pourrait-on pas soutenir que la majorité statutaire serait en ce cas suffisante ? En effet aucun membre de l'association ne devrait posséder la faculté d'entraver le développement de celle-ci, sous prétexte qu'il se refuse à bénéficier de nouveaux avantages de portée générale dont on lui propose l'adoption.

A côté de l'Assemblée générale existe un organe, le Conseil d'Administration, qui assume la gestion ⁽¹¹⁸⁾. Le président dirige l'association et la représente en justice. La désignation des conseillers, sauf en ce qui concerne les membres de droit, est l'œuvre de l'Assemblée générale ⁽¹¹⁹⁾. Un renouvellement partiel s'effectue chaque année ⁽¹²⁰⁾. Ce système permet une continuité de vues indispensable à la bonne marche de l'entreprise.

En dehors du Conseil existent une présidence honoraire, que M. le Président de la Cour a bien voulu assumer, ainsi qu'un comité de patronage ⁽¹²¹⁾.

La *dissolution* peut être *volontaire*. Dans ce cas l'unanimité est nécessaire en principe. La dissolution *statutaire* ne peut être provoquée qu'au cas où un déficit important ne permettrait plus à l'association de tenir ses engagements. L'assemblée générale extraordinaire a seule le droit de la prononcer ⁽¹²²⁾.

⁽¹¹³⁾ Art. 56 des statuts.

⁽¹¹⁴⁾ Art. 55 *id.*

⁽¹¹⁵⁾ Art. 53 *id.*

⁽¹¹⁶⁾ Art. 54 et 60 *id.*

⁽¹¹⁷⁾ Art. 61 *id.*

⁽¹¹⁸⁾ Art. 38 s. des statuts.

⁽¹¹⁹⁾ Art. 39 *id.*

⁽¹²⁰⁾ Art. 41 *id.*

⁽¹²¹⁾ Art. 36 s. *id.*

⁽¹²²⁾ Art. 62 s. *id.*

Énumération des avantages que procure la Caisse

Tout employé faisant partie de la Caisse instituée à Alexandrie subit en principe une retenue globale de 5% sur son traitement nominal. De multiples avantages immédiats, futurs et éventuels, sont attachés à la qualité de membre de l'association. Nous ne ferons que les énumérer, laissant à de plus experts le soin de faire ressortir la contribution précieuse apportée par la Caisse de Prévoyance au soulagement des misères et au bien-être de ses membres.

1^o Une assurance collective mixte, contractée auprès de « The Gresham Life Assurance Society, Ltd. », permet aux membres de jouir de conditions de faveur. Une partie de la retenue (le 3%) est versée à cette compagnie. Un système ingénieux permet d'accroître le capital base de l'assurance, parallèlement aux augmentations de traitement ⁽¹²³⁾.

2^o Prix de faveur et facilités de paiement accordés par certains grands magasins et fournisseurs (maisons de nouveautés, d'habillement, d'ameublement, d'optique, cordonneries, épiceries, confiseries, librairies, papeteries, pharmacies, drogueries, parfumeries, instruments de musique, articles sanitaires, salons de coiffure, etc.)

3^o Prix de faveur accordés par certains établissements de spectacles publics.

4^o Gratuité des soins médicaux accordés aux associés ainsi qu'aux membres de leurs familles. Toutes les branches de la médecine et de la chirurgie sont représentées par les médecins les plus compétents ⁽¹²⁴⁾.

5^o Gratuité des opérations chirurgicales et de l'hospitalisation. Les membres de la famille jouissent de conditions de faveur, voire de la gratuité pour certaines opérations chirurgicales ⁽¹²⁵⁾.

6^o Gratuité des médicaments et produits pharmaceutiques, prescrits par les médecins de l'Association ⁽¹²⁶⁾.

7^o Prix de faveur pour les examens radiologiques, les analyses chimiques et microbiologiques et les cures thermales.

8^o Allocation accordée pour naissance d'enfants, en vue de faire face aux frais d'accouchement.

9^o En cas de maladie d'un sociétaire, nécessitant un congé avec perte d'une partie ou de la totalité de ses appointements, paiement d'une somme égale au complément nécessaire pour parfaire son traitement ⁽¹²⁷⁾.

⁽¹²³⁾ Art. 5 des statuts.

⁽¹²⁴⁾ Art. 24 *id.*

⁽¹²⁵⁾ Art. 25 *id.*

⁽¹²⁶⁾ Art. 28 des statuts.

⁽¹²⁷⁾ Art. 29 *id.*

10° Allocation journalière accordée à certains sociétaires pendant leur maladie ⁽¹²⁸⁾.

11° Complément des frais funéraires accordés par les règlements administratifs ⁽¹²⁹⁾.

12° Possibilité d'obtenir des prêts d'argent et des avances, remboursables par retenues mensuelles ⁽¹³⁰⁾. Cette disposition évite aux sociétaires dans la gêne la tentation de recourir aux usuriers ⁽¹³¹⁾ et redresse les inconvénients d'une loi qui ôte tout crédit aux fonctionnaires en décrétant l'insaisissabilité et l'incensibilité de leurs appointements.

13° Constitution d'un fonds d'indemnité, au moyen des excédents de recettes, au profit des sociétaires faisant valoir leur droit à la retraite ou obligés de se retirer du service par suite d'incapacité physique ou pour cause de limite d'âge. Constitution d'un fonds de secours au profit des familles des sociétaires décédés en activité de service ⁽¹³²⁾.

14° Constitution d'une caisse d'épargne à base de contribution mensuelle obligatoire fixée à un minimum de 1 % du traitement ⁽¹³³⁾.

15° Outre ces avantages, l'activité et le dévouement du président-fondateur de l'Association ont permis l'acquisition d'habitations économiques et l'achat à tempérament de certains titres ⁽¹³⁴⁾.

Ainsi l'inlassable animateur qu'est M. Adib Maakad bey, inspiré de sentiments altruistes et puissamment secondé par une énergie peu commune, n'a point cessé d'apporter à son œuvre les perfectionnements que lui ont suggérés les données de l'expérience.

*
* *

Les privilèges attachés à la fonction publique, s'ils ne sont pas inspirés par les entreprises d'une démagogie politique toujours funeste, assurent le zèle et la probité dans les services de l'État et permettent le recrutement d'adminis-

⁽¹²⁸⁾ Art. 26 s. des statuts.

⁽¹²⁹⁾ Art. 34 *id.*

⁽¹³⁰⁾ Art. 17 s. *id.*

⁽¹³¹⁾ V. M. HANSSON, *L'usure dans le droit civil mixte* et KAMEL A. GREISS, *De l'usure en Egypte*, dans la revue *L'Egypte Contemporaine*, vol. XII, p. 1 s. et 93 s.

⁽¹³²⁾ Art. 30 s. des statuts.

⁽¹³³⁾ Art. 10 *id.*

⁽¹³⁴⁾ Sur les risques courus par l'acheteur de titres auprès des petits banquiers, v. Me ALFRED DESCHIZEAUX, *La vente à tempérament des obligations à lots*, *Gaz.* VIII, p. 3 s.

trateurs de carrière. Il importe que les rouages de la fonction publique soient confiés aux mains de véritables chefs; il importe que des individus capables et intègres fassent prédominer l'intérêt général sur l'intérêt particulier. Et ce sont précisément les avantages personnels qui permettent non seulement un bon recrutement, mais aussi une sélection pour les hauts postes.

Les magistrats qui dirigent les Juridictions Mixtes l'ont fort bien compris. S'ils se sont montrés peu empressés à appliquer au personnel les réductions massives de traitement proposées par le Gouvernement, ce n'est nullement par souci d'opposer l'indépendance de l'Institution Mixte vis-à-vis de l'État, mais dans la certitude que les avantages résultant des situations acquises favorisent le recrutement et la formation d'un personnel d'élite.

Ils ont été secondés dans cette tâche par de hauts fonctionnaires de l'Administration qui y ont apporté leur contribution, en créant des organismes destinés à venir en aide aux employés, dans presque toutes les circonstances de leur vie.

Les efforts des uns et des autres ont permis aux fonctionnaires des Juridictions Mixtes de se classer parmi les plus zélés, les plus compétents et en même temps les mieux disciplinés des fonctionnaires égyptiens. Ils ont ainsi rehaussé l'éclat de l'Institution Mixte dont l'Égypte peut, à plus d'un titre, être fière.

JOSEPH-MARIE CHLALA,
Licencié en droit.



لموظفي الجمارك، التي أسست سنة ١٩٢٥، وشركة موظفي المحلات التجارية التي أسست بين هذين التاريخين، كما ان لموظفي بعض البنوك من امثال الكنتوار وبنك الاراضى المصرى شركات تعاون وجل هذه الشركات يرمى الى تسليف اعضائها وحملهم على التوفير اما بما يدخرونه لديها من مال، او بما يحصلون عليه من تخفيض في الاثمان من بعض المخازن، او بما تدفع عنهم من اجور الاطباء او اثمان الادوية كلها او بعضها.

ومن اغراض هذه الجمعيات كذلك دفع مكافآت لاعضاءها عند اعتزالهم العمل او لورثتهم عند وفاتهم. ولا شك ان اوفى هذه الجمعيات غرضا واسماها قصدا واعمها فائدة هي «جمعية التعاون والتوفير لموظفي القضاء المختلط بالاسكندرية» التي انشئت في اول يناير سنة ١٩٢٧ ثم نسج على منوالها موظفو محكمة المنصورة المختلطة في شهر مارس سنة ١٩٢٩ وموظفو محكمة مصر المختلطة في شهر مايو سنة ١٩٣١. ذلك لان هذه الجمعية تشمل في اغراضها كل المنافع التي تستطيع امثالها ان تقدمها لاعضاءها. فهي للتوفير والمكافآت والتأمين، وهي تساعد اعضاءها في ايام محنتهم، فتتولى علاجهم مجانا، وتدفع لهم ثمن الادوية، كما تساهم في تطيب اسرهم، وتسليفهم ما يحتاجون اليه من المال. وهي قد مهدت ولا تزال تمهد لهم السبيل لشراء بيوت يسكنونها مع اسرهم كما تبتدع لهم سبيل التوفير بشراء سندات وغيرها من اساليب الادخار.

ولا شك ان موظفي المحاكم المختلطة مدينون بهذه المزايا التي يتمتعون بها في جمعياتهم الى مؤسس جمعية التعاون والتوفير لموظفي القضاء المختلط بالاسكندرية ونعني به حضرة صاحب العزة اديب معقد بك لانه اول من فكر بهذا المشروع الجليل واخرجه احسن ما يكون وسهر على نوره وانتظامه حتى توطدت اركانه ورسخ بنيانه وآتى ثماره جنية فوجب له الشكر كما يجب لكل من احسن عملا.

هذه المسامة سريعة بتاريخ التعاون في مصر نرجو ان نكون قد تناولنا بها جميع اطواره. واذا كان العمل الذي جرى الى اليوم يستوجب الشكر لمن قاموا به فانه لا يزال في هذا الميدان مجال واسع للتعميم والنفع لاشك انه يحفز ذوى الهمم الى المباراة فيه والسير به في سبيل الرقي والتقدم.

صديق سييوب

التعاون
مخبرنا تعاونوا
على

تخصنها الحكومة نفرت الناس من جمعياته - واخيرا لانه لا يوجد مصرف للتعاون يمد جمعيات التعاون المنزلية والصناعية بالمال. بينما وجدت الجمعيات الزراعية ولا تزال تجد المساعدة الكافية في هذا الصدد. بعد صدور قانون التعاون اودعت الحكومة في بنك مصر مبلغ ٢٥٠.٠٠٠ جنيه لاقراض الجمعيات التعاونية بقائدة ٤. / وكانت كلما ازداد عدد الجمعيات التعاونية واتسع نطاق اعمالها تزايد في هذا المبلغ حتى بلغ ٣٢٠.٠٠٠ جنيه. وسارت الاعمال من جهة وفاء الديون سيرا مرضيا الى سنة ١٩٣٠ اذ بدأ اعضاء الجمعيات يتوقفون عن دفع ديونهم بسبب الازمة فتأخرت الجمعيات عن سد ما عليها للبنك فتدخلت الحكومة وقسطت قروض الجمعيات على خمس سنوات. حتى اذا انشأت الحكومة بنك التسليف الزراعى سنة ١٩٣١ ادخلت في اختصاصه تمويل جمعيات التعاون الزراعية وهو بحكم انشائه للتسليف الزراعى لا يمكنه تمويل غيرها. هذا ويؤخذ من الاحصاء الاخير الذى نشرته «مجلة التعاون» في عدد اغسطس سنة ١٩٣٦ انه بلغ عدد جمعيات التعاون الى اخر يونيو الفائت ٧٢٨ جمعية وعدد اعضائها ٧١٧٤٦ ورأس مالها المدفوع ٢٠٠.١٩١ جنيها ومالها الاحتياطي ٤١٠.٠٠٠ جنيها.

- ٣ -

لا نكون قد وفينا الموضوع حقه من الاستقصاء والبحث اذا لم نذكر جمعيات تعاونية نشأت في محيط خاص بعيدة عن قسم التعاون بوزارة الزراعة وغير خاضعة لرقابته وهى الجمعيات الخاصة بموظفى بعض مصالح الحكومة او بعض المصارف او مستخدمى المحلات التجارية. واول ما نود ذكره من هذه الشركات (شركة التعاون المنزلى لموظفى الحكومة بالاسكندرية) التى اسست فى سنة ١٩١٠. وقد جرى بعد الدعوة التى نشرها المرحوم عمر بك لطفى فى سبيل التعاون ان اسست عدة شركات للتعاون المنزلى فى القاهرة وغيرها، ولكن واحدة منها لم تستمر مطردة النجاح والربح غير شركة الاسكندرية.

اما جمعيات التعاون لموظفى الحكومة وغيرها فاقدمها «جمعية الاقتصاد والتعاون بمصلحة البريد» التى انشأها فى اول يناير سنة ١٨٩٣ المغفور له يوسف سايا باشا واطلق عليها اسم «جمعية التعاون الخيرية» ثم تحولت الى جمعية اقتصاد وتعاون فى اول يناير سنة ١٨٩٩ وهى اشبه ما تكون بالتأمين التعاونى على حياة الموظفين لانها تدفع فى حالة وفاة العضو مبلغا لا يقل عن مرتب سنة ولو حدثت الوفاة بعد دفع القسط الشهرى الاول.

ويطول بنا الحديث اذا اردنا ان نستقصى مختلف هذه الجمعيات وانما نذكر اشهرها. فنها «جمعية تعاون موظفى بلدية الاسكندرية» التى اسست فى اول اغسطس سنة ١٩٠٨ و «جمعية التوفير والتعاون

مسؤلية غير محدودة يكون فيها الاعضاء مسؤولين بالتضامن عن كافة ماعلى الجمعية من التزامات .
اما من حيث شخصية الجمعية وتسجيلها فان احكام هذا القانون لا تختلف كثيرا عن احكام القانون
السابق .

وقد جعل هذا القانون انشاء الجمعيات وحلها وقفا على احكام لادخل لمشئنة الحكومة فيها ،
وكفل لها حرية العمل في دائرة القانون ، ونص على عدم تطبيق قانون الخمسة افدنة فيما يختص بمعاملة
الجمعيات مع اعضائها ، وخصصها بامتيازات عديدة تسهلا لمهمتها وترغيبا للاهالى فى الانضمام اليها .
وجماع القول ان هذا القانون يتمشى مع مبادئ التعاون العامة . وهو اذ حد من سلطة الحكومة
فيها خلا الرقابة فقد علم الجمعيات وجوب الاعتماد على النفس وكفل لها الحقوق والواجبات التى للافراد .
وعندما صدر هذ القانون عنيت الحكومة بنشر دعوة واسعة النطاق الى التعاون فطاف المغفور له فتح
الله باشا بركات وزير الزراعة ايامئذ مدن الريف بحث الزراع على انشاء شركات التعاون شارحا ما
ينجم عنها من خير ونفع .

وقد نجحت هذه الدعوة وبقيت مطردة النجاح كما يدل الاحصاء الآتى موقوفا فى ٣١ ديسمبر ١٩٣٥

عدد الجمعيات الزراعية	٦٧٦
— — الصناعية	٢
— — المنزلية	٢٧
— — الاعضاء	٧١٠٠٠
رأس المال المدفوع	١٩٨٠٠٠ جنيه
رأس المال الاحتياطي	٤١٠٠٠
تقدير خدمات الجمعيات (حركة التداول)	٧٣٠٠٠٠
صافى الارباح	٢٠٠٠٠

ويلاحظ فى هذا الاحصاء رواج الحركة التعاونية الزراعية حتى شملت سدس القرى المصرية التى
يبلغ عدد مجموعها الاربعة آلاف تقريبا . كما يلاحظ ايضا ضعف الاقبال على التعاون المنزلى والصناعى .
اما التعاون المنزلى فقد ابتدأت حركته بطيئة فلم تؤسس غير جمعية واحدة سنة ١٩٢٨
واخرى سنة ١٩٢٩ وثالثة سنة ١٩٣٠ ثم اخذ العدد يزداد الى ان بلغت ٢٧ جمعية .
واما الجمعيتان الصناعيتان فاحدهما للجلود فى القاهرة والاخرى لغزل الصوف فى فوه .
وان لضعف الاقبال على هذين النوعين من جمعيات التعاون اسبابا لعل اهمها :

— ان التعاون فى مصر ابتداء زراعيا ، — وان القسم الخاص به الحق بوزارة الزراعة ، — وان هذا
القسم صرف همه فى اول الامر الى نشر الدعوة للتعاون الزراعى فلم تلق الحركة للنوعين الاولين
من العناية فى الماضى مالم يته الحركة الاخيرة — وان الفشل الذى منيت به حركة التعاون قبل ان

فلم تلبث ان ظهرت ثمار هذا القانون والجهود التي بذلت في تطبيقه وبث الدعوة للتعاون فكانت نتائج باهرة اذ تألفت ١٤٧ جمعية، انتظم في سلكها ١٢٢٨٩ عضوا، دفع من راس مالها ٤٦٤٦٦ جنيهها، وقد بلغ الاحتياطي ٣٩٩٦ جنيهها، وقروض البنك ٦٢٧٥ جنيهها، والربح الصافي ٣٨٥٦ جنيهها.

* *

على ان قانون سنة ١٩٢٣ حصر التعاون في الزراعة فقط وهو نقص تنبّهت اليه الاذهان فكان لابد من معالجته بما يتمشى مع روح العصر وحاجات البلاد.

ولما عادت الحياة الدستورية الى مصر في سنة ١٩٢٦ وانتخب المغفور له سعد زغلول باشا رئيسا لمجلس النواب كان من وسائل الاصلاح التي اشار بها وضع قانون عام للتعاون. ولا عجب ان يفكر سعد رحمه الله بهذا القانون فقد كان رئيسا للجنة التي عهدت اليها الجمعية التشريعية درس مشروع قانون سنة ١٩١٤ وكان من المعارضين في وضعه على حالته التي وصفناها. فاصدر المغفور له فتح الله باشا بركات وزير الزراعة وقتئذ بتاريخ ٧ يوليو سنة ١٩٢٦ قرارا بتأليف لجنة لاعادة النظر في قانون سنة ١٩٢٣ وتقرير مدى صلاحيته ووضع مشروع قانون ينظم الشركات التعاونية ويكفل للمزارع المصري الوسائل المؤدية الى تحقيق مبدأ التعاون زراعية واقتصادية واجتماعية.

فاستعانت اللجنة بالقوانين المعمول بها في مختلف البلدان وخاصة بمبادئ رواد التعاون «شولسه ديلتش» Schulze-Delitzsch ورواد «روتشديل» Rochdale و«ريفيزن» Raiffeisen ثم راعت مبلغ ملائمة هذه القوانين لمصر وظروفها المحلية. ثم عرض القانون على مجلسي النواب والشيوخ فاقراء وتولى المرحوم فتح الله باشا بركات الدفاع عنه وصدر بتاريخ ٢٢ يوليو سنة ١٩٢٧ في ١١٠ مادة موزعة على اثني عشر بابا.

وقد حصر هذا القانون غايات جمعيات التعاون المصرية في «تحسين حالة اعضائها من الوجهة المادية في مسائل الاتاج والشراء والبيع والاقراض والاقتراض والتأمين واستغلال الاراضي واعمال الري والصرف وبناء المساكن بقليل النفقات او مشاكل ذلك بواسطة اشتراك جهودهم متبعة في ذلك المبادئ التعاونية».

وقد نص القانون على ان الجمعية التعاونية يجب ان لا يقل عدد اعضائها عن عشرة، وان يكونوا مصريين، ولكنه لم يحدد رأس المال وانما حدد قيمة السهم الواحد بين ٥٠ غرشا وجنيهين، وابعاح لها ان تقوم باكثر من عمل واحد من الاعمال التعاونية، وقسمها من حيث مسؤولية اعضائها الى نوعين: جمعيات ذات مسؤولية محدودة ويكون الاعضاء فيها مسؤولين بقدر قيمة اسهمهم في الجمعية او بقيمة ازيد منها ينص عليها نظام الجمعية - وجمعيات ذات

انتفاع الاعضاء بها واستغلال اطيانهم . وجعل انشاء الشركات وحلها معلقين على قرار من وزير المالية كما اخضعها لاشراف وزارة الزراعة المباشر وتدخلها في ادق اعمالها . ولكنها اعلنت الحرب الكبرى وبدأت فترة ارتباك شغلت الحكومة عن الاهتمام بالحركة التعاونية فطوى المشروع .

اما الشركات التعاونية التي كانت مؤسسة وعددها لا يزيد على الثلاثين فانها رات نفسها بغير معين بعد وفاة المرحوم عمر بك لطفى اذ لم تكن ثم هيئة حكومية او شعبية ترشدها الى تعاليم التعاون الصحيحة وتشرف عليها وهي بعد في المهد . فانحل بعضها وظل البعض الاخر يجاهد في سبيل بقائه . وكان من جراء الفشل الذي منيت به اكثر هذه الجمعيات ان نفر الناس من التعاون وبعث فيهم فكرة سيئة عنه . وكانت تقوم بين الفينة والفينة محاولات لا تعمر طويلا لما ادخل اليأس الى قلوب اكثر الناس تفاؤلا .

كان من اثر الحرب وتغيير الاحوال السياسية ان واجهت الامة والحكومة حاجات وواجبات لم تعهدها من قبل ، واتسعت دائرة الحاجات والواجبات ، فانشأت الحكومة في تاريخ ٢ سبتمبر سنة ١٩٢٢ المجلس الاقصادى لتعرض عليه سلسلة هذه المشاكل الاقتصادية والمالية والاجتماعية . وقد جاء في قانون انشائه نص على وجوب اهتمامه بان يساعد . . . على توسيع حركة التعاون ، فاشار المجلس بوضع قانون للتعاون الزراعى يتمشى مع الاوضاع التعاونية الحديثة . وهكذا صدر قانون ٥ يوليو سنة ١٩٢٣ .

ينتظم هذا القانون في ١٧ مادة موزعة في ثمانية ابواب . وهو زراعى محض لانه جعل اغراض الشركات التعاونية على نحو ما نص عليه مشروع قانون سنة ١٩١٤ الذي ذكرناه . ونصت المادة ١٩ منه على انشاء قسم خاص في وزارة الزراعة يشرف على الجمعيات التعاونية وتأليف لجنة استشارية تزود وزير الزراعة والقسم الخاص بالاراء المتعلقة باعمال الشركات وبالحركة التعاونية العامة . وقد اطلق القانون حربة انشاء الجمعيات التعاونية على ان تسجل عقدها في القسم الخاص بوزارة الزراعة وتكون كل مهمة هذا القسم مراجعة العقد ليتأكد من انه لا يتعارض مع مواد القانون . وجملة القول انه يمكن اعتبار هذا القانون نواة صالحة الى حد ما لتنظيم الحركة التعاونية في مصر وهكذا انتقلت حركة التعاون من شعبية الى حكومية لانها اصبحت معترفا بها رسميا في قانون خاص واصبحت تحت رقابة الحكومة وهيمنتها .

وقد انعش هذا القانون حركة التعاون في مصر لان القسم الخاص الذى انشئ في وزارة الزراعة طفق ينظم هذه الحركة تنظيميا جديا فيسجل قوانين الجمعيات ويفتش عليها ويقوم اود امورها فعاتت الى الناس ثقتهم بالتعاون .

ونذبت في سنة ١٩١٢ المسيو ريبه الذي كان وقتئذ مفتشا عاما في وزارة الزراعة الفرنسية لدراسة هذا المشروع ولكنه استبدله بمشروع آخر لا يختلف كثيرا عن الاول .

وقد أثمرت هذه الدعوة بان نشئت في القاهرة والارياض عدة شركات تعاونية، فاسست في القاهرة في ٣٠ ديسمبر سنة ١٩٠٩ شركة التعاون المالي برأس مال قدره ٣٤١٢ جنيهها وغايتها تسليف اعضائها ما يحتاجون اليه من المال . وانشئت بعد ذلك شركات للتعاون المنزلي في القاهرة وغيرها من حواضر القطر كما نشئت في مدن الريف شركات تعاون زراعية كاث او لها نقابة شبرا الخيمة التي اسست في ٢٥ ابريل سنة ١٩١٠ .

وكانت كبرى الصعوبات التي صادفها عمر بك لطفى في انشاء الشركات التعاونية في التعارض بين مبادئ التعاون وبين القوانين المصرية : من جهة تحديد راس المال وقابليته للزيادة والتخفيض ، ومن جهة ثمن السهم الواحد الذي يجب ان لا يقل عن اربعة جنيهات ، ومن جهة الاقتراع في الجمعية العمومية وهو في شركات المساهمة يجب ان يكون تابعا لعدد الاسهم بينما هو في شركات التعاون قائم على الاشخاص لاعلى المال . وقد استطاع عمر بك لطفى ان يتغلب على هذه الصعاب متبعا ما فعله « لوزاتي » حين كان التشريع الايطالى خاليا من قانون الشركات التعاونية فجعل هذه الشركات مدنية لانجارية ليجعلها في مأمن من اشهار افلاسها ومسؤولية مجلس ادارتها ، ولأن الشركات المدنية اقرب الى روح التعاون من الشركات التجارية بالنسبة الى سهولة تأسيسها وكون الحصص فيها اسمية يملكها اعضاء يعرفون بعضهم بعضا . وقد نص المرحوم عمر بك لطفى في قانون انشاء شركات التعاون على ما يدراء عنها بعض عيوب القانون المدني في هذا الصدد كتحديد اجلها حتى لا تنحل بموت احد اعضائها كما نص على ان العضو لا يضمن الا قيمة حصته .

* * *

كانت الحكومة ترقب عن كثب هذه الحركة فظنت انها استطاعت حماية الفلاح باصدار قانون الخمسة الافدنة في ٢٨ نوفمبر ١٩١٢ فاذا احدى نتائجه تضيق الخناق على المالك الصغير اذ قبض عنه المال ولم يجد من يقرضه فرأت الحكومة ان تسهل عليه الوصول الى ما يحتاجه من المال وغيره لاستغلال ارضه فوضعت مشروع قانون للتعاون وعرضته على الجمعية التشريعية في شهر يونيو من سنة ١٩١٤ .

وقد حصر مشروع هذا القانون التعاون في الزراعة فقط اذ نصت المادة الاولى منه على « تأليف شركات تعاون زراعية . . . من عشرة اعضاء على الاقل يكونون كلهم من المزارعين سواء كانوا من عمال الزراعة ام من اصحاب الاطيان ام من مستأجريها . » وجعل غاية هذه الشركات منحصر في الشؤون الزراعية كشراء المواشى والبذور والاسمدة واستحضار الادوات والالات الزراعية وبيع المحصولات وتسليف الاعضاء وقبول ودائع نقدية وبالجمل مبادرة كل الاعمال والمشروعات التي تكون لها صفة زراعية ويكون غرضها الاصل

- ٢ - شركات التسليف وهى التى تقرض اعضاءها من العمال او الفلاحين ما يحتاجون اليه مقابل اشتراك ضئيل .
- ٣ - شركات الانتاج وغايتها تأسيس المنشآت الصناعية باشتراك العمال فى دفع راس المال على ان يستفيدوا من اجورهم ومن الارباح الناتجة من صناعتهم .
- ٤ - الشركات الزراعية وغرضها ان تحقق لاعضاؤها اكثر ما يمكن توفيره على صفقات الشراء او الاجارة او تضمن لهم ان ينالوا من عملهم اكبر نصيب من الربح .
- والشركات الزراعية كما عرفناها تشمل كل انواع الشركات التعاونية سالفه الذكر . لان الفلاح فى حاجة الى الاقتراض من شركات التسليف كما هو فى حاجة الى ان يستبضع من شركات الانتاج وعليه ان يسعى بعد ذلك الى بيع ما غله من ارضه .
- وقد نشأت كل واحدة من الشركات المذكورة فى بلاد مختلفة توافق حاجة تلك البلاد وتلائم امرجة سكانها . ففي انكلترا نشأت شركات التعاون المنزلية ، وفى فرنسا شركات الانتاج ، وفى المانيا شركات التسليف ، وفى الدنمارك نوع من الشركات الزراعية الى غير ذلك .

- ٢ -

التعاون فى مصر حديث العهد قريب المنشأ ، ولد فى العقد الاول من هذا القرن عقب الازمة المالية التى نشبت سنة ١٩٠٧ ونبتهت الازدهار الى الخطر الذى تجتازه ثروة البلاد اذا لم يعن بحالة الفلاح من ناحية التسليف الزراعى ومن ناحية شراء الحاجات الزراعية وبيع الحاصلات . ومصر بلد زراعى اصيل فمن الطبيعى ان ينشأ التعاون فيها زراعىا .

وكان فى طبيعة من فكر فى الاستفادة من الاساليب التعاونية لاصلاح حالة الفلاح المرحوم عمر بك لطفى . فقد سافر فى صيف سنة ١٩٠٨ الى ايطاليا حيث درس المنشآت التعاونية التى اسسها العالم التعاونى المشهور « لويجى لوزاتى » Luigi Luzzatti ثم اجتمع به واخذ عنه كثيرا واستشاره عن انجع الاساليب التى يجب ان تتبع فى مصر لاستئناء الثروة الزراعية . وعند عودته اخذ ينشر دعوته عن طريق محاضرات كان يلقيها فى الاندية والمجتمعات فى القاهرة وغيرها من حواضر البلاد كالاسكندرية والمنصورة ودعياظ .

وكان المغفور له السلطان حسين الاول ، وهو لا يزال الامير حسين كامل ، يدعو كذلك الى الفكرة التعاونية . فلما شرع عمر بك لطفى ينشر دعوته كان من الطبيعى ان يجد اكبر معونة من الامير الذى كان رئيسا للجمعية الزراعية الخديوية (الملكية اليوم) فتحركت هذه الجمعية بتأثير رئيسها والفت فى ٣٠ يناير ١٩٠٩ لجنة من الاختصاصيين لدرس الموضوع . فوضعت اللجنة مشروع قانون

تاريخ التعاون في مصر

- ١ -

التعاون نظام اقتصادي للعمل يدرج عليه ذوو المصالح المشتركة في سبيل ارباح مشتركة . وقوامه زوال الاترة الفردية، ومحو الغايات الشخصية، واتحاد الجماعات، فيندمج الفرد في المجموع، ويتوفر المجموع على خدمة الفرد، بل هو كما يقول التعاونيون في شعارهم مفصحين عن غاياتهم « الفرد للمجموع والمجموع للفرد » وهكذا تتألف جماعة بمحض اختيار افرادها لتتعاون على الانتاج في شتى مرافق الحياة من صناعة او زراعة او استهلاك او ماشاكلها وتنفع بثمار هذا العمل المشترك .

وقد جاءت فكرة التعاون نتيجة للافكار التي نشأت في اوائل القرن الماضي داعية الى اصلاح توزيع الثروة اما الى حصص متعادلة او الى ما يجب للفرد حسب حاجته او كفايته او عمله .

ويقول شارل جيد Ch. Gide، العالم الاقتصادي المعروف، ان التعاون ينحدر مباشرة من الاشتراكية الجمعية associationniste ولكنه يختلف عنها باتخاذها اسلوبا عمليا جعله ذا نفع حقيقي ينهض بمعاش الذين مارسوه .

ومن غاياته ان تتحرر عامة الناس اقتصاديا من القيد الذي قيدتها به بعض الطبقات وان تزول طائفة الوسطاء بين المنتج والمستهلك او يصبح الاستغناء عنهم مقدور الاستطاعة كلما دعت لمصلحة الى ذلك .

ولا يرمى التعاون الى ازالة الملكية الفردية بل يحاول تعميمها بالتجزئة حتى تنتشر الملكية الصغيرة بين الناس . وهو كذلك لايهاجم راس المال ولكنه لا يريد له القوة النافذة في الادارة وتسيير العمل بل يريد لكل عضو في شركات التعاون حق التصويت والادارة ايا كان عدد الاسهم التي يمتلكها وبهذا تختلف شركات التعاون عن الشركات المساهمة .

ويضاف الى هذا وذاك ما في التعاون من نزعة تهذيبية ترمي الى تنشيط الجهود في سبيل افادة المجموع بالاستفادة الشخصية فتكون غاية العمل الاقتصادي سد الحاجات الضرورية وتيسير المنفعة لاحب الكسب والتأثيل فتصبح العلاقات الاقتصادية مسايرة للاخلاق القويمة فينعدم التهاافت على الاعلان عن البضائع كما ينعدم تقليدها وغشها وما شاكل ذلك .

ونستطيع اليوم ان نقسم انواع الجمعيات التعاونية كما يلي :

١ - شركات الاستهلاك وهي التي يسمونها اليوم شركات التعاون المنزلي وغايتها الشراء بالجملة ثم البيع بالتجزئة للاعضاء بلا وسيط بين المنتج والمستهلك فيعرف الاعضاء المشتركون انهم يشترون سلعا غير مغشوشة ويستفيدون من الربح الذي كان يستفيده هذا الوسيط .

DES DÉVELOPPEMENTS POSSIBLES DE LA CAISSE DE PRÉVOYANCE



'aucuns ont considéré, au moment de sa fondation, les buts visés par les promoteurs de l'Association comme quelque peu utopiques. Pourtant, depuis 1927 à nos jours, l'Association a fourni ses preuves. Elle a justifié les espoirs que les adhérents de la première heure ont fondés sur elle, réalisé, dans tous les domaines où devait s'exercer son activité, les buts qu'elle s'était tracés. Bien plus, elle a élargi ces domaines et n'a pas manqué, chaque fois que l'occasion se présentait, d'en créer d'autres. A mesure qu'elle s'élevait, de nouveaux horizons se découvraient, qu'elle envisageait avec profit. Je ne citerai pas les projets nouveaux qu'elle a entrepris, ni les branches de son activité qu'elle a développées ou modifiées et qui ont déjà fait, en leur temps, l'objet d'examens approfondis de la part des divers Conseils d'Administration et de leurs comités spéciaux, d'exposés explicatifs aux sociétaires et de votes favorables de leurs assemblées générales. Je me bornerai, dans l'exposé qui va suivre, à apporter ma contribution à l'étude d'initiatives nouvelles qui tendraient, soit à augmenter la liste des avantages accordés aux sociétaires, soit à créer des ressources et des fonds nouveaux à la Caisse, soit à innover dans l'administration intérieure de l'Association.

I.—NOUVEAUX AVANTAGES À ACCORDER

1.—Mutualité sociale.

Le rapprochement des membres de toute association est une question de première importance. Aucune collaboration matérielle, aucune mutualité ne sauraient se comprendre sans une communion d'idées et de sentiments. Ce

principe doit être envisagé dans toutes ses conséquences lorsqu'il s'agit de membres d'administration où, par essence même, il faut avoir la franchise de le dire, tout n'est pas fait pour créer les sympathies réciproques et où les concurrences et les rivalités peuvent souvent nuire à l'entente générale.

Bien que ne se trouvant pas écrite en toutes lettres dans les statuts, cette règle ne saurait ne pas s'appliquer à notre Caisse de Prévoyance. Nous avons à nous louer particulièrement de nos divers Conseils d'Administration qui ont apprécié cette mutualité sociale à sa juste valeur et qui se sont toujours efforcés d'intensifier les bons rapports existant entre les membres du personnel. Nous n'oublierons pas de si tôt les projets de création d'un swimming-club ou de cercles sportifs ou récréatifs. Mais si des raisons supérieures ont empêché la réalisation de ces projets, il n'est pas dit qu'il ne faille pas y chercher l'idée directrice, laquelle, dirigée dans un autre sens, pourrait trouver une unanime approbation.

A cet effet, on pourrait envisager un projet dont l'exécution, pendant les vacances judiciaires, conférerait à la collectivité des avantages dont elle ressent vivement le besoin. Je veux parler des voyages à l'étranger. Fidèles serviteurs de l'État, auxquels leur modeste budget ne permet guère un changement d'air que leur genre de travail sédentaire rend on ne peut plus nécessaire, les sociétaires sont obligés de se contenter d'expédients ou même de renoncer en dernière heure à leurs congés. Les voyages en groupe ont acquis, à l'heure actuelle, une vogue qui mérite de retenir l'attention. Leurs avantages sont incontestables. Non seulement les frais généraux sont partagés par le groupe, mais des réductions dans les prix sont faites volontiers par les compagnies de navigation, les sociétés de transport, les hôtels, etc. En encourageant un pareil mouvement et en accordant des facilités de paiement, l'Association accroîtrait le bien-être de ses membres dans une appréciable mesure. De plus, la perspective de récréation en commun attirerait un grand nombre d'adhérents avec les membres de leurs familles, contribuant ainsi à asseoir sur des bases solides la camaraderie et l'amitié parmi le personnel.

Pour ceux dont les moyens ne permettent point de faire figurer dans leur budget le coût, même réduit, d'un voyage ou d'une croisière, l'Association pourrait organiser des excursions, en été, au Mex, à Agami, à Aboukir, à Rosette, ou, en hiver, en Haute-Egypte, au Mariout.

Enfin, une cabine serait mise à la disposition des amateurs, avec ses accessoires tels que perrissoires, ameublement, etc.

Ces diverses mesures, dont la mise à pied d'œuvre, dans ses détails, ressortit de la compétence du Conseil d'Administration, contribueraient à créer un réel esprit de corps, une mutualité sociale indispensable, rentrant d'ailleurs dans le cadre des statuts.

2.—Bibliothèque.

Poursuivant son but humanitaire, qui est de procurer à ses membres le plus de bien-être moral et matériel, l'Association devrait s'occuper particulièrement du sociétaire au point de vue intellectuel.

Après six heures de labeur continu et de tension sur une tâche quelque peu ingrate et routinière, l'esprit a besoin d'une certaine détente. On connaît ces vers du bon François Coppée, qui fut lui aussi fonctionnaire :

*...Prisonnier d'un bureau, je connais le plaisir
De goûter, tous les soirs, un moment de loisir...*

Une enquête sur l'emploi du temps libre des fonctionnaires et employés serait fort suggestive. Dans un sens ou dans l'autre, la répercussion du mode d'emploi de ce temps se fera sentir sur le niveau intellectuel.

Pourquoi l'Association n'étendrait-elle pas jusque dans ce domaine son action bienfaisante ? La création d'une bibliothèque semble toute indiquée.

A part son journal, le fonctionnaire lit peu ou pas. Les revues et les livres n'ont pas suivi la courbe de la baisse des prix et du mouvement de démocratisation, qui tend à mettre la plupart des produits à la portée de toutes les bourses. Revues et livres restent un produit de luxe pour les petits budgets. Quelques abonnements à des revues choisies parmi les meilleures et une petite bibliothèque mise à la disposition des membres, ne tarderaient pas à produire leur effet salutaire. On pourrait objecter d'abord que l'achat de livres grèverait le budget et qu'ensuite il ne faudrait toucher aux ressources de l'Association que d'une façon très circonspecte et d'une main prudente. Tout en rejetant, par ce second motif même, la première objection, je pense qu'il serait avantageux et à meilleur prix de s'abonner à une bibliothèque circulante en ville. Il y a même une solution encore plus avantageuse et n'impliquant aucune dépense : il existe, dans notre ville, une bibliothèque municipale. Très peu, parmi nous, en profitent, malgré l'attrait de la gratuité. Certains, peut-être, ignorent son existence. D'autres, tout en ne l'ignorant point, ne prennent pas la peine d'y aller ; nous sommes, reconnaissons-le, plus ou moins apathiques et paresseux.

Il me semble que le seul fait de mettre à la disposition des membres, au Palais de Justice même, un catalogue des ouvrages de cette bibliothèque encouragerait un grand nombre à en profiter. De plus, l'Association garantirait, auprès de la Municipalité d'Alexandrie, les sociétaires qui désireraient emporter des ouvrages à domicile.

En dehors de ce domaine des loisirs, une bibliothèque professionnelle est une nécessité pour l'élite et spécialement pour les jeunes qui voudraient préparer les examens pour postes de commis-greffier. Ces examens deviennent, d'année en année, plus difficiles et des préparations sérieuses sont exigées. Il existe bien une bibliothèque de la Cour et une bibliothèque de l'Ordre des avocats ; mais tant l'une que l'autre sont fermées au fonctionnaire. Une petite collection composée d'ouvrages de vulgarisation de droit pour les non initiés, d'études juridiques et de droit comparé pour les autres, ou enfin des ouvrages de droit et de procédure mixtes tels que ceux de Desserteaux et Abdel Fattah El Sayed bey, de Wahl et Kamel Malache, de Maakad bey et Ruelens, de Palagi, de Pélissié du Rausas, de Brinton, de de Wée, de Vroonen, de Catz ou de Mezher, pour n'en citer que les principaux et les plus pratiques concernant l'Institution Mixte, une petite collection de ce genre serait fort prisee par les amateurs, pour le plus grand bien de l'Institution Mixte elle-même.

3.—Allocation de mariage.

Il est accordé à tout sociétaire père de famille une allocation pour nouveau-né s'élevant à L.E. 4 pour les employés cadrés et les rôlistes, et à L.E. 2 pour les agents hors cadre. Il est intéressant de noter qu'en 1935, un sociétaire cadré a bénéficié, à lui seul, d'une somme de L.E. 12 qui lui a permis de faire face aux frais imprévus, c'est vraiment le cas de le dire, de la naissance de trois jumeaux. Il est non moins intéressant d'insister sur le fait que cet avantage ne trouve son pareil dans aucune autre association similaire.

D'autre part, il est payé, à titre de secours funéraire, à la famille du sociétaire décédé, une somme représentant la différence entre l'allocation prévue à l'article 34 des statuts et celle accordée par l'Administration.

Il n'existe, par contre, aucune allocation accordée au sociétaire à l'occasion de son mariage. Et pourtant, l'on sait quelle dépense immédiate plus ou moins énorme nécessite le mariage, tant pour les frais de mariage proprement dits, que pour ceux, éventuels, de nouvelle installation.

Certaines maisons de commerce, spécialement des sociétés, accordent des augmentations de salaires à tout employé qui se marie. En l'absence de pareilles dispositions dans les textes légaux afférents aux traitements des fonctionnaires, la Caisse de Prévoyance pourrait utilement aider le sociétaire qui s'engage dans les liens d'une union légitime.

4.—Baisse du taux d'intérêt sur les opérations afférentes aux titres vendus à tempérament aux sociétaires.

Il a été décidé, à l'Assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 1936, sur la suggestion du comité d'organisation de la commémoration du décennaire de la fondation de l'Association, et que le Conseil d'Administration a fait sienne, que le taux des prêts ordinaires et extraordinaires, celui des avances accordées aux sociétaires se rendant en congé à l'étranger, de même que celui des avances consenties dans le courant du mois, seraient réduits de 8 à 6%. Le taux de 8%, est-il dit dans la note explicative de la modification de l'article 22 des statuts, « ne saurait, en effet, être maintenu, aujourd'hui que l'Association, « ayant franchi l'étape importante mais difficile des débuts, se trouve dans une « situation que l'on pourrait, sans exagération, qualifier de florissante, et qu'elle « possède des revenus d'un caractère particulièrement stable ».

Le taux perçu sur ces divers prêts et avances devient donc égal à celui que l'Association percevait sur les opérations afférentes aux titres vendus à tempérament aux sociétaires.

Il serait souhaitable que ce dernier taux fût, lui aussi, réduit, afin de maintenir tant l'équilibre antérieur, que la distinction judicieuse qui existait entre le prêt fait à la consommation et le prêt fait à l'épargne, distinction tendant à rendre le premier plus onéreux et d'abord moins accessible que le second.

5.—Coopérative de consommation.

Il serait intéressant d'ajouter à la Caisse de Prévoyance une coopérative de consommation. Mais une entreprise de ce genre exigerait des capitaux qu'à l'heure actuelle il y aurait quelque difficulté à réunir. Un projet de cette envergure devrait être réservé à un avenir plus ou moins éloigné. D'ailleurs, les sociétaires qui se fournissent à la Société Coopérative de Consommation des Fonctionnaires du Gouvernement ne peuvent, jusqu'à présent, que s'en féliciter.

II.—NOUVELLES RESSOURCES À CRÉER

1.—Achat d'immeubles de rapport.

A l'actif du bilan du dernier exercice (année 1935), figure un compte « Titres » détaillé comme suit :

	L.E.	M.
1.400 Actions « Société coopérative de consommation des Fonctionnaires du Gouvernement à Alexandrie » à P.T. 55,2/10	772,	800
1.300 L.E. Bons du Trésor Égyptien 4 1/2 % à L.E. 104,3/8 ..	1.356,	875
80 Obligations sans lots 3 1/2 % Crédit Foncier Égyptien, à Frs. 512	1.580,	032
5 Obligations à lots 3 % Crédit Foncier Égyptien 1903, à Frs. 330	63,	648

En ce qui concerne les actions de la Société coopérative de consommation, leur existence dans notre portefeuille répond à des raisons d'ordre pratique et économique.

Quant aux autres titres, quoique formant un placement de bon père de famille, leurs revenus ne peuvent, cependant, être qualifiés de très avantageux.

Ainsi L.E. 1.356,875 sont immobilisées en bons du Trésor à un taux effectif de 4,31 % ; L.E. 1.580,032 en obligations sans lots du Crédit Foncier Égyptien, à un taux de 3,41 % et L.E. 63,648 en obligations à lots du Crédit Foncier Égyptien, émission 1903, à un taux de 2,27 %. Il est toutefois bon de conserver ces dernières obligations, au nombre de cinq, malgré leur faible rapport duquel doivent être déduits les frais d'assurance contre le remboursement au pair, vu qu'elles donnent à l'Association l'espoir de gain d'un gros lot. Il n'en va pas de même pour les 1300 bons du Trésor ni pour les 80 obligations sans lots, qui forment ensemble un capital d'environ L.E. 3.000, placé à un taux en moyenne inférieur à 4 %.

A l'heure actuelle, il y a abondance de maisons de rapport. Ce sont, sans conteste, les acheteurs qui font la loi du marché. D'ailleurs, les véritables occasions ne manquent pas. Un ou plusieurs immeubles pourraient ainsi être acquis, immeubles dont le revenu net varierait entre 8 et 12 %.

On pourrait objecter que pareille opération, outre qu'elle priverait l'Association d'un argent liquide dont elle pourrait avoir besoin dans ses opérations de prêts, ôterait au patrimoine collectif un élément de solidité.

La réponse à la première objection se trouve au rapport du Conseil d'Administration et du censeur pour l'année 1935 : il y figure, en effet, au bilan, un numéraire en caisse et un solde créditeur à la Banque Belge et Internationale en Égypte, formant ensemble la somme globale de L.E. 564,410, qui est amplement suffisante pour les besoins courants. D'autre part, une augmentation éventuelle du montant du crédit accordé aux sociétaires ne devrait être envisagée qu'avec la plus grande circonspection, dans l'intérêt des sociétaires d'abord, à qui le censeur estimait utile de rappeler de ne « pas perdre de vue « que l'Association doit être une école d'épargne et non une source de crédit « facile » ; dans l'intérêt de l'Association ensuite, qui ne trouvera, dorénavant, dans ces prêts, qu'un taux réduit de 8 à 6% (voir *supra*).

La seconde objection mérite aussi quelques observations : les divers titres ont nécessité la création d'un fonds de réserve intitulé « Fonds fluctuation valeurs » destiné à contre-balancer toute baisse éventuelle dans les cours des valeurs, par suite de la situation financière ou économique des marchés. Pour la même année 1935, ce compte a dû combler un déficit de L.E. 42, 666 sur la baisse des bons du Trésor et des obligations sans lots du Crédit Foncier Égyptien. Bien que cette baisse puisse être qualifiée de dérisoire par rapport au montant susdit de L.E. 3.000 environ, il n'en résulte pas moins qu'un événement inopiné, tel qu'une hausse du taux de l'escompte, pourrait avoir une influence néfaste sur le portefeuille. Ces deux catégories de titres ne peuvent constituer, par conséquent, une assise essentiellement solide au point de pouvoir justifier le placement d'une somme aussi élevée à un taux relativement bas.

2.—Bal annuel.

La Comptonia (personnel du Comptoir National d'Escompte de Paris), le personnel de la Barclays Bank, le Syndicat des Employés d'Alexandrie, etc., organisent chaque année un bal dont les revenus forment une somme assez importante de leur bilan. Pourquoi notre Association n'aurait-elle pas son bal annuel ? Il est toute une catégorie de gens qui, par snobisme, par entraînement, par goût ou par mondanité, sont, en hiver, à l'affût de toute soirée de gala. C'est à cette catégorie de personnes que s'adresseraient spécialement les billets. Le personnel ne serait, ainsi, en aucune façon et d'aucune manière, obligé d'y contribuer. Il n'est pas inutile de rappeler que la soirée de gala organisée par l'Association, la deuxième année de sa fondation, au Claridge's Hotel, avait rapporté un produit net de L.E. 481,935.

De même, certains membres de la magistrature ou du barreau dont la parole est de haute valeur et le talent incontestable, pourraient être aimablement priés d'apporter leur contribution par des conférences littéraires ou artistiques. Il n'y a pas à douter que les salles seraient comblées. Ici aussi, il n'est pas sans importance de rappeler que la conférence donnée par M. le Procureur Général Firmin van den Bosch, à la salle des Missions Américaines, le 1^{er} avril 1927, rapporta un bénéfice net de L.E. 176,760.

Dans une atmosphère plus modeste, mais plus familière, certains d'entre nous pourraient mettre en commun leurs aptitudes musicales ou théâtrales. Un embryon d'orchestre ne fut-il pas, à un moment, créé ?

3.—Participation dans les revenus du droit de timbre de l'Ordre des avocats.

La Caisse de prévoyance et de retraite de l'Ordre des avocats perçoit sur toutes conclusions ou notes additionnelles, un droit de timbre de P.T. 5, 10 ou 20. Les employés des greffes, chacun en ce qui le concerne, doivent exercer un contrôle sur l'apposition de ce timbre spécial partout où il doit être apposé, et sur l'exactitude de son montant. Il sont, en outre, chargés, après ce contrôle, d'oblitérer le timbre. Le personnel du greffe prend donc de ce fait une part active dans le service de ce droit de timbre, et il n'est que juste qu'une entente avec le Conseil de l'Ordre détermine la quote-part à attribuer de ce chef à la caisse de l'Association.

III. — INNOVATIONS DIVERSES

1.—Fonds de réserve.

A l'Assemblée générale ordinaire du 28 février 1936, le sociétaire Wadih Maakad, Inspecteur en Chef des greffes au Parquet Général, émettait un vœu tendant à la constitution d'un fonds de réserve.

A l'appui de ce vœu, le dit sociétaire exposait que toute association, toute société soucieuse de l'avenir, procédait à la création d'un pareil fonds, destiné à parer à certaines éventualités, telles qu'une diminution de ressources, une baisse dans les titres, etc. Pour constituer ce fonds sans grand inconvénient pour la masse des sociétaires, il estimait que le Conseil pourrait prélever, d'une

part, le 10% du produit net des recettes et réduire, d'autre part, le taux d'intérêt servi sur les fonds d'épargne, de sorte que la somme retenue pour alimenter la réserve ne représenterait, annuellement et pour chaque sociétaire, qu'une perte minime de quelques piastres.

Sans exposer les détails logiques et rationnels de la proposition de l'Inspecteur en Chef des greffes, je me bornerai à réfuter les arguments contraires à ce projet qu'ont formulés certains sociétaires.

- (a) *Notre Caisse de Prévoyance est une association dont le but principal est l'entr'aide des membres et non, comme une société, la réalisation de bénéfices pécuniaires. C'est aux sociétés seules qu'il incombe de constituer une réserve.*

C'est justement et principalement pour cette raison qu'un fonds de réserve devrait être créé. Ce fonds permettrait d'assurer aux sociétaires l'équilibre des avantages et secours, même au courant d'années défavorables. Nous avons été habitués, en effet, à trop d'avantages, tant dans le domaine médical que dans les autres domaines. Nous ne pourrions que difficilement admettre que ces avantages fussent réduits au cours d'exercices déficitaires. Au contraire, nous concevions volontiers que notre part dans les bénéfices soit, elle, réduite d'une minime fraction, en temps ordinaire, pour servir à des prévisions futures.

- (b) *La création d'une pareille réserve se réduirait à un subtil jeu d'écritures : à chaque exercice, un certain montant serait déduit d'un compte créditeur, le compte « capital », pour venir en augmentation à un autre compte créditeur, le compte « réserve », du même bilan.*

L'objection est spécieuse ; pourtant, elle a été exprimée. Elle émane, à n'en pas douter, d'esprits profanes en écritures comptables. Si le compte « capital » correspond exactement à une dette de la Caisse envers l'ensemble des comptes individuels des sociétaires actuels, le compte « réserve » constituera un fonds appartenant à l'Association elle-même, prise en tant que personne morale, et non à chacun des sociétaires.

- (c) *Il ne serait pas équitable que la génération actuelle fît les frais du bien-être de générations futures, ou autrement dit, que les sociétaires d'un certain âge subissent un sacrifice en faveur des sociétaires plus jeunes.*

L'idée de sacrifice est strictement à éliminer. Y en aurait-il effectivement, qu'une obligation morale dérivant de la mutualité même devrait faire admettre cette idée. Le sociétaire, en payant la cotisation du 1% à fonds perdu, compte principalement sur les avantages multiples qui lui seront concédés. La perspective

de récupérer et ce 1% de son traitement et surtout un bénéfice, doit être *d'ordre essentiellement subsidiaire*. La Caisse de Prévoyance, il ne faut pas l'oublier, est, d'abord et surtout, une association de mutualité et d'entr'aide, et non une société à but lucratif. Que si un bénéfice résultait de ses opérations annuelles, il devrait servir d'encouragement et de réserve pour les années futures. On n'en demande pas tant : une faible partie du bénéfice de chaque exercice, à déterminer par le Conseil d'Administration, suffirait à constituer ce fonds de réserve. Il n'y aurait de ce fait et du fait de « la suspension *jusqu'à décision ultérieure*, « de l'application des articles 28, 29 et 30 anciens des statuts, et de la substitution « *provisoire* de l'indemnité y prévue par celle des mêmes articles modifiés à « l'Assemblée générale du 25 janvier 1929 », aucune atteinte à des droits acquis.

(d) *Un fonds de réserve s'avérerait pratiquement inutile. L'Association n'a, jusqu'ici, effectué que des bénéfices, malgré les avantages concédés, d'année en année plus nombreux ; et il est à espérer qu'il en sera toujours de même.*

Un espoir de ce genre ne peut que rallier tous les suffrages. En conclure à l'inutilité d'une mesure prudente et sage, semble peu logique. Si la compétence et le dévouement de nos Conseils d'Administration ont fait, jusqu'ici, solder le compte « pertes & profits » toujours en notre faveur, ce serait être inconséquents et faire montre d'imprévoyance que de se refuser à envisager le cas de changements dans l'économie générale ou tout simplement le cas d'années maigres.

2.—Conférences des présidents des trois associations.

L'association de Mansourah a été fondée en 1929, celle du Caire en 1931. Depuis, les trois associations-sœurs poursuivent, sous le signe de la mutualité et le patronage de la Cour d'appel, un but commun. Pour atteindre ce but, divers systèmes sont suivis dans les trois sièges. Si certains sont excellents, d'autres laissent-ils peut-être à désirer. En essayant de se connaître, au point de vue du fonctionnement, dans les moindres détails, chacune des trois associations aurait tout à gagner et n'aurait rien à perdre. Une réunion annuelle des trois présidents ou de délégués pourrait être la source d'innovations heureuses et d'émulation commune.

3.—Expert technique.

L'Association a-t-elle besoin d'un expert technique ou d'un avocat-conseil qui l'éclairerait de ses lumières toutes les fois que l'occasion se présenterait, spé-

cialement dans les opérations sur les titres du portefeuille et dans les amendements à apporter aux statuts ? Certaines sociétés sont dotées d'un pareil organe. Serait-il profitable que nous en fassions autant ?

A y bien réfléchir, la négative s'impose. En effet, le Conseil d'Administration se suffit, à lui seul, pour l'étude et la responsabilité de ses actes. Il forme, dans son sein, des comités spéciaux chargés d'examiner telle ou telle question, sous toutes ses faces. Après rapports et avis circonstanciés du ou des comités spéciaux, le Conseil donne lui-même son dernier mot sur la question. Pour la responsabilité, l'article 48 des statuts qui donne au Conseil « les pouvoirs « les plus étendus pour administrer tous les intérêts de l'Association, sauf ceux « qui sont expressément réservés par les statuts à l'Assemblée générale », lui confère, en même temps, toute la responsabilité de ses actes.

Est-il besoin d'ajouter que la compétence des membres du Conseil et celle du censeur, M. Giovanni Servilii, dont le mandat honoraire fut toujours renouvelé, réduisent au minimum la raison d'être d'un pareil organe ?

* * *

La Caisse de Prévoyance, réalisation d'une idée hardie, a vécu pendant dix ans d'une vie si intense, que son existence s'est mêlée intimement à celle de ses membres. Ceux-ci ne pourront plus s'en séparer. Retourner au *statu quo ante* leur semble inconcevable. Bien plus, tous les besoins satisfaits par l'Association cèdent la place à d'autres, moins indispensables, il est vrai, et moins pressants. Ce « chœur de besoins harmonieusement satisfaits » tendra, nous en sommes persuadés, à rehausser le niveau matériel et moral des sociétaires. Il est à souhaiter, dès lors, que la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne continue à étendre son champ d'action, à ramifier de plus en plus ses entreprises, dans l'intérêt général. Telle est l'idée maîtresse que j'ai voulu faire ressortir dans cette brève étude.

ANTOINE TAWA,
Bachelier en droit.



DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE DES ASSOCIATIONS DE PRÉVOYANCE EN ÉGYPTÉ

Des nombreux phénomènes dont s'enrichit notre époque, il en est un qui réapparaît à tous les âges, pour disparaître ou se dissimuler dans l'ombre, devant la vigilance inquiète des pouvoirs constitués ou l'absolutisme des seigneurs ; c'est le courant qui pousse les foules de même condition à se grouper en associations, pour s'assurer, au moyen d'un commun concours et d'un égal apport, un maximum de cohésion et de sécurité.

Traquées par le législateur français depuis la Révolution, mais se développant par contre, avec un inégal bonheur, dans les pays anglo-saxons et germaniques, les associations ont finalement reçu droit de cité dans nombre de législations modernes et sont même expressément autorisées par un texte constitutionnel en Allemagne, en Belgique, en Hollande et en Égypte.

Ne rencontrant plus de barrière à leur extension, ces groupements se sont rapidement multipliés de nos jours et ce ne sont partout que syndicats, coopératives, corporations et associations à buts divers, qui tendent tous sous la loi d'une charte plus ou moins parfaite, à procurer à leurs membres la plus grande somme de bien-être, à leur constituer dans le domaine du travail une force redoutable de réaction contre la violation de leurs droits, ou à assurer, par l'effort commun, des réalisations positives d'ordre matériel ou spirituel.

En Égypte comme partout ailleurs, ce phénomène s'est répandu et s'accroît de jour en jour.

Entre les modestes groupements qui n'ont, pour toute loi, qu'une foi jurée d'entr'aide et les puissants clubs qui exercent sur leurs ressortissants, originaires de la Haute-Égypte, une autorité que, par souci du bon ordre, tolèrent

les pouvoirs publics, vivent et se multiplient de nombreuses organisations indigènes sous le règlement incertain de rudiments de statuts, que l'on observe religieusement.

Dans les milieux professionnels, où l'esprit de syndicalisme s'est progressivement infiltré, une multitude de formations surgirent de partout, calquant le plus souvent leurs statuts sur ceux des organisations similaires d'Europe.

Par ailleurs, le monde des employés que régit le contrat de louage de personnes, éprouva à son tour le besoin de s'associer, pour se prémunir dans la mesure du possible contre l'incertitude d'une condition essentiellement précaire et s'assurer, par le moyen de la mutualité, contre les brusques fantaisies du destin.

Enfin, de nombreuses administrations de l'État virent naître chez leur personnel une préoccupation analogue, sous les appels des nécessités de la vie qui sont plus pressants dans les milieux modestes.

Quoique la diversité des buts poursuivis établisse entre ces diverses organisations de multiples distinctions, elles se confondent toutes dans le même principe, sur le plan juridique, où elles sont communément désignées sous le nom d'associations.

Exerçant une activité intérieure et extérieure et accomplissant, de par cette activité même, des actes juridiques générateurs de droits et d'obligations, ces associations sont appelées à justifier d'une personnalité propre, capable de posséder, de s'obliger et de durer, sous peine de ne constituer que des assemblées d'indivisionnaires impropres à l'unification et essentiellement précaires.

Bien qu'il paraisse difficile, dans l'ordre de l'analyse juridique, d'établir une discrimination entre elles, — puisque les textes législatifs et les références doctrinales ou jurisprudentielles les ramènent toutes aux mêmes principes, pour autant qu'elles possèdent un statut et un patrimoine propres,—il convient, après examen des bases juridiques qui leur sont communes, de distinguer dans cette étude les associations dites de prévoyance, instituées en Égypte, afin de mieux déterminer leur personnalité morale.

Il importe de rappeler en premier lieu que la personnalité juridique, que l'on est convenu de reconnaître aux sociétés et associations, est une entité abstraite, que ne détermine expressément aucun code. C'est une fiction que la doctrine et la jurisprudence ont fait découler implicitement de la combinaison de certains textes législatifs ou même du silence de la loi, et qui ne s'appli-

querait qu'à des êtres de raison, ayant une vie et un patrimoine propres, distincts de ceux des membres qui les composent.

Or, d'après les titres III C. Civ. M. et IV C. Civ. I., ces êtres de raison ne sont autres que les sociétés, dans lesquelles des individus fournissent des apports pour une opération commune, en vue de s'en partager les bénéfices (Civ. M. 511 — Civ. I. 419 — Civ. Fr. 1832), à la condition bien exprimée que leurs apports deviennent patrimoine *particulier* de la communauté aux *intérêts de laquelle* chaque associé doit veiller et pourvoir *comme aux siens propres* (Civ. M. 516, 521 — Civ. I. 424, 428).

Ces principes fondamentaux bien précis établissent une nette distinction entre l'intérêt de l'être moral que les individus ont créé et leur propre personne. Cet être moral a désormais une personnalité particulière, une vie propre, autonome; il peut être représenté par un seul de ses membres à l'exclusion des autres ou par tous, au gré de leur convention; il peut les obliger ou s'obliger envers eux, comme s'ils étaient des tiers étrangers, et peut même leur survivre.

Sur la base de ces caractères particuliers, la société semblait avoir le droit de revendiquer à son profit la personnalité morale; mais la doctrine française refusa de la reconnaître aux sociétés civiles qui, n'étant pas publiées (contrairement à ce qui a lieu pour les sociétés commerciales), étaient considérées comme clandestines.

S'arrêtant à l'objection, la jurisprudence demeura en France quelque temps flottante, jusqu'à l'arrêt de la Cour de cassation, du 23 février 1891, qui retint : «...qu'il est de l'essence des sociétés civiles, aussi bien que des sociétés commerciales, de créer, au profit de l'individualité collective des intérêts et des droits propres et distincts des intérêts et des droits de chacun de ses membres... en n'établissant jamais des rapports d'associés à associés et en mettant toujours les associés en rapport avec la société», et sur ces considérations, reconnut aux sociétés civiles la personnalité morale et la propriété d'un fonds social.

Cet arrêt, longtemps discuté, ne pouvait, malgré son autorité, exercer en France une influence sur la situation juridique des associations, que proscrivait l'art. 291 C.P. Ce ne fut que par la loi du 1^{er} juillet 1901, que les associations non expressément autorisées jusque-là, purent vivre au grand jour, mais elles n'acquéraient toutefois la personnalité juridique que par une déclaration préalable à la préfecture.

En Belgique, le régime légal des associations est sensiblement animé d'un esprit plus large et la personnalité juridique leur est acquise de plein droit par le fait de leur déclaration et par le dépôt de leurs statuts qui sont publiés aux annexes du « Moniteur ».

En Allemagne, les associations sont régies par le Code civil, qui distingue celles qui visent un but économique et qui, dès lors, ont besoin d'une concession spéciale de l'État pour acquérir la personnalité juridique, cependant qu'en Angleterre une simple inscription au bureau du « registrar » suffit.

Enfin, en Roumanie, les associations sont placées sous la surveillance de commissions supérieures et n'obtiennent la personnalité juridique qu'après leur inscription sur un registre spécial, dûment ordonnée par le tribunal civil.

Ayant ainsi passé en revue certaines législations étrangères, ramenons notre étude aux sociétés et associations existant en Égypte.

Dans ce dernier pays la dualité des juridictions qui administrent la justice civile au nom du Souverain, donne au sujet un relief particulier, par suite de la profonde divergence qui a longtemps divisé les Tribunaux Mixtes et les Tribunaux Nationaux.

Après avoir souligné, dans deux arrêts des 5 et 12 juin 1879, que les conditions essentielles aux sociétés sont un objet licite et l'intérêt commun des associés, la Cour d'appel mixte conférait d'emblée la personnalité juridique aux sociétés civiles « dont les intérêts sont *distincts* de ceux de chacun de leurs membres en particulier » (3 déc. 1891, B. 4. 30) et retenait, en outre, que « l'existence d'un fonds social distinct de la fortune personnelle des associés, leur est reconnue par la loi mixte, quoique elles ne soient point assujetties aux formalités d'inscription et de publicité » (8 février 1899, B. 11. 122).

Cette interprétation ne devait pas tarder à faire reconnaître aux associations la personnalité juridique pour autant qu'elles se constitueraient un patrimoine qui fût indépendant de celui de leurs membres.

La nécessité de cette condition conduisit la Cour mixte à dénier à la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique instituée à Paris, la personnalité morale, retenant que les membres ne s'étaient engagés qu'à donner mandat à un syndicat de défendre leurs droits et de recouvrer pour compte de chacun d'eux les sommes leur revenant ; ce qui ne relevait que du mandat et excluait l'idée d'une véritable association (30 mai 1903, B. 15. 324). Il en fut de même pour un groupe d'employés qui avaient confié leurs économies à l'un d'eux avec mission de faire, à l'aide des économies accumulées, d'utiles pla-

cements. L'acte tenant à la fois du mandat et du dépôt, il n'en résultait pas l'existence d'une association proprement dite.

Ayant désormais fixé sa jurisprudence, la Cour d'appel mixte, suppléant aux dispositions de l'art. 10 § 4 C. Pr. M., qui ne prévoit de significations au siège social que pour les sociétés de commerce, décidait que la stipulation dans l'acte de constitution d'une société civile, prévoyant que le président de la société ou celui qui le remplace représente légalement la société à l'égard des tiers, n'a rien de contraire à l'ordre public ou à une disposition prohibitive de la loi mixte, et que par suite les significations pour les sociétés étaient valablement faites au président seul (10 déc. 1908, B. 21.59).

Depuis, la Cour a maintenu sa jurisprudence, l'étendant aux associations pourvues d'un patrimoine propre, distinct de celui de leurs membres, en retenant que les associations poursuivant un but humanitaire, scientifique ou artistique, d'utilité publique, ont une personnalité distincte de celle de leurs membres (24 février 1909 — *Revue de Législ. et de Jurisp. Ind.* 21, 215); Que le Collège des Frères jouit de la personnalité morale (19 mars 1923), de même que la Franc-maçonnerie (24 janvier 1923).

Plus près de nous, la Cour d'appel mixte décidait enfin par arrêt du 9 juin 1927, quant à la personnalité du Wafd El Masri (Délégation Égyptienne) « que cette institution a été régulièrement formée en vue d'obtenir l'indépendance complète de l'Égypte; qu'elle possède des statuts précisant les conditions dans lesquelles son activité doit se manifester et les règles auxquelles doivent se conformer les membres qui la composent; qu'elle a un président, un secrétaire et un trésorier; qu'elle est représentée par son président et possède des fonds conservés par le trésorier, les bons de paiement devant être signés par le président et le trésorier. Que dans ces conditions, rien ne s'opposait à ce que la personnalité juridique distincte des membres la composant, fût reconnue à cette association, et, en effet, la jurisprudence a admis (v. notamment arrêt du 24 février 1909, B. 21. 215) que des associations, en dehors des sociétés commerciales et civiles, qui se forment toujours dans un but de lucre, puissent se former librement en vue d'un intérêt public et qu'elles puissent ester en justice comme personnes morales (*Gaz. XVII*, 399).

Cette jurisprudence ne fut point, dès l'abord, partagée par les Juridictions indigènes qui demeuraient sous l'influence de la doctrine française.

Le Tribunal d'Assiout décidait le 14 octobre 1901 (B.O. 1903, n. 7.) que les associations de bienfaisance étaient dépourvues de la personnalité

juridique et le Tribunal civil d'Alexandrie refusait le 9 septembre 1913 de reconnaître aux associations cette personnalité.

Se rangeant à cette opinion le Tribunal sommaire de Mousky retenait, par jugement du 27 janvier 1925, que les associations ne pouvaient avoir d'existence légale, que si la loi leur avait conféré la personnalité morale ; cette interprétation cadrerait avec l'opinion émise par Fathi Zaghloul pacha dans sa critique de la jurisprudence mixte sur ce point, formulée dans son ouvrage sur le Code civil.

Mais l'opinion contraire fut bientôt admise dans les milieux judiciaires nationaux, conformément à l'opinion de juristes égyptiens qui ne répugnaient plus à la reconnaissance de la personnalité morale des associations ayant un patrimoine, une existence et une activité autonomes propres, pour autant, du moins, que ces divers facteurs fussent nettement apparents et ne prêtassent pas à l'équivoque (Dans ce sens, Neguib El Hilali, *Dissertation sur le Code civil* p. 176; Abdel Salam bey Zohny, *La responsabilité des personnes morales*, p. 795; Abou Heif, p. 422-423), et c'est dans ce sens que se prononcèrent les Tribunaux nationaux du Caire (25 mai 1925) et d'Alexandrie (Aff. R. G. 62, Aly Hassan Ahmed ès-q. c. Me. Sayed Khadr et Greffe).

C'est à la lumière des considérations qui précèdent que nous chercherons à déterminer la personnalité juridique des associations de prévoyance instituées en Égypte.

Les buts envisagés par ces organisations étant des plus divers, soit qu'ils se limitent à l'assurance collective et à la constitution d'un fonds destiné à servir des emprunts aux membres, soit qu'ils étendent à de plus vastes horizons leur sphère d'activité, nous croyons utile de prendre comme type de ces associations la « Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie » qui englobe à peu près tous les buts que ces divers groupements se sont assignés.

Pourvue de statuts réguliers, d'un conseil d'administration, d'un président qui la représente, d'un trésorier et d'un secrétaire, elle réunit tous les éléments susceptibles de l'individualiser dans son action.

Quant aux buts, elle poursuit principalement la prévoyance et le secours mutuel et, accessoirement, encourage chez ses membres l'esprit d'épargne.

Ce dernier objet n'entraînant aucune confusion de patrimoine, les sociétaires demeurent créiteurs des sommes qu'ils versent à l'épargne et leurs rapports avec l'association sont régis de ce chef par le contrat de dépôt.

Pour le surplus, la personnalité de l'Association se distingue de façon absolue de celle de ses membres.

Moyennant le versement par chacun d'eux d'une cotisation statutairement fixée, qui constitue leur apport, l'association s'oblige de leur assurer les avantages de secours et d'indemnité énoncés dans les statuts.

Leurs droits et obligations respectifs étant spécifiés dans les statuts, ce règlement constitue leur loi.

Mais ce qu'il n'est pas sans intérêt de souligner, c'est la distinction profonde qu'établissent les statuts entre les sociétaires et l'association.

En lui fournissant leur apport, ils en constituent un fonds commun destiné à servir à des fins à la fois égoïstes et altruistes, de telle sorte que les bénéfices qu'ils en entendent tirer ne leur reviennent que seulement s'ils se trouvent dans un des cas de nécessité prévus par les statuts, ou si aux termes de ces mêmes règlements, ils ont atteint le terme de leur carrière.

Par ailleurs, la distinction entre la personnalité de chacun de ses membres et celle de l'association apparaît encore plus frappante dans les dispositions qui prévoient la perte par le sociétaire de ses droits au fonds de prévoyance, en cas de démission ou d'exclusion, clause parfaitement licite (Planiol, II, n. 1088-1089).

L'effet de telles mesures, en faisant perdre à l'associé ses droits sociaux, l'éloigne définitivement de l'association qu'il a délaissée ou qui l'a répudié.

Dans un autre ordre d'idées, l'association poursuit, en fait, un but lucratif, en organisant à son profit des manifestations artistiques ou mondaines, susceptibles de lui procurer des fonds et en concédant, à titre onéreux, l'exploitation du buffet du Palais de Justice.

Elle agit également comme association coopérative, en consentant à ses membres des emprunts à un taux inférieur à celui qui leur serait imposé ailleurs et leur vend des titres à tempérament. Cette dernière opération ne modifie nullement son caractère civil pour autant que ses acheteurs se recrutent parmi ses seuls membres (v. Dalloz, *Rép. Prat.*, XI, 4515; Lyon-Caen et Renault, II, n. 1037; Thaller, n. 799).

Ces particularités, propres à toutes les associations de prévoyance dans des mesures variables, constituent les caractéristiques essentielles de la personne morale et cadrent parfaitement avec les dispositions énoncées aux titres III C. Civ. M. et IV C. Civ. I.

On pourrait conclure de l'ensemble de ces éléments, que les associations de

prévoyance jouissent en Égypte de la personnalité juridique, sans distinction entre la petite personnalité et la grande, distinction que n'a point retenu le législateur égyptien.

Mais cette personnalité n'est point l'attribut nécessaire de tous ces groupements et il convient de les classer en deux groupes ; celui qui comprend les associations à intérêt mixte, dont la personnalité fut reconnue de tous temps par les Tribunaux de la Réforme, et les associations composées d'Égyptiens ou sujets locaux, auxquelles cette personnalité n'a été reconnue que par deux récentes décisions qui pourraient marquer le point de départ d'une tendance générale en faveur de la reconnaissance de la personnalité.

Au cours de ces dernières années, le Gouvernement a doté certaines associations de règlements organiques spéciaux, comme l'Université Égyptienne (16 déc. 1912), l'Union Royale des Associations médicales (13 juillet 1933), les sociétés coopératives (22 juillet 1927), leur reconnaissant expressément par ces lois la personnalité civile.

Cette décision du législateur égyptien, qui sert d'argument à certaines décisions de justice refusant la personnalité aux associations, n'est pas sans accentuer la divergence qui sépare les deux conceptions, et il serait désirable qu'une loi spéciale vînt régir et réglementer les associations, à l'instar de ce qui a été fait en Europe.

C'est là, à notre sens, une nécessité qui s'imposera tôt ou tard au législateur égyptien.

JOSEPH NAHOUM.



L'USURIER DEVANT LA CAISSE DE PRÉVOYANCE

FRAGMENTS



ur les dix-sept concurrents dont les travaux ont été soumis à l'appréciation du comité du livre du décennaire, sept se sont rencontrés dans le choix du sujet ayant trait à l'usure. Simple hasard ? Facilité du thème ? Il semble bien qu'une cause plus profonde ait déterminé cette rencontre.

La Caisse de Prévoyance se flatte, à bon droit, d'avoir, dès sa fondation, soustrait ses membres aux entreprises des usuriers.

Ceux-ci durent même, selon la relation des historiographes de l'Association, passer à tour de rôle par la chambre ardente du président, pour y voir fondre le plus clair de leurs créances. Dix ans ont passé sur ces temps héroïques. Mais entre fonctionnaires et usuriers, il restait tout de même, en souvenir des mauvais jours, un vieux compte à régler. De justes ressentiments, recuits dans le silence du Palais, attendaient l'occasion de se manifester librement. Le comité se doutait-il qu'en proposant le thème de son huitième sujet de concours, il allait susciter une levée de plumes ?

Par la prose vengeresse de sept sociétaires, c'est toute l'Administration qui se fait justice.

*
* * *

Aussi bien, c'est sur un ton de pamphlet que M. CHARLES GEMAYEL prélude à son étude sur la lutte contre l'usure.

Écoutons-le :

« Les rapports entre usuriers et fonctionnaires, pour avoir toujours été des plus étroits, ne furent jamais des plus cordiaux.

« Ces rapports ne sont pas seulement ceux d'obligeant à obligé, mais surtout de maître à serviteur.

« L'usurier est le seigneur, le fonctionnaire, le serf.

« Ces deux personnages se complètent l'un l'autre et, s'ils n'ont jamais mangé dans le même plat, le premier s'est toujours servi dans celui du second.

« Chaque fonctionnaire, ou presque, a son usurier à ses trousses ; il en est poursuivi comme par le remords. Ce double de la personne est devenu si banal que le fonctionnaire parle de lui comme de son chapeau ou de son porte-monnaie. »

L'usure n'est pas pour M. Gemayel, une abstraction juridique. Elle a revêtu l'aspect plus humain et plus familier d'un usurier, de tel usurier dont une louable discrétion a retenu l'auteur de nous révéler le nom.

« C'est un monsieur chic et élégant, au parler clair et persuasif, à la prononciation distincte, à la voix claironnante. Il promet monts et merveilles d'une façon catégorique et certaine. Il est infatué de lui et considère les autres comme ses obligés. Il arrive toujours la main tendue, la bouche fendue d'un large sourire. Il émet des opinions sans appel sur les affaires, la jurisprudence, la politique. Ne possède-t-il pas des connaissances dans toutes les coulisses ? Et surtout, n'a-t-il pas une façon à lui de résoudre les problèmes sociaux ? Il est optimiste et semble jeter au passage : Mes amis, (car tout le monde est de ses amis) vous n'êtes pas assez débrouillards pour parvenir. Tenez, imitez-moi : un peu de doigté et de savoir faire et vous arriverez à vos fins occultes tout en sauvant les apparences. »

Apprécions, en passant, cette contribution à un « Manuel du parfait usurier », qui sera peut-être écrit un jour.

Le personnage ne manque pas de relief, comme on le voit. C'est l'usurier évolué ; il a dépouillé la défroque conventionnelle des Harpagons du répertoire. Il s'est modernisé. Mais par goût du contraste, M. Gemayel lui a donné un pendant dans le goût classique :

« Près de lui se glisse un autre compère, sale et déguenillé, à la barbe mal rasée, au nez aquilin, aux yeux fuyants. Celui-là ne s'impose pas, il s'insinue ; il ne parle pas, il chuchotte. Il se présente, courbé en deux, prodigue les salamalecs. Il combine ses petites affaires dans l'ombre, à la lueur d'une bougie hésitante. Il les tient soigneusement cachées et n'en laisse transparaître que le côté plus ou moins grisâtre. Il est pessimiste ou

« feint de l'être. Rien ne va au gré de ses désirs. La vie devient impossible, « et il s'en plaint amèrement. Il est respectueux et toujours prêt à rendre « service. Mais son insolence ne tarde pas à pointer une fois en possession « de la traite ou de la signature qu'il convoite. Il montre soudain l'endroit « véreux de sa personne, tandis que se dévoile l'individu sans foi ni loi, « l'inexorable rapace, l'homme qui abuse de la situation et de la bonne foi « des honnêtes gens. »

Voilà pour le bourreau. Voici pour la victime :

« Le personnel était harcelé à toute heure du jour. Mais c'est surtout « à la fin du mois que le spectacle était lamentable. Les employés se diri- « geaient d'un pas furtif à la caisse et se retournaient maintes fois, craignant « d'être aperçus. Hélas, peine perdue. A chaque détour des corridors « s'embusquaient des créanciers qui surgissaient comme des ombres au « passage de leur proie. Et, tel qui touchait huit ou dix livres, les versait « intégralement à ces vautours, quitte à se trouver sans ressources dès le « premier du mois. Pour subsister, il contractait de nouveaux emprunts. »

Situation tragique. Cependant, l'heure de la délivrance approche :

« Seul un secours venant de l'extérieur pouvait le sauver. Ce secours « ne devait pas tarder : une puissante intelligence élaborait déjà des statuts « et étudiait soigneusement les remèdes à prescrire. »

Le reste se devine.

* * *

M. RAOUL ROSENTHAL, aussi sévère pour les usuriers, se tient, pourtant, dans la sphère plus sereine des généralités. Saluons, au seuil même de son article, un acte de foi touchant :

« L'usure, écrit-il, n'est pas un produit de la civilisation... »

Ne détrompons pas M. Rosenthal, la civilisation s'en chargera bien toute seule. Notons cependant, un peu plus loin, cette précision :

« L'usure est une profession difficile qui nécessite de la part de celui « qui la pratique des connaissances juridiques assez étendues, de la psycho- « logie et surtout l'habileté de camoufler son opération d'usure en une « entreprise correctement commerciale, admise par l'opinion publique et « protégée par les lois. »

D'où l'on peut conclure, pour tout concilier, que l'usurier est un civilisé au cœur barbare.

Et de plus :

« L'usurier est essentiellement un parasite : il vit du labeur d'autrui.
« Il sait à qui il prête. Il n'ira pas chercher celui qui ne le paiera jamais
« parce qu'il ne produit rien, n'a rien, ne fait rien. Mais il enverra des
« émissaires pour tendre une main soi-disant secourable à celui qu'il sait
« momentanément gêné. »

Tel est l'animal. Suit un tableau de ses ravages :

« Dire l'anxiété des échéances constamment renouvelées et dont le
« montant s'accroît à chaque fois, dire combien de larmes ont racheté les
« misères et les sacrifices que l'on s'est imposés parfois pour pouvoir desserrer
« l'étau sans cesse plus étouffant, dire enfin les pleurs de familles entières
« jetées sur le pavé par la faute du chef qui espérait toujours pouvoir restituer
« moyennant une rentrée exceptionnelle, c'est décrire tout le drame de
« l'usure et toutes ses conséquences. »

Troisième volet du triptyque : la Caisse triomphante et les Shylocks en déroute :

« Adib Maakad bey fit venir ces derniers dont beaucoup se prétendaient
« prêteurs bénévoles et passa de longs après-midi à discuter avec chacun
« d'eux, employant, tour à tour, la persuasion et les menaces, entr'ouvrant
« au moment opportun son tiroir pour offrir au créancier ce qu'il jugeait
« être son droit strict et rien de plus.

« Fasciné par la vue de l'argent, l'usurier empochait avidement
« et s'éclipsait. »

* * *

Avec le Cav. GIOVANNI RIVELLI, nous abordons l'étude de l'usure sous l'angle social.

Et, tout d'abord, un essai d'explication de ce que l'auteur appelle « la prospérité de la spéculation usuraire » en Égypte.

« Ce n'est pas toujours le besoin en Égypte qui a encouragé l'usure, mais
« bien celle-ci qui a multiplié le besoin et a facilité l'imprévoyance.

« L'habituelle nonchalance aussi bien des nationaux que des étrangers
« établis ici, l'insouciance du lendemain, l'absence, dans la classe moyenne

« de la population, du sens de l'épargne ont déterminé la prospérité de la
« spéculation usuraire.

« Si dans plusieurs pays d'Europe l'activité de l'usure est restreinte à
« un degré minimum, c'est surtout à cause de la mentalité de ces peuples
« essentiellement économes et hostiles aux dettes.

« Le crédit individuel est chez eux l'exception, qui dépasse rarement
« certaines limites.

« D'autre part la voracité de l'usurier trouve sa contre-partie dans la
« résistance du client et dans la difficulté du placement. Précisément le
« contraire de ce qui se passe en Égypte où la docilité de la clientèle permet
« à l'usurier d'exploiter sans trop de soucis un champ plus fertile et de plus
« sûr rendement.

« Si d'aucuns disent que l'absence d'unité législative en Égypte a été
« jusqu'aujourd'hui un obstacle à l'application sévère des lois, nous pensons
« que les effets néfastes de l'usure ne se feraient pas ressentir aussi profon-
« dément si ceux qui en sont les victimes ne se rendaient eux-mêmes les
« complices volontaires de ceux qui les exploitent. Car le client en Égypte,
« il convient de le répéter, s'accommode aisément des prétentions du prêteur
« d'argent et, malin à sa façon, ne fait jamais rien qui puisse servir à sa défense. »

*De cette étude comparée de l'Europe et de l'Égypte, retenons encore cette remarque
pleine d'humour :*

« Si parfois le débiteur obéré ose se prévaloir des exceptions que le
« code met à sa disposition pour sa défense, c'est désarmé qu'il se présente
« à la justice et avec l'intime désespoir d'avoir perdu à jamais la confiance
« de l'usurier....»

Le Cav. Rivelli, très averti des choses d'Égypte, écrit encore :

« Aucune catégorie de la population n'échappe en Égypte aux méfaits
« de l'usure. Depuis l'humble fellah au propriétaire foncier, depuis le petit
« commerçant, l'ouvrier, au modeste employé, au fonctionnaire, tous en sont
« plus ou moins les victimes.

« Les usuriers dans ce pays se spécialisent et se divisent la clientèle. »

Ici une description de cette faune variée. Et plus loin :

« Se laissant ruiner par les jeux et les plaisirs des grandes villes, des
« héritiers de familles respectables obtiennent des crédits sur demande

« chez des usuriers ; signant en grands seigneurs une infinité d'effets où les
« zéros finals se multiplient à mesure que se succèdent les échéances, ils
« ne s'aperçoivent de leur véritable situation que le jour où les condamnations
« ainsi que les affectations prises sur leurs biens et les demandes de séques-
« tration leur donnent l'éveil.

« Ayant surestimé, aux moments de leur grande prospérité, la valeur de
« leurs immeubles et de leurs rentes, ils voient bientôt leurs terres vendues
« sur expropriation à des prix dérisoires, qui sont absorbés par le montant
« écrasant de leurs dettes.

« Nous avons connu de ces gens qui acquittaient dans les bars et les
« lieux de plaisir leurs consommations par la signature de traites, sans souci
« des chiffres arrondis par des intérêts fantastiques. »

Enfin ceci :

« Qui donne aux pauvres prête à Dieu, dit-on.

« Mais l'usurier préfère n'avoir pas de relations avec cette catégorie
« de personnes, car très peu sensible et énormément pratique à l'égard de
« son prochain, il regarde sous un jour plus immédiat et plus tangible son
« intérêt pécuniaire.

« Cependant, certains usuriers, " pour venir en aide " aux classes pauvres,
« ont imaginé l'institution de " banques de prêts sur gage " dans plusieurs
« quartiers populaires des villes. »

* * *

M. VICTOR LOUTFALLAH, *plus sobre de mots, plus court de souffle, traite son sujet avec une concision et une objectivité qui laissent cependant percer son horreur des usuriers et son souci de les voir sévèrement frappés. A retenir cette remarque :*

« Au point de vue pénal, on ne voit pas nécessairement pourquoi l'usure
« serait un délit d'habitude, alors que d'autres délits qui ne sont pas plus
« condamnables, soit au point de vue moral, soit au point de vue de leurs
« conséquences dommageables pour celui qui en est la victime, sont des délits

« purs et simples, punis par la loi, même s'ils ne se produisent qu'une seule fois : il serait à souhaiter qu'en Égypte il en fût ainsi. »

* * *

M. EMILE NÉMEH nous confie qu'il ne s'est jamais adressé à un usurier. Il y a lieu de l'en féliciter et peut-être même de l'envier...

« ...mais cela ne veut pas dire, a-t-il soin d'ajouter, que je n'aie pas assisté de près aux agissements de certains usuriers sans cœur et sans pitié à l'égard de certains malheureux, pères de famille, qui se trouvaient dans mon entourage. »

Et M. Némeh de rendre grâce

« à cette belle institution que nous dénommons "Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie", qui, vraiment, est venue secourir les petits employés et les délivrer des griffes de ces vautours. Je ne serai pas le seul à faire l'éloge d'une telle œuvre et les mots me sortent du cœur pour dire et déclarer à haute voix qu'il s'agit de la plus belle institution qu'on ait jamais pu créer jusqu'ici. »

De tels accents méritent d'être retenus. La diatribe s'achève en péan.

* * *

Les auteurs d'études en langue arabe ont brodé des variations sur ces thèmes essentiels.

M. LABIB BOULOS étaye ses considérations sur l'usure et les usuriers de citations puisées dans l'ancien Testament, le nouveau Testament et le Coran.

Parmi les formes multiples de l'usure, il range le prêt sur gage qui devient, dans certains cas, le paravent du recel.

« L'affaire célèbre de Karmouz, écrit M. Boulos, est encore dans toutes les mémoires. Les trente bureaux de prêts sur gage établis dans ce quartier ont permis, pendant longtemps, à une bande de cambrioleurs de monnayer le produit de leurs larcins. Ces tire-laine, au nombre de quarante, mettaient en gage les objets volés, et se partageaient les sommes avancées par de trop complaisants prêteurs. »

M. IBRAHIM DESSOUKI, auteur de deux études sur l'usure — qui n'ont d'ailleurs pas épuisé son inspiration, puisque deux autres travaux, l'un sur l'utilité de l'assurance, l'autre sur l'utilité de la prévoyance, figurent également sous son nom au concours — rend, dans un premier article, un juste hommage au fondateur de la Caisse de Prévoyance.

Adib Maakad bey lui apparaît comme un chef de guerre, « de bonne guerre, non de conquête ou de rapine, mais de défense et de salut ».

Puis, entrant au cœur du sujet, il écrit ceci :

« Usure est un mot qu'il est plus impressionnant d'entendre que celui
« de peste, de choléra, de tuberculose et de folie. L'usure cause d'ailleurs
« bien plus de ravages que toutes ces maladies réunies »...

Dans sa seconde étude sur l'usure, M. Ibrahim Dessouki, après avoir fait une analyse des textes, en vient à tenir aux usuriers ce langage plein de sévérité :

« ...Et que les usuriers sachent que Dieu, que son nom soit loué et
« exalté, n'a cure des articles 294 bis et suivants du Code pénal, car Il sait
« tout, ayant tout créé, et Il est le juste juge et le plus sage des gouvernants. »

* * *

Ainsi, chacun selon ses dons, son savoir ou son tempérament, sept fonctionnaires ont dit leur fait aux usuriers.

C. S.



CHARGES ET CROQUIS

TROISIÈME PARTIE

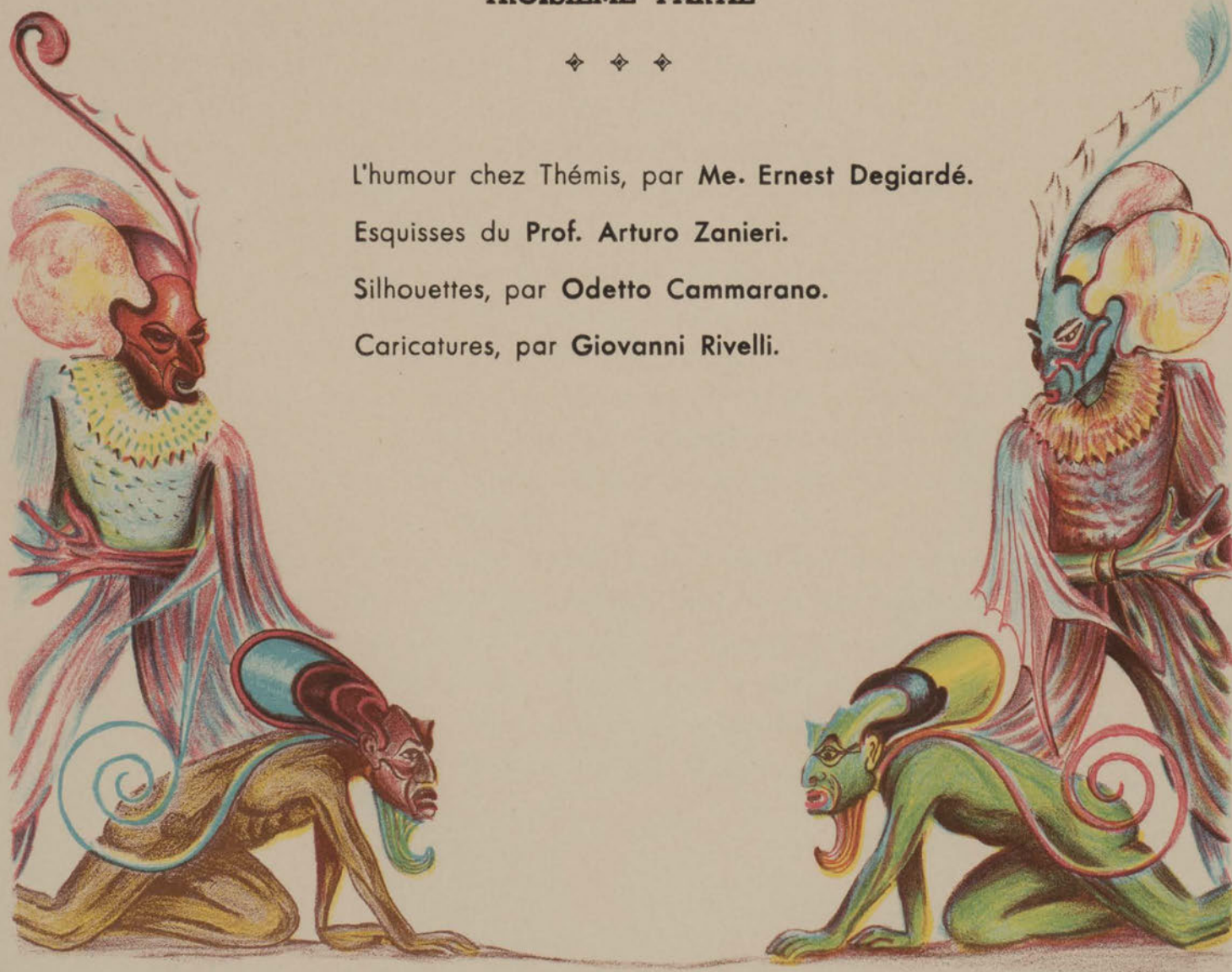


L'humour chez Thémis, par Me. Ernest Degiardé.

Esquisses du Prof. Arturo Zanieri.

Silhouettes, par Odetto Cammarano.

Caricatures, par Giovanni Rivelli.



L'HUMOUR CHEZ THÉMIS



n s'affligeait tout à l'heure, et voici qu'on s'émerveille ! Où, de prime abord, la pauvreté du vocabulaire contrista, la méditation débusque des analogies dont la richesse confond et ravit. Quoi ! un mot pour désigner à la fois le principe pensant et les plaisantes saillies ? Un seul ? Etait-il si difficile d'en forger deux ? Il suffit d'une courte réflexion pour ravalier cette raillerie. En vérité, un mot suffisait. En eût-il existé deux, qu'il y en eût eu un de trop,—et le bouquet se fût envolé. Car le mot « esprit » vient de spiritus, lequel signifie souffle de vie et implique ses expressions les plus diverses. Le génie populaire, en qui il sied de révéler l'inventeur du langage, en dispensant à ce terme l'acception d'élément raisonneur et celle de sa faculté à dégager le comique des choses, y a, par philosophie intuitive, fondu la définition que Pascal donna de l'homme et telle réflexion de Rabelais, selon quoi le rire est son apanage. Convenons pourtant qu'en proclamant de la sorte qu'il est de l'essence de toute créature pensante d'être spirituelle, il a témoigné de quelque largesse...

Fussions-nous enclins à l'édification qu'il nous eût été aisé d'ennoblir notre panégyrique d'une citation de Thackeray. « L'humoriste—à l'en croire—ne fait pas seulement ressortir le ridicule des choses, mais fait directement appel à la pitié, à la tendresse, au mépris de l'imposture, à notre compassion pour les souffrances. C'est en quelque sorte un prédicateur laïque. »

Cette conception de l'humour nous eût tout à fait brouillé avec notre auteur, n'y eût-il contredit quelques lignes plus loin, confessant, cette fois-ci, qu'il ironise non dans le but de moraliser, mais parce que les sottises et les préjugés l'agacent, — simplement. Combien cela est préférable ! Mais l'humour a une vertu plus haute que celle des légitimes représailles. Voyons-y la forme en laquelle, le plus philosophiquement, se manifeste l'instinct de la conservation. L'esprit, pour tout dire en

quelques mots, est le viatique de l'honnête homme. Ainsi l'entendait Barrès, qui affirmait que l'homme d'esprit trouve en ses pires misères matière à récréation. Sans vouloir rien dramatiser, quel serait notre sort, nous eût-il été refusé de sourire de notre prochain et de nous-mêmes ? Combien fastidieuses seraient nos quotidiennes besognes, insupportables nos innombrables servitudes ! Mais l'esprit vient à la rescousse. Et voici qu'un compromis s'établit. Nous accoutrons nos tribulations de mille grâces empruntées et, les ayant ainsi rendues plaisamment méconnaissables, nous nous laissons prendre à notre propre duperie, réalisant de la sorte un chef-d'œuvre comique, tant il est vrai que la plus belle des comédies est celle qu'on se joue à soi-même, et un prodige de sagesse, tant il est vrai qu'il faut s'amuser, comme on peut, avec ce qu'on a.

Loin de nous de médire de Thémis à qui nous avons voué dès longtemps toutes nos complaisances. Reconnaissons cependant que son culte requiert bonne provision de gaîté. Il nous souvient de l'enseignement d'un saint homme : « Le bon chrétien, se plaisait-il à nous répéter, doit être joyeux ! » Précepte judicieux ! Par là, nous était-il sans doute enseigné tout d'abord que ce n'est rien d'obéir si l'on ne le fait avec une prompte allégresse, mais aussi qu'il serait bien hasardeux, bien aventureux de s'engager dans la voie de la mortification sans emporter dans sa besace un flacon de cordial. Ce qui est vrai pour ce pèlerin l'est également pour le desservant de Thémis, — fût-il grand prêtre, sous-diacre, lévite ou sacristain.

Car une salle d'audience, qu'est-ce en somme — comme l'a observé M. Henri Vonooven, prince des chroniqueurs judiciaires parisiens — sinon « le rendez-vous de tout ce qui a mal tourné, êtres et choses ». Se conçoit-il rien de plus mélancolique ? Et cependant, c'est bien de cela seul qu'on s'occupe dans la maison, à tous les degrés de la hiérarchie.

Alors, force est, pour affronter la dure épreuve, de se refaire l'âme d'un collégien, de se ragaillardir par des espiègleries faites aux camarades.

Au nombre de ces facéties, il en est une qui remonte à la plus haute antiquité et que l'on retrouve, sous forme de graffiti, jusque sur les murailles des temples de Louxor : c'est la caricature.

Nous en faisons largement usage.

Maints avocats, cependant que plaide un confrère, charment la douloureuse attente en lui croquant, comme on dit familièrement, la physionomie. Il fut fait, dans le genre, d'assez bonnes choses. A coup sûr cependant, la palme revient à tel de nos anciens substituts. Eh quoi ! était-ce en audience publique qu'il se révéla l'émule



de Sem et de Caran d'Ache ? Et si cela était, qu'y trouverait-on à redire ? Le Ministère Public, lorsque son intervention n'est point opportune, n'est pas de corvée ; il connaît sur son siège blasonné de longs loisirs. Si, au lieu de pencher à la mélancolie, il se distrait innocemment et travaille au surplus à notre agrément, ne s'assure-t-il pas ainsi à double titre notre affectueuse considération ?

Rimant, dans sa prison, devant un mur qu'illustrèrent, par le quatrain et le croquis, maints artistes qui, de la sorte, avaient charmé leur ennui, Musset réserva dans sa louange une mention spéciale à tel d'entre eux qui « avait un gentil brin de plume à son crayon ». Renversant les termes du compliment, célébrons le crayon qui, sur l'écritoire d'un très spirituel juge délégué à l'un de nos tribunaux sommaires, fait si bon ménage avec sa plume. Est-il rien, en effet, qui, entre deux attendus gorgés de suc juridique (encore que pimentés de quelque humour), repose davantage l'esprit et l'incite à renouer, avec la chaîne, le fil de l'argument, que de crayonner burlesquement les traits d'un ami ?

Nous-même avons entrepris, en de modestes travaux d'écriture, de fixer, sur le mode plaisant, les traits de quelques confrères. Sur le proscénium, drapé d'humilité, nous nous étions avancé et avons dit en manière de prologue :

« Nous entreprenons de vous montrer ici des avocats, nos frères, dans l'exercice spécifique de leur profession, en tout ce qui, de près ou de loin, s'y rattache. La profession dans son entité, les avocats dans leur communauté plénière, nous leur avons voué, on le sait, le plus cher de notre affection. De tous ceux qui nous ont servi de modèle, nous pouvons affirmer que nous ne les aurions pas choisis si nous ne les avions tant aimés. »

Fonctionnaires aimables et très diligents, qui dira vos travaux ? Nul lieu, plus que les Greffes, n'embaume l'abnégation. C'est ici que s'aplanissent les sentiers de la vertu et se défrichent les taillis où niche la cautèle. Celui-ci enrôle l'exploit, celui-là rédige les qualités, cet autre, à sa machine, clarifie la broussaille des minutes, cet autre encore, dans les casiers des armoires, classe chaque chose au bon endroit ; cet autre enfin, assailli des clerks et du bon public, subit le sort lamentable d'Orphée aux mains des Bacchantes. Et que dire de l'amoureux affairément dont bruissent le Bureau des actes notariés, celui des huissiers, celui encore des marques de fabrique et brevets d'invention. Et comment célébrer, sur le mode qui convient, les Services de la comptabilité et le studieux silence qui règne aux archives...

Ô Gide, c'est là que tu eusses dû mener ton Nathanaël pour lui enseigner la ferveur.



LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

Chers collaborateurs, souvent j'ai pensé à vous, m'étonnant de votre vaillance et m'appliquant à y trouver son secret. Dès longtemps, il est vrai, je soupçonnais qu'il résidait dans votre humeur primesautière. Les caricatures et silhouettes que le grand plaisir m'a été donné de préfacer m'en fournissent désormais l'assurance. Est-il besoin d'ajouter que je vous en aime davantage ?

ERNEST DEGIARDÉ,

*Avocat à la Cour,
Secrétaire de la rédaction
du « Journal des Tribunaux Mixtes ».*





A. Zanieri.
Aless. 1937.

La Consultation



A. Zaniedi

Alex 1137.

Un qui compte, !



"Ore notando..."

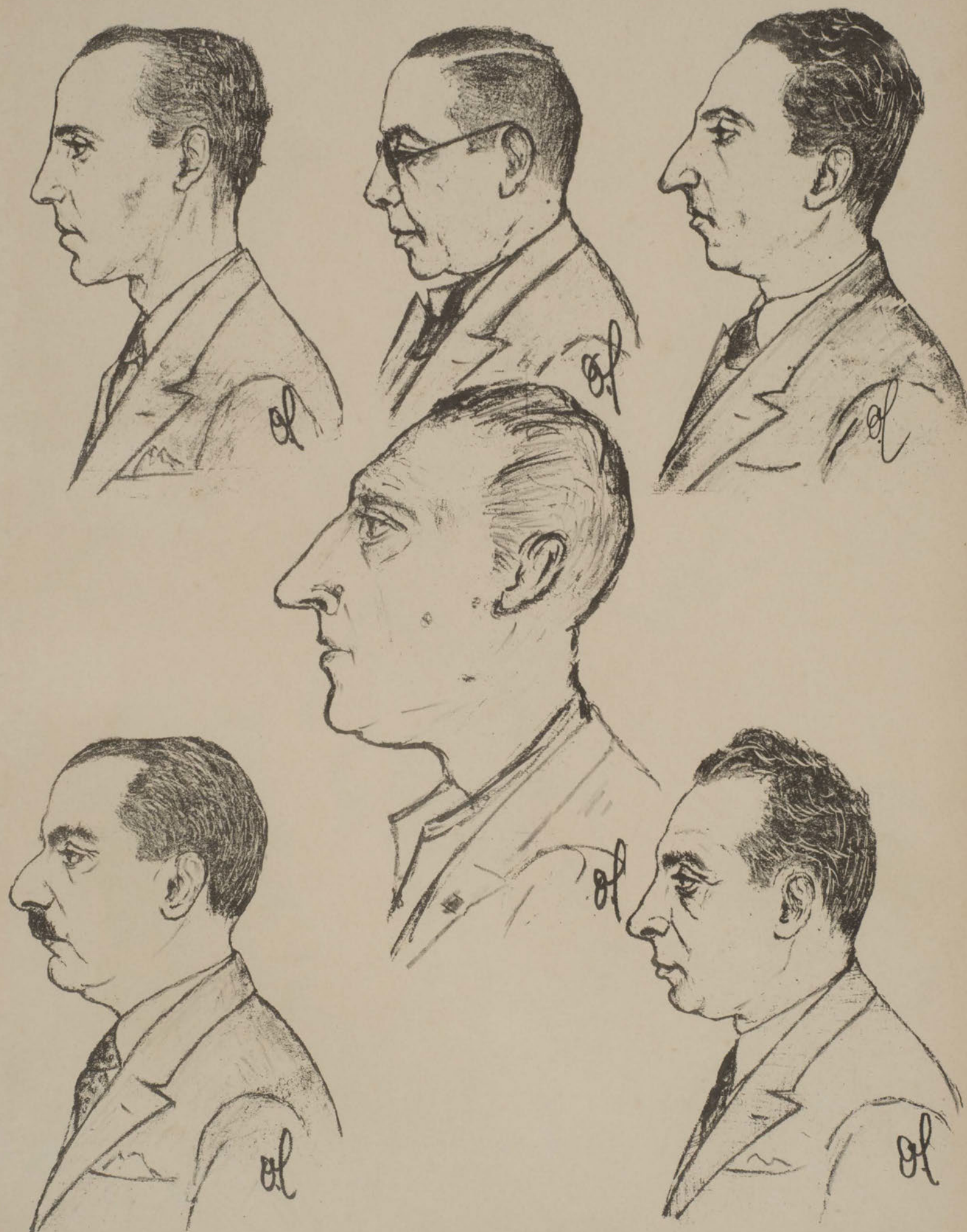
A. Zamboni

Apr. 1937

En parcourant les Greffes



de la Cour d'Appel





En parcourant les Services du Parquet



En parcourant les Greffes

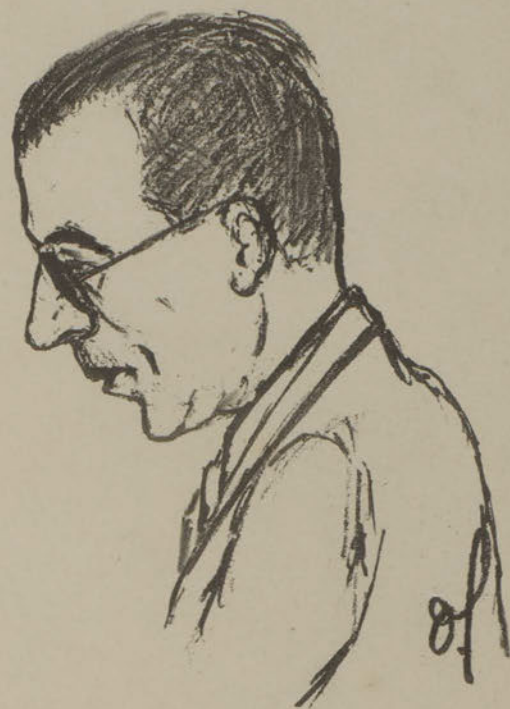


contentieux du Tribunal











Les visages gracieux . . .



de la Juridiction gracieuse

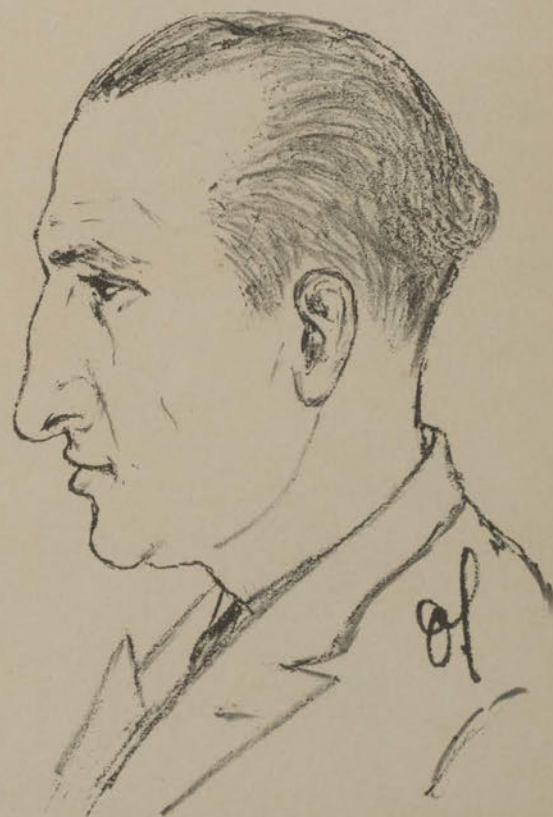
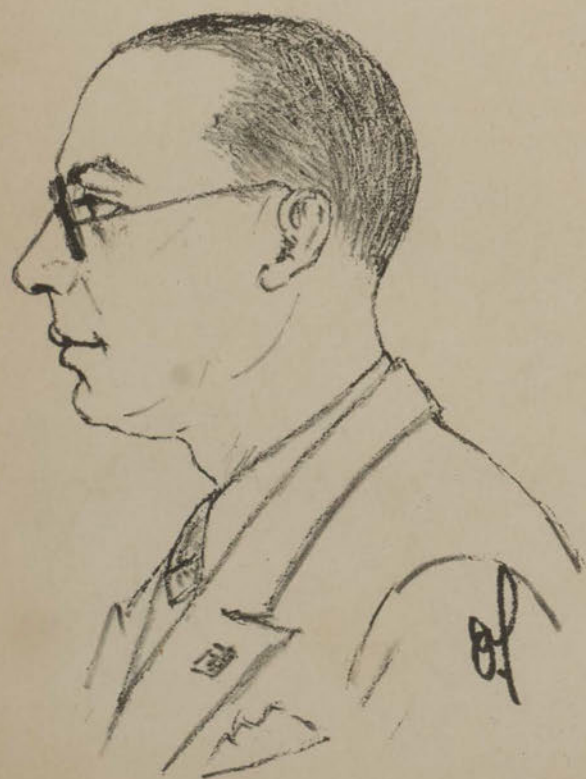


Les gardiens



du Trésor





Les tétraglottes



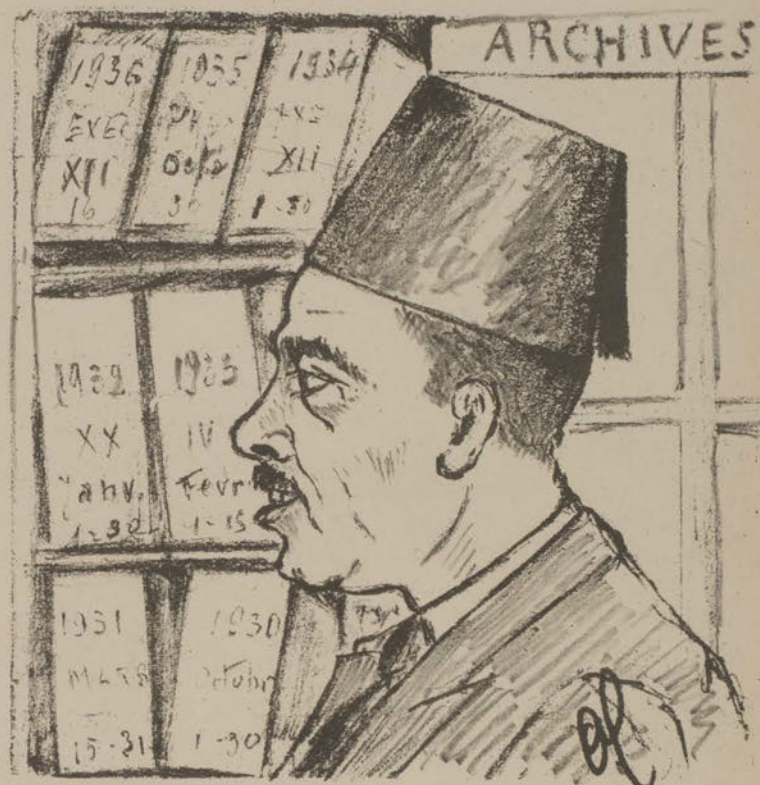


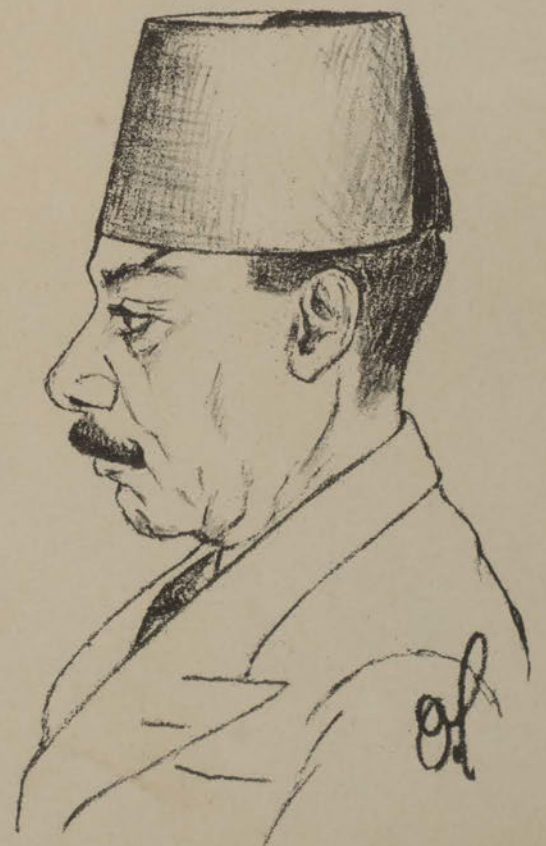
Un ensemble . . . saisissant





Dans les caves de Thémis

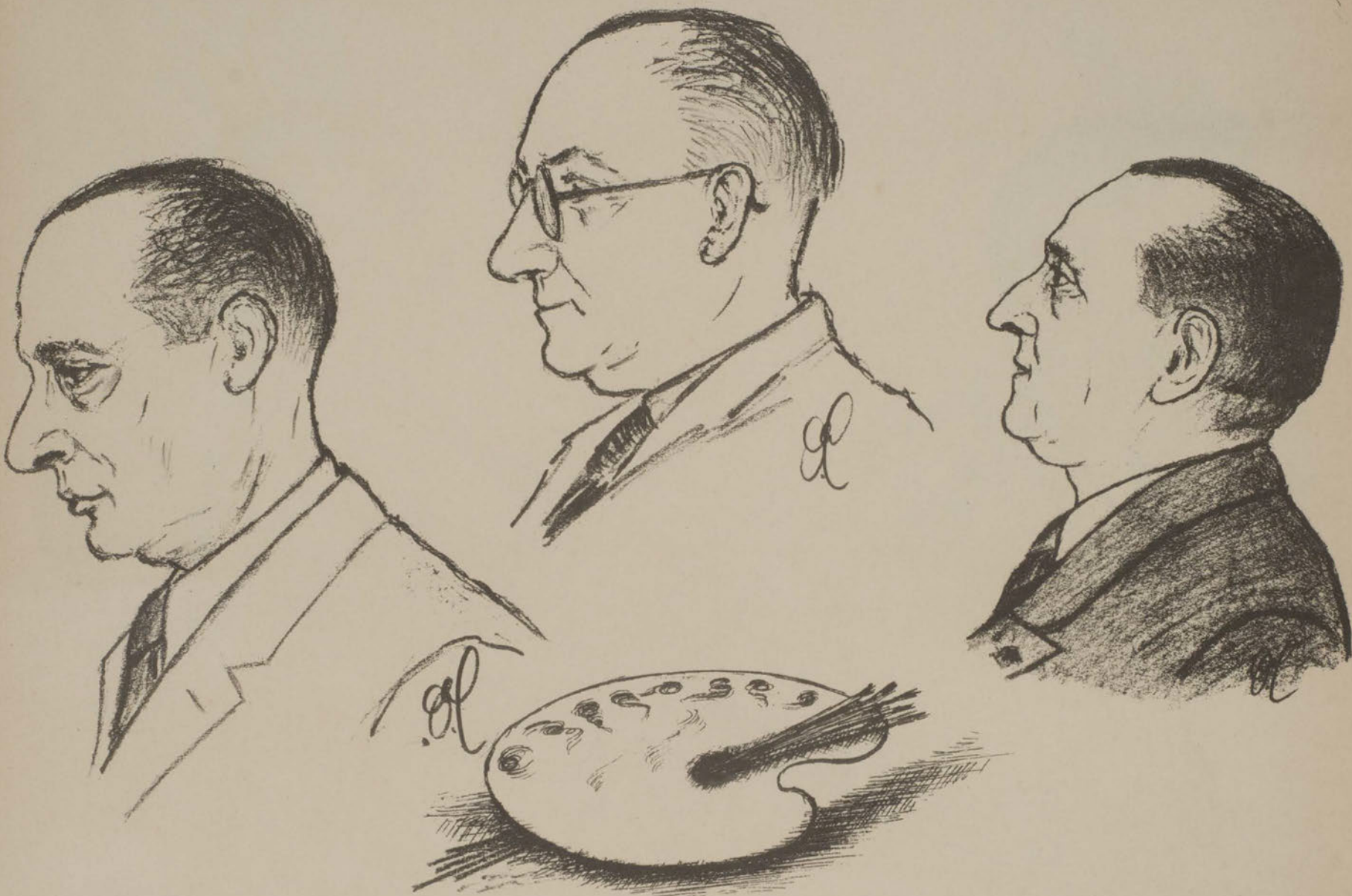


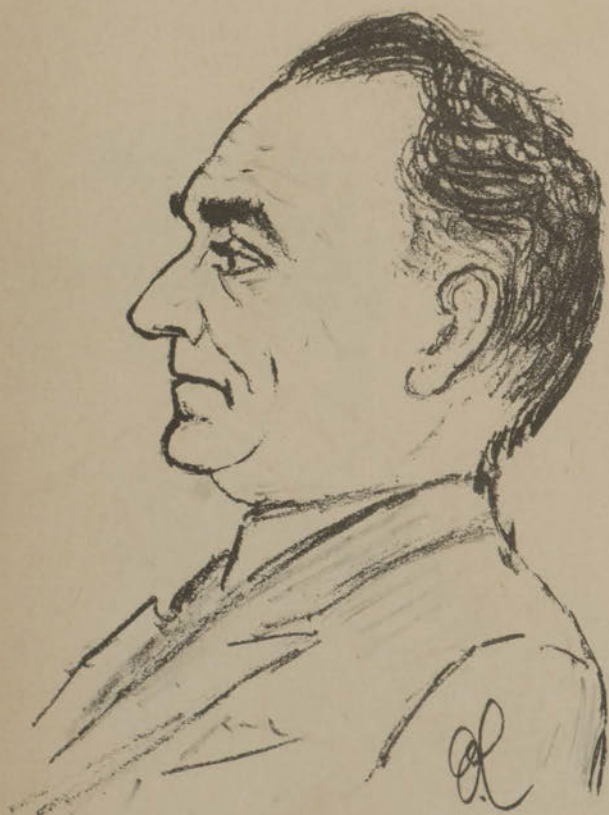
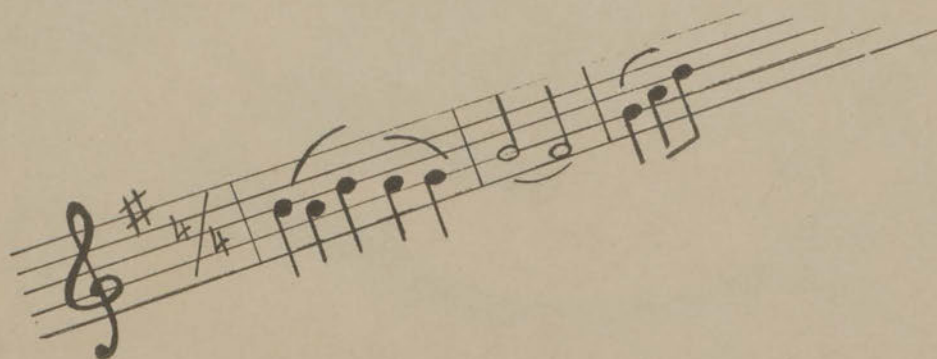
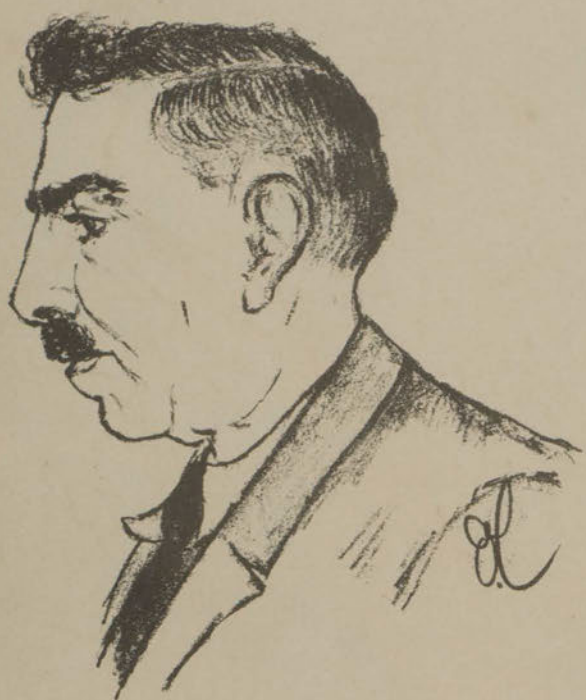


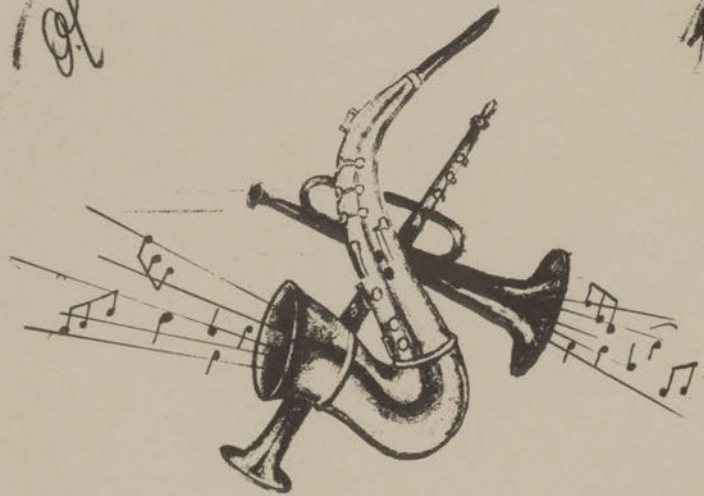
Dans les délégations provinciales

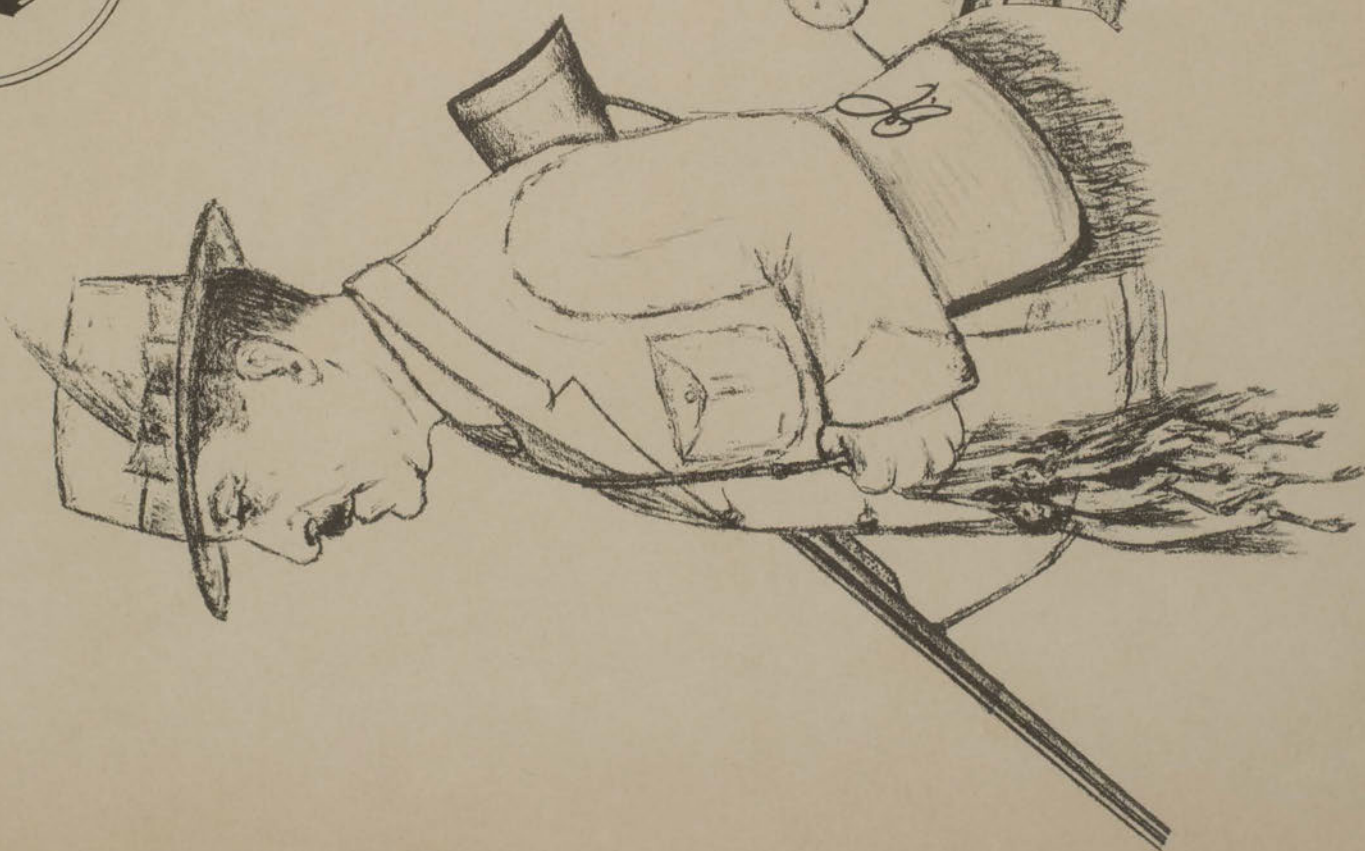
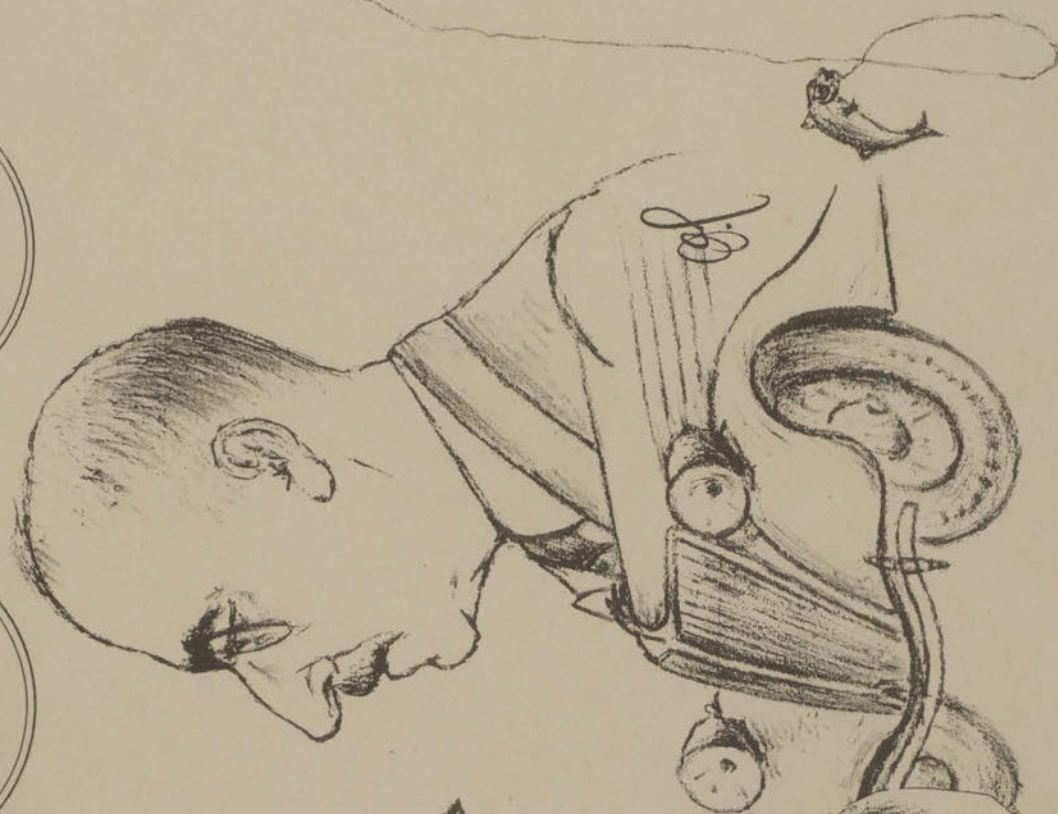
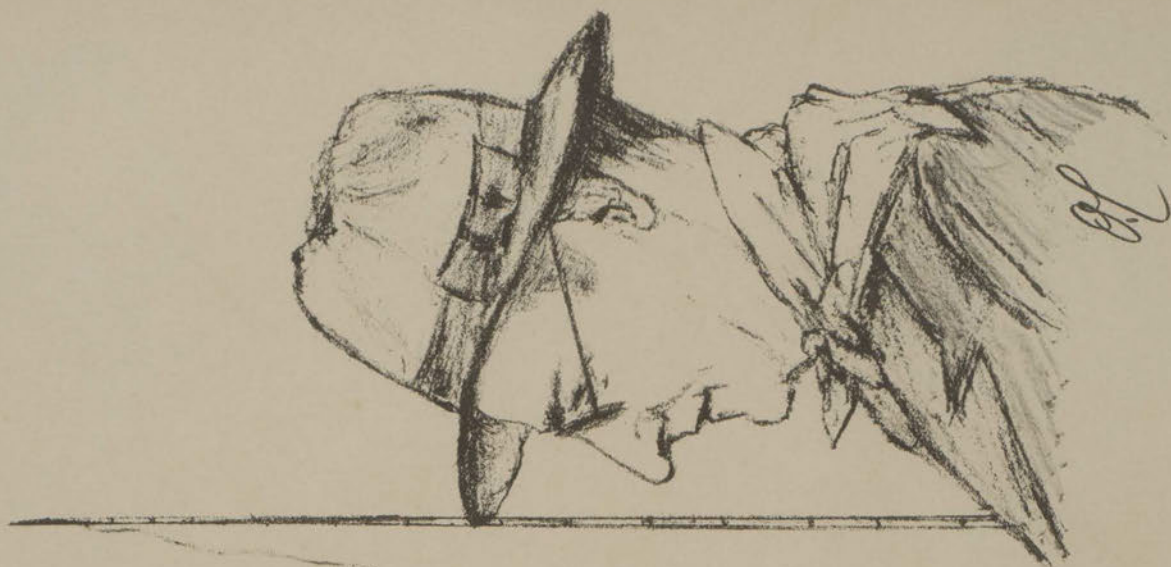


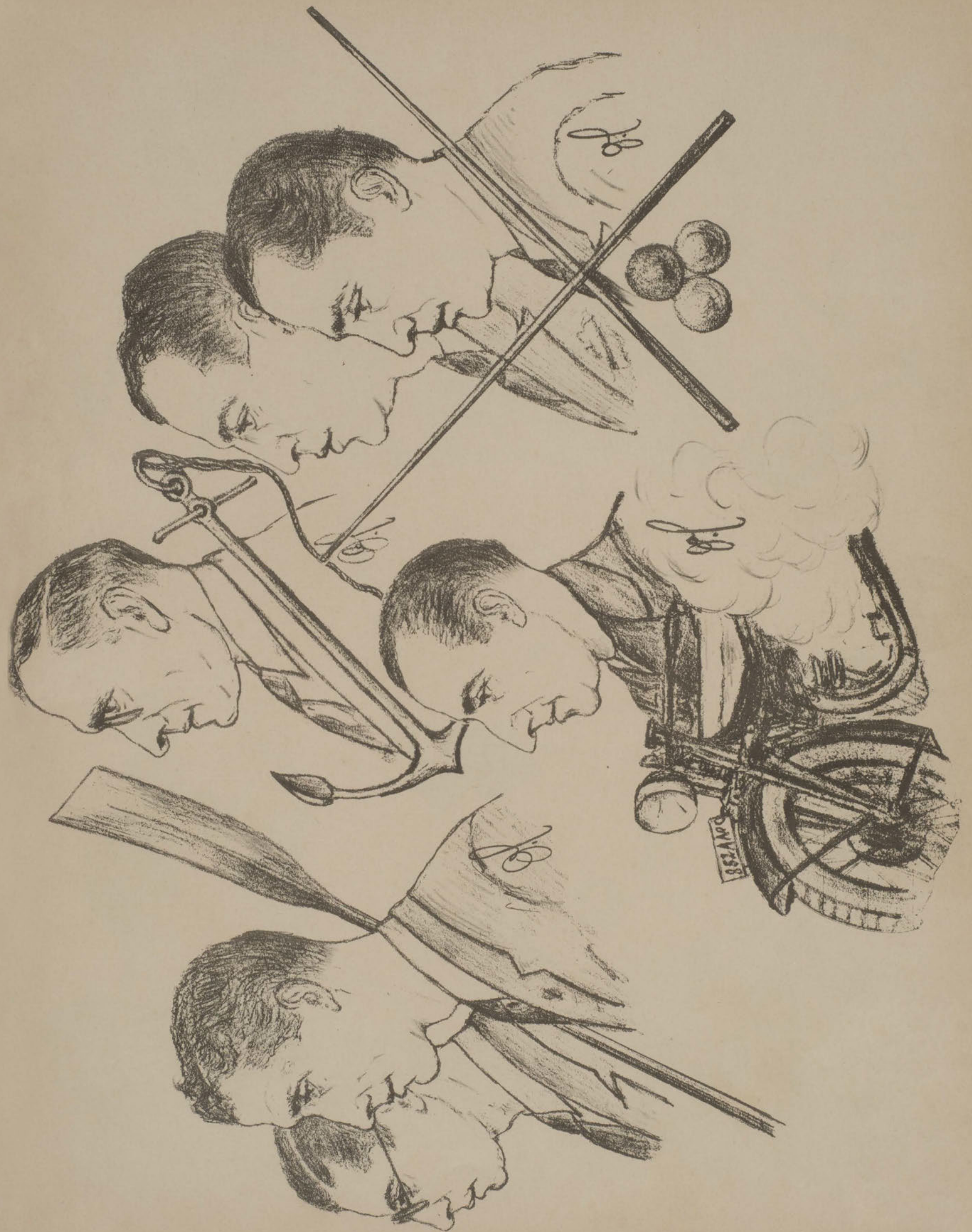


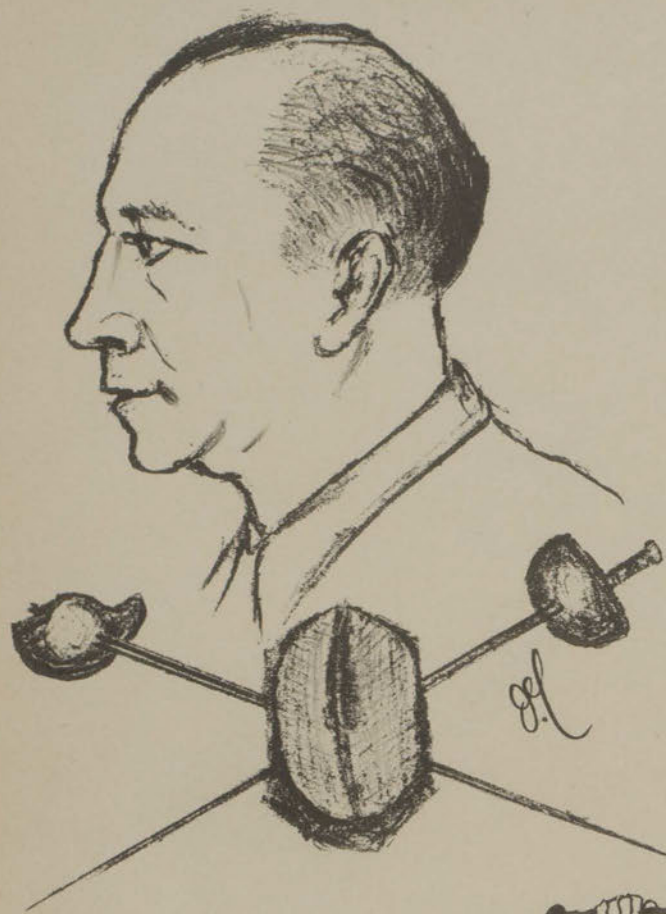




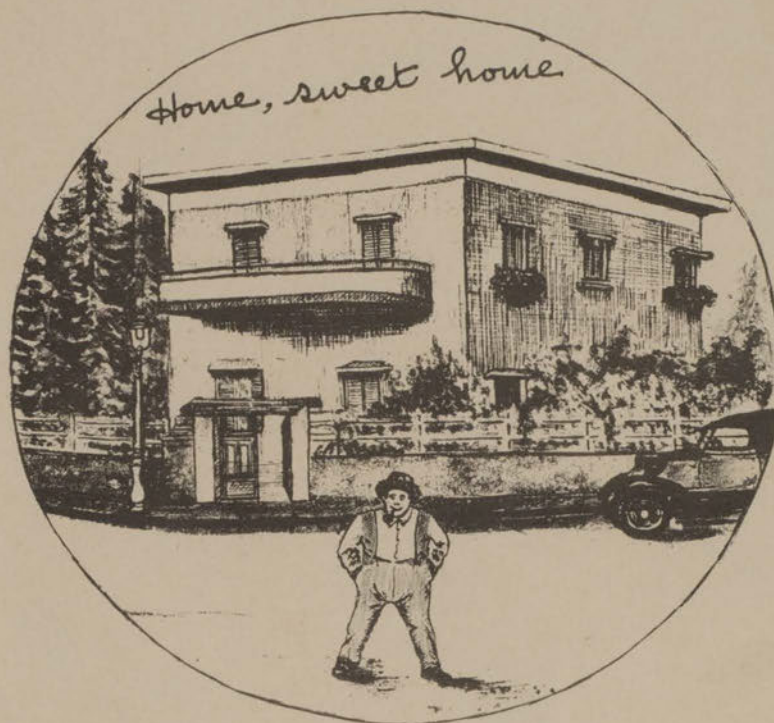








"Au riant Domaine de Siouf"

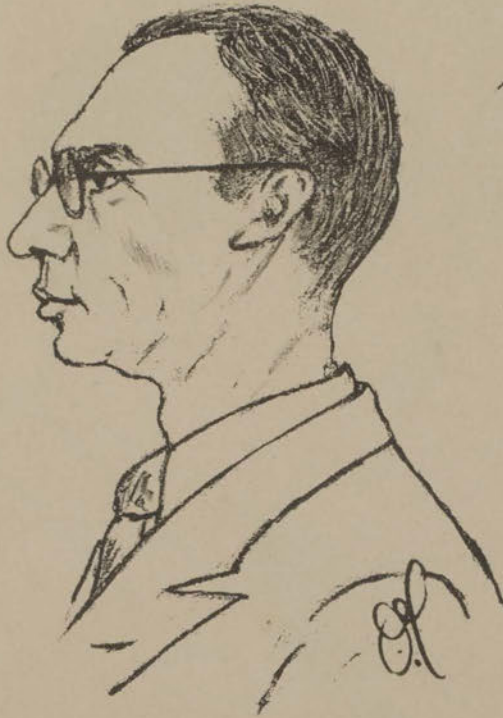




Compétiteurs du Concours

Les uns . . .





... et les autres



Sur les marches du portique



et dans l'ombre des couloirs





mutualité

Quatrième Partie



La Commémoration du Décennaire



Coup d'œil rétrospectif.

Le siège de l'Association.

Compte rendu de la proclamation des résultats
du concours du décennaire.

Compte rendu de la cérémonie commémorative
du décennaire.

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF

Fondée au mois de janvier 1927, l'Association commémorait, le 29 janvier 1932, le cinquième anniversaire de sa fondation en une séance particulièrement solennelle puisque l'Assemblée générale, tenue à cette date pour recevoir le compte rendu du dernier exercice de l'Association, se voyait honorée par la présence, pour la première fois dans les annales de l'œuvre, des membres honoraires composant le Comité de patronage.

A cette occasion, une adresse sur parchemin, richement encadrée, était offerte, au nom des membres de l'Association, à M. Adib Maakad bey en témoignage de gratitude pour l'œuvre qu'il avait fondée et qu'il avait su si heureusement conduire à ses fins.

En même temps, pour manifester de façon concrète la sympathie et la reconnaissance dont M. Maakad bey était l'objet, l'Assemblée votait par acclamation une résolution portant que le titre de " Fondateur " de l'Association lui fût attribué, afin que son nom fût intimement lié à l'œuvre qu'il avait créée.

Dans son allocution, le Premier Président de la Cour d'appel, Président Honoraire de l'Association, qui avait présidé en personne la dite assemblée, Sir RALPH CATOR, après avoir déclaré que sa présence aux côtés de M.M. le Vice-Président de la Cour, du Procureur Général et des membres du Comité de patronage, marquait tout l'intérêt que la Cour portait à l'Association, relevait que, dans cette institution, se réalisait à nouveau le principe consacré par l'ancienne fable du fagot. Prise séparément—disait-il—chaque branche ne représente qu'un faible élément, alors que, par l'ensemble de ses membres et par l'esprit de solidarité qui les anime, la société, dans son intégralité, est forte dans le monde.

Et M. le Procureur Général HUGH O. HOLMES, s'associant aux aimables paroles du Premier Président de la Cour d'appel, de souligner les avantages d'ordre matériel et moral que l'Association procure à ses membres et qui sont de nature à assurer au travail de chacun le meilleur rendement dans les meilleures conditions possibles.

* * *

S'appliquant, en effet, à mettre ses membres à l'abri des multiples difficultés de la vie et leur garantissant ainsi une tranquillité d'esprit indispensable au bon accomplissement de leurs fonctions, l'Association a, dès lors et de la façon la plus heureuse, continué à justifier les espoirs qui avaient été placés en elle et a atteint le but que ses promoteurs lui avaient assigné.

* * *

Les pages qui précèdent auront révélé le merveilleux essor de cette entreprise à laquelle dix années ont suffi pour se classer au premier rang des groupements de la mutualité et de la prévoyance sociale en Égypte.

L'histoire des cinq années qui se sont écoulées depuis la commémoration du cinquième anniversaire de sa fondation, a été, ainsi qu'on a pu le constater dans les divers chapitres de ce livre, la continuation d'un effort généreusement entrepris et de travaux menés à bien, par chacun de ses membres dans l'intérêt de tous.

LE SIÈGE DE L'ASSOCIATION

L'Association, devant la nécessité qui s'avérait d'année en année plus impérieuse, de disposer d'un local pour ses archives et son secrétariat et pour les délibérations de son Conseil d'Administration, a pu, à sa dixième année d'exercice, grâce à la bienveillante autorisation de M. le Premier Président de la Cour d'appel, Sir RICHARD VAUX, Président Honoraire de l'Association, obtenir et aménager, à l'entresol du Palais de Justice, un siège que les sociétaires ont eu la satisfaction de visiter à l'issue de la réunion de l'assemblée générale extraordinaire du 14 février 1936.

Ce siège, tout en répondant au but désiré, constitue une manifestation éloquente de la vitalité de l'Association. Il permettra de perpétuer le souvenir de tous ceux qui ont, par leur agissante sympathie et leurs précieux encouragements, assuré son existence et sa prospérité.

*
* *

A cette même assemblée, un sociétaire, M. Aristide Orfanelli, faisait hommage à l'Association d'une pièce de musique composée par lui à l'occasion de son décennaire, à laquelle il a donné pour titre la devise du groupement: « Un pour tous, tous pour un ».

*
* *

Quelques jours plus tard, lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle tenue le 28 février 1936 pour recevoir le compte rendu du neuvième exercice de

l'Association, M. Georges Sisto bey, le distingué greffier en chef de la Cour d'appel, suggérait que les traits de son président-fondateur fussent fixés sur la toile par un artiste, afin que soit ainsi perpétué le souvenir de cette œuvre de si haute portée philanthropique, dans la personne de celui qui en fut à la fois le chef vigilant et l'inlassable animateur.

L'Assemblée ayant, à l'unanimité, fait sienne une proposition dont la réalisation permettait à chacun de manifester en quelque sorte sa reconnaissance, le Conseil d'Administration confia l'exécution de ce portrait à l'éminent artiste Prof. Arturo Zanieri, dont le pinceau est venu maintes fois chercher son modèle au Palais.

* * *

Il ne sera pas inopportun, à cette occasion, de rappeler que le Prof. Zanieri a vu le jour sur les bords de l'Arno, dans le cadre unique de cette Florence aux collines bleues qu'entourent les jardins des Cascine et qui sert d'écrin à Santa Maria del Fiore. On comprend aisément ce grand amour de l'art, qui vibre dans l'âme sensible de Zanieri, élevé dans la fière capitale des Médicis, entre le piazzale Michelangelo, le jardin Boboli et le palais Pitti.

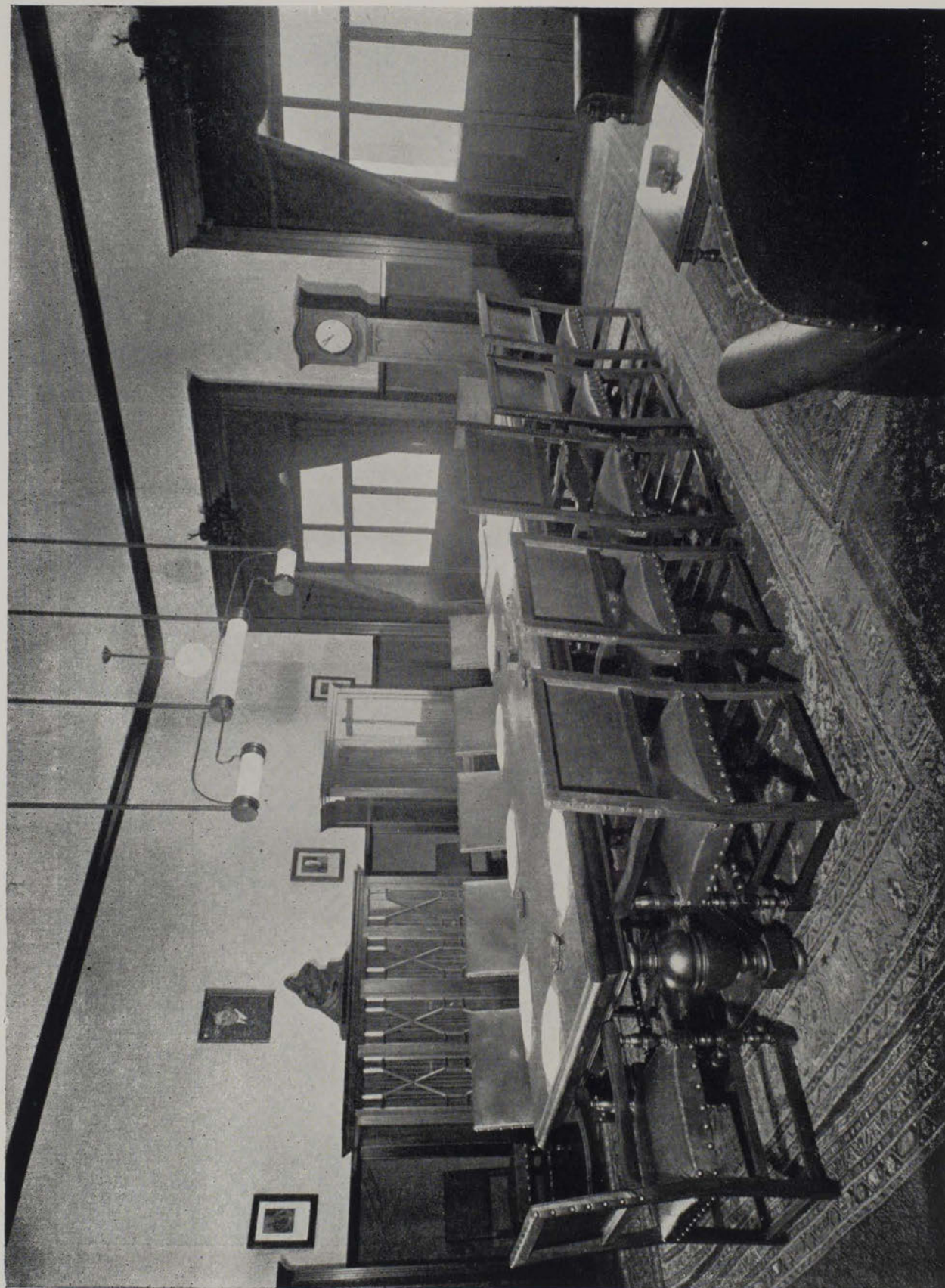
A ses dons naturels vint s'ajouter une culture solide, puisée dans les enseignements de maîtres tels que Stefano Ussi, Barabino, Gelati. C'est auprès d'eux qu'il apprit la sévère discipline de l'art, l'horreur de l'à peu près et du bâclé, l'amour de la vérité et la science du détail. Après d'heureux débuts dans son pays natal, Zanieri vint en Égypte en 1902 et ne tarda pas à être conquis par l'aménité des gens et la douceur du climat; il s'y établit bientôt définitivement.

Dès ses premières œuvres il sut s'imposer à l'attention du public et sa notoriété est allée sans cesse grandissant. C'est ainsi qu'en 1908 il était appelé à faire le portrait de S.A. le Khédive Abbas II, et en 1910 l'Académie de Florence lui offrait un siège aux côtés de Rodin et de Bartholomé et inscrivait son nom au répertoire des peintres les plus éminents d'Italie.

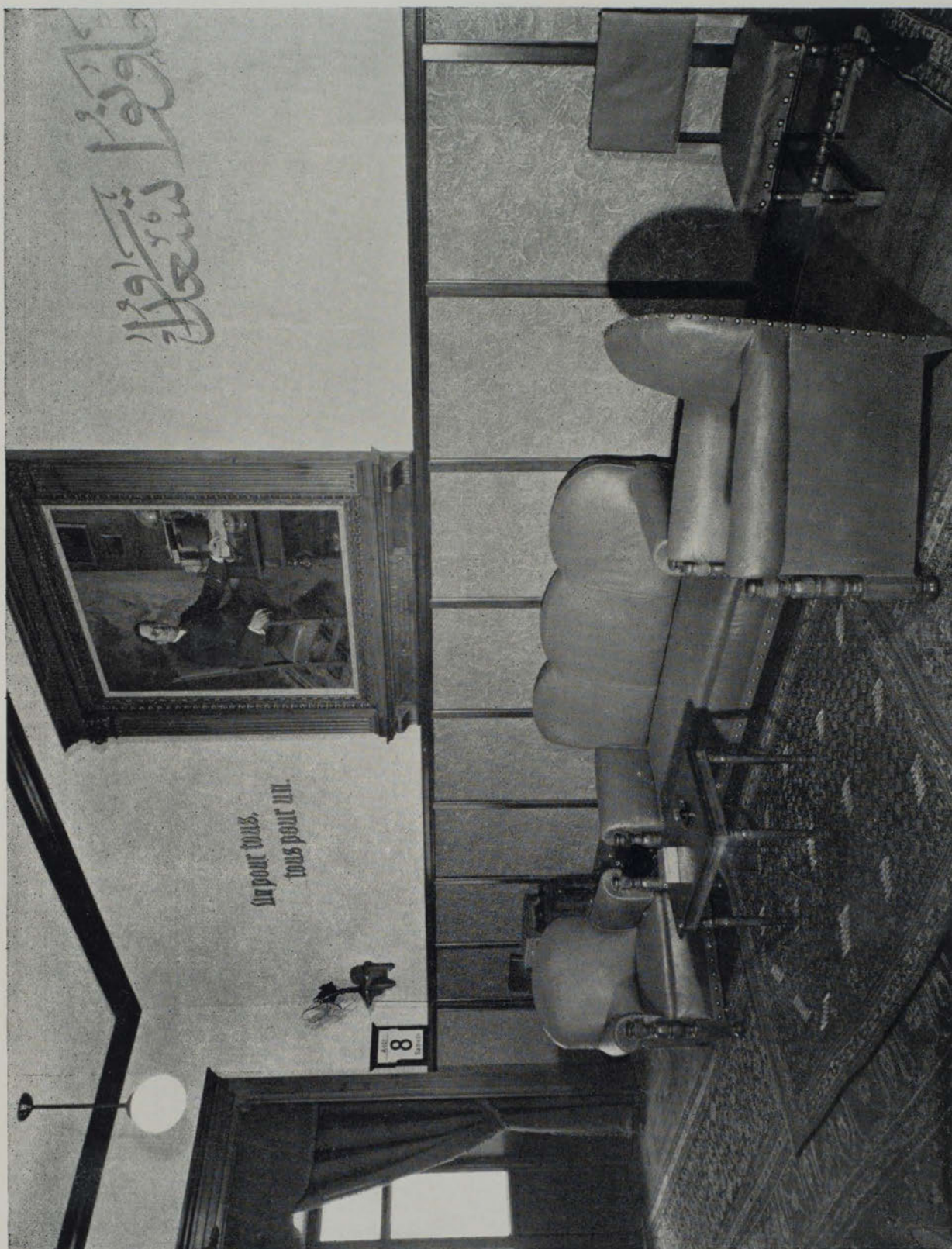
Ces succès n'ont pas altéré sa simplicité d'artiste sincère. Dévoué à son art, Zanieri a continué à travailler dans l'intimité de son atelier. Il est loin d'être silencieux, cet atelier : véritable rendez-vous des artistes toujours sûrs d'être accueillis avec cordialité et des privilégiés qui assistent, passionnément intéressés,



M. GEORGES SISTO BEY
*Greffier en Chef de la Cour d'Appel Mixte,
Président du Comité d'Organisation
de la Commémoration du Décennaire.*



LE SIÈGE DE L'ASSOCIATION



UN COIN DU SIÈGE DE L'ASSOCIATION



M. ADIB MAAKAD BEY

Fondateur de l'Association.

(Reproduction du portrait exécuté par le Prof. Arturo Zanieri pour le siège de l'Association)

aux séances de pose au cours desquelles, tout en devisant spirituellement avec un léger accent toscan, Zanieri, sans perdre une minute, trace d'un pinceau alerte les traits de son modèle, et lui donne peu à peu la vie.

C'est là, en effet, toute la passion de Zanieri : peindre un personnage et nous révéler son âme. La tâche n'est guère aisée, car, comme l'a dit Manet : « C'est encore la chose la plus difficile pour un peintre que de camper un seul personnage sur une toile et d'y intéresser le public sans le secours des accessoires. Faire un beau portrait est la marque du génie du peintre. C'est le sonnet martelé du poète, la phrase sans accompagnement du musicien : c'est le cri sublime du tragédien ».

En parcourant l'album où Zanieri a réuni un certain nombre de reproductions de ses œuvres, nous assistons à un défilé impressionnant de personnalités dont les noms constituent une page mémorable de l'Égypte contemporaine : princes, diplomates, magistrats, financiers, membres du barreau.

Mais Zanieri n'est pas seulement un portraitiste : ce livre nous l'a révélé aussi habile que spirituel caricaturiste.

Tel est Zanieri, artiste qui sait embrasser tous les styles et s'adapter à tous les genres ; exemple vivant de ce que peut faire la connaissance approfondie des principes immuables du vrai et du beau ; juxtaposition d'art et de raison, mais de cette raison du cœur qui, comme le dit Anatole France, ne trompe jamais.



Le Prof. ARTURO ZANIERI
(auto-portrait)

Un pour tous... Tous pour un

This is a handwritten musical score for the song "Un pour tous... Tous pour un". The score is written on 15 staves, organized into five systems of three staves each. The notation is in treble and bass clefs, with a key signature of one sharp (F#). The music features a variety of notes, rests, and dynamic markings. The first system includes a forte (ff) marking. The second system includes mezzo-forte (mf) markings. The third system includes a forte (f) marking and a "pesante" (heavy) instruction. The fourth system includes a piano (pp) marking. The fifth system includes a piano (pp) marking and a "crescendo" instruction. The score concludes with a final chord marked "ff".

ff

mf

mf

f

pesante

pp

ff

pp

crescendo

ff

Handwritten musical score on ten staves. The notation includes various musical symbols such as notes, rests, and dynamic markings. The score is written in a single system across the staves.

Dynamic markings and performance instructions visible include:

- grv.* (grave)
- mf.* (mezzo-forte)
- crescendo*
- sf.* (sforzando)

The score concludes with a double bar line and a key signature change to one sharp (F#).

Alex. le 14 Février 1936

Juston *[Signature]*



COMPTE RENDU DE LA PROCLAMATION DES RÉSULTATS DU CONCOURS DU DÉCENNAIRE

Ce fut au siège de l'Association qu'eut lieu, le 15 décembre 1936, une réunion de caractère strictement intime, à l'occasion de la proclamation par le comité du livre du décennaire, des résultats du concours auquel avaient pris part certains membres du personnel de l'Administration, faisant ou non partie de la Caisse de Prévoyance.

Cette réunion était présidée par M. Fred Nourrisson, greffier-notaire, président de ce comité, assisté de ses membres, Me. Maxime Pupikofer, directeur du « Journal des Tribunaux Mixtes », Me. Ernest Degiardé, secrétaire de la rédaction de ce journal, M. Charles Schemeil, directeur du journal « Al Bassir », MM. Sélim Aouad, premier interprète de la Cour d'appel, et Isidore Hailpern, secrétaire-adjoint du Conseil d'Administration de l'Association, assumant le secrétariat du comité.

Sur la table autour de laquelle s'était réuni le comité, étaient placés, noués d'une faveur, une obligation du Crédit Foncier Egyptien émission 1911 et, en deux élégants portefeuilles de cuir, six billets de L.E. 1 et un billet de P.T. 50, le deuxième et le troisième prix ayant été combinés en deux prix *ex æquo*. Autour, figuraient six exemplaires reliés du Livre d'Or du Cinquantenaire des Juridictions Mixtes, gracieusement offerts par le Conseil de l'ordre des avocats, et destinés aux concurrents non primés mais qui avaient mérité une mention spéciale, ainsi qu'un exemplaire de ce même Livre d'Or, édité en langue arabe par le journal « Al Bassir » et aimablement offert par son directeur, dont l'attribution avait la vertu d'un encouragement.

Étaient présents à la réunion : M. Adib Maakad bey, président de l'Association, M. Georges Sisto bey, greffier en chef de la Cour d'appel et président du comité d'organisation, assistés des membres de ce comité : MM. Wadih Maakad, inspecteur en chef des greffes au Parquet général, Albert Rosenthal et Ernest Mifsud, respectivement vice-président et trésorier de l'Association, Jean Bichara, secrétaire, et Constantin Biagini, membre du Conseil d'Administration.

Y assistaient également MM. Michel Zalzal, Victor Loutfallah, Joseph Nahoum, Giovanni Rivelli et Michel Keif, membres du Conseil d'Administration de l'Association, ainsi qu'un groupe de sociétaires parmi lesquels se trouvaient les concurrents.

La séance ayant été ouverte, M. Adib Maakad bey prit la parole et, après avoir brièvement rappelé la genèse de l'Association, s'exprima en ces termes :

« Messieurs,

Jour pour jour, dix ans ont passé. Dix ans d'efforts, d'espairs et surtout de réalisations, dix ans pendant lesquels nous avons travaillé à faire durer et grandir une œuvre qui nous est d'autant plus chère qu'elle tient sa force uniquement de chacun de nous. Et par « nous » j'entends la collaboration étroite existant entre chacun de ses membres. Pendant dix ans l'Association a vécu d'une vie intense, insensible, oserai-je dire, aux coups du destin, spécialement vouée elle-même à parer à ces coups. Pendant dix ans, elle a lutté pour sa devise : « Un pour tous, tous pour un », par cette autre devise : « Je maintiendrai ».

Et nous voici, aujourd'hui, réunis pour proclamer les résultats d'un concours auquel les membres du personnel de l'Administration, sociétaires ou non, ont été appelés à prendre part pour contribuer à la publication du livre du décennaire projeté.

Ces résultats ont dépassé nos espérances. C'est une nouvelle preuve de la fécondité sans pareille pouvant résulter de la collaboration des sociétaires avec les dirigeants de leur Association. Il est à souhaiter, dans l'intérêt général, que cette collaboration aille de jour en jour croissante. Les « vieux loups » feront l'apprentissage des jeunes, et c'est particulièrement vers les jeunes que nos yeux sont tournés et que dépend notre avenir.

Mes collègues du Conseil d'Administration se joignent à moi pour apprécier à sa haute valeur l'empressement des membres du comité d'organisation, présidé par M. Georges Sisto bey, le distingué greffier en chef de la Cour d'appel, à répondre à notre invitation, en élaborant le programme de la commémoration du décennaire. Qu'ils veuillent bien accepter nos remerciements chaleureux.

Nous adressons également les sentiments de notre plus vive reconnaissance au comité du livre du décennaire, qui a pu mener à si grands pas son programme et dont une importante étape est aujourd'hui consacrée. Ce comité ne pouvait être mieux constitué : M. Fred Nourisson, le fin lettré à la vaste érudition ; Me Maxime Pupikofér directeur du « Journal des Tribunaux Mixtes » et M. Charles Schemeil, directeur du journal « Al Bassir », dont la haute culture les classe d'emblée parmi la fleur de notre société intellectuelle et pensante ; Me Ernest Degiardi, dont la plume alerte nous fait souvent goûter, sans nous lasser jamais, aux délices de l'esprit savoureux et subtil du « Renard » plein de maîtrise ; ainsi que M. Sélim Aouad, premier interprète de la Cour d'appel, dont les qualités ne sont un secret pour personne, et, au risque de froisser sa modestie, le diligent et si distingué secrétaire du comité, M. Isidore Hailpern qui complète très dignement ce corps composé de si beaux talents.

LA COMMÉMORATION DU DÉCENNAIRE

Enfin, nous formulons nos remerciements et nos félicitations aux concurrents pour leurs intéressants apports. Ces félicitations s'adressent indistinctement — ainsi que le comité du livre du décennaire l'a relevé dans son rapport — à tous ceux qui ont pris part à ce concours, que leurs travaux aient été ou non primés ou mentionnés. A tous présents ou absents, merci!»

Il revint alors à M. Fred Nourrisson de proclamer les résultats du concours.

« Oui, messieurs, — enchaîna-t-il — le président de la Caisse de Prévoyance nous l'a bien donné à entendre : c'est par une sorte de pouvoir magique qu'un animateur suscite en nous les énergies qui y sommeillent. C'est par la vertu de ses sortilèges qu'il nous convie à l'action, à cette action qui nous révèle aux autres et à nous-mêmes. Sans cette occasion du décennaire, messieurs qui avez répondu à notre appel, vous n'eussiez peut être jamais songé à matérialiser votre pensée sous une forme qui vous vaut aujourd'hui nos éloges.

Le comité tient à féliciter indistinctement tous ceux qui ont participé au concours ; ils ont prouvé que le goût des choses de l'esprit ne leur était pas étranger, ils ont montré qu'ils ne doutaient pas d'eux-mêmes.

Tous les sujets proposés, sauf un seul, ont été traités, vingt-quatre travaux ont été soumis à l'appréciation du comité, qui n'en espérait pas tant, et le comité les eût volontiers tous compris dans une même louange, n'était que sa mission lui imposait de faire un choix.

Et voici comment il s'est prononcé :

Premier prix : M. Joseph-Marie Chlala, pour son « Étude juridique et critique sur les avantages personnels attachés à la qualité d'employé ou de fonctionnaire des Juridictions mixtes d'Égypte » Cette remarquable étude, conduite avec une rigueur toute scientifique, dépasse la portée du sujet traité et fait figure, en quelque sorte, de charte constitutionnelle des fonctionnaires. M. Chlala, qui connaît fort bien la loi et qui est au courant de la jurisprudence la plus récente, a donné là une preuve manifeste de son talent et de sa conscience professionnelle. Nous lui adressons nos plus vives félicitations.

Le comité a retenu ensuite deux travaux, si excellents chacun, qu'il ne lui a point paru possible de les classer dans l'ordre de ses préférences. Il leur a dès lors décerné à tous deux le deuxième prix qu'ils se partageront. Il s'agit d'un essai de M. Antoine Tawa, intitulé : « Des développements possibles de la Caisse de Prévoyance » et d'une étude, en langue arabe, de M. Sadic Chéboub, intitulée : « Histoire du mouvement coopératif en Égypte ».

M. Tawa n'a point borné ses vues au développement purement matériel de la Caisse de Prévoyance : il propose la création d'une bibliothèque. Il a songé ainsi aux besoins intellectuels de ses membres et c'est là un souci qui l'honore. M. Chéboub, en traitant un sujet qui, par sa portée générale, est peut-être le plus intéressant de ceux qui ont été proposés, a fourni, avec talent, une précieuse contribution à une étude d'ensemble qui jusque là, croyons-nous, n'avait pas été entreprise.

En nous présentant son manuscrit intitulé : « De la personnalité juridique des associations de prévoyance en Égypte », M. Joseph Nahoum nous a avertis que son travail étant un hommage à la Caisse de Prévoyance, il ne concourait point pour un prix. Cette étude qui ne se départ jamais d'une méthode rigoureuse, fait le plus grand honneur à la science juridique de son auteur et à son talent d'exposition. A notre tour de lui rendre hommage. Les sentiments désintéressés de M. Nahoum ne nous retiendront pas de signaler ici les qualités incontestables dont son essai témoigne et qui nous auraient permis de le classer parmi les meilleurs.

Le comité, après avoir, par les attributions qu'il en vient de faire, épuisé les prix dont il disposait, n'a pas cru sa mission terminée. Il a estimé que certains travaux, en dehors de ceux qu'il a primés, faisaient preuve, à des titres divers, d'un réel mérite, et c'est pourquoi il leur a réservé une mention spéciale. Cette distinction, d'ordre tout spirituel, s'accompagne sur le plan positif, grâce à un geste aimable du Conseil de l'Ordre des avocats, d'un exemplaire relié du Livre d'Or du Cinquantenaire des Juridictions Mixtes.

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

Ces mentions ont été décernées dans l'ordre alphabétique, à M. Labib Boulos, pour ses travaux traitant respectivement « De l'usure » (en langue arabe) et « Des avantages et des inconvénients de l'indisponibilité légale des traitements des fonctionnaires de l'État »; à M. Graziano Buseghin, pour sa « Celebrazione del X^o anniversario della fondazione della Cassa di Previdenza »; à M. Edwin Gani, auteur d'une étude sur « L'indisponibilité des traitements des fonctionnaires de l'État »; à M. Charles Gemayel qui traita de « La lutte contre l'usure »; à M. Michel Mezaber, que tenta le thème de : « La maison à soi », et au Cav. Giovanni Rivelli, pour sa « Contribution à une enquête sur l'usure en Égypte ».

A titre d'encouragement, M. Ibrahim Dessouki (agent hors cadre), qui a traité quatre sujets en langue arabe, reçoit un exemplaire relié de l'édition arabe du Livre d'Or du Cinquantenaire des Juridictions Mixtes, offert par le journal « Al Bassir ».

Malgré toute notre dévotion aux choses de l'art, nous avons dû nous défendre de réserver une mention au poème de M. Charles Gemayel, intitulé : « Au géant de la terre », qui a célébré sur le mode orphique l'œuvre entreprise par Adib Maakad bey. Ce poème, en effet, outre qu'il était susceptible, par un débordement de louanges effervescentes, d'indisposer la modestie de notre président, dépassait par son sujet le cadre restreint qui nous était assigné.

Quant aux autres travaux, si nous ne les avons point classés, c'est seulement parce que les moyens pratiques de le faire nous ont manqué. C'est parce que les termes d'une graduation plus subtile et plus savante nous ont fait défaut que nous n'avons pu proportionner à chacun d'eux la juste part de nos grâces distributives. Que notre silence ne décourage point un effort que nous sommes loir d'avoir méconnu. Laissons faire le temps : ces jeunes talents, promis, par ces prémices, à une maturité brillante, s'affirmeront, nous n'en doutons pas, avec plus de maîtrise, à l'occasion de la célébration du deuxième décennaire. Je ne puis, messieurs, par de plus optimistes paroles, vous marquer ma foi en vos futures destinées.

Les lauréats dont la proclamation avait été sympathiquement applaudie résistèrent alors vaillamment à l'avalanche des félicitations et la réunion se poursuivit un long moment encore dans une atmosphère toute familiale dont chacun gardera l'aimable souvenir.

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Cour d'Appel*)

Groupe A

Assis (de gauche à droite) : M.M. Charles Nahas, Ernest Mifsud, Albert Rosenthal, Georges Sisto bey, Louis Camiglieri, Beppino Bartolini, Georges Salamony.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Salomon Elnécavé, Maurice Braunstein, Athénodore Joannidès, Cléarque Myrialachi, Armand Calu, Maurice Golla, Elie Farès.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. César Furst, Armando E. Cini, Antoine Monfront, Edouard Chlala, Joseph-George Lionnet, Yéhia Gress, Théophile Nasrallah.

Absents : M.M. Ezzelino Della Rovere bey, Victor Sisto, Théodore Haïcalis, Serge Novakoff, Robert Aouad, Adriano Madaro.

Robert Volz, Adriano Mafaro.

Aréant : M.M. Exxerino Della Rovere del, Victor Zizio, Théodore Hsicalis, Serge Novakoff, Monfron, Egonard Christ, Joseph-Georges Lionnet, Yéris Gress, Théophile Nsiallsh.

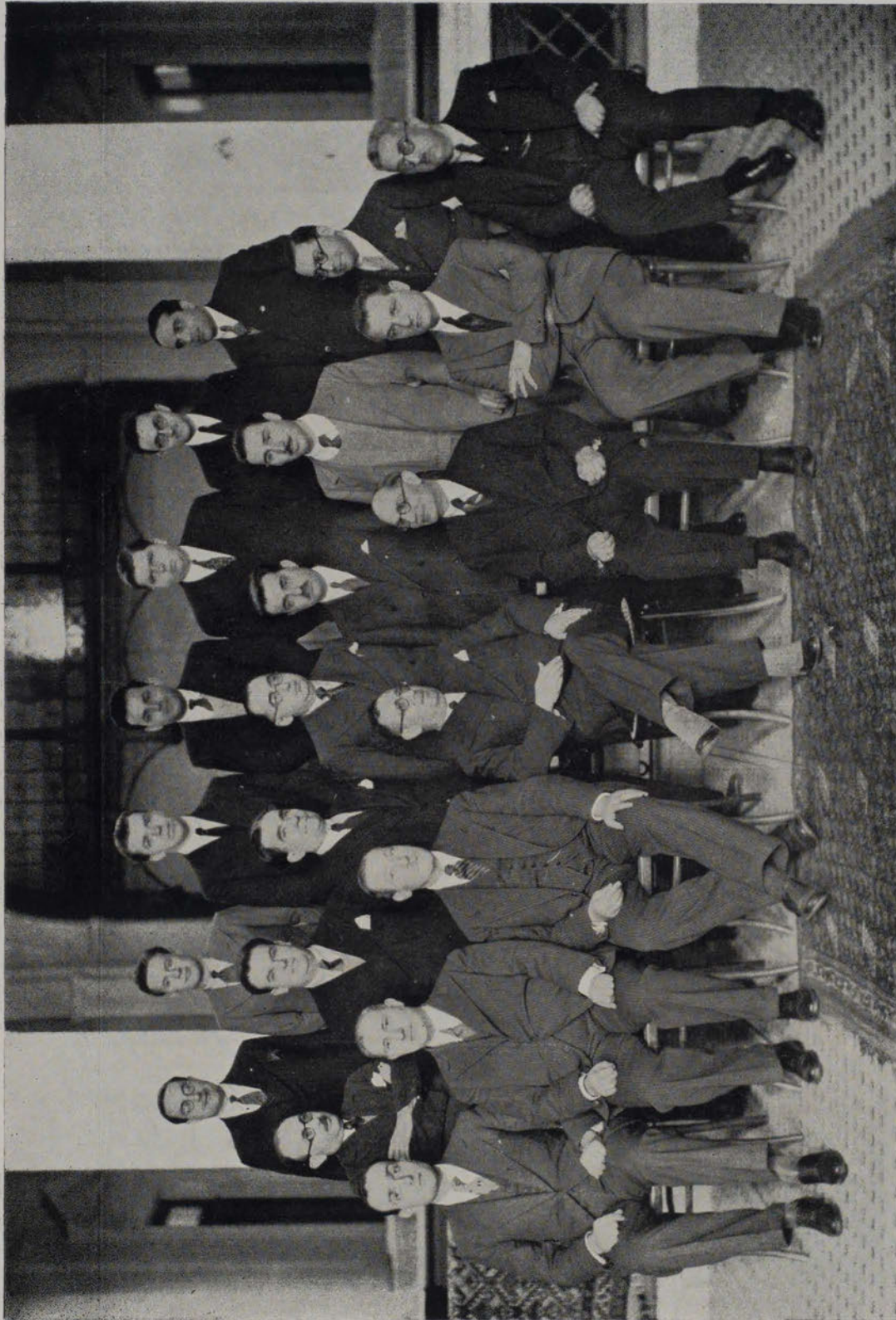
Deront zéme rangés (de gauche à droite) : M.M. Césai Furt, Armando E. Cini, Antoine Athénodore Josuindés, Clément Malyischi, Armand Csir, Maurice Gollis, Elie Fais.

Deront 1^{ers} rangés (de gauche à droite) : M.M. Salomon Elnéscavé, Maurice Braunstein, Zizio del, Louis Camiglietti, Bebbino Bartolini, Georges Salamon.

Azai (de gauche à droite) : M.M. Charles Nishis, Ernest Mišun, Albert Rosenthal, Georges

Группа А

СОЦИАЛИСТЫЕ САДЫЕЗ ЕТ ВОГЛЗТЕЗ (Сом д'Арбет)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Cour d'Appel*)
Groupe A

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Cour d'Appel*)

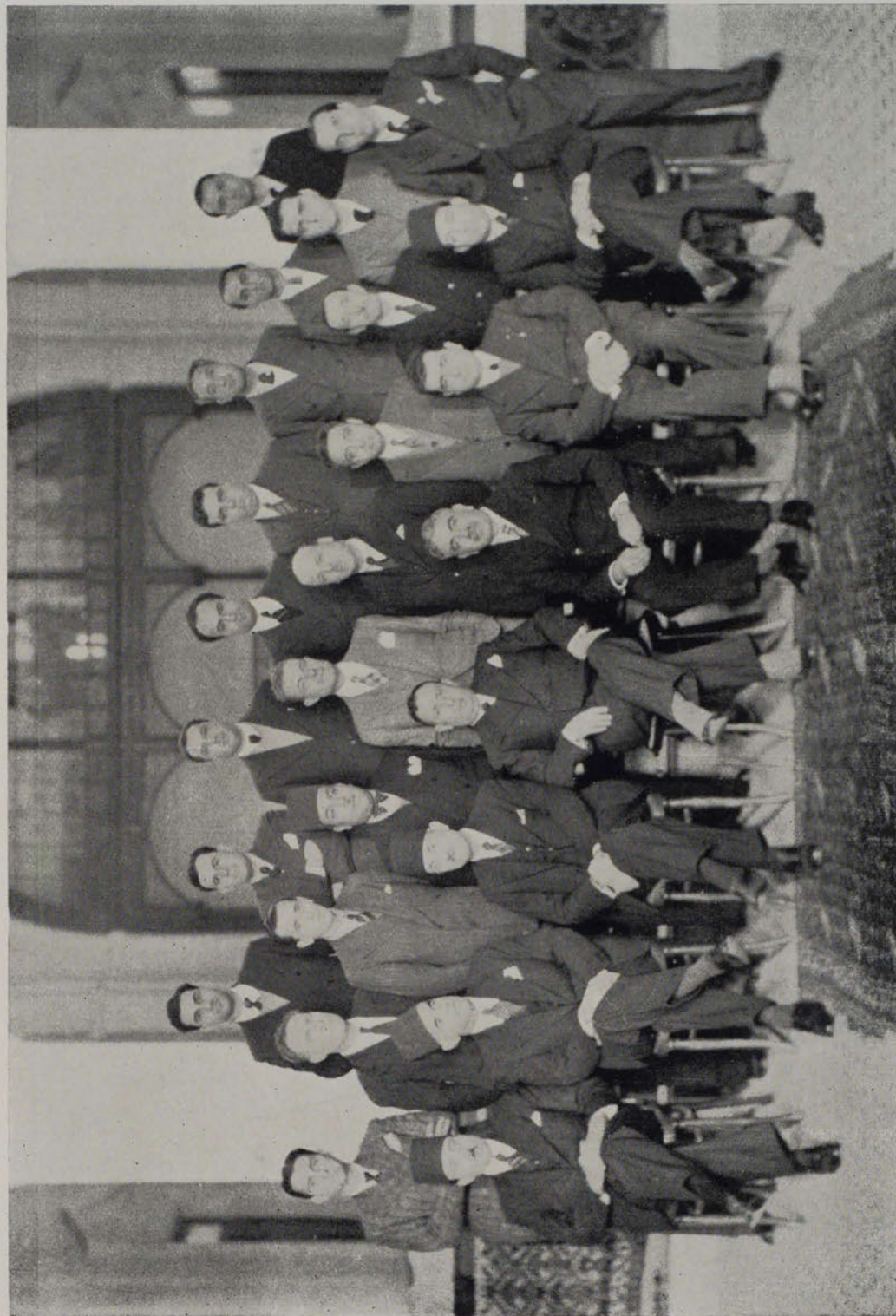
Groupe B

Assis (de gauche à droite): M.M. Georges Rathle, Robert Mercinier, Sélim Aouad, Georges Sisto bey, Arrigo Montanari, Arcangelo Cavazzini, Mohamed Salem Maymoun.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite): M.M. Jean Stamatakis, Joseph Caruso, Tullio Franicevich, Abdel Kader Saleh, Frédéric Saunier, Salvatore Valle, Henri Accad, Harilaos Stavrou, Pierre Grimaldi, Pascal Sodano.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite): M.M. Joseph-Marie Chlala, Jean Asmanidis, Jean Orticelli, Alfred Atallah, Raphaël Azer, François Sabella, Henry Mesciaca, Péricles Valvis.

Absents: M.M. Giulio Bardone, Alfredo Frangini, Michel Sabella, Alfred Gabbour, Clément Hawel, Guy Arachtingi.



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Cour d'Appel*)
Groupe B

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Parquet*)

Assis (de gauche à droite): M.M. Joseph Aura, Tewfick Maximos, Michel Zalzal, Wadiah Maakad,

Aly Mourad, Ettore Brunone, Alexandre Bayouk, Mohamed Kaied.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite): M.M. Ahmed Ahmed Haggag, Guglielmo Rossetto,

Ibrahim Gamil, Antoine Pacinotti, Dimitri Vassilief, Abdel Aziz Choucri, Zaccaria Diab,

Rafaël Sintès y Blasco, Michel Boghos, César Bondici.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite): M.M. Antoine Vignapiano, Henri Hollas, Ahmed

Mohamed Idriss, Georges Georgiadès, Edgard Khouri, Elie Hage, Ahmed Helmy Abou

Zeid, Hassan Idriss, Alexandre Ramsès.

Absents: Pierre C. Gallia, Joseph Salib, Ahmed Idriss, Mohamed Abdel Aziz Fahmi.

Αφένια : Πίττε C. C. Γαλλίς, Ιωσήφ Σαλίρ, Αχμέτ Ιδρίς, Μοχάμετ Αρβέλ Αχίς Ελμίι.
Σείδ, Ηάσαν Ιδρίς, Αλέξανδρε Καντζές.
Μοχάμετ Ιδρίς, Γεώργιος Γεωργιάδης, Εδμούντ Κρόντι, Ελίε Ηάγε, Αχμέτ Ηελμύ Αρον
Δερόνι Σέμε καντζές (de gauche à droite) : Μ.Μ. Αντοίνε Λίβερβίνο, Ηένρι Ηολλς, Αχμέτ
Καϊάι Σίνις γ. Βλάσο, Μίχελ Βορνός, Σέζαρ Βοντίσι.
Ιπταρίμ Γαμπί, Αντοίνε Ρασινοππί, Διμίτρι Βασιλίδι, Αρβέλ Αχίς Σπόλσι, Σάσσνις Δισίρ,
Δερόνι Γέρε καντζές (de gauche à droite) : Μ.Μ. Αχμέτ Αχμέτ Ηάγγα, Γουλιέλμο Ροσσέττο,
Αλφ Μονιέρ, Ετιένε Βλινονέ, Αλέξανδρε Βυλόνκ, Μοχάμετ Κρίνι.
Αζα Γαντζές (de gauche à droite) : Μ.Μ. Ιωσήφ Αμπ, Τσαβίτς Μαχίμο, Μίχελ Σαίχ, Βαλντ Μάκκελ.

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET COLIÈRES (Παράρτημα)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Parquet*)

SOCIÉTAIRES CADRÉS (*Tribunal de Première Instance*)

Groupe A

Assis (de gauche à droite): M.M. Jean Bichara, Sélim Mezaber, Gaston Garsia, Fred Nourrisson,

Adib Maakad bey, Victor Anhoury, Victor Loutfallah, Osman Mohamed, Camillo Madaro.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite): M.M. Michel Keif, Giovanni Rivelli, Emile Némeh,

Antoine Sabella, Isidore Hailpern, Michel Nomicos, Robert Loutfallah, Ugo Finardi,

Bichara Finan, Georges Chami, Joseph Nahoum.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite): M.M. Athanase André El Némeh, Abdou Abdel

Malek, Odetto Cammarano, Sélim Massad, Henri Sacchetti, Elie Ayoub, Sadic Chéboub,

Nicolas Piazza, Zaki Attallah, Tewfik Khouzam, Scandar Soliman, Mohamed Hassib

Ragab.



SOCIÉTAIRES CADRÉS (*Tribunal de Première Instance*)
Groupe A

SOCIÉTAIRES CADRÉS (*Tribunal de Première Instance*)

Groupe B

Assis (de gauche à droite) : M.M. Attilio Quadrelli, Gamil Moulatlet, Joseph Hailpern, Alfred Misrahi, Apostolo Castronakis, Franz Rock, Alexandre Camiglieri, Salomon Nacson, Gaetano Altieri.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Joseph Favia, Jean Klun, Sadek Charaf, Simon Hassan, Elie Nacson, Emile Chami, Guido Hannau, Isaac Scialom.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Victor Giusti, Nicolas Chamas, Umberto Donadio, Constantin Calothy, Angelo Mieli, Léonidas Mastoropoulo, Mayer Sonsino.

Absent : M. Alexandre Knips.

Арзам : М. Александрович.

Донато, Константин Соловьев, Анджело Милли, Гонимас Маторобоньо, Матей Сонино.
Дером зѣме рангъ (де гаче а фойе) : М.М. Виктор Гиппи, Николас Чампас, Имперто
Насган, Елиас Насзон, Емиле Чампи, Гуидо Наннан, Исас Зислом.

Дером 1-е рангъ (де гаче а фойе) : М.М. Иосеф Евалис, Жан Кипи, Зедек Чипати, Симон
Сасино Аллети.

Мистри, Абогидо Сасионакис, Франс Рокк, Александр Саниглицти, Саломон Насзон,
Азари (де гаче а фойе) : М.М. Антонио Оуадетти, Гамил Монлатер, Иосеф Нанберт, Алфед

Групе В

СОЦИЕТАТЕЗ САДРЕЗ (Тривумал де Премьер Instance)



SOCIÉTAIRES CADRÉS (*Tribunal de Première Instance*)
Groupe B

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)

Groupe C

Assis (de gauche à droite) : M.M. Jean Gargour, Jean Badaoui, Jean Rossi, Joseph Costandi,

Edmond De Porto, Pitagore Muscarà, Richard Azoury.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Saba Massad, Panayotti Michailidis, Socrate

Aidonidis, Edouard Daou, Abdel Kader Ibrahim, Mohamed Hamada, Ramzi Matta,

Félix Memran, Michel Asmanidis, Paul Corpi, Jean Zouros.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Arthur Boulos, Antoine Tsimétas, Jean

Khoury, Elie Mordo, Zenone Franzidis, Raymond Castro.

Absent : M. Michel Chikhani.

Arrest : M. Michel Chikiani.

Khoulv, Elie Mord, Simon Fraxidig, Raymond Cagto.

Déroul sème ravigée (de gauche à droite) : M.M. Arthur Bonlos, Antoine Tsiméris, Jean Félix Mestran, Michel Agmanidig, Paul Corbi, Jean Simonos.

Adionidig, Edouard Daou, Ardel Kader Ibrahim, Mohamed Hamada, Ramzi Matta, Déroul sème ravigée (de gauche à droite) : M.M. Zora Massad, Raymond Michalidig, Zosime Edmond De Porto, Régis Mucaris, Richard Axoul.

Aziz (de gauche à droite) : M.M. Jean Gargoul, Jean Badoul, Jean Rossi, Joseph Costandig.

Groupe C

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET COLISTES (Tribunal de Première Instance)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)
Groupe C

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)

Groupe D

Assis (de gauche à droite) : M.M. Emile Nahas, Chakib Lian, Hassan Kamel, Joseph Mézaber, Bestawros Wasfi, Albert Cava, Ivo Pagano, Gustave Schwartz, Charles Gemayel.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Basile Nessim, Théodore Georgiadès, Constantin Moulatlet, Antoine Ghannamy, Sabet Freig, Elie Kanah, Clément Richard Sedbon, Albert Tadros.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Philippe Constantinidis, Wadih Mansour, Ahmed Caram, Charaf-El-Dine Helmy, Habib Boulos, Géraud Vivaldi, Gabriel Craissati, Maurice Irani.

Absent : M. Raoul Rosenthal.

Арзам : М. Кзопл, Росенпел.
Манпсе Ианп.

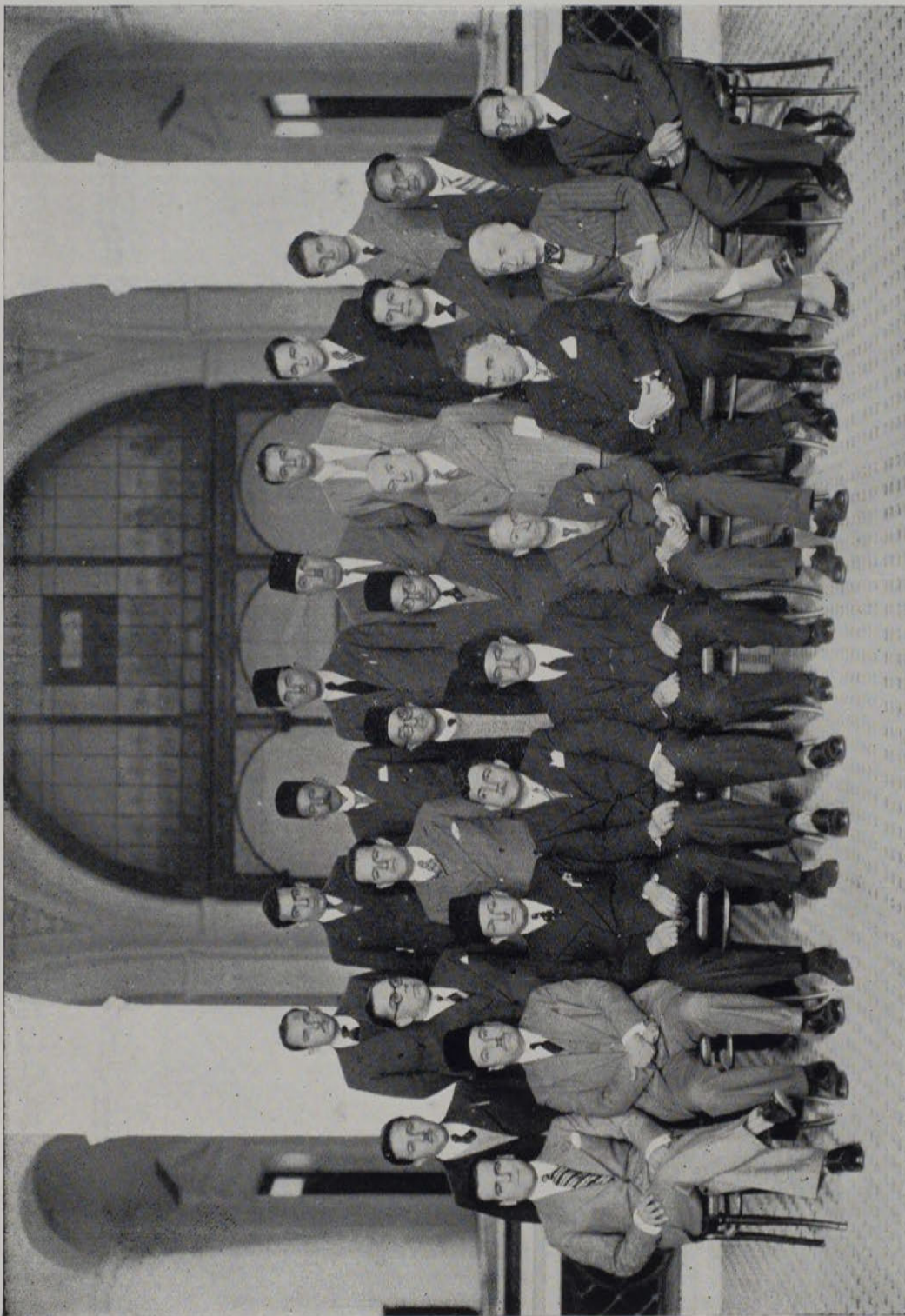
Аннед Салм, Шарл-Ел-Диле Нелм, Харп Булос, Гелад Вилел, Гардел Салсан,
Дером зѣмс рангѣс (де гансѣс ѓ фюис) : М.М. Ериппе Конзатинилдс, Вардп Манзонп,
Алберт Талдос.

Монлапел, Антоине Шпаннам, Зарел Ериѣ, Елиѣ Канал, Сѣменп Ричард Зедрон,
Дером тѣс рангѣс (де гансѣс ѓ фюис) : М.М. Базиле Иссам, Трѣодоре Георгилдѣс, Конзатинп,
Безилалос Варѣ, Алберт Сал, Ило Лэгно, Гузилде Зчвалл, Спалел Селмвал.

Аззис (де гансѣс ѓ фюис) : М.М. Емиле Иллас, Спакп Лил, Нэсан Канел, Иосефп Мѣсарел.

Группе D

СОЦИЕТАИВЕС САДБѣС ЕТ РОГІСТЕЗ (Грипмал де Преміѣс Інстанс)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)
Groupe D

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)

Groupe E

Assis (de gauche à droite) : M.M. Gabriel Favia, Giulio Peironi, Edwin Myrialachi, Kourkène Bididimian, Antoine Craissati, Joseph Dahan, Georges Chéboub, Assad Lian, Victor Donadio.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Dimitri Siméonidis, Mario Micillo, Gaston Sabbagh, Edmond Donadio, Georges Fahmy, Jean Agius, Michel Zounos, Victor Bellini, Albert Angelo.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Antoine N. Tawa, Moïse Stroumza, Alfred Sélim, Umberto Altieri, Edmond Daou, Tewfick Kamel, Ibrahim Fahmy.

Absent : M. Alexandre Hobeika.

Argent : M. Alexandre Horcika.

Zélin, Umberto Alrici, Edmond Dron, Tawfik Kamei, Ibrahim Eshmy.
Desont zems rangēs (de gauche à droite) : M. M. Antoine M. Tama, Moïse Ztoulmcha, Alfred
Albert Augelo.

Zarbaghi, Edmond Donadio, Georges Eshmy, Jean Agius, Michel Sotnos, Victor Bellini,
Desont tels rangēs (de gauche à droite) : M. M. Dimitti Ziméonidis, Mario Micillo, Gasion
Donadio.

Bidichian, Antoine Stissati, Joseph Dahan, Georges Chéron, Assad Ghan, Victor
Azziz (de gauche à droite) : M. M. Gabriel Fzais, Giulio Petroni, Edwin Wylislaschi, Konkéne

Groupe E

SOCIÉTAIRES CADRES ET COLISTES (Général de Première Instance)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)
Groupe E

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)

Groupe F

Assis (de gauche à droite) : M.M. Paul Todaro, Salem Ghobrial, Antonio Rio, Cléogène Xapholidès, Joseph Adereth, Edwin Hicks, Emile Maakad, Labib Boulos.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Pierre Belleli, Armando Mannatrizio, Aristide Orfanelli, Anwar Dick, Jean Loutfallah, Edmond Farah, Aimé Khoury, Emile Assad, Loris Furnari.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Mohamed Zaki El Fil, Adib Costandi, Antoine B. Wahbé, Léon de Bretzel, Edwin Gani, Marc Halifax, Mohamed Erfan, Badr Mohamed Soliman.

Մորսիւն շօնաւ.

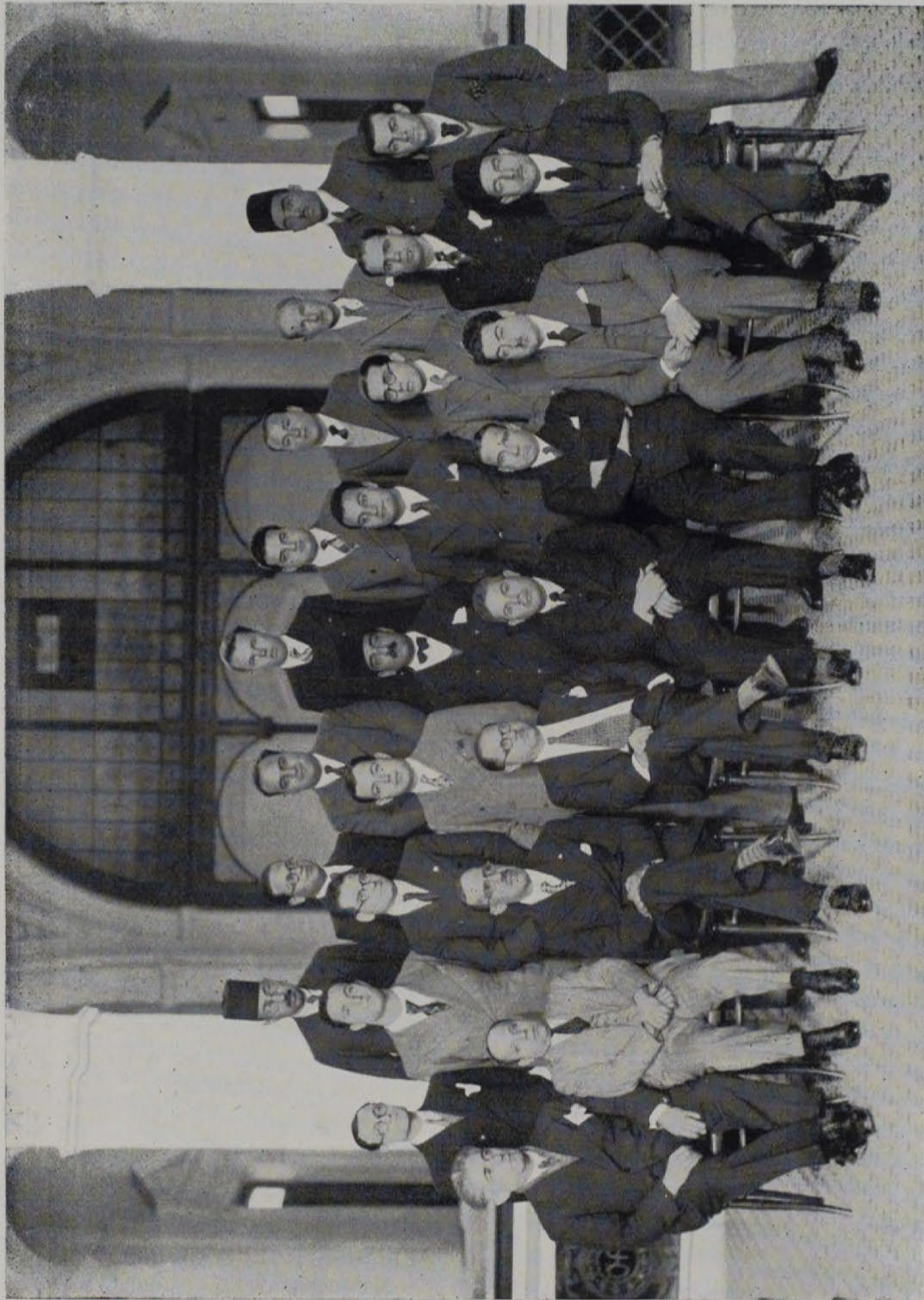
Բ. Մարթէ, Դէօն Դէ Բրեւել, Էդմոն Գալի, Մալ Խալիս, Մորսիւն Էլիս, Բալ
Դեօն Դէմ Լաւիս (Դէ Դաւիս Գ Դաւիս) : Մ.Մ. Մորսիւն Տալ Էլ Էլ, Գլի Կօրիւն, Գլիւն
Դաւիս Էլիս.

Օւնիւն, Գլիւն Դիկ, Դաւ Դաւիսիւն, Էդմոն Էլիս, Գլի Կաւիս, Էլիս Գաւիս
Դեօն Դէմ Լաւիս (Դէ Դաւիս Գ Դաւիս) : Մ.Մ. Դիկ Բելի, Գլիւն Կաւիսիւն, Գլիւն

Կաւիսիւն, Դեօն Գաւիս, Էդմոն Կիկ, Էլիս Կաւիս, Դաւ Բաւիս
Գլիս (Դէ Դաւիս Գ Դաւիս) : Մ.Մ. Դաւ Դաւիս, Դաւ Գաւիս, Գլիւն Կաւիս Կաւիս Կաւիս

Գլիւն Է

ՏՈՇԻԼԱԿԵՆ ԿԱՎԻՆ ԷԼ ԿՈՂԻԼԵՆ (Դաւիս Դէ Դաւիս Կաւիս)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)
Groupe F

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)

Groupe G

Assis (de gauche à droite) : M.M. Ramadan Diab, Michel Morcos, Joseph Loutfallah, Armand de Ferrari, Constantin Biagini, Michel Mezaber, Vita Zacharia, Elias Boghos.

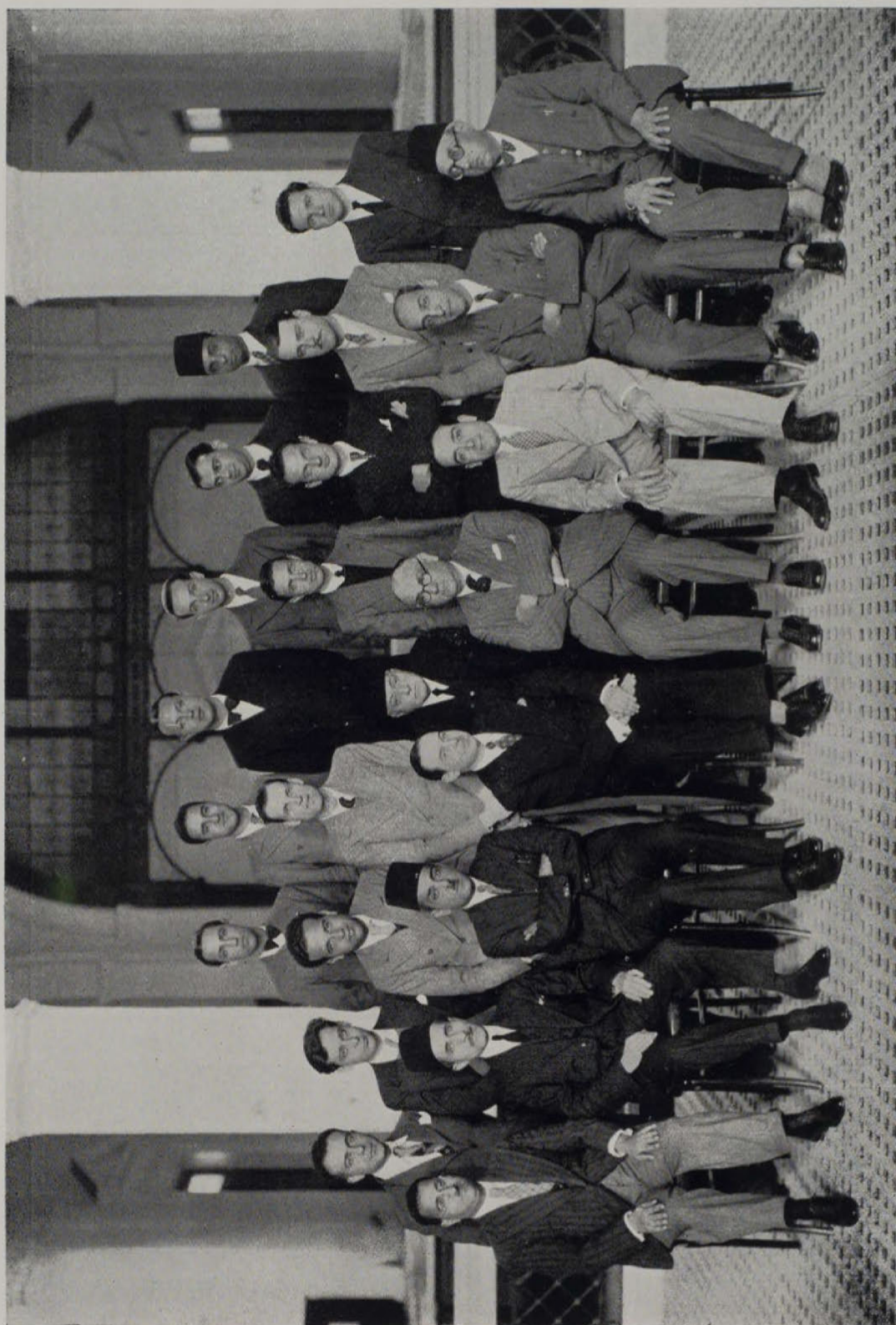
Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Bedros Achjian, Edmond Belleli, Georges W. Khoury, Léonidas Zonnios, Charles Aghar, Lucien Grosjean, Edgard Cassir, Antoine Zénié, Georges Abdelnour.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Mario Bartolini, Elie-Antoine Zayat, Georges Abramovitch, Ercole Ziosi, Raymond Salamony, Albert Tewfick Khouzam.

Αρτζιμονίση, Ερcole Σιορί, Εδμόνδ Ζαίμονυ, Αλρετ Τελφick Κρούκχαμ.
 Δέρουτ ζέμεντα καγγέε (δε γανςχε α φροίε) : Μ.Μ. Μαρίο Βαϊτολίνι, Ελιε-Αντοίνε Σζαϊε, Γεοργεζ
 Σέριε, Γεοργεζ Αρδερίου.
 Κρούκχαμ, Γεοργίανος Σουππίος, Στρίλες Αβρίλ, Γουσίον Γιοζιέσα, Εδμόνδ Οαζζι, Αντοίνε
 Δέρουτ τέρε καγγέε (δε γανςχε α φροίε) : Μ.Μ. Βεδίος Ακρίσιμ, Εδμόνδ Βελλερί, Γεοργεζ Μ.
 δε Εττάλι, Κομπαζίνι Βιαβίνι, Μίσελ Μιζαβετ, Λίια Σαχραϊν, Ελιεζ Βοφίος.
 Αζζαϊ (δε γανςχε α φροίε) : Μ.Μ. Βαμμάδαμ Διστ, Μίσελ Μορκοζ, Ιοζεφρ Γουττσίλλερ, Αντμόνδ

ΟΤΟΠΕ Ο

SOCIÉTAIRES CADRES ET RÔLISTES (Τυρίμμοι δε Ρρσμιέρε Ινστιτούτε)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)
Groupe G

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)

Groupe H.

Assis (de gauche à droite) : M.M. Habib Muchantef, Ahmed Badr, Alexandre Cotta, Attilio Rastrelli, Jean Tiberio, Joseph Basile, Sayed Hamada, Joseph Patino, Umberto Caramia, Enrico Martino, Joseph Khouri.

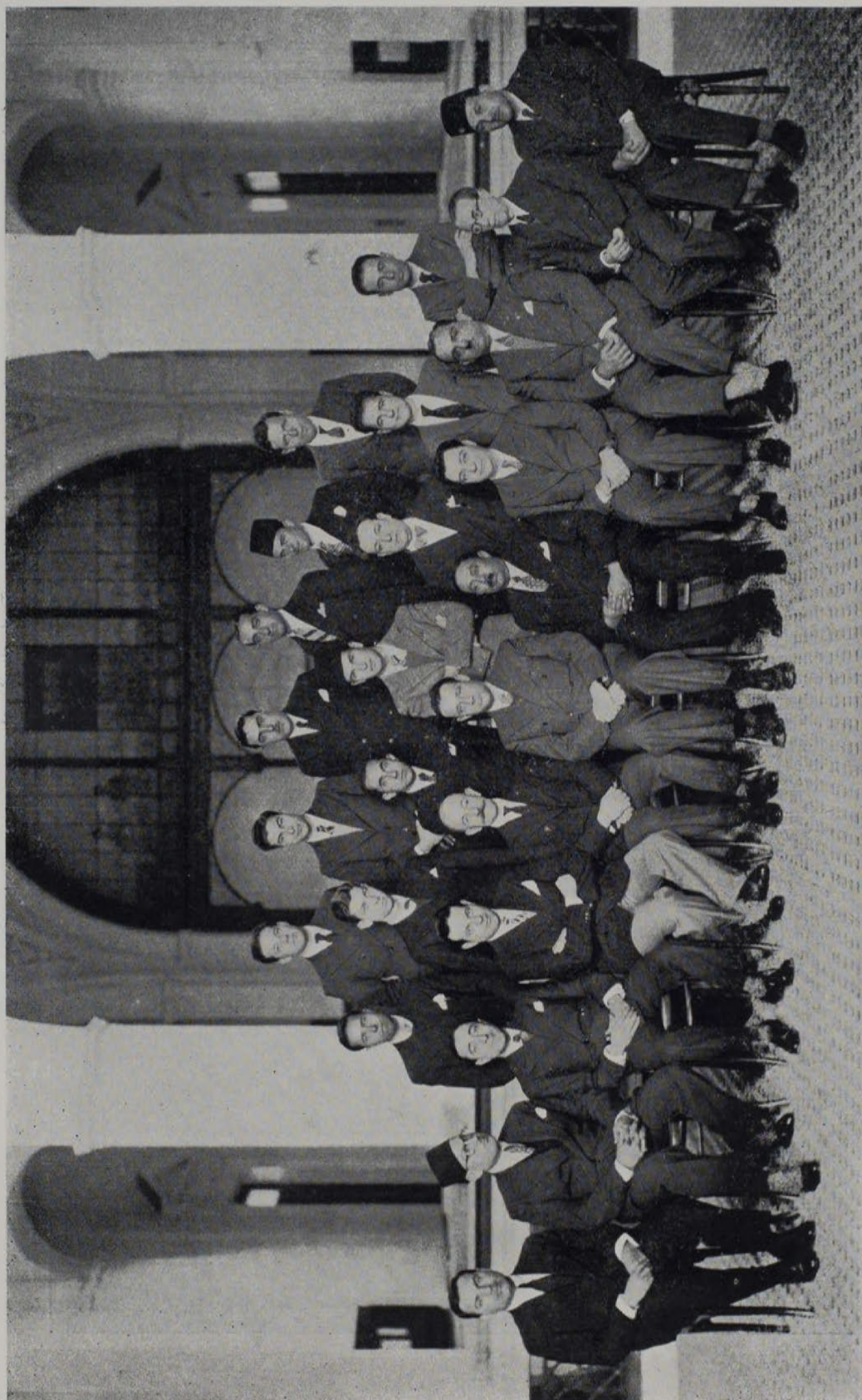
Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Bichara Abdel Malek, Elie-Jacques Khalo, Alfred Saliba, Lucien A. Maakad, Quinto Giorgianni, Aziz Schammas, Panayotti Scoutaris.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Victor Aghion, Caram Cosséry, Antoine Chammah, Henri Zacaropoulos, François G. Moussalli, Camillo Pecék.

Οδωκάρου, Ηένρι Σαζοποβιού, Ερρίκος Γ. Μονζαλί, Σαμίλλο Ρεσεκ.
Δεξιά 2^η με τα χέρια (δε χέρια & φωνή) : Μ.Μ. Λίτσι, Αγκιόν, Σαζαμ Κοζακ, Αντοίνε
Αλφρέδ Σαλίρ, Γουίσιελ Α. Μασκάλ, Ουίλλιο Γιοργιάνι, Άνρι Σερμάν, Ραυλόν Σοντρίε.
Δεξιά 1^η με τα χέρια & φωνή : Μ.Μ. Βίχτις Αρβέλ Μάικ, Ελίο-Ιακώβ Κρίλο,
Ενρίκο Μαρτινό, Ιωσήφ Κρόνι.
Καθιστά, Ιεσα Τίρετιο, Ιωσήφ Βαζιέ, Σαλβέ Ναντά, Ιωσήφ Ραίνο, Ουίρελλο Σαζαμ.
Άριστερ (δε χέρια & φωνή) : Μ.Μ. Νάρρι Μισκινέι, Άρμεν Βακ, Αλεξάνδρε Σοτ, Αντίο

Ομάδα Η

ΣΟΚΙΕΤΑΡΙΕΣ ΣΥΔΡΕΣ ΕΤ ΚΟΙΖΙΕΣ (Ταίριαλ δε Ρρεμιέτε Ινστάνσε)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET RÔLISTES (*Tribunal de Première Instance*)
Groupe H

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET HORS CADRE (*Délégation des Huissiers à Tantai*)

Assis (de gauche à droite): M.M. Demetrius Chryssanthis, Sirio Soldaini, Max Heffès.

Debout (de gauche à droite): M.M. Mohamed Kamar-El-Dawla, Nessim Moché, Edouard Nasser, Jacques Chacron.

Исслед. Искусств. Справочн.

Депонир. (де гаванска и фойте): М.М. Мохамед Камал-Эл-Дави, Исмаил Мохамед, Египет
Азия (де гаванска и фойте): М.М. Деметриус Христофидис, Зито Золаби, Макс Хейс.

СОЦИАЛИЗМЪ СЪВЪРЪШЪ ЕТЪ НОВА СЪВЪРЪШЪ (Делегация на Християн. и Тавар.)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET HORS CADRE (*Délégation des Huissiers à Tantah*)

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET HORS CADRE (*Délégation Hypothécaire de Tantah*)

Assis (de gauche à droite): M.M. Ahmed Fouad, Naguib Azar, Fawzi Sébeh.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite): M.M. Alexandre Ayoub, Clément Douek, Edouard

Moché, Clément Moché, Michel Hakim.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite): M.M. Nassif Youssef, Attia Nasr El Agami.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite): M.W. Issaif Longaef, Aziz Issa El Agami.

Mosrê, Clément Mosrê, Michel Hskim.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite): M.W. Alexandre Alop, Clément Douk, Edouard Aziz (de gauche à droite): M.W. Ahmed Fouad, Issaïp Azat, Ewxi Zéref.

SOCIÉTAIRES CVDREZ EL HOKS CVDRE (Désignation Hylorhécure de Tantiu)



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET HORS CADRE (*Délégation Hypothécaire de Tantan*)

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET HORS CADRE (*Délégation Hypothécaire de Damanhour*)

Assis (de gauche à droite): M.M. Abdel Moneim Ghorafa, Ragheb Matta, Alexandre Lazare.

Debout (de gauche à droite): M.M. Mohamed Ibrahim Setouhi, Rizgalla Mina, Michel Ghandour, Ahmed Mohamed Ismail.

[illegible]

SOCIÉTAIRES CADRÉS ET HORS CADRE (Délégation Hydrocarbone de Dammanon).



SOCIÉTAIRES CADRÉS ET HORS CADRE (*Délégation Hypothécaire de Damanhour*)

SOCÉTAIRES HORS CADRE

(*Cour d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance*)

Groupe A

Assis (de gauche à droite) : M.M. Aly Mohamed Abdel Sadck, Antonio Gargiulo, Abdo Ibrahim Ragab, Hassan Saleh Menaw, Alfredo Cava, Mohamed Aly.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Hassan Mohamed, Gaetano d'Agata, Yacout Bassiouni Mohamed, Mohamed Saddik Idriss, Sayed Mohamed Ismail Ebeid, Ibrahim Dessouki, Mohamed Badr.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Amine Mohamed Soliman, Mohamed Hassan Adham, Mekaoui Mohamed Fetouhi, Mohamed Soliman Moustafa, Khalil Ibrahim Abdou.

Absents : M.M. Stefano Deditch, Mohamed Dahab Moustafa.

Абдуга: М.М. Зисено Дедич, Мохамед Даш Мохамед.

Ахмат, Мехом Мохамед Еслом, Мохамед Золит Мохамед, Кхил Ислам Абдол.

Деронт Зене ранге (де ганче а троис): М.М. Амине Мохамед Золит, Мохамед Хассан

Дессоки, Мохамед Баг.

Бззюмни Мохамед, Мохамед Задик Ирис, Завед Мохамед Ислам Ерсид, Ислам

Деронт Тене ранге (де ганче а троис): М.М. Хассан Мохамед, Сасено а Уган, Усони

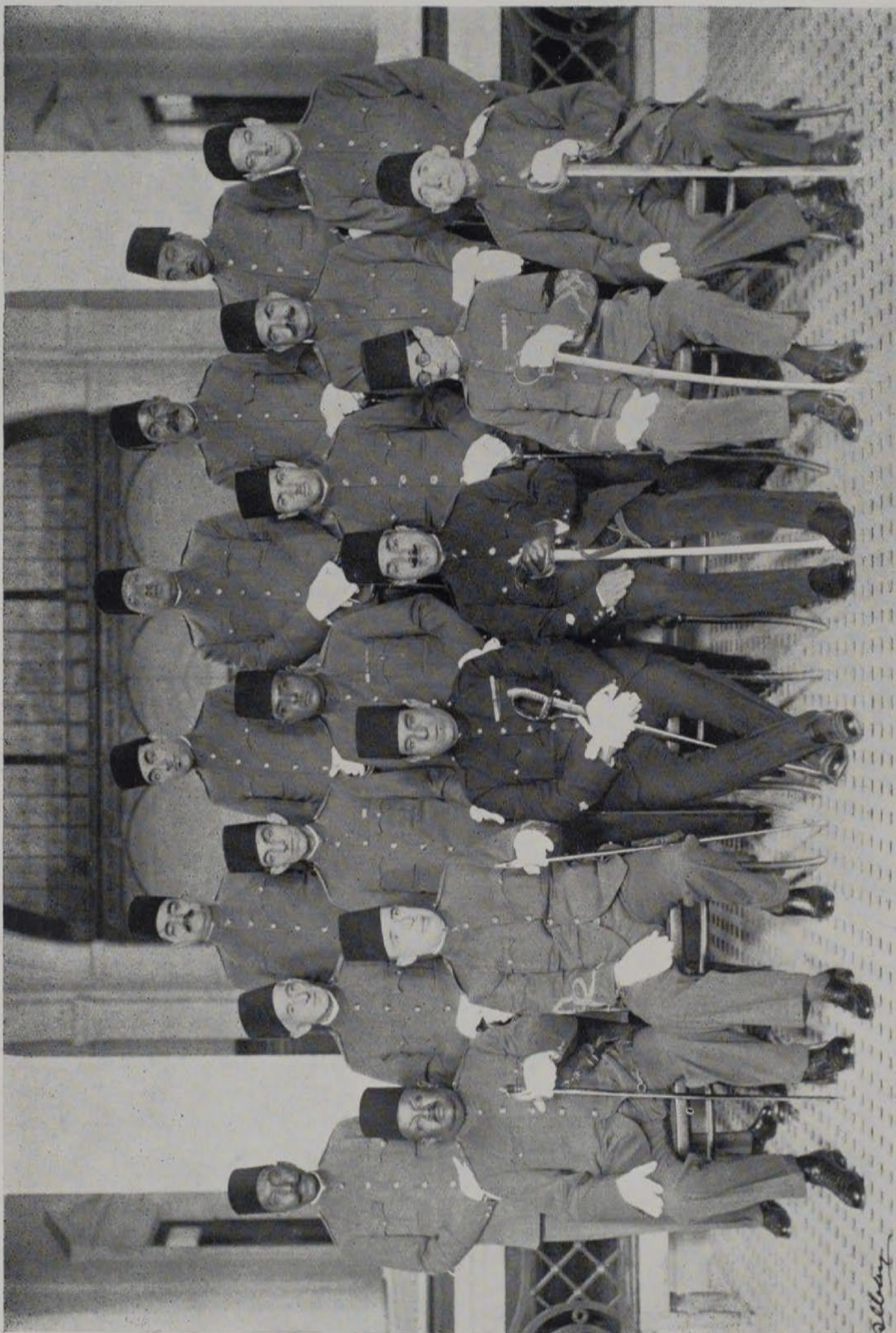
Ислам Кугар, Хассан Зейн Мехам, Ахмед Сав, Мохамед Аг.

Азис (де ганче а троис): М.М. Аг Мохамед Абдел Завек, Антонио Сасино, Абдо

Гroupe A

(Com. d'Abdel, Parguet et Tirmoul de Pamière Instance)

SOCÉLAIRES NOUS CADRE



SOCIÉTAIRES HORS CADRE (*Cour d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance*)
Groupe A

SOCIÉTAIRES HORS CADRE

(Cour d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance)

Groupe B

Assis (de gauche à droite) : M.M. Aly Abdou, Joseph Tubgi, Bassiouni Mohamed, Hassan Khalil Soliman, Andréa Boncello, Mounir Khalil Béchir, Mohamed Serr-el-khatm Mohamed Soliman, Ahmed Ahmed Fahmy, Francesco Garofalo, Ahmed Abdallah.

Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Hassan Ahmed Mohamed El Tourki, Mahmoud Ahmed Moussa, Hassan El Sayed, El Sayed Hassan El Nasciar, Mohamed Hassan Mahmoud, Ahmed Khalil Farag, Raphaël Badaoui, Saleh Mohamed, Osman Mohamed Khalil, Mohamed Badran.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Ahmed Sourour, Aly Hassan Mahmoud, Taha Mohamed Abdel Rahman, Ibrahim Ibrahim Aly, Mahmoud Bassiouni, Ahmed Hassan Ahmed Mohamed El Tourki, Ahmed Mohamed Chaaban, Ghoneim Moursi Aboul Encin, Ibrahim Aly Cambal, Ahmed Osman.

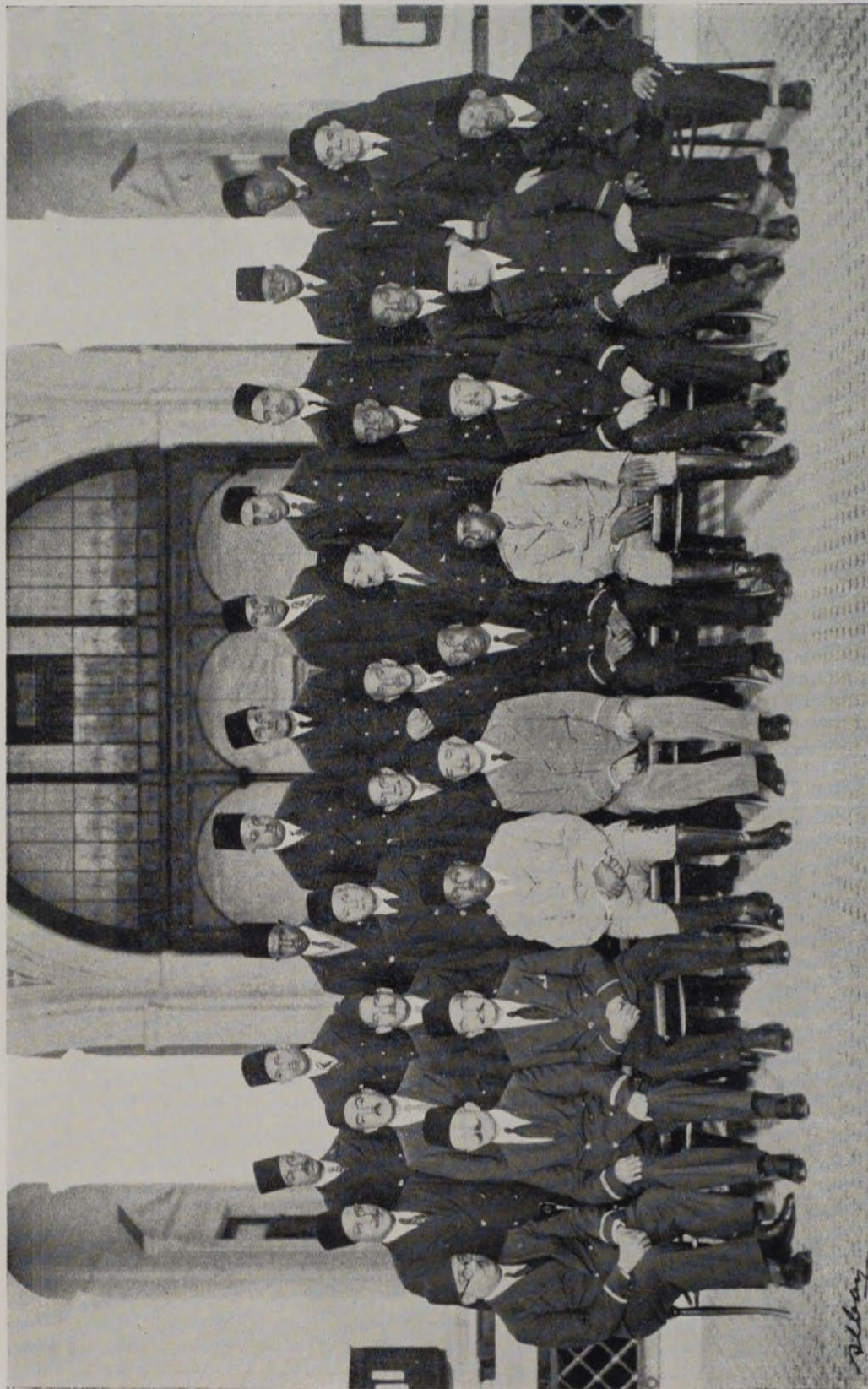
Absents : M.M. Yacout Helmy, Angelo de Ferrari.

Արժան: Մ.Մ. Կսով Հելմյ, Անգելո զե Բերդի.
Աբուլ Էբել, Իրահիմ Ալյ Շամբալ, Ահմեժ Օսման.
Հասան Ահմեժ Մոհամեժ Էլ Դուրկի, Ահմեժ Մոհամեժ Շրաբալ, Շիուսիմ Մուրցի
Դախ Մոհամեժ Աբժել Բահմալ, Իրահիմ Իսիհիմ Ալյ, Մահմուժ Բասցիուր, Ահմեժ
Դեբուլ շէմա Կալցէս օ զույս: Մ.Մ. Ահմեժ Շուրուր, Ալյ Հասան Մահմուժ,
Կիսիլ, Մոհամեժ Բաժիա.
Մահմուժ, Ահմեժ Կիսիլ Բաթ, Բաթաէլ Բաժուր, Շալեժ Մոհամեժ, Օսման Մոհամեժ
Ահմեժ Մուհսս, Հասան Էլ Շալեժ, Էլ Շալեժ Հասան Էլ Մասցիս, Մոհամեժ Հասան
Դեբուլ Էլ Կալցէս օ զույս: Մ.Մ. Հասան Ահմեժ Մոհամեժ Էլ Դուրկի, Մահմուժ
Մոհամեժ Շուլիմա, Ահմեժ Ահմեժ Բահմալ, Բաթսսո Շալուր, Ահմեժ Աբժալա.
Կիսիլ Շուլիմա, Անժէս Բուսլլո, Մուսիլ Կիսիլ Բէշիլ, Մոհամեժ Շալ-էլ-Կիսիմ
Աշալ (զե Կալցէս օ զույս): Մ.Մ. Ալյ Աբժուր, Խոսրոյ Դուրքի, Բասցիուր Մոհամեժ, Հասան

Գրութե Բ

(Որոյ զ'Աբբել, Բարձրեժ եւ Դիւանալ զե Բրեմիէս Լաշաւս)

ՏՈՇԷԼԱԻԲԵՑ ՈՐՈՅ ՏԱԴԵ



SOCIÉTAIRES HORS CADRE (Cour d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance)
Groupe B

SOCIÉTAIRES HORS CADRE

(Cour d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance)

Groupe C

Debout 1ère rangée (de gauche à droite) : M.M. Aly Hussein Idriss, Imam Ibrahim El Darawani, Ibrahim Mohamed, Aly Mohamed Idriss, Ahmed Moussa Aly, Mohamed Gaber Ezzedine, Mohamed Youssef Mohamed, Kamel Youssef, Mohamed Mahmoud Abdel Rahman, Tewfik Hassan El Sayed.

Debout 2ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Ibrahim Moursi, Ahmed Siam Hassan, Ismail Mohamed Abdallah, Moustapha Abdel Basset, Marco Condoyanni, Mohamed Osman Mohamed.

Debout 3ème rangée (de gauche à droite) : M.M. Abdel Wahab Mohamed Negm, Amin Eid Mohamed, Abdel Moneim Ahmed Abdallah, Mahmoud Mouftah, Serry Mohamed Maarouf, Mohamed Saleh Mohamed, Abdallah Rachouan, Azer Youssef, Abdou Moussa Mahgoub, Mohamed Ahmed Sourour, Abdel Rahman Mohamed Daoud.

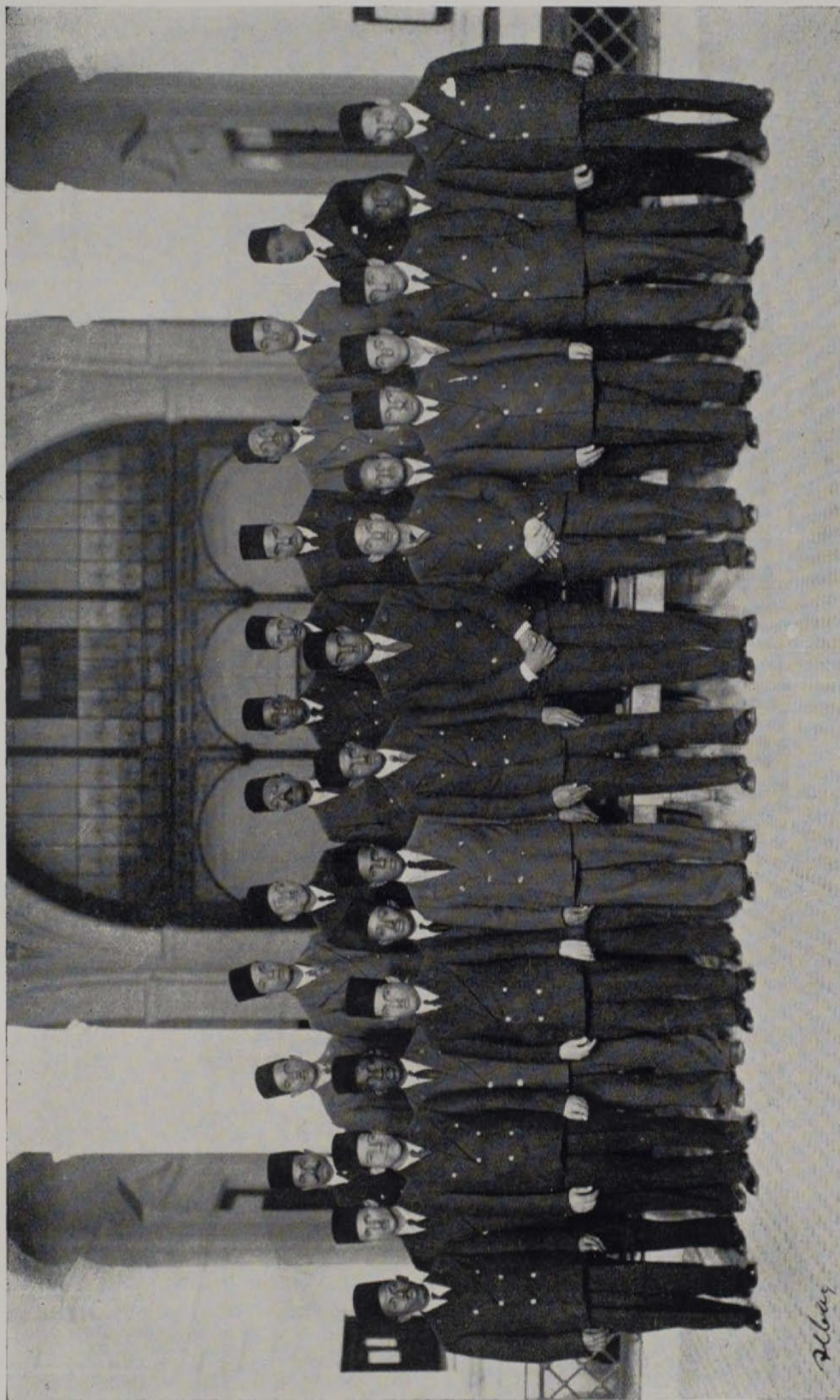
Absent : M. Ramadan Hassan Mahmoud.

[illegible]

Стороно

(Cour. d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance)

SOCIÉTAIRES HOK2 CADRE



SOCIÉTAIRES HORS CADRE (*Cour d'Appel, Parquet et Tribunal de Première Instance*)
Groupe C

COMPTE RENDU DE LA CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE DU DÉCENNAIRE

Le comité du livre ayant arrêté les textes à publier et proclamé les résultats du concours, comme on l'a vu aux pages qui précèdent, sa mission dès lors était terminée et il passa la main aux éditeurs. Dès que le bon à tirer eût été donné en marge de la dernière page, les invitations furent lancées pour la cérémonie de commémoration, laquelle eut lieu au cours de l'après-midi du 7 mai 1937 dans la salle d'audience de la Cour d'appel.

La presse locale (Al-Ahram, Al-Bassir, Al-Guehad, Al-Misri, Al-Mokattam, Images, La Bourse Egyptienne, La Réforme et Le Phare Egyptien) donna d'amples comptes rendus de cette réunion. Celui qu'a publié le « Journal des Tribunaux Mixtes », par l'analyse très complète qu'il en a faite, par les commentaires sympathiques qui l'accompagnent, constitue un précieux souvenir de cette journée.

Il ne nous a point paru qu'une meilleure relation en pouvait être donnée et c'est pourquoi, avec la permission de son aimable directeur, nous la publions ci-après *in extenso*.

Simple coïncidence ou courageuse gageure ? Déjà étaient prêts à Montreux les documents destinés, quelques heures à peine plus tard, à fixer un très prochain terme d'existence aux Tribunaux Mixtes, et cependant, dans l'après midi de ce vendredi 7 mai 1937, les membres de la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie se complaisaient, à cette première étape de la vie d'une belle œuvre, à mesurer le chemin brillamment parcouru, en y trouvant un encourageant gage d'avenir.

Ils y étaient pratiquement tous, les trois cent quatre-vingt-seize qui se sont groupés, dans un esprit de solidarité et de prévoyance, autour du chef qui, dix années auparavant, sans autres moyens que le généreux sentiment d'un devoir moral, avec la seule force d'une claire vision des besoins de subordonnés qui étaient en même temps ses collègues et ses amis, se préparait à amonceler patiemment les précieux matériaux qui, un à un, sont venus constituer cette parfaite construction qu'est aujourd'hui la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie.

Ils y étaient tous, souriants et émus à la fois de faire solennellement le réconfortant bilan des deux lustres écoulés, fiers de la consécration apportée à l'effort commun et à la bonne volonté de chacun par la présence d'un grand nombre de magistrats de la Cour et du Tribunal, auxquels avaient tenu à se joindre, avec les représentants du Barreau, quelques anciens magistrats qui, pour avoir pris leur retraite, n'avaient pas oublié ce que l'administration de la Justice Mixte doit à un personnel dont la composition, plus variée encore peut-être que celle de la Magistrature elle-même, souligne, mieux que tous autres facteurs, la pleine cohésion.

Ils y étaient tous, et leur multitude réfléchie donnait un aspect impressionnant à une salle normalement destinée à servir de théâtre quotidien à de petits et de grands conflits, mais qui, cette fois, ne devait être le cadre que d'une manifestation d'union et de gratitude. Même lors des plus importantes assemblées générales du Barreau auxquelles la grande salle de la Cour d'appel fournit également son décor, il ne semble pas qu'affluence plus grande ait pu être enregistrée. Partout, débordant de la barre des avocats jusque sur les premiers gradins du prétoire, serrés les uns contre les autres dans l'enceinte du public, des faisceaux humains se pressaient coudes serrés, et les mains seules cherchant quelque liberté pour mieux applaudir, les cous tendus pour mieux voir, les yeux dirigés vers la petite table au tapis vert où, successivement, les principaux dirigeants de l'Association vinrent exprimer des idées qui, d'avance, correspondaient au sentiment de tous.

Faut-il croire qu'à cette heure particulièrement troublante que les circonstances avaient fixée pour une affirmation collective de vitalité au sein d'une Institution menacée de mort, nulle angoisse n'étreignait les cœurs, nulle préoccupation ne troublait les esprits ? Du moins, il n'en parut rien : du plus humble des fonctionnaires au plus ancien des magistrats présents, sans oublier les membres du Barreau qu'englobe la menace collective, chacun semblait s'être fait un point

d'honneur de vivre seulement dans l'heure présente, sinon de se transporter dans l'atmosphère plus apaisante qui, à la veille même de la création de la Caisse, avait pu être celle des cérémonies du Cinquantenaire des Tribunaux Mixtes, dont la plus modeste réunion de vendredi dernier pouvait être en quelque sorte la prolongation, en même temps que l'opportun complément. Ces employés de tous ordres — que l'initiative d'Adib Maakad bey et l'agissante gestion, durant dix années, de ses bons collaborateurs au sein des Conseils successifs de l'Association, avait, dans la plus large mesure qui fût possible, protégé à la fois contre la malice des hommes et contre les accidents de la nature; — ces employés de tous ordres ne comprirent peut-être pas toutes les savantes citations dont le distingué latiniste qu'est le greffier en chef de la Cour émaila un discours liminaire plein de savants aperçus, mais ils semblaient s'exprimer avec lui lorsqu'il mettait en relief l'« élément de stabilité qui, avec l'enthousiasme, a puissamment contribué au développement progressif de l'Association, et à l'éclosion harmonieuse des œuvres d'assistance mutuelle dont les bases avaient été jetées il y a dix ans, à l'époque de sa fondation : ... la bonne entente, la concorde qui n'a cessé de régner entre tous les sociétaires ».

Ils n'ont peut-être pas tous été à même d'apprécier, dans sa saveur originale, le vibrant poème en langue arabe dû à la plume enthousiaste de M. Sélim Aouad, premier interprète de la Cour, et dont les accents retentirent avec vigueur sous le verbe plein de chaleur de M. Georges Rathle, interprète à la Cour. Mais ils savaient tous que c'étaient encore là, sous une forme particulière, un hommage à la grande Institution Mixte en même temps qu'un chaleureux tribut de légitime reconnaissance au président-fondateur de l'Association, et ce furent des applaudissements unanimes qui soulignèrent cette pensée collective.

Ils ne connaissaient pas tous encore — sinon dans la mesure des nombreux apports individuels qui en feront le prix — le joli Livre d'Or du Décennaire que leur présentait cet humaniste de classe, à la phrase châtiée et au verbe élégant, qu'est M. Fred Nourrisson. Mais lorsque l'aimable chef du Bureau des actes notariés vint, en sa qualité de président du comité du livre, affirmer, non sans une émotion mal dissimulée, que « c'est la portée morale de cette œuvre qui en constitue l'armature », lorsqu'ils l'entendirent rappeler « ce que la volonté d'un seul, quand elle est secondée par un génie fertile, par un sentiment généreux, est capable de réaliser pour le commun profit de tous », ils communiaient unanimement avec lui dans la même conception. Et si tous, sans doute, n'eussent pas su l'exprimer en une forme d'aussi haute culture, en une langue aussi

impeccable, il n'en était pas un sans doute qui n'éprouvât, à ce moment, cette intense mélancolie que nous ressentons à l'idée que, dans quelques années, les occasions auront cessé de nous être fournies d'apprécier dans les enceintes judiciaires le charme indéfinissable de cette langue française qui croyait y avoir conquis droit de cité par la seule force des traditions. Et quand, la vertu de l'amitié dépassant ici la bien plus modeste réalité, l'orateur se laissa entraîner à de beaucoup trop aimables commentaires envers un occasionnel collaborateur du comité du livre du décennaire, ce dernier ne fut pas le seul dans l'auditoire à retourner *in petto* à M. Fred Nourrisson la jolie formule qu'il avait su choisir en recherchant pour un autre des prétextes à prolonger « le plaisir de l'entendre parler encore ».

Mais la manifestation de vendredi dernier devait être autre chose et davantage qu'une démonstration du talent oratoire des principaux dirigeants de l'Association. Et quand, *primus inter pares* — comme eût dit Sisto bey — se leva Adib Maakad bey, quand on le vit maîtriser avec difficulté un trouble naturel en présence d'une si vibrante manifestation de reconnaissance, — car ce n'est point le lot de tous ceux qui se dépensent de voir à l'occasion reconnaître leur effort — on comprit que le moment était venu de retourner du domaine des agréables commentaires à celui des réalités concrètes. Les membres de l'Association n'ignoraient évidemment rien déjà de l'importance de l'œuvre accomplie par l'Association au cours de ses dix années d'existence, mais rarement peut-être mieux que vendredi furent-ils à même de réaliser l'importance de certaines rubriques et de certains chiffres. Et, parmi les tiers auditeurs, dont les liens avec l'Association ne sont que ceux d'une sympathie sincère — parfois même agissante, — plusieurs sans doute, malgré la notion qu'ils avaient des résultats atteints, ne se rendaient pas un compte suffisant de la variété et de l'étendue de l'aide effective et précieuse apportée aux individus comme à la collectivité par une organisation dont les créateurs et les animateurs ont su étendre le rayonnement dans tous les domaines : assistance pécuniaire, qui a placé définitivement le personnel judiciaire hors d'atteinte des usuriers ; — assistance médicale, s'étendant à toutes les branches de la médecine et de la chirurgie, et comprenant même la fourniture gratuite aux sociétaires des médicaments prescrits par les médecins de l'Association ; — allocations extraordinaires en cas de naissance d'enfant, ou, pour les familles, en cas de décès de leur chef ; — facilités pour l'achat de titres à tempérament, pour l'acquisition de fournitures de tous genres ; — bénéfice, enfin, d'une assurance collective judicieusement conçue. Ce trop

sommaire raccourci de la partie la plus substantielle du tableau tracé par le greffier en chef du Tribunal Mixte d'Alexandrie fournit cependant déjà — et combien davantage le permettraient les détails ! — une frappante démonstration de l'utilité de l'œuvre qu'il a eu le mérite d'avoir inlassablement menée au succès sitôt après l'avoir ébauchée.

Et le Premier Président Sir Richard Vaux, clôturant par quelques mots directement venus du cœur l'émouvante manifestation, donna à son tour un écho à la pensée de bien de ceux qui l'écoutaient lorsqu'il exprima le compréhensible étonnement que nul, avant Maakad bey, n'eût songé, après tant d'années de fonctionnement de la Justice Mixte, à créer au sein du personnel une institution d'épargne, de coopération et de prévoyance.

Très finement, Sir Richard Vaux tint avant tout à se défendre d'assumer, dans le programme de la réunion, une part plus ample que celle que lui avait réservée le carton, où, après les « discours », le président honoraire n'aurait qu'à prononcer une simple « allocution ». Il se défendit aussi de savoir écrire ou dire des poèmes en arabe, ou de vouloir associer Horace ou Virgile à son intervention, préférant donner d'un seul mot sa conclusion à la réunion du Décennaire en disant, « dans son langage de chaque jour », et très simplement, combien il était fier des résultats obtenus, et combien il avait à cœur les intérêts moraux et matériels du personnel.

Par ses applaudissements — qui n'avaient pas attendu ces mots pour exprimer son dévouement et sa gratitude au chef de notre Institution — le personnel marqua le prix qu'il attachait à un tel témoignage. Il démontra sa joie de constater une fois de plus que la vieille formule de « famille judiciaire » n'était pas un vain mot.

* * *

Tenue sous la présidence de Sir Richard Vaux, Premier Président de la Cour d'appel et Président Honoraire de l'Association, la réunion de vendredi a eu lieu, comme nous l'avons déjà noté plus haut, en présence de bon nombre de magistrats, avocats, ou autre amis de l'Association.

Nous y avons noté la présence de Messieurs C. van Ackere, Vice-Président de la Cour ; J. Y. Brinton, Erling Qvale, J. S. Blake-Reed, W. Murray Graham, Antoine R. Keldany bey et Vincenzo Falqui-Cao, Conseillers à la Cour ; — de Sir Ralph Cator, ancien Président de la Cour d'appel et de Soubhi Ghali bey,

ancien Conseiller, respectivement anciens président et membre honoraire de la Caisse de Prévoyance ;—de Messieurs Manuel Monteiro, Président du Tribunal d'Alexandrie ; A. C. M. Villela, Mahmoud Saïd bey, Vittorio-Emmanuele Impallomeni, Sverre Daehli et François Fairé, Juges à ce Tribunal ; — de Me Edgar Gorra, Conseiller royal, chef de la Délégation du Contentieux de l'État à Alexandrie et de Me Charles Ayoub bey, Substitut à ce Contentieux ; — de Me Gabriel Maksud bey, Bâtonnier de l'Ordre des avocats, de Me Félix Padoa, Substitut et de Me Alberto Belleli, membre du Conseil de l'Ordre.

Etaient également présents : le Prof. Giovanni Servili, censeur de l'Association ; M. Umberto Prati, greffier en chef du Tribunal Mixte du Caire et président de la Caisse de Prévoyance du personnel de ce siège ⁽¹⁾ ; Me Charles Ruelens et l'Ing. Elie Moussalli, expert-architecte, dont il convient de rappeler qu'ils ont gracieusement prêté leur assistance à la Caisse de Prévoyance en 1930 à l'occasion du projet de création d'une cité-jardin pour les membres de l'Association.

Les divers dirigeants de l'Association ainsi que les membres des comités qui ont présidé à la célébration du décennaire étaient groupés autour d'Adib Maakad bey, président-fondateur de l'Association : parmi eux Messieurs Georges Sisto bey, président, et Wadih Maakad, Albert Rosenthal, Ernest Mifsud, Jean Bichara, Giulio Bardone, Constantin Biagini, membres du comité d'organisation ;—Messieurs Fred Nourrisson, président, et Sélim Aouad, Isidore Hailpern, membres, avec M. Charles Schemeil, directeur du journal « Al Bassir » et Me Maxime Pupikofer, du comité du livre ⁽²⁾ — et Messieurs Victor Loutfallah, Joseph Nahoum, Giovanni Rivelli, Michel Keif et Ezzelino Della Rovere bey, membres du Conseil d'Administration.

En dehors des sociétaires d'Alexandrie, on en pouvait compter également un grand nombre faisant partie des délégations provinciales, et qui avaient tenu à venir de Tantah et de Damanhour pour se joindre à leurs collègues.

* * *

Faut-il ajouter qu'après le discours de Maakad bey et sitôt que se furent apaisés des applaudissements particulièrement nourris, un malencontreux coup

⁽¹⁾ M. Elias Chibli, greffier en chef du Tribunal Mixte de Mansourah et président de la Caisse de Prévoyance du personnel de ce siège, empêché, s'était fait excuser.

⁽²⁾ Me Ernest Degiardi, membre de ce comité, empêché, s'était fait excuser.



UN ASPECT DE LA SALLE D'AUDIENCE DE LA COUR D'APPEL, LORS DE LA
CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE DU DÉCENNAIRE.



UN AUTRE ASPECT DE LA SALLE D'AUDIENCE DE LA COUR D'APPEL, LORS DE LA
CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE DU DÉCENNAIRE.

de sifflet, venu du fond de la salle, ne manqua pas d'émouvoir quelques-uns, qui déjà s'apprêtaient à s'indigner d'une aussi surprenante intervention... quand ils s'aperçurent qu'il ne s'agissait que de l'initiative d'un photographe qui, juché sur le grand tambour de la porte d'entrée, s'apprêtait à ajouter l'éclat du magnésium à celui de la fête. Aussi bien, mis en garde par ce précédent, les assistants n'accueillirent-ils plus qu'avec un sourire amusé le second coup de sifflet, toujours du même auteur, qui suivit l'allocution du Premier Président, mais n'avait d'autres intentions que de préluder à un souvenir plus durable de l'émouvante cérémonie...

Fixés ainsi successivement de dos et de face et assurés de se retrouver par l'image dans le livre du décennaire, les dirigeants de l'Association et leurs invités purent alors s'acheminer avec le sourire, vers le siège de l'Association, pour l'inaugurer officiellement.

La nouvelle salle qui servira aux réunions du Conseil d'Administration en même temps qu'aux archives de la Caisse est meublée avec une sobriété de bon goût. Elle est notamment ornée des portraits des présidents honoraires et des présidents effectifs des Conseils et Comités. On y a particulièrement remarqué le beau tableau à l'huile, œuvre remarquable du Prof. Arturo Zanieri, et où le président-fondateur de l'Association, Adib Maakad bey, devant sa table de travail, atteste, par la permanence du geste, la continuité de son dévouement.

Un verre de porto, quelques rafraîchissements, une cigarette... et l'on se sépara, dans le plaisir d'avoir oublié Montreux durant une heure reconfortante, dont les enseignements auront certainement permis à plus d'un de répéter, avec la philosophie de M. Nourrisson, que « si les choses ne sont jamais aussi bonnes qu'on les espère, elles ne sont pas toujours aussi mauvaises qu'on les craint », et qu'à travers même les vicissitudes de l'heure « l'avenir appartient aux hommes de bonne volonté ».

*
* *

Il nous est particulièrement agréable de reproduire ci-après les discours prononcés à la cérémonie du décennaire.

Quant au poème de M. Sélim Aouad, intitulé « Al Tazkar » (Le Souvenir), ⁽¹⁾ ce sera sans doute dans douze ans, sous le titre le plus typique, la page la plus accessible au lecteur de l'avenir, dans ce livre du décennaire, qui, en même

⁽¹⁾ Ce poème est publié à la page 18.

temps qu'il recueillera l'écho de la réunion de vendredi dernier, conservera la preuve de l'intelligente activité des membres de l'Association sous les formes les plus multiples.

DISCOURS DE M. GEORGES SISTO BEY,
Président du Comité d'Organisation.

Monsieur le Premier Président,
Messieurs les Magistrats,
Messieurs les Membres du Conseil de l'Ordre,
Messieurs,

L'antiquité classique nous a transmis de l'orateur cette définition lapidaire : « *orator, vir bonus dicendi peritus.* »

Qu'elle ait servi d'épigraphe liminaire au « *De oratore* » de Cicéron ou qu'elle ait été enseignée par Caton l'ancien à son fils, comme un précepte de l'art oratoire, toujours est-il qu'au moment où j'ai l'honneur inaccoutumé de m'adresser à un auditoire supérieur, dans lequel l'aristocratie de la pensée et l'éloquence du verbe dominant, cette maxime s'impose à mon esprit et me répète à l'oreille : « *brevis esto !* »

Deux lustres ont passé, depuis que le fondateur de la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie a réalisé, pour le plus grand bien, non seulement des mutualistes qui en font partie, mais aussi de l'Institution Judiciaire Mixte qui l'a vue naître et grandir, et sous le patronage de laquelle elle continue à se développer, une œuvre qu'il avait mûrement conçue, qui est aujourd'hui en plein essor, dont il peut être justement fier, et que le personnel du Tribunal de Mansourah d'abord, celui de la Capitale ensuite, se sont tour à tour empressés d'adopter, sous l'impulsion énergique de l'actuel président du Tribunal du Caire.

Ce n'est point sans raison qu'Ovide compare l'enthousiasme au feu sacré, qui embrase et remplit de son ardeur tous ceux qu'il anime de son souffle :

« ... *est deus in nobis, agitante calescimus illo* »

car, comme le feu, l'enthousiasme, que l'on a défini la force des jeunes, est communicatif. Contrairement au feu, il n'est pas destructif, mais constructeur, et c'est là sa force propre.

Georges Duhamel, dans son discours de réception à l'Académie française, faisant l'éloge de René Bazin, disait :

« Chaque notion, dès qu'on la considère avec rigueur, livre deux figures d'elle-même : d'abord, une figure scolaire, qui est évidente et somme toute fausse ; ensuite, une figure secrète, ésotérique, et dont les spécialistes savent qu'elle est probablement plus proche de la vérité, parce qu'elle est fuyante et incertaine. »

Je ne tenterai pas de démontrer ici la vérité de cette proposition, comme je n'essayerai pas de la contredire.

La notion que je me permets de soumettre à votre considération est celle des caisses de prévoyance, de secours mutuels, ou d'épargne. Il m'est inutile de vous en décrire le fonctionnement, vous le connaissez.

Celui-ci, cependant, apparaissait confus et incertain, à ceux qui, sans l'enthousiasme constructeur de la foi créatrice, considéraient, en cette fin d'année 1926, la possibilité de fonder une telle association, à la construction de laquelle il fallait apporter à pied d'œuvre, non seulement les matériaux qui en formeraient les assises et le fondement, mais aussi, mais surtout, les ouvriers eux-mêmes. Il fallait, en effet, ranimer les pusillanimes, encourager les craintifs, faire taire les persifleurs malveillants, donfondre les faux prophètes, montrer à tous que l'on arriverait à se passer du concours des uns et des autres.

LA COMMÉMORATION DU DÉCENNAIRE

Tout cela fut fait, et lorsque les ouvriers de la première heure, réunis autour de l'architecte, se dénombrement, ils furent étonnés de leur nombre merveilleux ; quant à lui, l'architecte, l'étonnement qui l'effleura avait une autre cause : quelques récalcitrants ne s'étaient pas laissés convaincre. Combien étaient-ils ? Nous pouvons le dire, *rari nantes*.

Il savait bien, lui, qu'il avait raison, et qu'un jour viendrait où eux aussi lui donneraient raison.

Aujourd'hui, dix ans après, il n'y a presque plus d'abstentionnistes, et aujourd'hui encore, la figure scolaire, évidente, mais irréaliste d'alors, apparaît à nos yeux dans son plein épanouissement : elle a fait place à la réalité, à une très belle réalité.

Que la proposition de Duhamel soit vraie ou fausse, peu importe ; ce qu'il importait de démontrer, c'est ceci :

Parce que l'architecte voyait non seulement les plans et devis de son œuvre future, mais qu'il contemplait déjà les murs de la bâtisse, et le jardin qui l'entourait de ses arbres, et le toit de l'édifice, et sa tour, du haut de laquelle il apercevait les branches touffues qui avaient poussé, et les plantes grimpantes qui s'appuyaient aux arbres ou s'accrochaient aux murs, — il avait eu de son œuvre la vision vraie, parce que certaine, juste, parce que complète, fixe, parce que consolidée par l'expérience des choses et du temps. L'enthousiasme l'avait gagné, et cet enthousiasme, il avait su le communiquer et le faire rayonner autour de lui.

La vision s'est toute réalisée, mais au prix de quels efforts constants, ceux-là seuls pourraient le dire qui ont vu à l'œuvre ces ouvriers enthousiastes : je ne vous en dirai rien, j'en ai fait la promesse.

Il est un autre élément, un élément de stabilité qui, avec l'enthousiasme, a puissamment contribué au développement progressif de l'Association et à l'éclosion harmonieuse des œuvres d'assistance mutuelle dont les bases avaient été jetées il y a dix ans, à l'époque de sa fondation : je veux parler de la bonne entente, de la concorde qui n'a cessé de régner entre tous les sociétaires, et plus particulièrement entre les différents membres des divers Conseils, lesquels se sont toujours succédé avec la ferme intention de parachever l'œuvre de leurs devanciers, sans vouloir lui substituer des initiatives nouvelles ou des conceptions personnelles, quelque intéressantes ou attrayantes même, qu'elles aient pu leur paraître.

De cela, je me permets de les féliciter tous, publiquement, car ils avaient compris qu'une maison divisée contre elle-même se serait écroulée. Ils ont ainsi démontré l'excellence de cet enseignement pratique que nous a légué la sagesse des nations :

« concordia parvae res crescunt, discordia maximae dilabuntur. »

Devenue pour notre personnel une nouvelle « *alma mater* », la Caisse de Prévoyance pourrait s'appliquer ces paroles de l'Énéide :

« non ignara mali, miseris succurrere disco. »

*
* *

À son fondateur, qui a si bien mérité et du personnel et de l'Institution Judiciaire Mixte, et qui se dévoue à sa belle œuvre avec une ardeur toujours juvénile et vraiment digne d'envie, je rappellerais, pour l'encourager à persévérer dans la tâche, parfois ingrate, souvent ardue, qu'il s'est imposée à lui-même, mais bien féconde en heureux résultats dont l'Administration n'est pas la dernière à recueillir les effets bienfaisants, je rappellerais, — dis-je — s'il en était besoin, le « *sic vos, non vobis* » des quatre pentamètres virgiliens :

Sic vos, non vobis, mellificatis, apes ;

Sic vos, non vobis, nidificatis, aves ;

Sic vos, non vobis, vellera fertis, oves ;

Sic vos, non vobis, fertis aratra, boves.

Ni les abeilles qui nous donnent leur miel, ni les oiseaux qui construisent leurs nids, ni les agneaux qui nous donnent leur toison, ni les bœufs qui traînent leur charrue ne travaillent pour eux ! *Sic vos, non vobis !*

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

Et cela soit dit aussi à l'adresse des divers Conseils qui ont administré la Société et de tous les membres qui s'y succédèrent, chacun s'étant dévoué au bien commun, dans la mesure requise de ses fonctions, à commencer par le premier président effectif de l'Association, mon prédécesseur à la Cour, Georges Coroni bey, qui se trouve en ce moment à Montreux, dans le sillage du Président Hansson, et dont il m'est bien agréable de rappeler ici les services très estimés par lui rendus à l'Association naissante, qu'il sut guider dans ses premiers pas avec une compétence éprouvée, sous l'égide successive de nos anciens Présidents d'honneur, M.M. Cambas et Hansson, et celle de M. le Procureur Général Baron Firmin van den Bosch.

À tous nos bienfaiteurs et amis, à ceux de la première heure, comme à ceux dont l'intérêt n'a point diminué depuis qu'ils ont quitté le palais : j'ai nommé notre ancien Président d'honneur, Sir Ralph Cator et M. le Conseiller en retraite Soubhi bey Ghali ;

À tous les absents, qui, par lettre ou par dépêche, de vive voix ou par écrit ⁽¹⁾, ont bien voulu nous exprimer leurs précieuses félicitations, et nous adresser de pressants encouragements ;

Aux membres de la Cour, sous le haut patronage de laquelle l'œuvre a pu croître et prospérer, et, en tout premier lieu, à M. le Premier Président Sir Richard Vaux, notre Président Honoraire, qui exerce avec vigilance et sagacité ses droits de protecteur naturel et attitré de notre Association, j'adresse l'expression de nos sentiments vivement reconnaissants.

Je remercie, enfin, toutes les personnalités présentes, qui, en répondant à notre modeste invitation, ont bien voulu honorer et encourager de leur présence cette réunion jubilaire, témoignant ainsi de tout l'intérêt qu'elles nous portent, en attendant qu'il soit donné à nos successeurs, de fêter plus solennellement, dans trois autres lustres, — nous l'espérons du moins, et cet espoir, il ne nous paraît pas téméraire de l'entretenir — les noces d'argent de la première Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne, du personnel des anciennes Juridictions Mixtes d'Égypte.

DISCOURS DE M. FRED NOURRISSON, Président du Comité du Livre.

Messieurs le Premier Président et les Membres de la Cour et du Tribunal,

Le Conseil d'Administration de la Caisse de Prévoyance m'a confié l'honneur de vous présenter le livre commémoratif de son décennaire. Mon geste ne sera, pour l'instant, que symbolique, je m'en excuse. Les annales d'une récente diplomatie nous attestent, il est vrai, qu'un geste symbolique peut au besoin n'être pas sans portée. Mais nous ne devons point nous en tenir là : ce livre existe, il n'attend pour sortir des presses que la relation de cette cérémonie. Il nous fallait, pour y mettre le sceau, la consécration que vos présences aujourd'hui nous apportent.

Nous nous sommes demandé, je l'avoue, s'il n'était pas prématuré de commémorer, dès la dixième année de sa fondation, une œuvre dont on pouvait craindre qu'elle n'eût pas jusque là donné toutes ses preuves. N'y avait-il pas trop de hâte à marquer ainsi un succès qu'il appartient au temps seul d'affirmer ? Le scrupule est d'importance ; je crois cependant que nous avons bien fait de ne pas nous y arrêter. Pour une institution de prévoyance, en effet, ses débuts sont la mesure où elle

(1) M. le Procureur Général Hugh O. Holmes et M.M. les Conseillers à la Cour, Youssef Zulficar bey, Comte de Andino, Moustapha Naguib bey, Léon Bassard, Stavros A. Vlachos, Khalil Ghazalat bey, Mohamed Aly Zéki bey (qui avait bien voulu, à cette occasion, faire une donation de L.E. 5 à la caisse de l'Association) et Francis J. Peter.

M.M. les Présidents des Tribunaux du Caire et de Mansourah, Antonio Pennetta et Fernando de Ugarte.

M. le Vice-Président du Tribunal d'Alexandrie, Paul Beneducci et M.M. les Juges Th. Heyligers, Ahmed Mazloum bey, Joseph Ricol, Soliman Yousri et Osman Sabry.

M. le Substitut du Parquet, Hassouna El Toayar.

Mes Giuseppe De Semo, Gabriel Boulad et Joseph Sanguinetti, anciens Bâtonniers de l'Ordre des avocats et Me Paul Colucci, membre du Conseil de l'Ordre.

LA COMMÉMORATION DU DÉCENNAIRE

engage l'avenir. Ses premiers pas sont décisifs, ses premiers efforts, s'ils sont féconds, font plus que de promettre, ils donnent des assurances qui sont la garantie de son action future. Notre entreprise a toute son histoire résumée dans ses commencements. Dès l'étape que nous marquons aujourd'hui il n'y a plus devant elle qu'une carrière heureuse et son historiographe, désormais, pourrait vider son stylo.

Je ne pense pas montrer un optimisme irréfléchi en anticipant comme je le fais. Il est vrai, nous vivons actuellement sous le signe de l'instabilité en tous les domaines, que ce soient les lois, les mœurs, les doctrines. Qu'importe. L'œuvre que nous commémorons est fille de l'Espérance; nous sommes en mesure de vous la présenter aujourd'hui, parée à la fois de tous les attraits de la jeunesse et du succès: c'en est assez pour que nous ne laissions pas d'espérer encore.

Vous voudrez bien, Messieurs, trouver dans ce livre les raisons qui me font parler ainsi. Ces pages vous retraceront la genèse de cette entreprise, l'effort soutenu qui en a assuré la croissance, les résultats atteints, les progrès accomplis. Vous y verrez ce que la volonté d'un seul, quand elle est secondée par un génie fertile, par un sentiment généreux, est capable de réaliser pour le commun profit de tous. Un nom rayonne à chaque page de ce livre; il ne se pouvait moins faire pour le promoteur d'une telle œuvre. Il lui a dévoué sans ménagement le temps de ses loisirs et les ressources de son intelligence. Ceux que son action a ainsi protégés et servis n'ont pas manqué au devoir de la reconnaissance. Il a bien mérité de leur mémoire. Mais ce mémorial, Messieurs, gardez-vous de le tenir pour une manifestation adulateur où la louange d'un seul aurait la meilleure part. Nous n'avons point voulu en faire le tréteau d'une apothéose. Ce livre contient autre chose.

Il ne vous échappera pas, en effet, à considérer ces pages, qu'en dehors de résultats matériels brillamment acquis, c'est la portée morale de cette œuvre qui en constitue l'armature. Inspirée de nécessités économiques, elle les dépasse par son esprit. Plus d'un sociétaire, collaborateur de ce livre, a relevé en quoi cette entreprise l'associait moralement à ses collègues. Il a éprouvé la bienfaisance du lien nouveau qui se créait ainsi et l'un d'eux, en conclusion d'un essai remarqué, a pu dire: «La Caisse de Prévoyance a vécu pendant dix ans d'une vie si intense que son existence s'est mêlée intimement à celle de ses membres. Ceux-ci ne pourront plus s'en séparer.»

Vous le voyez, notre Association, à l'insu peut-être de son créateur même, a donné ainsi naissance dans l'ordre spirituel, à une communauté d'intérêts et de sentiments dont ses membres ont constaté, avec une satisfaction évidente, qu'elle les unissait en un faisceau indissoluble.

Si la réalisation de notre entreprise et son développement et son heureuse issue comportent plus d'un enseignement, celui-ci, Messieurs, vous me l'accorderez, en est le plus honorable et le plus émouvant. En ce temps d'épreuves, dans un monde que se disputent tant de passions ennemies, il est tonique de constater que les grandes pensées, celles dont on a dit qu'elles viennent du cœur, ont encore gardé leur empire.

Sous leur protection nous entendons persévérer dans cet acte de raison; par leur efficace vertu, conciliant tant de forces contraires, nous voulons maintenir cette œuvre de fraternité.

Messieurs les membres du comité de rédaction, laissez-moi vous exprimer notre gratitude à tous pour la peine que vous avez prise. Me Pupikofer, avec l'autorité que lui confère un précédent mémorable, nous a, de la meilleure grâce du monde, prêté le secours de son expérience. Sa dialectique irrésistible l'a toujours emporté dans nos délibérations. Si quelquefois nous ne lui donnions pas raison tout de suite, c'était pour le plaisir de l'entendre parler encore. Nous sommes redevables à M. Schemeil, esprit méthodique et pondéré, de prudents avertissements, de diplomatiques réserves, de subtils distinguos; c'est à son habileté surtout que nous avons eu recours pour l'admission des travaux de langue arabe. Me Degiardi parle peu; il considérait au début nos desseins qu'il jugeait ambitieux, avec un sourire aiguisé où l'on voyait percer les dents de Me Renard. Il nous aurait servi quelque leçon de sa façon si nous avions tenu moins fermement notre fromage. Devant l'ampleur imprévue que prit bientôt cette entreprise, il a senti son scepticisme le quitter et dès lors ne nous a point refusé les agréments d'un esprit tout aimable. M. Sélim Aouad, interprète à la fois de Thémis et des Muses, a passé au crible de sa science linguistique les textes qui lui furent soumis. Il nous a bien inquiétés quelquefois par l'audace de ses suggestions, mais qu'il mettait de complaisance à ne pas les soutenir! Auprès de M. Hailpern, enfin, notre si dévoué secrétaire, nous avons trouvé, chaque fois qu'il était nécessaire, les apaisements d'un silence consentant.

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

J'insiste pour vous remercier particulièrement, Messieurs, qui, bien qu'étrangers à cette Administration, nous avez, par votre dévouement, marqué que notre cause, à l'occasion, pouvait aussi être la vôtre. Ce livre, issu de nos longues délibérations, vous lui avez donné sa forme corporelle, et, en quelque manière, son âme. Ce ne fut pas une sinécure, pour vous, que l'élaboration de ce mémorial qu'on a voulu orné de tous les prestiges de l'art et de l'esprit ; nous ne pouvions, pour une entreprise aussi extraordinaire, être mieux secondés que par vous.

Et vous, mes amis, mes chers collègues, recevez et conservez ce livre comme un bien précieux. Pour ceux d'entre nous, les aînés, qui sentent approcher l'heure des inéluctables échéances, il restera le souvenir d'un passage heureux de leur longue carrière ; qu'il demeure, pour les jeunes, le plus concluant des exemples. Mais lorsque vous aurez parcouru ces textes variés qui intéressent de si près notre activité professionnelle, et, sur le plan de la prévoyance, touchent même à notre vie privée, avant que de refermer ce livre, mettez le signet à sa plus belle page.

Me Pupikofer, dans l'avant-propos, nous adresse le salut confraternel d'un témoin de nos travaux et de nos jours. Nous reviendrons souvent à cet endroit du livre du décennaire où l'éminent avocat, par ces lignes émues, inspirées, réparatrices, nous situant à notre juste place dans la grande famille judiciaire, a mis en relief le rôle que nous y tenons. Comme je donnais au comité lecture de cet article, il me semblait vous voir qui m'écoutez aussi. Il me semblait que, suspendant un instant vos tâches monotones, tandis que nous recevions cet amical et pathétique hommage, vous sentiez comme moi tout ce qu'il apportait de substantiel et de salutaire aux inquiètes satisfactions de notre conscience.

Et maintenant, Messieurs, acceptez, sans trop d'ironie, que, d'ores et déjà, je vous ajourne à la célébration du second décennaire.

Ce n'est point là marquer une confiance déréglée en notre sort futur. La Prévoyance a le front et les mains tendus vers l'avenir : par notre effort commun sachons servir sa cause.

Si les choses ne sont jamais aussi bonnes qu'on les espère, elle ne sont pas toujours aussi mauvaises qu'on les craint. Abordons avec le secours de cette modeste philosophie les grands destins qui se préparent, nous rappelant, Messieurs, que l'avenir appartient aux hommes de bonne volonté.

DISCOURS DE M. ADIB MAAKAD BEY, Président-Fondateur de l'Association.

Monsieur le Président Honoraire,
Messieurs,

Le greffier en chef de la Cour d'appel, président du comité d'organisation, vient d'évoquer, en termes excellents, les circonstances qui ont vu naître, croître et prospérer notre Association sous la conduite des Conseils d'Administration qui se sont succédé et grâce à l'appui soutenu de la Cour d'appel.

Aux paroles éloquentes par lesquelles mon distingué collègue vous a exprimé, Monsieur le Président Honoraire et Messieurs, la gratitude du comité organisateur pour avoir bien voulu honorer cette réunion de votre présence, qu'il me soit permis d'ajouter un mot de remerciement, de la part du Conseil d'Administration et des membres de l'Association. A l'occasion de cette réunion que la solennité du lieu et la présence des représentants les plus distingués de la Magistrature, du Contentieux de l'État et du Barreau ne privent point de son caractère familial, nos sentiments de profonde reconnaissance s'adressent tout naturellement à la Cour d'appel, qui, après avoir bien voulu accorder à l'Association son haut patronage, n'a cessé de lui assurer une protection sans laquelle nous n'aurions pu faire de l'Œuvre ce qu'elle est aujourd'hui. Je suis sûr d'être l'interprète de tous les sociétaires en rendant un hommage particulier à celui dont la sympathie toujours agissante et le généreux appui ont trouvé en nous des cœurs chaque fois plus émus et plus reconnaissants, Sir Richard Vaux, Premier Président de la Cour d'appel. Veuillez, Monsieur le Président Honoraire, agréer aujourd'hui cette affirmation de notre attachement indéfectible, ce témoignage d'une gratitude unanime.

LA COMMÉMORATION DU DÉCENNAIRE

Messieurs,

Notre Association a atteint sa dixième année d'existence. Il peut être utile, à cette occasion, de jeter un regard en arrière, suivi d'un autre, dirigé celui-ci vers l'avenir, pour mesurer le chemin parcouru et celui qui nous reste à faire, passer en revue le bilan des dix années écoulées, envisager les perspectives que nous laissent entrevoir celles qui s'annoncent et supputer ce qu'elles nous apporteront de nouveaux travaux à accomplir, d'efforts à fournir, de difficultés à surmonter et — souhaitons-le — de succès à enregistrer.

Que furent, Messieurs, les années qui se sont écoulées ? Dix années d'espoirs, de projets, d'efforts et de difficultés, transformés par la baguette d'une fée bienfaisante — la « Fée Prévoyance » — en réalisations fécondes. En effet, malgré la présence d'obstacles qui parfois nous ont paru sérieux, malgré de grandes difficultés, provenant quelquefois, il faut l'avouer franchement, de la diversité inévitable des caractères et des conceptions, comme aussi des exigences des sociétaires les plus dévoués, qui, dans l'intérêt sincère qu'ils lui portent, ne lui ménagèrent pas les critiques et l'auraient voulu parfaite, l'Association a atteint son but, qui est de maintenir entre les membres du personnel les liens de la solidarité et d'en créer de plus intimes entre ceux qui sont disposés à mettre en commun leur bonne volonté et leur esprit d'initiative, en vue du bien de tous. C'est bien là ce que l'éloquente devise de l'Association signifie : « Un pour tous, tous pour un ». Je n'ai point l'intention de m'étendre en détail sur l'œuvre accomplie. Un bref aperçu de nos efforts et des résultats obtenus a été donné dans le livre du décennaire, qui restera comme un témoignage concret de ce que peuvent obtenir la bonne volonté et l'effort concertés de tous quand ils sont mis au service d'un commun idéal.

Le président du comité de rédaction vient de vous retracer, avec la sobriété élégante qui lui est coutumière, les circonstances qui ont donné naissance à ce livre et la portée que nous avons entendu lui donner. Notre Association est encore bien jeune, dira-t-on. Dix ans à peine ! Sans doute elle a, de la jeunesse, la fraîcheur, l'enthousiasme et, si j'ose ajouter, l'intrépide ardeur. Mais l'on pourrait dire aussi que sa vie ne se mesure pas au nombre des années, elle se compte au calendrier moins éphémère des difficultés rencontrées en chemin, des obstacles surmontés, des succès obtenus, tout cet ensemble de joies et de travers, qui sont la trame de toute œuvre comme de toute vie humaine et lui donnent peut-être leur plus grand prix. C'est sans doute à l'heureuse solution des difficultés de tous les jours que nous devons la vie féconde et la prospérité de nos dix premières années d'existence.

Fondée sans capitaux, n'ayant pour tout bagage que l'enthousiasme de ses promoteurs, leur foi ardente en ses destinées et l'appui puissant qu'elle a rencontré auprès de la Cour d'appel et de son Premier Président feu M. Nicolas Cambas, de M. le Procureur Général Firmin van den Bosch et de M. le Président du Tribunal Erling Qvale, ainsi que la sympathie du Barreau et du monde judiciaire, l'Association dont nous fêtons aujourd'hui le premier décennaire compte 396 membres comprenant la presque unanimité du personnel de la Cour d'appel, du Parquet et du Tribunal de première instance de ce siège.

Tout sociétaire subit une retenue globale de 5% sur son traitement brut : 1% à titre de cotisation versée à l'Association et lui donnant droit à de multiples avantages immédiats et futurs sans que cette cotisation puisse être supérieure à P.T. 40 par mois, quel que soit le chiffre du traitement; 1% à titre de versement à l'épargne et 3% à titre de prime d'assurance versée à la société The Gresham Life Assurance Society, Ltd. Une assurance collective contractée auprès de cette compagnie permet au sociétaire de jouir de certaines conditions de faveur. L'assurance est mixte. Si le sociétaire décède en activité de service, ses ayants droit reçoivent aussitôt le capital assuré. En cas de survie, le capital est versé au sociétaire, à la limite d'âge : 60 ans s'il est cadré ou rôliste, 65 ans s'il est hors cadre. En cas d'invalidité dûment constatée, la police demeure en vigueur, mais l'assuré n'a plus de primes à payer. Un système ingénieux permet d'accroître le capital base de l'assurance, parallèlement aux augmentations de traitement.

Il ne m'appartient pas de faire l'apologie de l'œuvre accomplie par les Conseils d'Administration qui se sont succédé depuis la fondation de l'Association, mais qu'il me soit, cependant, permis de souligner que la cotisation de 1% au titre de la prévoyance, qui, en principe, devait être versée par le sociétaire à fonds perdu en contre-partie des avantages qu'il retire comme membre de l'Association, a permis, grâce à la gestion de ces Conseils et aux ressources extraordinaires créées par suite d'initiatives particulièrement heureuses, non seulement de faire face aux dépenses imposées par les statuts dans

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

Le domaine de la mutualité, mais de laisser à chaque bilan un bénéfice important. Ce bénéfice, qui a formé à la fin du dixième exercice un capital social de L.E. 7.552,680, met ainsi le sociétaire à même de récupérer, sous forme d'indemnité, pour lui ou ses ayants droit, le montant total des ses cotisations au titre de la prévoyance, lors de la cessation de sa participation à l'Association. Le compte « épargne » accusait, d'autre part, au 31 décembre 1936, un chiffre de L.E. 6.945,268 au crédit des sociétaires. Comme on le voit, leur patrimoine s'est ainsi accru au bout de dix ans, du chef de leur participation à l'Association, d'une somme de L.E. 14.497, 948, sans compter les primes payées à la compagnie d'assurance, lesquelles ont atteint, à la même date, pour les polices en cours au nombre de 316, le chiffre important de L.E. 15.325, 075, soit au total un actif de L.E. 30.000 environ.

En outre du capital provenant des trois chefs ci-dessus (indemnité au titre de la prévoyance, remboursement de l'épargne et réalisation de la police d'assurance) et que le sociétaire n'aurait guère pu, sans la Caisse de Prévoyance, aussi facilement amasser, les avantages ci-après lui sont réservés pour lui et les membres de sa famille durant sa participation à l'Association.

Prix de faveur et facilités de paiement auprès de fournisseurs de tous genres. Encore faut-il relever ici que l'Association, en prenant sur elle de garantir, auprès de ces fournisseurs, les achats à crédit effectués par ses membres, bénéficie elle-même d'une bonification correspondant au risque qu'elle court du fait de son cautionnement. Cette bonification s'est élevée, pendant cette première décennie, à la somme totale de L.E. 1.482, 953.

Prix de faveur accordés par certains établissements de spectacles publics.

Possibilité d'obtenir des prêts d'argent à un taux d'intérêts modéré, avec concession d'un long terme pour le remboursement, allant, pour les prêts extraordinaires, jusqu'à 36 mensualités. Avances accordées aux sociétaires se rendant en congé à l'étranger, d'un montant égal à leurs appointements pendant la durée de ce congé. Cet avantage évite aux membres de l'Association dont les moyens sont restreints la tentation de recourir aux usuriers et obvie aux inconvénients d'une loi qui, tout en les protégeant, prive les fonctionnaires de tout crédit en rendant leurs appointements insaisissables et incessibles. D'autre part, pour permettre aux sociétaires de surmonter des difficultés pécuniaires imprévues, l'Association leur donne la possibilité d'obtenir des avances, à titre d'emprunts urgents, remboursables à la fin du mois au cours duquel l'avance a été consentie. L'un des premiers effets bienfaisants de la fondation de l'Association, a été de libérer de leurs soucis pécuniaires les sociétaires dont la situation était obérée et que l'usure avait saisis dans son engrenage.

Possibilité d'achat de titres à tempérament. L'Association achète au comptant, pour les revendre à tempérament aux sociétaires, des obligations à lots du Crédit Foncier Egyptien au prix coté à la Bourse, majoré d'un intérêt de 6% et d'une légère taxe forfaitaire pour frais d'écritures comptables.

Allocation destinée à couvrir les premiers frais en cas de naissance d'enfant. Cette prime qui n'a sa pareille dans aucune association similaire est de L.E. 4 pour les sociétaires cadrés et les rôlistes et de L.E. 2 pour les agents hors cadre.

Le chapitre de l'assistance médicale constitue le témoignage le plus éloquent de l'œuvre humanitaire entreprise par l'Association. Il justifie les sacrifices pécuniaires assez élevés qu'elle s'impose pour donner sa pleine efficacité à la tâche qu'elle s'est assignée.

L'assistance médicale, telle qu'elle est organisée aujourd'hui, comprend la gratuité des soins médicaux administrés aux sociétaires et aux membres de leurs familles par un corps médical rétribué par l'Association, dans toutes les branches de la médecine et de la chirurgie, ainsi que la fourniture gratuite aux sociétaires de tous médicaments galéniques ou spécialités prescrits par les médecins de l'Association.

L'Association prend, en outre, à sa charge, pour une période n'excédant pas deux mois sur douze, sans possibilité de cumul, les frais d'hospitalisation du sociétaire et de toute intervention chirurgicale à laquelle il a recours.

Cette hospitalisation a lieu en 2ème classe pour les sociétaires cadrés et les rôlistes, et en 3ème classe pour les agents hors cadre. Il est toutefois loisible au sociétaire assujéti à une cotisation mensuelle de P.T. 40 au titre de la prévoyance, de demander son admission dans une classe supérieure en prenant à sa charge la différence de prix.

Les membres de la famille du sociétaire bénéficient aussi de la gratuité des interventions chirurgicales ; les frais d'hospitalisation seuls restant, dans ce cas, à la charge du sociétaire, mais au tarif réduit dont bénéficie l'Association.

LA COMMÉMORATION DU DÉCENNAIRE

Considérant que les sociétaires malades ou convalescents sont soumis à un régime alimentaire spécial qui dépasse souvent leurs moyens, l'Association leur concède, dans ce cas, une allocation journalière allant jusqu'à P.T. 10 pour toute la durée de la maladie.

Les longs congés de maladie exposant le fonctionnaire à se voir privé d'une partie ou de la totalité de ses appointements, l'Association indemnise ses membres du préjudice qu'ils viendraient à subir de ce chef, en payant au sociétaire malade le complément nécessaire pour parfaire ses appointements.

Par ailleurs, les sociétaires bénéficient, pour eux et les membres de leurs familles, d'un tarif réduit pour les analyses chimiques et microbiologiques médicales, la radiographie, la radiothérapie et tous autres traitements électriques, ainsi que les cures thermales.

Enfin, en cas de décès du sociétaire, l'Association octroie à sa famille un secours funéraire pour premiers frais urgents ; cette allocation ajoutée au montant du secours funéraire accordé par l'État, atteint la somme de L.E. 20 s'il s'agit d'un employé cadre, L.E. 15 s'il s'agit d'un rôliste et L.E. 10 s'il s'agit d'un agent hors cadre.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'organisation de l'assistance médicale réalisée par l'Association. Mais pour en mesurer toute l'étendue et en apprécier la portée pratique, veuillez me permettre, Messieurs, de relever quelques chiffres qui représentent les charges financières assumées, de ce chef, par l'Association durant cette première période décennale : rétribution de médecins L.E. 5.300,977 ; médicaments L.E. 2.208,310 ; hôpitaux L.E. 1.054,810 et allocations et indemnités aux sociétaires malades L.E. 734,333, soit au total L.E. 9.300 environ.

Ces chiffres sont assez éloquentes par eux-mêmes pour se passer de commentaires ; ils mettent clairement en relief l'étendue des sacrifices consentis par l'Association dans son dessein d'alléger des charges toujours onéreuses qui, sans cela, auraient lourdement pesé sur ses membres.

*
* *

Et maintenant, Messieurs, que nous réservent les années qui viendront ? Au risque de démentir le cri fameux du poète « Non, l'avenir n'est à personne ! », j'ose affirmer que celui de notre Association est largement entre nos mains. Il ne tient qu'à nous que les années à venir soient aussi fécondes que celles qui viennent de s'écouler. Sans doute l'avenir qui se prépare ne sera pas exactement pareil au passé. L'évolution portera peut-être notre Association vers des formes d'activité dont nul ne saurait définir aujourd'hui les lignes de façon bien certaine, mais l'on aurait tort de s'arrêter à mi-chemin.

Bien au contraire, armons-nous de courage, d'espoir, de ferme confiance dans l'avenir et que chacun continue à donner à l'Association le meilleur de sa foi. Fonctionnaires de l'Ordre Judiciaire et, dès lors, éléments d'ordre et de discipline, membres d'une Association qui, comme toute autre institution, a besoin de discipline et d'ordre pour progresser, mettons-nous tout entiers au travail, concourons par nos bonnes volontés à tous, chacun suivant les moyens dont il dispose, à la réalisation des légitimes ambitions dont notre Œuvre s'inspire, avec l'appui de tous ceux qui s'intéressent à nos efforts, de tous ceux à qui nous sommes redevables de nos succès d'hier et d'aujourd'hui, gage assuré — nous en avons le ferme et consolant espoir — de notre progrès de demain.

Ayons pour notre Association l'amour d'un fils pour sa mère et ayons à cœur le souci de son progrès qui doit passer pour nous immédiatement après nos devoirs envers les nôtres. Ayons en horreur le calcul intéressé et ne perdons point de vue que tout le bien, toute la prospérité que par nos efforts nous aurons procurés à l'Association comme groupement se confondront toujours avec le vrai bien et le profit de chacun de ses membres.

Les résultats heureux que nous avons eu la fierté d'enregistrer grâce aux encouragements des dirigeants de l'Institution Judiciaire et au dévouement des membres des Conseils d'Administration successifs, la collaboration apportée jusqu'ici par tous les membres de l'Association dans une saine et féconde émulation en vue de la prospérité de cette Œuvre, nous permettent d'espérer que ces pronostics d'avenir sont fondés.

LIVRE COMMÉMORATIF DU DÉCENNAIRE

J'aimerais, en terminant, dire que ma pensée tout naturellement se reporte, en ce jour anniversaire, vers une date assez lointaine encore que toute proche, celle de ma collaboration avec le premier président effectif de notre Association, M. Georges Coroni bey. L'ancien greffier en chef de la Cour d'appel, qui a été à la tête de notre Œuvre pendant près de deux ans, lui a, vous le savez, consacré son temps et sa peine et ne lui a jamais ménagé son appui après en avoir quitté la présidence, jusqu'au moment de son retrait de l'Administration en 1931. Je lui adresse ici, en notre nom à tous, notre cordial souvenir.

Je voudrais aussi rendre un hommage public à l'activité inlassable de tous les membres anciens et actuels des Conseils d'Administration qui n'ont épargné ni leur temps ni leur peine au service de l'Association. Pour ma part, je les remercie de leur collaboration précieuse et surtout de m'avoir chaque fois accordé leur pleine confiance, sachant qu'ils trouveraient en moi non seulement un chef qui sait prendre ses responsabilités, mais un ami toujours prêt à suivre leurs conseils et à apprécier leur aide.

J'ai particulièrement à cœur de signaler ici bien d'autres dévouements, restés volontairement dans l'ombre; à feuilleter le livre du décennaire on les reconnaîtra, répandant à chaque page leur communicative ardeur.

Et quoique le « moi » soit haïssable, je vais vous demander la permission de finir par ces paroles quelque peu personnelles.

Pendant ces dix années, vous n'avez cessé de montrer votre confiance aux promoteurs de l'Œuvre et aux divers conseils d'Administration; c'est, grâce à cet appui indispensable, que nous avons pu marcher de l'avant, la tête haute, dans le chemin souvent rocailleux et pénible de ces premiers dix ans; c'est, grâce à vos approbations sans cesse renouvelées et parfois bruyantes à nos assemblées générales, que nous avons essayé et — je crois — réussi à vous procurer tous ces avantages que vous connaissez.

Si parfois des divergences d'opinion ont surgi, elles n'ont point altéré l'harmonie de nos relations; bien au contraire, il semble qu'au fur et à mesure que les années se succédaient une cordialité plus intime s'établissait dans nos rapports, fruit d'un attachement sans cesse accru pour l'Œuvre, et d'une estime réciproque entre tous ses membres.

Aussi longtemps que de telles dispositions régneront parmi vous, mes collègues et moi continuerons comme par le passé, à vous servir dans la limite de nos possibilités. En ce qui me concerne, — je tiens à le déclarer, en toute franchise, à ce moment qui fait date dans la vie de notre Association — tant que votre confiance me maintiendra à la tête de l'Œuvre, et tant que notre Président Honoraire voudra bien continuer à m'honorer de sa haute estime, je consacrerai — pour vous, Messieurs — mon temps et mes loisirs durant mes dernières années au service de l'Administration. Et vous pouvez compter que ma volonté trouvera toujours, dans les obstacles et les difficultés inévitables, de nouvelles raisons d'agir et de persévérer, convaincu que la cause pour laquelle je me dévoue est humaine et noble, et heureux si je puis trouver chaque fois auprès de vous cette confiance et cette affection qui me sont si nécessaires à l'accomplissement de ma charge et qui constituent pour moi la seule récompense à laquelle aspirent mes efforts.

ALLOCUTION DE M. LE PREMIER PRÉSIDENT DE LA COUR D'APPEL, SIR RICHARD VAUX, Président Honoraire de l'Association.

Messieurs,

Je vous remercie de la cordiale réception que vous avez bien voulu me réserver comme Président honoraire de la Caisse de Prévoyance, de Secours Mutuels et d'Épargne du Personnel des Juridictions Mixtes d'Alexandrie, à l'occasion de la célébration du décennaire de sa fondation, (ainsi que des mots très aimables que vous venez, M. le Greffier en chef de la Cour, de prononcer à mon adresse et de ceux, par lesquels je suis particulièrement touché, de M. le Greffier en chef du Tribunal, Adib Maakad bey). Tout ce qui touche au bien-être de notre personnel et à ses intérêts moraux ou matériels

LA COMMÉMORATION DU DÉCENNAIRE

me tient naturellement à cœur, et, si j'ai pu exercer parfois mes prérogatives de Président honoraire avec quelque profit pour votre Association, j'en suis particulièrement heureux et satisfait.

Votre Groupement, messieurs les représentants de la Caisse de Prévoyance, répondait incontestablement à une nécessité et je me demande parfois, en feuilletant les bilans et autres comptes rendus de gestion de votre Œuvre qui reflètent sa situation florissante, comment notre personnel a pu se passer si longtemps de cette Association ! Je pourrais ici, faisant appel à mes souvenirs classiques, chercher et peut-être trouver dans Horace ou Virgile, si ce n'est dans Cicéron ou Tacite, tels vers ou telles citations pour donner la réplique au Greffier en chef de la Cour, et qui exalteraient votre Œuvre et son utilité féconde, en même temps qu'ils rendraient hommage à l'intelligente activité de ses dirigeants. Mais je suis sûr que vous ne m'en voudrez pas trop de vous dire dans mon langage de chaque jour combien je suis fier des résultats que vous avez obtenus, grâce à votre bonne volonté commune et à votre esprit de solidarité.

J'aurais bien voulu souhaiter à votre Caisse de très longues années d'existence, mais, dans les conjonctures actuelles, mes vœux risqueraient de n'être point exaucés.

Quoi qu'il en soit, j'espère vivement que tant que dureront nos Tribunaux, votre Association, de plus en plus prospère, répondra chaque jour davantage aux buts qu'elle s'est proposés et pour la complète réalisation desquels je vous prie d'agréer, Messieurs, mes souhaits très sincèrement cordiaux.



ACHEVÉ D'IMPRIMER LE VINGT-QUATRE MAI MIL
NEUF CENT TRENTE-SEPT SUR LES PRESSES
DES ÉTABLISSEMENTS WHITEHEAD MORRIS
LIMITED À ALEXANDRIE D'EGYPTE.
CLICHÉS DE L'ATELIER DE
GRAVURE «LE SOLEIL»
PHOTOGRAPHIES
ALBAN

